

POUR RÉPRIMER
L'AGITATION POPULAIRE

L'armée sud-coréenne
a pris le contrôle du pays

LIRE PAGE 9

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ;
Belgique, 1,40 BF ; Autriche, 14 sch. ; Espagne,
17 p. ; Canada, 5,10 ; États-Unis, 22 F CFA ;
Suisse, 4,75 fr. ; Pays-Bas, 50 sch. ; Grande-
Bretagne, 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 r. ;
Italie, 200 L. ; Liban, 300 p. ; Luxembourg, 17 fr. ;
Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal,
30 esc. ; Suède, 225 F CFA ; Thaïlande, 3,75 kr. ;
Suisse, 1,20 fr. ; U.S.A., 22 F CFA ; Yougoslavie, 27 din.

Tarif des abonnements page 8
S. DES PRES. ITALIENES
1002 PARIS CROISS. 88
C.C.P. 6297-23 PARIS
Téléx Paris n° 65672
Tél. : 246-72-23

Le sommet de Varsovie et les crises d'Asie centrale

Cavalier seul ?

Personne ne faisait apparemment grief à M. Helmut Schmidt du vouloir se rendre à Moscou cet été. Le chancelier allemand aurait été ainsi le premier chef de gouvernement occidental à s'entretenir avec M. Brejnev après l'invasion de l'Afghanistan par l'armée rouge. Si M. Giscard d'Estaing avait à son collègue cette « palme », il n'y a aucune raison de dénoncer chez l'un comme « trahison » ce qui était considéré chez l'autre comme un geste de bonne volonté. Il est vrai que Bonn a largement consulté ses alliés au sujet de son projet, tandis que le secret dont M. Giscard d'Estaing a entouré sa démarche a pu être jugé à bon droit comme discourtois par certains de ses partenaires. Mais la réaction extrêmement favorable des responsables allemands, contrastant avec les sarcasmes d'une bonne partie de la presse d'entre-Rhin et d'ailleurs, montre que la nouvelle n'est pas mauvaise pour tout le monde à l'Ouest.

Il serait encore injuste de parler d'« apaisement », voire de comparer la rencontre Brejnev-Giscard d'Estaing à la visite qu'un ministre britannique, fit à Hitler dans les semaines qui précéderent l'accord de Munich et la capitulation des puissances occidentales à propos de la Tchécoslovaquie. Même si la situation afgane se prête à certaines comparaisons avec cette crise, la différence essentielle provient de ce que M. Giscard d'Estaing — on est catégorique à cet égard — n'avait nullement l'intention de « négocier » avec M. Brejnev une solution à cette crise, encore moins d'acquiescer en fait accompli.

Mais c'est précisément en raison de la minceur de l'objectif officiellement proclamé — réaffirmer les positions communes sur le caractère « inacceptable » de l'intervention soviétique en Afghanistan, « éviter tout malentendu » sur les réactions des uns et des autres — que l'exercice révèle sa faiblesse.

À quel sert-il de répéter à M. Brejnev en personne — qui, de toute manière, n'agit qu'en l'avis de sa direction centrale — ce qui a été dit déjà en termes non équivoques, dès janvier, à M. Kornienko, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, puis, le mois dernier, à M. Gromyko à Paris ? Le « maintien du dialogue » est une préoccupation légitime, mais un dialogue de sourds reste un dialogue de sourds quel que soit le niveau auquel il se situe. Or, la tenue d'un sommet n'a d'autre originalité que de donner un caractère plus spectaculaire, et par conséquent plus risqué, à la politique de « dialogue à tout prix ».

Si, en effet, l'Élysée a affirmé, avec une prudence bien compréhensible, qu'il n'attendait aucun résultat concret de la rencontre de Varsovie, M. Brejnev, lui, a déjà obtenu ce qu'il cherchait. Quel que fasse M. Giscard d'Estaing, sa présence à Varsovie sera présentée par la presse de Moscou, à l'intention du public soviétique comme du reste du monde, comme signifiant la fin de la quarantaine dans laquelle le viol de l'Afghanistan a enfermé la direction du Kremlin pendant cinq mois.

Quoi qu'il fasse encore, il justifiera les espoirs de ceux pour qui, à Moscou, la fin de l'isolement passe par l'exploitation des divisions non seulement entre les États-Unis et leurs alliés, mais entre les pays islamiques et leurs partenaires occidentaux. Il n'est guère logique de prêcher la fermeté aux voisins de l'Afghanistan, d'empêcher toute « normalisation » sur le terrain, et de contribuer à cette même normalisation au niveau diplomatique.

PAGE 11

Le début d'une étude
de Noël-Jean Bergeroux :
SIX ANS APRÈS L'ÉLECTION
DE M. GISCARD D'ESTAING

- Paris invoque les « dangers d'escalade » pour justifier son initiative
- L'Inde annonce l'amorce d'un « règlement négocié » du problème afghan
- Téhéran juge « regrettables » les sanctions prises par les Neuf

MM. Giscard d'Estaing, Brejnev et Gierak (le « numéro un » polonais) ont eu, ce lundi 19 mai à Varsovie, avec la participation des trois ministres des affaires étrangères, des entretiens qui devaient se limiter à la matinée. La rencontre semble s'être transformée rapidement en un tête-à-tête franco-soviétique. L'agence Tass parle d'un « dialogue » entre MM. Brejnev et Giscard d'Estaing. La confirmation officielle de la rencontre n'a été donnée à Paris qu'après le départ de la capitale du président de la République, dimanche 18 mai, et M. François-Poncet n'en a informé ses collègues de l'Europe des Neuf que samedi, lors de leur rencontre à Naples. Le gouvernement allemand s'est félicité, ce lundi, de la rencontre entre MM. Giscard d'Estaing et Brejnev.

« Nous saluons et approuvons cette contribution au rétablissement d'un dialogue entre l'Est et l'Ouest », a déclaré le porte-parole fédéral.

Selon le correspondant de l'A.F.P. à Washington, « le gouvernement s'est enfoncé dans un mutisme désapprobateur et embarrassé lorsque ce sommet est devenu une certitude. Sans critiquer ouvertement le président de la République française, les sources officielles exprimaient la crainte que son initiative solitaire ne fasse le jeu de l'Union soviétique et n'affaiblisse encore davantage la solidarité occidentale ».

L'agence Chine nouvelle n'estimé ce lundi que la rencontre de MM. Giscard d'Estaing et Brejnev est « un nouveau geste de l'U.R.S.S. destiné à lancer une offensive de détente en Europe occidentale pour se tirer de la très mauvaise passe où l'Union soviétique se trouve du fait de son invasion de l'Afghanistan ». L'agence officielle chinoise n'a souligné que ce jugement était « largement répandu dans l'opinion publique ».

Le porte-parole de l'Élysée a expliqué que l'objet de la rencontre était de « mener

le dialogue », et nous pensons fondamentalement, n'est-il dit, que si le dialogue ne se poursuit pas (...) des tensions très grandes et des dangers d'escalade risquent d'apparaître ».

Pour sa part, Mme Gandhi a indiqué ce lundi que l'Inde a amorcé un « règlement négocié » du problème afghan et s'est dite « confiante » en son succès. À Islamabad, la Conférence islamique s'est ouverte en présence des représentants des principaux mouvements de résistance afghans que l'Iran avait intégrés à sa délégation.

Par ailleurs, les sanctions adoptées dimanche à Naples par les Neuf contre l'Iran ont été qualifiées de « regrettables » par le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ghattebadah. À Washington, M. Carter et le département d'État ont exprimé leur satisfaction, tout en regrettant que les sanctions ne portent que sur les contrats conclus depuis la prise d'otages

« Demandez aux Polonais... »

De notre envoyé spécial

Varsovie. — « Mener le dialogue », juché sur une table basse de l'intercontinental de Varsovie, pour une « conversation informelle » sur le coup de minuit avec la presse, c'est ainsi que le porte-parole de l'Élysée pour les affaires étrangères définit l'objet du voyage présidentiel. Le thème revient à chaque phrase, sur le fond, M. Biot n'est pas étonné à dire autre chose. Il répond tout juste, piqué par une question sur le « jeu solitaire » de la France, que si, pour les Occidentaux, « c'est mener une politique solitaire que parler avec les Soviétiques », M. Muskie vient de le faire à Vienne : « Il a précisé aussi que le président s'est longuement entretenu au téléphone avec M. Schmidt avant son départ et a envoyé des messages à M. Carter et Mme Thatcher ».

Six heures plus tôt, M. Gierak était allé accueillir M. Giscard d'Estaing dans une Peugeot 604. Cinq heures plus tôt, une Zil — une voiture soviétique, subtile courtoisie — attendait M. Brejnev. Le dirigeant polonais a embrassé le second mais pas le premier, avec lequel il a, en revanche, dîné. Le Français réside dans un ancien château de la famille Potanowski, le Soviétique dans une villa en face de l'ambassade soviétique. Ainsi a commencé, dimanche 18 mai, après quarante-huit heures de faux suspense la première réunion en sommet Est-

Ouest depuis l'invasion de l'Afghanistan.

En voici la version officielle française. Premier temps : les autorités polonaises ont souhaité organiser une rencontre entre le président Brejnev et un dirigeant d'un pays occidental (Quand ? « Disons au début de l'année »).

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)

Inquiétude en Iran

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Même s'ils se sont empressés d'effacer un certain détachement à l'annonce de la décision prise à Naples par les Neuf, ils ont fait mine de ne pas se montrer surpris en apprenant que la Communauté avait finalement opté pour la sévérité, les milieux officiels iraniens redoutent de voir s'annoncer un peu plus encore un avenir déjà menaçant à bien des égards.

C'est un chef d'État profondément angoissé que nos confrères de la télévision italienne ont

rencontré, à sa demande expresse, tard dans la nuit du 17 au 18 mai, à quelques heures d'une échéance redoutée. M. Bani Sadr leur a paru, nous ont-ils rapporté, si accablé, qu'il a lancé, devant les caméras, un appel à la compréhension occidentale empreint d'accents pathétiques, assurant notamment qu'il n'a aucune intention de se prendre d'ici peu à propos des otages ».

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(Lire la suite page 6.)

Le nouveau glacis soviétique

par RENÉ DABERNAT

diale » et qu'elle tente de faire avaliser par une conférence régionale (projet du « gouvernement » de Kaboul) ou même un sommet planétaire (plan Brejnev).

Les principes directeurs de cette stratégie sont connus. D'une part, l'U.R.S.S. estime avoir rompu, en 1977, la chaîne des temps et pris la tête d'un monde transformé qui, sans conflit armé global contre l'Occident, fera de proche en proche, basculer l'univers du capitalisme vers le socialisme, sous le poids des forces populaires. D'autre part, elle regarde comme naturelle, justifiée et définitive toute expansion du communisme réalisée avec son appui, pourvu que celle-ci s'effectue au nom d'un mouvement de libération nationale, quelle qu'en soit la représentativité réelle. Mais — voilà le fait majeur d'aujourd'hui — l'affaire afghane montre que le Kremlin, dans le cadre de cette stratégie, accède à sa poussée et se fixe un objectif précis : la constitution d'un nouveau glacis.

Le coup de Kaboul ne peut être isolé, en effet, de l'édification par l'U.R.S.S. aux flancs sud de son empire et à des carrefours essentiels du tiers-monde, d'une série

de bastions englobant, à titre principal, l'Éthiopie, Aden et, dans le sillage vietnamien, l'Indochine. Mais il marque un pivot central entre l'Afrique arabo-islamique et l'Asie asiatique du dispositif. C'est l'Afghanistan qui doit combler ce vide. Si l'opération réussit, Moscou disposera d'un levier pour constituer, plus tard, le glacis afro-asiatique destiné à compléter celui que Staline forgea en Europe orientale, également par la force et sans guerre ouverte contre l'Occident.

Le Kremlin avait des lors besoin, à Kaboul, d'un État satellite, donc asservi, et non plus de gouvernements « amis » tels qu'en formaient le roi Zahir jusqu'en juillet 1973, puis, de juillet 1973 à avril 1978, son cousin le prince Daoud. L'élimination de ce dernier marque, effectivement, le début de la nouvelle phase d'expansion russe en Afghanistan, que va confirmer, le 27 décembre 1979, l'entrée ostentatoire des troupes et des tanks de l'armée rouge.

(Lire la suite page 4.)

Cuba face au « socialisme réel »

Un millier de personnes ont défilé le samedi 17 mai devant l'ancienne ambassade des États-Unis à La Havane. Les participants à cette « marche du peuple combattant » réclamaient la suppression des biens et des vols d'avions espions ainsi que le retrait des Américains de la base de Guantanamo.

Le pont maritime « sauvage » entre Cuba et la Floride ne pourrait malgré les injonctions de M. Carter et le renforcement, samedi, de la surveillance maritime et aérienne dans le détroit. Nous commençons page 7 la publication d'une série de trois articles de notre envoyé spécial Francis Pizani : « Cuba à l'heure du socialisme réel ».



JACQUELINE
GRAPIN

de la chute
de Saïgon
à la prise
de Kaboul

RADIOSCOPIE
DES ÉTATS-UNIS

« Jacqueline Grapin analyse lucidement les causes du déclin américain... un ouvrage extrêmement riche, compétent et clair. »

Thierry de Montbrial / LE MONDE

CALMANN-LÉVY

AU JOUR LE JOUR

Cousin cousine

« Voulez-vous pas m'emmerder avec vos mensurations anglaises ? chantent-ils, car Québécois et fiers d'être Français d'origine, ils ont pour contraindre leur identité, mais c'est tout juste si nous savons qu'ils vont peut-être faire un pas de plus vers nous et leur indépendance ».

Mais si, à leur réplique, ils disent « oui », nous n'y serons pour rien, et s'ils répondent « non », nous ne penserons même pas à nous en faire le reproche, car si, sur les plaques de leurs voitures, ils écrivent à notre intention : « Je me souviens », nous, nous n'en finissons jamais de les oublier... »

MICHEL CASTE.

« Que le spectacle commence », de Bob Fosse à Cannes

Chanter la vie danser la mort

Acteur, chorégraphe, homme de théâtre, de cinéma et de télévision, grand spécialiste du « musical », Bob Fosse nous est surtout connu par ses films Cabaret, Lenny, Sweet Charity. Avec All that jazz (en français Que le spectacle commence), il vient sans doute de réaliser son chef-d'œuvre. Brisant les conventions de la comédie musicale, genre éminemment rassurant par nature, il n'a pas hésité à faire de la mort l'un des éléments essentiels de son film. Autant qu'on ne manquera pas de trouver provocante ou scandaleuse, alors qu'elle inspire au cinéma d'innombrables séquences. Si le jury n'est pas aveugle, All that jazz sera inscrit au palmarès.

C'est presque uniquement sur la scène et dans les coulisses d'un théâtre de Broadway que se déroule

le récit. Joe Gideon, le chorégraphe-metteur en scène, orpèvre, organiste, dirige les répétitions du prochain spectacle. Parallèlement il achève le montage d'un film. Qui est ce Joe Gideon ? L'ombre, comme dirait Kurosawa, le double de Bob Fosse ? Peut-être. En tout cas, un fanatique du « show-biz », un perfectionniste, un travailleur acharné, dont on aurait tenté de dire qu'il ne vit que pour son métier si l'amour (ou plus exactement le sexe) n'occupait tant de place dans son existence. Entre son épouse (réglée), sa maîtresse (accusée) et les danseuses de la troupe aux charmes dévastateurs il ne réside pas, cet homme est, en effet, un homme couvert de femmes.

JEAN DE BARONCELLI.

(Lire la suite page 17.)

هذا من اجل

étranger

LA RENCONTRE ENTRE MM. BREJNEV ET GISCARD D'ESTAING

« Demandez aux Polonais... »

(Suite de la première page.)

Étant donné les liens étroits entre Paris et Varsovie, il est étonnant que cette rencontre soit la plus utile avec le président de la République française. Deuxième temps : ce projet a été soumis aux deux autorités (à-t-il alors été précisé à Paris que M. Brejnev serait d'accord ? Réponse : « Demandez aux Polonais »). Des contacts exploratoires ont ensuite été menés. M. Poniatowski était à Varsovie le 25 avril et M. Leclerc, conseiller diplomatique de l'Elysée, les 9 et 10 mai. Troisième et dernier temps : la date a été fixée au début de la semaine dernière. Comme il ne s'agit pas d'une rencontre officielle, mais d'un entretien informel, organisé à l'initiative de la Pologne, il a été décidé que l'annonce en serait faite par Varsovie, après l'arrivée du président. Les filles organisées à Moscou puis Varsovie ont donc une violation des accords ? Réponse : « Nous n'interprétons pas ces jutes ».

N'aurait-il pas été « courtisé » aussi par M. François-Poncet averti de ce sommet, vendredi matin à Vienne, ses homologues américains, britanniques et occidentaux voulaient en même temps rétablir le contact avec elle et quelle n'avait que l'embaras du choix pour trouver des interlocuteurs. N'aurait-il pas été « courtisé » aussi par M. François-Poncet averti de ce sommet, vendredi matin à Vienne, ses homologues américains, britanniques et occidentaux voulaient en même temps rétablir le contact avec elle et quelle n'avait que l'embaras du choix pour trouver des interlocuteurs.

« L'entente n'a pas été terminée », disent les journalistes, tandis que l'ambassade de France se tait. Détail, évidemment, à côté d'une rencontre d'une telle importance. Reste à savoir ce à quoi auront abouti les présidents français et soviétique (M. Giscard d'Estaing et Brejnev) lors de leur rencontre à Vienne, après plusieurs heures d'entretien et un déjeuner de travail.

Le projet serait dû à l'initiative de M. Gierek et remonterait à plusieurs semaines

De notre envoyé spécial

Naples. — La rencontre Giscard d'Estaing-Brejnev, à Varsovie, et le suspense entretenu à Paris sur cet événement ont fait dévier quelque peu le rencontre des hauts ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, à Naples, de son but initial. Les affaires Est-Ouest ont occupé toute la soirée de samedi 17 mai. M. François-Poncet a informé ses collègues, déjà au courant par la presse, qu'il accompagnerait le président de la République à Varsovie. Le ministre des affaires étrangères n'en avait rien dit à ceux qu'il avait rencontrés jeudi et vendredi à Vienne, pas plus qu'il n'en avait parlé à M. Muskile, le nouveau secrétaire d'Etat américain ni, assure-t-on, à M. Gromyko à qui il n'avait d'ailleurs rien à apprendre à ce sujet.

L'affaire intéressait au premier chef l'Elysée, la président de la République se serait chargé lui-même de l'information à son niveau : il eut une communication téléphonique au milieu de la semaine dernière avec M. Certer et s'informa M. Schmidt et d'autres chefs de gouvernement européens. Le gouvernement de Bonn a d'ailleurs exprimé, dès dimanche, sa satisfaction, ce qui est jugé essentiel à Paris. Plusieurs ministres présents à Naples, sans manifester publiquement leur mécontentement, ont exprimé, par diplomates interposés, quelque scepticisme sur la démarche de M. Giscard d'Estaing et quelques critiques sur le manque d'esprit de concertation de la France, auquel il oppose volontiers celui de l'Allemagne fédérale. Celle-ci ne manque pas une occasion de consulter ses partenaires sur la préparation de la prochaine visite de M. Schmidt à Moscou.

Du côté français, on répond que les deux visites ne sont pas de même nature. Celle de M. Schmidt est, en effet, venue de M. Gierek. En ce qui concerne les relations Est-Ouest, Paris et Varsovie, dont les préoccupations quant à l'équilibre européen et mondial sont historiquement quasi identiques, s'entendent à demi-mot. M. Giscard d'Estaing et Gierek se rencontrent aussi souvent que possible, et l'Elysée s'est servi plus d'une fois du canal polonais pour s'assurer d'avoir bien été compris au Kremlin. Le projet de rencontre remonte déjà à plusieurs semaines (la période approximative avait été arrêtée assez tôt, bien que la date précise n'ait été fixée que récemment). La suggestion aurait d'abord été faite lors d'une visite de M. Olechowski, ambassadeur de Pologne à Paris, début avril à l'Elysée. Elle a bien entendu fait l'objet de l'entretien que M. Poniatowski a eu le 25 avril à Varsovie avec M. Gierek. Rappelons que les relations normales franco-soviétiques (même le sont-elles encore ?) appelaient une visite de M. Brejnev à Paris cette année ce qui, dans les circonstances actuelles, poserait quelques problèmes...

Il y a tout lieu de croire que dans leur for intérieur, les Polonais ont tout aussi inquiète que les Français de l'intervention soviétique en Afghanistan et des dangers qu'elle implique. Il n'y avait donc pas de raison de repousser l'invitation de Gierek, assidue-t-on dans les milieux responsables, d'autant plus qu'il pouvait être intéressant de faire connaître à M. Brejnev, en présence d'un témoin de son bord, le point de vue français sur l'affaire afghane.

Ce point de vue est bien connu : toute évolution de la crise afghane passe nécessairement par un engagement soviétique d'observer un calendrier d'évacuation précisée. A partir de là, les garanties dont le Kremlin estime avoir besoin pour le respect de la neutralité et du non-alignement

Une cinquantaine de cas humanitaires individuels restent en suspens entre la France et l'U.R.S.S.

De notre correspondant

Moscou. — Les rencontres entre dirigeants français et soviétiques sont en général l'occasion, du moins lorsqu'elles sont préparées par les voies diplomatiques normales, d'évoquer les questions humanitaires toujours en suspens entre les deux pays, et, pour Paris, de demander aux Soviétiques des efforts dans ce domaine. Sept conjoints de citoyens français sont actuellement empêchés de se rendre en France. Cinq femmes qui ont épousé des Français depuis plusieurs mois ne reçoivent pas de visa de sortie pour rejoindre leur mari. Un seul cas est vraiment explicable, même s'il est difficilement justifiable : celui de Mme Olga Bondi, qui purge une peine de plusieurs mois de camp de travail après un incident bémol dans un restaurant de Novorossiysk.

D'autre part, deux citoyens d'origine soviétique ne sont pas autorisés à rejoindre leurs épouses en France. Il s'agit d'un architecte physicien de Kiev, qui a perdu son poste dans l'enseignement quand il a déposé sa demande de mariage avec une Française, et son emploi dans la recherche quand il a pu se marier, après bien des difficultés, puisque les autorités soviétiques refusaient à sa fiancée, pourtant membre du P.C.F., un visa d'entrée en U.R.S.S.

Le deuxième cas est celui d'un homme qui a été condamné à cinq ans de camp pour trafic de devises. La loi soviétique interdit en principe l'émigration de citoyens ayant subi une condamnation pénale. Enfin, les autorités de Moscou continuent de refuser à M. Torrent, qui a connu une Soviétique à Paris au moment de la construction de la nouvelle ambassade d'U.R.S.S., le visa d'entrée lui permettant de se marier. Après plusieurs démarches officielles, M. Torrent avait fini par obtenir un visa de trois jours. Ce bref séjour suffit pour déposer auprès de l'état civil soviétique sa demande de mariage. Mais celui-ci devait être célébré avant le 15 de ce mois, et M. Torrent n'a pu obtenir son visa.

DANS LA PRESSE

L'AURORA : collusion avec le P.C. ?

Sous le titre « Giscard donne des armes à Moscou » : « Tout donne à croire, à première vue, que les seuls bénéficiaires seront les Soviétiques, les partisans d'un nouveau Munich... et les communistes. Ce n'est pas par hasard que Georges Marchais se déclare enchanté de ce mini-sommet qui a aussi l'air d'une opération de politique intérieure. »

que prend Valéry Giscard d'Estaing en allant à Varsovie ne sont pas minces.

LIBERATION : pour des médailles en chocolat ?

Sous le titre « Giscard prix Lénine de la paix », Libération écrit : « Sans doute, le « decime qui vient dîner ce soir » de Valéry-la-détente a-t-il été discrètement préparé par Gromyko et François-Poncet. Mais dans le secret qui entoure les hommes de sang-froid de ce monde nucléaire jusqu'aux dents, le seul effet visible de cette équipée, pour l'instant, c'est que Giscard vient de briser la sorte de quarantaine observée par les Occidentaux vis-à-vis de Moscou depuis le coup de Kaboul. »

Giscard ramènera-t-il autre chose de Varsovie que des médailles en chocolat pour ses sportifs, comme un quelconque Dala-dier rentrant de Munich ? Afghan sort qui mal y pense ! »

LE QUOTIDIEN DE PARIS : des risques qui ne sont pas minces.

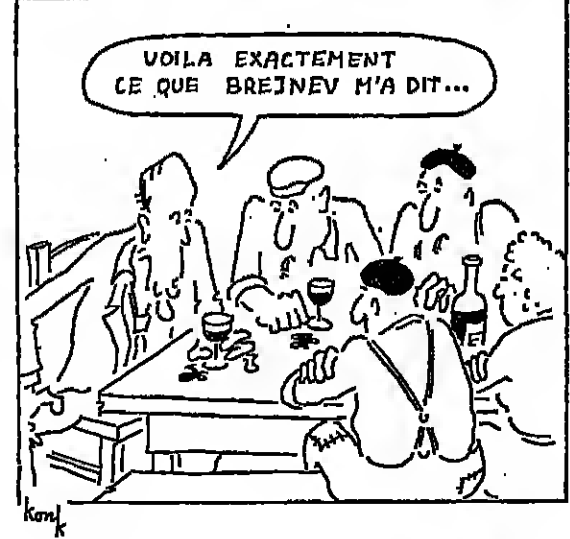
« De deux choses l'une : ou bien Valéry Giscard d'Estaing obtiendra de Brejnev un geste important, c'est-à-dire un geste qui traduira la volonté du gouvernement soviétique d'apaiser le feu qu'il a allumé en décembre dernier, et le président français aura remporté une incontestable victoire qui servira son crédit personnel et justifiera ce rendez-vous diplomatique inattendu. Ou bien, alors, c'est seulement pour voir et pour entendre Brejnev opposer une fin de non-recevoir à ses objections, et, dans ce cas, revenant les mains vides, Giscard apparaîtra non seulement comme celui qui a échoué mais aussi qui s'est compromis et a compromis son pays dans un rôle qui n'est pas honorable à tous les égards (...). Les risques

RADIO-FRANCE : pallier une carence.

« Il fallait que l'Est et l'Ouest se rencontrent. Le président américain était indisponible, tant par les méandres de sa politique que par ses engagements électoraux, il était normal qu'un de ses alliés majeurs du camp occidental, membre permanent du Conseil de sécurité et puissance atomique au demeurant, prenne l'initiative de pallier cette carence. »

« La France n'a ni les moyens ni les appétits des deux grandes puissances nucléaires. Mais elle est qualifiée pour jouer un rôle de conciliation (...). Tout au long de la présente crise, elle est demeurée fidèle à ses engagements d'allié atlantique, mais elle a aussi maintenu sa conception selon laquelle l'unique alternative de la détente, c'est la guerre. »

(1) D'après certaines informations, ce serait dans l'air de M. Doument, spécialiste des comités de l'Est et membre du P.C., que M. Poniatowski s'est rendu à Varsovie le 25 avril.



(Dessin de KONEJ)

La volonté de guérir

Norman Cousins

Préface de René Dubos

Seuil

Le médicament que votre médecin ne peut pas vous prescrire !

Cousins démontre qu'on peut consciemment être responsable de sa guérison. L'Express

Rien en ce livre n'est raisonnable puisqu'il ramène tout en question. Il démontre, à l'évidence, que la volonté de vivre est un médicament en soi. Henri Pradal / L'Impérial

Traduit de l'américain par R. Coryell
156 pages

Le pouvoir au bout du...

O...

Debut

LES NOUVEAUX

23 pages

pris sur...

هذا في الجوز

AFRIQUE

CARD D'ESTAING
le nouveau glacié soviétique

Ouganda

La commission militaire désigne un gouvernement civil dépourvu de pouvoirs réels

De notre envoyé spécial

Kampala. — La composition d'un nouveau gouvernement ougandais a été rendue publique, dimanche 18 mai, à Kampala. En outre, la commission militaire, qui avait désigné le président Binaisa il y a une semaine, a précisé les nouvelles structures du pouvoir dans une proclamation en seize points. De ces deux initiatives, on peut tirer une double leçon : la commission militaire entend garder la haute main sur les affaires de l'Etat ; les partisans de l'ancien président, M. Milton Obote, consolident leurs positions à la tête de l'administration.

Comme le souhaitait M. Julius Nyerere, chef de l'Etat tanzanien, le gouvernement ne comprend que des civils. Huit ministres de l'équipe précédente ont été limogés. Parmi eux figuraient notamment les anciens ministres des finances, M. Ssentongo, et de la culture, M. Nabudera. Le premier s'était vu reprocher son affairisme. Le second avait vivement critiqué le coup de force, qualifié de « trahison » (le Monde des 13-14 mai). Neuf membres du gouvernement Binaisa conservent leurs fonctions, dont M. Alimadi, ministre des affaires étrangères. Les autres se voient confier des postes moins importants.

Bien que la nouvelle équipe — de vingt-quatre membres — résulte d'un compromis, elle rassemble une bonne majorité de ministres favorables à M. Obote et, son parti, le Congrès du peuple ougandais (U.P.C.). Le ministre de la culture et du développement communautaire, M. Tiberondwa, par exemple, fut longtemps l'assistant, à Dar-Es-Salaam, de l'ancien chef de l'Etat exilé. Toutefois, la commission militaire a fait quelques concessions aux autres courants poli-

tiques, ne serait-ce que pour les remercier d'avoir soutenu le coup d'Etat. Ainsi, le ministre des finances, M. Sebalu, appartient au Democratic Party (D.P.), formation catholique rivale de l'U.P.C. Au lendemain du coup d'Etat, la direction du D.P. avait approuvé l'entreprise de la commission militaire tout en lui demandant de constituer un cabinet « reflétant les diverses forces politiques ». Il sera difficile aux responsables de ce parti de prétendre avoir obtenu gain de cause.

Les nouvelles règles du jeu politique, annoncées dimanche, jettent un doute, dès sa naissance, sur les réelles possibilités de ce gouvernement. Les conseils des ministres seront en effet présidés par le président de la commission militaire, M. Paulo Mwangwa. Celui-ci apparaît de plus en plus nettement comme « l'homme fort » du nouveau régime. Selon une formule pour le moins originale, les cinq autres membres de la commission — un civil, M. Yoweri Museveni et les quatre chefs de l'armée — siègeront au sein du cabinet en tant que « ministres collectifs de la défense ». La commission militaire « dirigera le cabinet sur tous les sujets politiques ». Celle-ci devient ainsi l'organe suprême du pouvoir à la place du conseil national consultatif (N.C.C.).

Cette assemblée faisait office de Parlement intérimaire et se voulait la gardienne des principes sur lesquels les mouvements d'opposition à la dictature d'Iddi Amin Dada s'étaient mis d'accord lors de la conférence de Mombasa en mars 1979. Elle n'exercera plus qu'une tâche purement législative et se trouve ainsi dans l'impossibilité juridique de contester la légitimité du coup d'Etat. Son président, M. Edward Rugumayo, avait refusé de la convoquer malgré les pressions de M. Nyerere. Mettant les points sur les i, la commission militaire précise que les pouvoirs qu'elle s'est arrogés « ne pourront être mis en question par aucun tribunal ni par aucune loi ».

De plus, la commission militaire déclare inéligible à un poste politique tout Ougandais ayant déjà occupé une fonction simi-

laire pendant les huit années du régime d'Iddi Amin Dada. Cependant, cette disposition taillée sur mesure exclut de son champ d'application les six membres de la commission. Ce tour de passe-passe permet à M. Paulo Mwangwa, ancien ambassadeur du Commonwealth, sur le modèle des récentes élections rhodésiennes. Dans cette affaire, le chef de l'Etat tanzanien semble surtout guidé par le désir de voir enfin s'installer sur sa frontière septentrionale un gouvernement stable, et dont la légitimité ne puisse pas être contestée constamment.

Le recensement national, ses résultats n'ont toujours pas été publiés. Certains agents refusent de livrer leurs chiffres aussi longtemps qu'ils ne seront pas rémunérés. Au cours d'entretiens à Arusha, vendredi et samedi, le président Nyerere aurait obtenu de ses interlocuteurs ougandais que le scrutin soit contrôlé par une équipe d'observateurs du Commonwealth, sur le modèle des récentes élections rhodésiennes. Dans cette affaire, le chef de l'Etat tanzanien semble surtout guidé par le désir de voir enfin s'installer sur sa frontière septentrionale un gouvernement stable, et dont la légitimité ne puisse pas être contestée constamment.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

M. Mwangwa : un habile politicien

Président de la commission militaire au pouvoir, M. Paulo Mwangwa est un vétéran de la politique ougandaise. Aucune de ses personnalités ne peut revendiquer une telle longévité dans les affaires du pouvoir. Agé d'une soixantaine d'années, il appartient à l'aristocratie des Bougandais, majoritaire dans la région de Kampala. Il débuta dans la vie publique au début des années 50 et fonda un mouvement monarchiste, avant de se rapprocher de M. Milton Obote. Il devint membre du Congrès du peuple ougandais (U.P.C.), créé par ce dernier en 1960. Après l'arrivée au pouvoir en 1966 de M. Obote, il fut nommé chef du protocole. Au lendemain du coup d'Etat d'Iddi Amin Dada en 1971, il ne choisit pas l'exil comme beaucoup d'autres. Le futur maréchal, qui voulait se concilier les Bougandais, l'envoya diriger plusieurs missions diplomatiques, dont l'ambassade d'Ouganda à Paris. Opposant tardif au dictateur, il ne rompit avec lui qu'en 1975, après que le président, au cours d'une soirée querelle, l'ait accusé d'avoir vendu le mobilier de l'ambassade.

Il vécut ensuite à Londres et rallia tardivement Oar-Es-Salaam avant de participer, en mars 1979, à la conférence de Mombasa, qui réunit les mouvements d'opposition au tyran. Membre du comité directeur du F.N.L.O. (Front national de libération de l'Ouganda), il devint chef de la province de Masaka et entra en tenue de combat dans le capitaine ougandais libérée. Le président Luleia le nomma ministre de l'Intérieur. M. Binaisa l'avait maintenu dans ses fonctions jusqu'en février, date à laquelle il fut rétrogradé au ministère du travail pour avoir interdit, de sa propre initiative, trois journaux critiques à son endroit. Dapula, M. Mwangwa semblait attendre l'heure de la revanche. En venant à l'aide de ses puissants alliés de l'armée lors du limogage du général Ojok, il a porté le coup de grâce au président Binaisa. Fin politicien, qui méditera orateur, M. Mwangwa n'est guère aimé des Bougandais de Kampala. Ceux-ci le tiennent pour un « traître » à leur ethnie parce qu'il est resté fidèle à M. Obote, le fossoyeur du royaume bougandais.

J.-P. L.

Algérie

Le prochain congrès du F.L.N. devrait permettre au président Chadli de renforcer son autorité

De notre correspondant

Alger. — La préparation du congrès extraordinaire du Front de libération nationale, prévu pour la seconde quinzaine de juin, va bon train. Une commission, présidée par M. Abdelmajid Allehoum, ministre du tourisme, s'occupe notamment de dresser les listes de candidatures et de préparer le matériel de ces assemblées ; une seconde, appelée officiellement « commission spéciale », est confiée à M. Boualem Bakel, ministre des affaires religieuses. Elle a commencé ses travaux samedi et doit proposer des amendements aux statuts actuels du F.L.N., en vue de renforcer les pouvoirs de son secrétaire général, le président Chadli Bendjedid. Elle doit également proposer une restructuration du parti pour en amplifier l'organigramme.

Placées sous l'autorité directe du chef de l'Etat, ces deux commissions ne comprennent aucun membre de l'ancien bureau politique, dont les titulaires ont été tous écartés de la préparation du prochain congrès. Ce fait, ainsi que l'annulation de sa dernière réunion hebdomadaire, marquant, tend à confirmer que le bureau politique est « gelé » en attendant son profond remaniement. Lors de sa dernière session, du 6 au 10 mai, le comité central avait sévèrement reproché à l'exécutif du F.L.N. son « inertie » et accordé un « soutien sans réserve » au président Chadli Bendjedid pour « opérer les changements qu'il considérait nécessaires » à la tête du parti et de l'Etat. Ces « pleins pouvoirs » devaient, en principe, lui être confirmés en juin par le congrès extraordinaire du F.L.N.

Le débat politique s'était, depuis, polarisé autour de deux grands courants animés par deux anciens « candidats à la candidature » à la présidence de la République, MM. Mohammed Salah Yahaoui, coordonnateur du F.L.N., et Abdelaziz Bouteflika, ancien ministre des affaires étrangères, tandis que les alliances se défilèrent aussi rapidement qu'elles s'esquissaient, dans un climat lourd et paralysant.

L'enjeu de cette « bataille de l'ombre » est la part de « continuité » et celle de « changement » apportées dans la stratégie de développement mise en œuvre depuis dix ans. Les uns souhaitent quelques aménagements tout en préservant les « acquis fondamentaux » (monopole de l'Etat sur l'ensemble de la vie économique), les autres préconisent de réarmer une plus grande place à l'initiative privée, notamment pour la fabrication de la « seconde génération » des produits industriels algériens, au aval de l'industrie de base déjà installée.

En faisant arbitrer la comité central en sa faveur, le président Chadli Bendjedid semble avoir ainsi renvoyé dos à dos les deux tendances, pour mettre fin à un débat jugé « stérile » alors que de nombreux dossiers en souffrance attendent des décisions concrètes. Son projet politique n'en paraît que plus clair : former autour de lui une équipe de travail homogène, qui se chargera de mettre en application le plan quinquennal 1980-1984 aussitôt après son approbation par le prochain congrès extraordinaire du F.L.N. (Intérim.)

● Une grève générale, la seconde depuis le début de l'effervescence berbére, a paralysé Tizi-Ouzou durant la plus grande partie du dimanche 18 mai. L'enlèvement des commerces privés étaient fermés, fonctionnaires et ouvriers avaient déserté leur poste de travail. Les grévistes ont, semble-t-il, voulu se solidariser avec les vingt-quatre manifestants qui comparurent devant la Cour de sûreté de l'Etat (le Monde du 17 mai). — (Corresp.)

République Sud-Africaine

● Trois hommes affirmant avoir des explosifs se sont emparés ce lundi 19 mai du quatrième étage de l'hôtel Carlton, à Johannesburg, situé dans le centre de la ville. L'hôtel a été aussitôt encerclé par la police, qui a isolé l'étage occupé et évacué le reste de l'établissement.

LE MEILLEUR MARCHÉ COMMUN.



* Prix d'achat en main TTC, en 04/1980.

Pour une fois, l'Europe est d'accord. L'Audi 100 fait l'unanimité. Il faut dire qu'Audi a réalisé un prodige : une vraie berline pour 47750 F* son prix n'est pas la seule surprise. Cette 9 CV rivalise avec de plus fortes cylindrées. Pour comprendre ses performances il faut la détailler. C'est d'abord une traction avant avec arbre à camés en tête et entraînement par courroie crantée. Mais en Bavière, où elle est construite, on ne cherche pas que la vitesse. On soigne aussi la sécurité.

Ce qui explique sa direction autostabilisante et son double circuit de freinage. Cherchez donc cela sur ses concurrentes et vous comprendrez le succès de l'Audi 100 L.

Quant à l'économie, seuls les chiffres parlent : 7,4 l/100 km d'essence ordinaire à 90 km/h ; 9,6 l/100 km à 120 km/h ; 12,6 l/100 km en ville (consommation conventionnelle à vitesse stabilisée). L'Audi 100 L a aussi reçu tous les suffrages pour son habitabilité et sa ligne. Conçue pour l'Europe, applaudie par l'Europe, l'Audi 100 L va faire plus d'un heureux en France.

AUDI 100 L. UNE VRAIE BERLINE ALLEMANDE POUR 47750 F.



1. — « Antisociaux » et « affamés »

De notre envoyé spécial FRANCIS PISANI

quante mille candidats à l'exil.
En débarquant à La Havane, on les accueillait avec des regards fuyants de circonstance. Si bien ! les responsables exultent presque ! Il ne s'agit pas de candidats à l'exil, mais de « *difficilites* » qu'ils « *occupent* » plus qu'elles ne les « *préoccupent* ». La conférence leur semble favorable, rappelle les volontiers qu'ils ont devenus constamment de croire au « *paradis* », prétextant aujourd'hui parler de « *sociologie réel* ».

On a anticipé la portée de l'événement, il faut, d'abord, déterminer qui sont ces 10.800 premiers candidats à l'exil. Premiers candidats ? Les plus importants pour ne pas être com-

rite. Mais les observateurs s'accordent à dire qu'ils ont vu beaucoup de jeunes d'hommes et de Noirs; que les motivations exprimées étaient très rarement d'ordre idéologique, malgré la présence de quelques militants et de détenus politiques et de leurs familles, désespérés de la lenteur avec laquelle les Etats-Unis accordent les visas d'entrée sur leur territoire.

Pour les autorités, le groupe est essentiellement composé « de délinquants, de membres du lumpen et d'antisociaux ». Le terme « homosexuels », utilisé dans les documents officiels, a rapidement disparu.

On haut fonctionnaire nous a affirmé que, selon les premières statistiques du ministère de l'intérieur, près de 55 % des personnes auxquelles passeport et sauf-conduit avaient été délivrés au sortir de l'ambassade avaient eu maille à partir avec la justice pour les délits de droit commun. Le chiffre est invraisemblable ; mais il est moins invraisemblable qu'il peut paraître — ne serait-ce que parce que la nature des délits n'est pas précisée !

L'assemblée générale de l'Organisation des Etats américains a refusé leur proposition d'envoyer une force militaire au Nicaragua pour « séparer les forces en présence ». Les pays latino-américains, toutes tendances confondues (exception faite du Paraguay), révélaient ainsi

La montée révolutionnaire en Amérique centrale et caraïbe et ce blocage concomitant d'une institution internationale d'ordinaire docile annonçaient, des lendemains difficiles. Comment s'étonner, dès lors, se demander-on à La Havane, que Washington ait tout fait pour renverser la vapeur ?

Son soutien marqué à la jeune administration a pour but d'entraîner le pouvoir révolutionnaire en Amérique centrale. Les dirigeants nord-américains ont d'autre part, entrepris de briser le mouvement révolutionnaire qui se servait notamment de la révolution politique modérée du Venezuela et du Pérou. Enfin, avec l'aide de la brigade soviétique, les forces armées cubaines ont soutenu des régimes libéraux qui soutiennent sur ce qui demeure à leurs yeux le danger numéro un : la révolution cubaine et sa dépendance envers l'Union soviétique. Et pour bien marquer qu'ils n'ont pas cessé de considérer la mer des Caraïbes comme un lac américain, ils ont installé un nouveau poste de commandement à la base de la Floride, à 150 kilomètres de Cuba.

viens que vénézuéliens en poste à La Havane. Le 15 janvier, l'ambassadeur du Pérou a renvoyé chez eux cinq candidats à l'asile politique, considérant qu'ils n'étaient pas fondés à y prétendre. Il l'a dit le 19 janvier dans la presse cubaine. Il fut aussitôt rappelé à Lima.

L'argument de M. Castro lorsqu'il a demandé le retrait de la garde devant l'ambassade péruvienne a consisté notamment à dire : « Vous incitez les gens à partir sans réfléchir, à utiliser la force, vous portez donc l'entière responsabilité de la multiplication des problèmes. Si le problème posé n'en est pas moins simple : en favorisant le départ de tous ceux qui le désirent directement, vous évitez de créer un problème. Je me réjouis de voir le général Weington dans l'obligation d'adopter une position claire sur le problème des *disidents* ».

Cet argument a été repris par M. de la responsabilité de l'administration américaine que

l'émigration, depuis vingt ans, n'ait pas été plus forte. On en veut pour preuve le fait que les Etats-Unis ont insisté pour fournir eux-mêmes les avions qui devraient servir aux « vols de la liberté », entre 1965 et 1971... de peur que les Cubains ne mettent en service trop de gros-porteurs.

Plus récemment, précise-t-on, la crise a éclaté au moment où près de treize mille personnes (essentiellement des prisonniers politiques récemment libérés et leurs familles) dûment munis de leur passeport et d'une autorisation de quitter l'île, n'avaient plus besoin, pour ce faire, que d'un visa américain.

S'agissant des délinquants (dont le nombre, parmi les nouveaux arrivés à Key-West, semble de plus en plus inquiéter les autorités fédérales américaines et celles de la Floride), les Cubains trouvent un malin plaisir à dire : « Vous nous avez pris ingénieurs, techniciens et médecins au moment du triomphe de la révolution. Vous auriez mauvaise grâce à refuser aujourd'hui des contestataires moins honorables. »

C'est par dizaines, voire par centaines de milliers, que les habitants de ces pays quittent chaque année leur terre natale dans l'espoir de faire fortune aux Etats-Unis. Mais ceux qui désirent du tiers-monde qu'il dit en substance aux Américains du Nord : « Vous êtes la richesse du monde, mais vous ne pouvez pas le faire sans les clés. Acceptez d'aborder les vrais problèmes, ou nous lâchons la main des *ajfams* », à Rome l'a-t-elle dit, et elle s'est levée. Les membres des Wisagoths. Ces propos que l'on tient en privé à La Havane ont manifestement été entendus par le président mexicain, M. Lopez Portillo, qui a répondu, en principe, qu'un tel voyage de M. Castro était dans la plus grande difficulté pour annoncer une visite officielle à La Havane. Elle devrait avoir lieu

Dernier point de cette offensive castriste livrée au beau milieu de la tourmente : les Cubains éprouvent quelque orgueil à démontrer que le « socialisme réel » peut être générateur d'air frais. Mais la conjoncture permet-elle de tels optimismes des dirigeants cubains. Mais de très sérieux problèmes de fond n'en sont pas moins posés. Aucune victoire tactique ne pourra masquer que dix mille personnes se sont précipitées un jour d'avril dans les jardins de la légation péruvienne.

En marche

La proportion de délinquants de droit commun est manifestement plus grande que dans un groupe « de référence » de dix mille personnes. Certains réfugiés eux-mêmes parlaient d'au moins 25 % ou 30 %. Cela peut s'expliquer, au moins en partie, par le moment auquel l'affaire a éclaté, et par la localisation géographique de l'ambassade.

Après avoir connu une chute radicale dans les débuts de la révolution, le taux de délinquance avait, ces dernières années, tendance à s'élever à nouveau. La principale raison en est, évidemment, la persistance des difficultés économiques, et l'apparition d'inégalités, particulièrement difficiles à admettre dans un type de régime. Les Cubains ajoutent qu'ils avaient, dans ce domaine aussi, péché par idéalisme, comptant avant tout sur la « conscience » et la « rééducation ». Les effectifs de police étaient faibles. La Havane, en particulier, était surtout propice à un condamné pour délit mineur qui avait fait preuve de bonne conduite pendant son premier mois de détention.

Lors de son discours du 27 décembre devant l'assemblée du pouvoir populaire, le président Castro déclarait la guerre aux délinquants : « Nous allons les combattre avec la plus grande énergie, disait-il ; si c'est nécessaire, nous reciterons même certaines lois ; quelques jours auparavant, un premier délinquant avait été jeté, mobilisant 4 000 hommes et 1 100 voitures. D'autres opérations de même nature devaient suivre, surtout après la nomination, le 11 janvier, au poste de ministre de l'Intérieur, d'un homme connu pour avoir la « main dure ». Ramiro Vives. Pas de surprise, donc, pour le Cubain moyen : les « délinquants » furent « Ramirito ».

Un point ne manque pas d'interroger dans ce durcissement. M. Castro a déclaré à plusieurs reprises, au cours des derniers mois que délinquants de droit commun et contre-révolution-

naires ont de plus en plus fréquemment tendance à se rassembler. Mais, pour un moment, nous allons nous arrêter sur un élément pour étayer sa thèse. On se contente de dire dans les milieux proches du gouvernement que l'opposition politique à la révolution a été la seule à se manifester à s'exprimer par le canal de la religion il y a quelques années, assume des formes de plus en plus marginales, « antisociales » au sens large.

Le « cambour » du Pérou se trouve dans le quartier « chic » de Miramar. Mais celui-ci est entouré des faubourgs les plus pauvres ceux de Mariano, Santa Fe et de San Juan. On peut voir une partie importante des réfugiés. C'est dans cette population, en majorité noire, que Batisto, jadis, recrutait de préférence ses soldats, les « couzcos. Après la révolution, la révolution des derniers se sont reconvertis dans le tout petit commerce, prospère jusqu'à son interdiction totale en 1986. Les habitants, une grande partie des « cambour », ont connu la ploutocratie que de s'entêter à la production, ont cherché les moyens de « se sortir », en marge de la loi. Ils constituent un sous-prolétariat, furtif sans peine.

quance n'est sans peine.

Les « amis-sociaux » selon la formule de l'abbé Delmas, ont constitué une catégorie de « fourre-tout », incluant ceux qui ne participent pas à l'effort social collectif, ceux qui n'ont pas assez de « conscience » pour en supporter les rigueurs, jusqu'à ceux qui, rejetant la révolution, ont préféré les bénéfices du capitalisme. En outre, un certain nombre de cadres moyens de l'administration, voire de l'armée et de la police, haineux peut-être de saisir l'occasion de filer « à l'anglaise » au moment où les plus hautes instances de la révolution se préparaient à lancer une très sévère campagne d'exigences.

La crise, en second lieu, a surgi dans des circonstances internationales bien particulières.

L'année 1979, marquée par le coup d'Etat révolutionnaire de Grenade et la victoire des sandinistes au Nicaragua, a été lourde pour les Etats-Unis.

Cependant, les relations de Cuba avec le Pérou et le Venezuela, deux pays devenus des plus modérés, se détérioraient rapidement. La tension s'est cristallisée sur le problème de l'asile diplomatique.

Dans les mois qui ont précédé la dernière crise, plusieurs groupes de Cubains, qualifiés par le gouvernement de « *délinquants de droit commun* », avaient demandé l'asile tant aux diplomates péru-

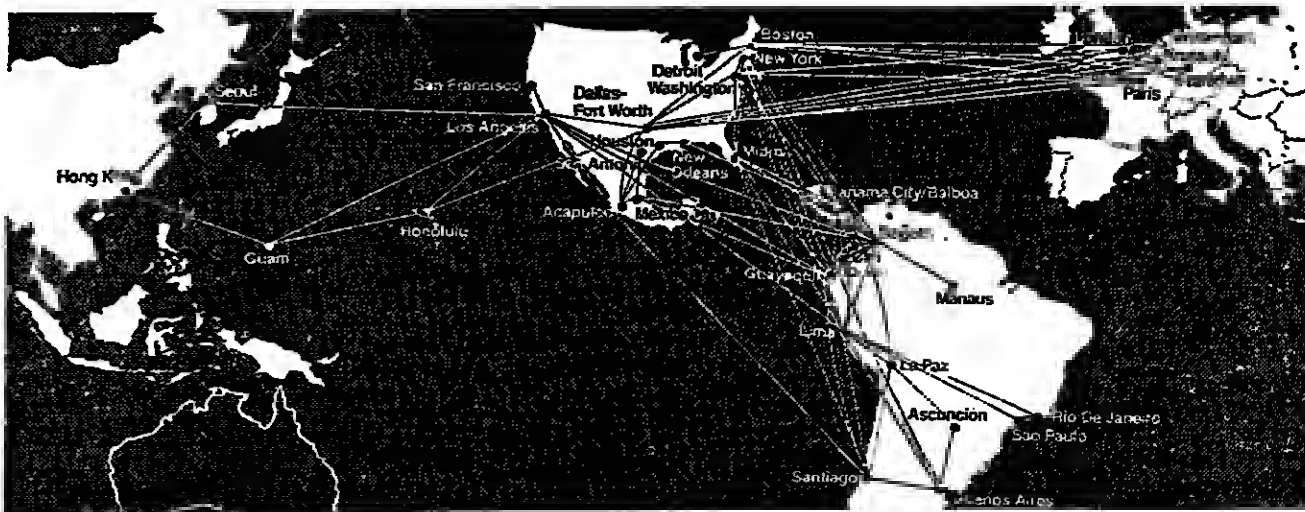
**Nous, Braniff,
nous desservons
20 pays
sur 4 continents.**

Nous, Braniff, pour devenir votre compagnie aérienne, nous avons étendu notre réseau au monde entier.

Nous pouvons vous offrir plus de 50 villes aux Etats-Unis, 17 villes en Amérique du Sud et au Mexique et 4 villes dans le Pacifique et en Asie.

Nous étendons notre réseau parce que nous savons que, pour devenir votre compagnie aérienne, nous nous devons d'être meilleurs. Et telle est bien notre intention.

Pour tous renseignements ou réservations, appelez votre Agence de Voyages ou Braniff (1) 720.42.42.

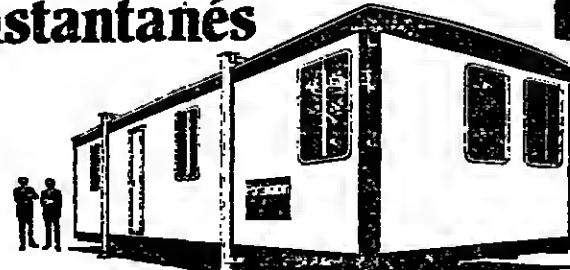


On se doit d'être meilleur quand on s'appelle

Braniff
ÉTATS-UNIS • HAWAÏ • PACIFIQUE • MEXIQUE
AMÉRIQUE DU SUD • EUROPE • ASIE

Portakabin

**Locaux professionnels
instantanés**



Les unités mobiles
Portakabin vous procurent
tout l'espace nécessaire à la réalisation de vos nouvelles
installations. Ce sont des constructions robustes,
entièrement isolées, d'un entretien minimum, et livrées
prêtes à l'emploi.

Achetez ou louez. Pour plus d'informations, appelez François Martin au (16.20) 96.04.00, ou notre Agence Région Paris au 794.48.44. Ou encore postez ce coupon-réponse à **PORTAKABIN (2FG), 59175 TEMPLEMARS.** Télax 160322

Nom _____

Fonction _____

Adressa _____

Téléphone _____

_____ Telephones _____

AMÉRIQUES

Le Canada à l'heure du référendum québécois

II. — Un choix de société

De notre envoyé spécial
DOMINIQUE DHOMBRES

Les Québécois auront à se prononcer, le 30 mai, sur le projet de « souveraineté-association » de M. René Lévesque. Dans son précédent article (« Le Monde », 12-19 mai), notre envoyé spécial a décrit la lutte que mènent contre ce projet les hauts fonctionnaires d'Ottawa et l'appui qu'apportent aux thèses fédéralistes les milieux économiques québécois. Il analyse ici les motivations des partisans du « oui » au référendum et leurs chances de succès.

Québec. — La « taverne » ne paye pas de mine : enfumée, meublée seulement de chaises et de tables branlantes, elle est le point de rendez-vous d'un certain nombre de gaillards barbus et forts en gueule. Les inamovibles bouteilles de bière vides posées devant les clients attestent que l'animation assourdissante des conversations n'est pas due uniquement à l'intérêt des sujets choisis. L'accent « français de France » d'un visiteur étranger, l'attention et les questions qu'il pose suscitent un mélange d'étonnement et de commisération. « Bien sûr on va voter « oui » au référendum, tu veux peut-être qu'on fasse plaisir aux Anglais ? Voilà trop longtemps qu'on attend. On est assés grand pour se débrouiller tout seuls. Et puis, Lévesque, c'est un gars bien honnête, bien droit. Il n'a pas deux paroles. Ça qu'il dit, il le fait. »

La dernière chance d'une génération

C'est la classe d'âge intermédiaire — qui constitue donc la « base » la plus solide du « oui » au référendum. Pour certains d'entre eux, militants gauchistes à l'université 35 à 40 ans, les années 60, inquiètes et emprisonnées lors de l'application des « mesures de guerre » pendant la crise d'octobre (1), qui ont maintenant femme et enfants, occupent leur place dans la société. Ils sont enseignants, avocats, parfois même ministres dans le gouvernement de M. Lévesque. Ils s'agit d'une occasion à ne pas manquer. Le livre blanc du parti québécois décrit cet état d'esprit : « S'ils obtiennent la « non », ils désirent, Ottawa et le reste du Canada en conséquence, l'indépendance à la répartition inéquitable des Québécois, qui, adhérents sous exigences particulières au régime fédéral actuel, auraient finalement opté pour le statu quo (...). Cette réorientation inspirée d'un Québec repenti, dans le sens depuis longtemps souhaité hors de chez nous, serait, pour les Québécois, un recul sans précédent, dont ils auraient beaucoup de mal à se remettre. »

Cette angoisse de tout un groupe d'âge qui craint de voir perdre à jamais sa chance d'entrer dans l'histoire dans la catégorie des vainqueurs est encore accentuée par des considérations démographiques. On a longtemps insisté sur la « revanche » des berceaux et sur la prodigieuse natalité québécoise au cours des deux siècles passés : les familles de dix enfants et plus étaient monnaie courante jusqu'à la seconde guerre mondiale.

Avec la « révolution tranquille » des années 60, qui a vu l'essor d'une civilisation démocratique et industrielle, et la perte d'influence

c'est un gars bien honnête, bien droit. Il n'a pas deux paroles. Ça qu'il dit, il le fait. »

Pour la génération qui a entre trente et quarante ans et à l'égard de laquelle M. René Lévesque a joué un peu le rôle de « père », le référendum représente l'aboutissement d'années d'espoir, de militantisme, d'agitation sociale ou étudiante. Les jeunes de vingt ans — à l'image de leurs compères d'âge un peu partout dans le monde occidental — sont moins politisés, moins enclins à considérer le référendum comme « leur » affaire, voire comme une épreuve décisive. Leurs préoccupations sont ailleurs : l'utilité ou non de poursuivre des études, la peur du chômage, la recherche d'expériences purement individuelles.

La génération des cinquantaines n'est pas non plus très enthousiaste à l'égard de la souveraineté-association : elle craint pour ses avantages acquis, pour le versement dans les années à venir des pensions de retraite, et — tout simplement — pour le maintien de son niveau de vie. Cette inquiétude est largement exploitée par les organisations fédéralistes qui ont multiplié les panneaux publicitaires sur le thème : « Le Canada, j'y suis, j'y reste. Pour ma sécurité »,

pagne pour le « non », défendait du reste des thèses ultra-indépendantistes que les Québécois n'ont finalement pas retenues. « Arrêtez-les, ils paraissent excessifs. »

Compte tenu de l'existence d'une importante minorité anglophone — 17 % — il faudrait pour que le « oui » l'emporte, que 60 % des francophones le choisissent. Un militant péquiste évoque devant nous trois hypothèses. Premièrement, la victoire, avec donc 60 % des votes francophones ou moins. Il appelle de ses vœux, pour les péquistes, une « classe », comme on dit familièrement au Québec. Le « oui » obtient moins de 40 % ou total et n'est donc pas majoritaire chez les francophones. On est fin pour de nombreuses années des projets d'autonomie ou d'indépendance.

Ces réflexions, très répandues chez les péquistes, illustrent une certaine désillusion. On ne peut pas se vanter sur le même plan le vote d'un anglophone et celui d'un francophone. La Canada anglais a la peine à comprendre, en particulier, qu'il s'agit d'une victoire du « non » à 51 % obtenue grâce aux anglophones et contre le désir de la majorité de souche française. Cela ferait peser une menace sur la ville de Québec. Pour lui, une voix est une voix, une majorité est une majorité.

POINT DE VUE

La France et le Québec

par PHILIPPE DE SAINT-ROBERT

On sait l'admirable prologue d'Aïda : « La France possède d'ailleurs, dans l'Amérique septentrionale, un vaste empire, qui s'étendait depuis le Labrador jusqu'à nos côtes du sud, et de l'Atlantique jusqu'aux lacs les plus reculés du Haut-Canada... ». Les souvenirs sont une chose, l'histoire en est une autre : une nostalgie n'est pas une politique. C'est dire que, pour une victoire du « non », il faut que le peuple du Québec, conquis par les armes en 1763, abandonné par la France en 1763 dans l'insouciance générale, n'a pu jusqu'à présent accéder à la souveraineté internationale, à la différence des peuples américains de souche anglaise, espagnole ou portugaise, le destin qu'il tenait pour la première fois de déterminer juridiquement lui-même, dans des conditions encore très ambiguës, ne saurait plus avoir avec la France dont il est issu que des liens affectifs et moraux.

Il est dommage et dommageable qu'il faille encore dire ces choses. Elles ne sont d'ailleurs peut-être pas évidentes au Canada même, puisque, pour avoir fait part de son opinion et de son analyse personnelle à un ministre québécois qui les lui avait demandées, M. Michel Rocard s'est vu pris à partie avec violence par les tenants d'un fédéralisme ne dédaignant pas, quant à eux, par exemple, d'appeler au Congrès des États-Unis, ainsi que M. Pierre Trudeau ne saurait pas de la faire au des termes qui ne lui font certes pas honneur.

En fait, il est vrai que nous sommes en un temps où rien de ce qui se passe sur la planète ne laisse indifférents, selon des critères difficiles à déterminer, les sentiments, ou les intérêts d'autres peuples. Aussi, entre le Québec et la France, les rapports ne saurient être originaux. Il est naturel qu'ils charrient l'amertume d'un amour longtemps déçu. Aussi les Français sont-ils alternativement, et parfois simultanément, accusés de ne pas s'occuper du Québec, ou de s'en occuper trop. Il nous est bien facile au fond de déchiffrer ces réactions que plus de deux siècles de fidélité et d'abandonne mélangés justifient ou expliquent.

J'ai cité Chateaubriand. On connaît moins la teneur que Vigny écrit en mars 1839 sur les Français du Canada, après avoir assisté à la Chambre des lords au débat portant sur le célèbre rapport de lord Durham déposé le 30 janvier, et consacré à la « nécessité obscure d'établir une nation française de quatre cent cinquante mille âmes... ». Il y a là quelques pages qui disent tout sur le destin du peuple de ce qui fut la Nouvelle-France, et aussi sur ce que

rité est une majorité. On touche du reste à ce qui est de plus irréductible dans les rapports entre les deux peuples foodateurs, c'est-à-dire à deux conceptions différentes de la vie de la cité.

« La pensée politique anglo-canadienne est individualiste alors que les francophones ont toujours été plus sensibles aux valeurs collectives », explique M. Jean-Pierre Gaboury, spécialiste de droit constitutionnel à l'université d'Ottawa. Le fédéralisme est le fil conducteur qui relie les « trois héritages politiques » du Québec : la conception archaïque et paternaliste de la société qui a subsisté bien après la rupture des liens avec l'Ancien Régime français ; la pensée libérale des années 50 et 60 ; et, enfin, le courant social-démocrate, récent, illustré par M. Lévesque. « Chez les francophones », poursuit M. Gaboury, le Canada est conçu comme un pacte entre deux nations, prises collectivement, alors que pour les Anglo-Canadiens la Constitution est une loi, s'appliquant à tous les sujets considérés individuellement. »

Les anglophones avaient ainsi été indignés par la décision de M. Maurice Duplessis, alors premier ministre québécois, d'interdire simultanément dans un savant « balancement », après la seconde guerre mondiale, les activités du parti communiste et celles des Témoins de Jéhovah parce qu'elles étaient en contradiction avec les valeurs religieuses et sociales traditionnelles de la collectivité québécoise. Ces mesures étaient donc annulées par le Cour suprême.

« Nous apprécions le climat de liberté qui est dans la tradition britannique », déclare volontiers M. Claude Ryan, ancien directeur du Deroir, chef de l'opposition libérale au Québec et du comité pour le « non » (malgré son oom d'origine irlandaise, il est aussi francophone que l'était Daniel Johnson, l'interlocuteur de de Gaulle). « Bien sûr, poursuit-il, François et ne pas avoir alors les Anglais dans nos jombes... Mais les Anglais nous ont beaucoup appris et il nous a été utile d'avoir à composer avec eux. »

La religion de la langue la société québécoise par la religion de la langue, qui comporte, comme l'histoire, ses théologiens, ses zélateurs et ses gardiens de la foi.

M. Ryan et ses amis mettent l'accent sur les valeurs de liberté et d'individualité individuelles, et les opposent aux options social-démocratiques des péquistes. Ces derniers leur rétorquent qu'ils passent à côté des vraies valeurs de leur peuple. « Il existe un sens fondamental de la solidarité dans la société québécoise », explique M. Pierre Marois, ministre d'État au développement social ; il prend racine dans l'histoire

même des Québécois aux prises avec un climat dur, avec un immense territoire et avec le conquérant anglais. Il n'était pas possible à chacun, dans ces conditions, de s'en sortir seul. »

M. Marois voit dans les réalisations sociales et économiques de son parti un prolongement naturel de cette tradition : « On ne plaque pas artificiellement des modèles de développement sur une société », il cite les programmes expérimentaux de son gouvernement, notamment la création de près de quatre cents entreprises, destinées à déloger des « emplois communautaires » sous diverses formes : coopératives, autogestion, modèles mixtes (association propriété capitaliste et participation des travailleurs).

Le choix entre le « oui » et le « non » se fait donc autant sur l'avenir national d'un peuple que sur un projet de société. Comme l'écrit M. René Lévesque dans son appel au peuple du Québec : « La nation québécoise, c'est une famille qui aura bientôt quatre cents ans. Bien avant cet âge, dans les deux Amériques, Anglo-Saxons, Espagnols et Portugais ont acquis leur souveraineté. L'histoire a freiné pendant longtemps notre propre émancipation. Mais elle n'a pas empêché pour autant la société québécoise de mûrir et d'accéder laborieusement à la capacité de progresser, de s'administrer et de se gouverner elle-même. »

FIN

(1) Les actions terroristes d'un petit mouvement aujourd'hui dissout, le Front de libération du Québec (F.L.Q.) avaient incliné M. Trudeau, en octobre 1970, à mettre en vigueur des « mesures de guerre » qui suspendaient les libertés constitutionnelles au Québec. Un diplomate britannique, qui avait été séjourné, fut retrouvé vivant en revanche, le ministre libéral québécois du travail, M. Pierre Laporte, qui avait été également séjourné, fut assassiné.

(2) Membres du parti québécois de M. Lévesque, favorable à la souveraineté.

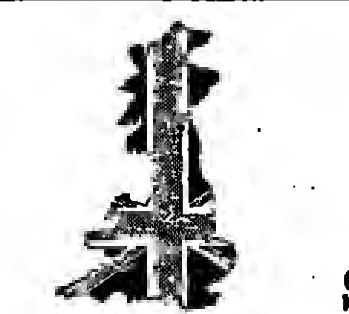
(3) Les anglophones représentent environ 17 % de la population québécoise.

encore moins avoir une opinion et l'expliquer.

Mais dès qu'on nous soupçonne ou nous accuse, nous blessons comme nous acceptons les termes de l'accusation, et comme par faiblesse d'opinion nous acceptons de nous défendre, de nous justifier, puis de nous taire. Pourtant, quoi qu'on aient M. Pierre Trudeau et Claude Ryan, et un chien si bien le droit de regarder un évêque, la France a celui de considérer le destin de la nation de langue française qui est au Canada.

Elle en a le droit et elle en aurait même le devoir. J'ai dit qu'il dameraient des liens affectifs et moraux ; j'aurais dû parler de liens apitruels. Car c'est aux qui expriment le mieux l'équité d'intérêt qu'un effet le France porte au destin de cette nation de langue et d'origine française, dont la liberté fait perdre à notre sens d'un monde une partie essentielle à notre projet d'une acoustique américaine dont meurt à petit feu l'Occident. Et il ne s'agit pas là de notre nostalgie, mais de notre pensée au monde d'aujourd'hui, de notre vision même qui ne veut que des relais pour être encore une fois créatrice en nos malamorphoses.

(1) Cf. Le Monde du 10 mai 1980.
(2) Œuvres complètes, t. II, p. 861, Bibliothèque de la Pléiade.
(3) L'Expansion, 21 décembre 1979.



Apprenez la langue des affaires au pays de Shakespeare.

Depuis un siècle, Berlitz contribue à faire de l'anglais la langue universelle des affaires : en quelques semaines, Berlitz peut vous aider à devenir un homme d'affaires international.

Berlitz propose aux cadres, aux hommes d'affaires et aux étudiants d'Europe de s'inscrire dans des prestigieuses écoles d'anglais : Londres, Birmingham, Manchester, Edinburg, Leeds. Dans ces 5 villes (et dans 200 écoles Berlitz dans le monde), Berlitz a installé des centres d'études spécialement équipés pour ce programme international. La rue, l'hôtel, le restaurant, les passants, seront la plus vivante des salles de classe.

Les professeurs Berlitz sont rodés à l'emploi du matériel « multi-média », production exclusive Berlitz et vous apprendrez en quelques semaines le vocabulaire utile et pratique. Totale-ment plongé dans un « bain »

d'anglais, vous n'apprendrez pas seulement à parler, mais à communiquer, à vivre et à penser en anglais.

Voyagez et apprenez en même temps. Berlitz vous prend en charge dès votre descente d'avion.

Envoyez dès aujourd'hui cette demande de documentation à :
THE BERLITZ SCHOOL OF LANGUAGES
Quartier général pour l'Angleterre
79 Wells Street - London W1A 3BS
Tel. (01) 496 1831 - Telex: 27 663
Cable: Berlitzco London W1.

Nom et prénom :
Adresse :
Téléphone :
Indiquez de combien de semaines vous disposez : 1 2 3 4 5 6
La ville choisie :
La date à laquelle vous pouvez commencer :
PARIS - TEL. 261.64.34 - Telex: 220 661
BRUXELLES - TEL. 219.06.78
GENEVE - TEL. 21.52.53

BERLITZ
Langues Vivantes. Depuis 1878. Origines prouvées.

En fait, il est vrai que nous sommes en un temps où rien de ce qui se passe sur la planète ne laisse indifférents, selon des critères difficiles à déterminer, les sentiments, ou les intérêts d'autres peuples. Aussi, entre le Québec et la France, les rapports ne saurient être originaux. Il est naturel qu'ils charrient l'amertume d'un amour longtemps déçu. Aussi les Français sont-ils alternativement, et parfois simultanément, accusés de ne pas s'occuper du Québec, ou de s'en occuper trop. Il nous est bien facile au fond de déchiffrer ces réactions que plus de deux siècles de fidélité et d'abandonne mélangés justifient ou expliquent.

J'ai cité Chateaubriand. On connaît moins la teneur que Vigny écrit en mars 1839 sur les Français du Canada, après avoir assisté à la Chambre des lords au débat portant sur le célèbre rapport de lord Durham déposé le 30 janvier, et consacré à la « nécessité obscure d'établir une nation française de quatre cent cinquante mille âmes... ». Il y a là quelques pages qui disent tout sur le destin du peuple de ce qui fut la Nouvelle-France, et aussi sur ce que

La France possède d'ailleurs, dans l'Amérique septentrionale, un vaste empire, qui s'étendait depuis le Labrador jusqu'à nos côtes du sud, et de l'Atlantique jusqu'aux lacs les plus reculés du Haut-Canada... Les souvenirs sont une chose, l'histoire en est une autre : une nostalgie n'est pas une politique. C'est dire que, pour une victoire du « non », il faut que le peuple du Québec, conquis par les armes en 1763, abandonné par la France en 1763 dans l'insouciance générale, n'a pu jusqu'à présent accéder à la souveraineté internationale, à la différence des peuples américains de souche anglaise, espagnole ou portugaise, le destin qu'il tenait pour la première fois de déterminer juridiquement lui-même, dans des conditions encore très ambiguës, ne saurait plus avoir avec la France dont il est issu que des liens affectifs et moraux.

Il est dommage et dommageable qu'il faille encore dire ces choses. Elles ne sont d'ailleurs peut-être pas évidentes au Canada même, puisque, pour avoir fait part de son opinion et de son analyse personnelle à un ministre québécois qui les lui avait demandées, M. Michel Rocard s'est vu pris à partie avec violence par les tenants d'un fédéralisme ne dédaignant pas, quant à eux, par exemple, d'appeler au Congrès des États-Unis, ainsi que M. Pierre Trudeau ne saurait pas de la faire au des termes qui ne lui font certes pas honneur.

En fait, il est vrai que nous sommes en un temps où rien de ce qui se passe sur la planète ne laisse indifférents, selon des critères difficiles à déterminer, les sentiments, ou les intérêts d'autres peuples. Aussi, entre le Québec et la France, les rapports ne saurient être originaux. Il est naturel qu'ils charrient l'amertume d'un amour longtemps déçu. Aussi les Français sont-ils alternativement, et parfois simultanément, accusés de ne pas s'occuper du Québec, ou de s'en occuper trop. Il nous est bien facile au fond de déchiffrer ces réactions que plus de deux siècles de fidélité et d'abandonne mélangés justifient ou expliquent.

J'ai cité Chateaubriand. On connaît moins la teneur que Vigny écrit en mars 1839 sur les Français du Canada, après avoir assisté à la Chambre des lords au débat portant sur le célèbre rapport de lord Durham déposé le 30 janvier, et consacré à la « nécessité obscure d'établir une nation française de quatre cent cinquante mille âmes... ». Il y a là quelques pages qui disent tout sur le destin du peuple de ce qui fut la Nouvelle-France, et aussi sur ce que

La France possède d'ailleurs, dans l'Amérique septentrionale, un vaste empire, qui s'étendait depuis le Labrador jusqu'à nos côtes du sud, et de l'Atlantique jusqu'aux lacs les plus reculés du Haut-Canada... Les souvenirs sont une chose, l'histoire en est une autre : une nostalgie n'est pas une politique. C'est dire que, pour une victoire du « non », il faut que le peuple du Québec, conquis par les armes en 1763, abandonné par la France en 1763 dans l'insouciance générale, n'a pu jusqu'à présent accéder à la souveraineté internationale, à la différence des peuples américains de souche anglaise, espagnole ou portugaise, le destin qu'il tenait pour la première fois de déterminer juridiquement lui-même, dans des conditions encore très ambiguës, ne saurait plus avoir avec la France dont il est issu que des liens affectifs et moraux.

Il est dommage et dommageable qu'il faille encore dire ces choses. Elles ne sont d'ailleurs peut-être pas évidentes au Canada même, puisque, pour avoir fait part de son opinion et de son analyse personnelle à un ministre québécois qui les lui avait demandées, M. Michel Rocard s'est vu pris à partie avec violence par les tenants d'un fédéralisme ne dédaignant pas, quant à eux, par exemple, d'appeler au Congrès des États-Unis, ainsi que M. Pierre Trudeau ne saurait pas de la faire au des termes qui ne lui font certes pas honneur.

En fait, il est vrai que nous sommes en un temps où rien de ce qui se passe sur la planète ne laisse indifférents, selon des critères difficiles à déterminer, les sentiments, ou les intérêts d'autres peuples. Aussi, entre le Québec et la France, les rapports ne saurient être originaux. Il est naturel qu'ils charrient l'amertume d'un amour longtemps déçu. Aussi les Français sont-ils alternativement, et parfois simultanément, accusés de ne pas s'occuper du Québec, ou de s'en occuper trop. Il nous est bien facile au fond de déchiffrer ces réactions que plus de deux siècles de fidélité et d'abandonne mélangés justifient ou expliquent.

J'ai cité Chateaubriand. On connaît moins la teneur que Vigny écrit en mars 1839 sur les Français du Canada, après avoir assisté à la Chambre des lords au débat portant sur le célèbre rapport de lord Durham déposé le 30 janvier, et consacré à la « nécessité obscure d'établir une nation française de quatre cent cinquante mille âmes... ». Il y a là quelques pages qui disent tout sur le destin du peuple de ce qui fut la Nouvelle-France, et aussi sur ce que

La France possède d'ailleurs, dans l'Amérique septentrionale, un vaste empire, qui s'étendait depuis le Labrador jusqu'à nos côtes du sud, et de l'Atlantique jusqu'aux lacs les plus reculés du Haut-Canada... Les souvenirs sont une chose, l'histoire en est une autre : une nostalgie n'est pas une politique. C'est dire que, pour une victoire du « non », il faut que le peuple du Québec, conquis par les armes en 1763, abandonné par la France en 1763 dans l'insouciance générale, n'a pu jusqu'à présent accéder à la souveraineté internationale, à la différence des peuples américains de souche anglaise, espagnole ou portugaise, le destin qu'il tenait pour la première fois de déterminer juridiquement lui-même, dans des conditions encore très ambiguës, ne saurait plus avoir avec la France dont il est issu que des liens affectifs et moraux.

Il est dommage et dommageable qu'il faille encore dire ces choses. Elles ne sont d'ailleurs peut-être pas évidentes au Canada même, puisque, pour avoir fait part de son opinion et de son analyse personnelle à un ministre québécois qui les lui avait demandées, M. Michel Rocard s'est vu pris à partie avec violence par les tenants d'un fédéralisme ne dédaignant pas, quant à eux, par exemple, d'appeler au Congrès des États-Unis, ainsi que M. Pierre Trudeau ne saurait pas de la faire au des termes qui ne lui font certes pas honneur.

En fait, il est vrai que nous sommes en un temps où rien de ce qui se passe sur la planète ne laisse indifférents, selon des critères difficiles à déterminer, les sentiments, ou les intérêts d'autres peuples. Aussi, entre le Québec et la France, les rapports ne saurient être originaux. Il est naturel qu'ils charrient l'amertume d'un amour longtemps déçu. Aussi les Français sont-ils alternativement, et parfois simultanément, accusés de ne pas s'occuper du Québec, ou de s'en occuper trop. Il nous est bien facile au fond de déchiffrer ces réactions que plus de deux siècles de fidélité et d'abandonne mélangés justifient ou expliquent.

J'ai cité Chateaubriand. On connaît moins la teneur que Vigny écrit en mars 1839 sur les Français du Canada, après avoir assisté à la Chambre des lords au débat portant sur le célèbre rapport de lord Durham déposé le 30 janvier, et consacré à la « nécessité obscure d'établir une nation française de quatre cent cinquante mille âmes... ». Il y a là quelques pages qui disent tout sur le destin du peuple de ce qui fut la Nouvelle-France, et aussi sur ce que

La France possède d'ailleurs, dans l'Amérique septentrionale, un vaste empire, qui s'étendait depuis le Labrador jusqu'à nos côtes du sud, et de l'Atlantique jusqu'aux lacs les plus reculés du Haut-Canada... Les souvenirs sont une chose, l'histoire en est une autre : une nostalgie n'est pas une politique. C'est dire que, pour une victoire du « non », il faut que le peuple du Québec, conquis par les armes en 1763, abandonné par la France en 1763 dans l'insouciance générale, n'a pu jusqu'à présent accéder à la souveraineté internationale, à la différence des peuples américains de souche anglaise, espagnole ou portugaise, le destin qu'il tenait pour la première fois de déterminer juridiquement lui-même, dans des conditions encore très ambiguës, ne saurait plus avoir avec la France dont il est issu que des liens affectifs et moraux.

Il est dommage et dommageable qu'il faille encore dire ces choses. Elles ne sont d'ailleurs peut-être pas évidentes au Canada même, puisque, pour avoir fait part de son opinion et de son analyse personnelle à un ministre québécois qui les lui avait demandées, M. Michel Rocard s'est vu pris à partie avec violence par les tenants d'un fédéralisme ne dédaignant pas, quant à eux, par exemple, d'appeler au Congrès des États-Unis, ainsi que M. Pierre Trudeau ne saurait pas de la faire au des termes qui ne lui font certes pas honneur.

L'armée impose au président et l'arrestation

Le président du Cambodge, Norodom Sihanouk, a été arrêté par l'armée khmère rouge. Le régime de Pol Pot a pris le pouvoir à Phnom Penh. Les forces armées du régime royal ont été vaincues. Le Cambodge est maintenant sous le contrôle de la Khmère rouge.

Cambodge

Les Thaïlandais ont entrepris des dizaines de milliers de réfugiés

Des milliers de réfugiés thaïlandais ont été envoyés au Cambodge. Les forces armées du régime royal ont été vaincues. Le Cambodge est maintenant sous le contrôle de la Khmère rouge.

A travers le monde

Centrafrique

Des milliers de réfugiés centrafricains ont été envoyés au Cambodge. Les forces armées du régime royal ont été vaincues. Le Cambodge est maintenant sous le contrôle de la Khmère rouge.

Guinée

Des milliers de réfugiés guinéens ont été envoyés au Cambodge. Les forces armées du régime royal ont été vaincues. Le Cambodge est maintenant sous le contrôle de la Khmère rouge.

SCIENCE PO. Préparations

Documentation sur demande

IPEC Enseignement

Téléphone : 633.61.22

LA CHRONIQUE

كلمة في الجول

ASIE

Corée du Sud

L'armée impose au président Choi l'extension de la loi martiale et l'arrestation des principaux opposants

De notre envoyé spécial

Séoul. — Véhicules blindés dans les rues, soldats en tenue de combat, baïonnette au canon, devant les principaux bâtiments et les sièges des journaux et de la télévision : c'est par la force que les autorités sud-coréennes ont décidé de répondre aux demandes de démocratisation exprimées par les étudiants qui, depuis le début du mois, et particulièrement la semaine dernière, ont organisé à travers tout le pays des manifestations d'une ampleur jamais vue depuis seize ans.

Depuis samedi 17 mai à minuit, les autorités militaires ont pris le contrôle du pays en renforçant et en étendant à l'ensemble du territoire la loi martiale, proclamée au lendemain de la mort du président Park, en octobre 1979. Toute activité politique est interdite, les universités ont été fermées, et les principales personnalités d'opposition, et même certaines proches du pouvoir, ont été arrêtées. Parmi les dirigeants politiques emprisonnés se trouve M. Kim Dae-jung, ancien candidat à la présidence. Il est, en outre, à nouveau interdit de critiquer les dirigeants (anciens ou nouveaux), mesure qui ne peut manquer de rappeler l'ère du général Park.

Alors qu'à Séoul, où, depuis vendredi, les manifestations

avaient pratiquement cessé, on attendait l'annonce, par le président Choi, qui avait abrégé son voyage au Proche-Orient, de mesures d'apaisement, c'est le contraire qui s'est passé. Bien que le chef de l'Etat ait déclaré dimanche que le renforcement de la loi martiale n'affecterait pas le programme de démocratisation, il est à craindre que cette nouvelle vague de répression ne provoque une réaction violente de la part des étudiants.

Depuis dimanche se déroulent à Kwangju, à 200 kilomètres au sud-ouest de Séoul, des manifestations d'étudiants. Selon un habitant contacté par téléphone hier, des heurts violents ont eu lieu entre près de cinq mille manifestants et les forces de l'ordre. Ce lundi matin, de nouveaux affrontements avaient lieu en ville. Quatre cents étudiants auraient été arrêtés et l'armée (un millier de parachutistes) se livrait à des fouilles systématiques des maisons. Kwangju est située dans la région natale de M. Kim Dae-jung et, apparemment, depuis l'arrestation de celui-ci, la population n'est pas loin de soutenir les étudiants.

Les événements de Kwangju ne sont pas sans rappeler ceux de

Pusan et de Masan, en octobre dernier, déclenchés pratiquement de la même manière : exclusion de M. Kim Yong-sam, chef du Nouveau Parti démocratique, de l'Assemblée nationale, et répression par l'armée. Il y eut alors plusieurs morts au cours des manifestations.

Washington

exprime sa préoccupation

Dimanche, le département d'Etat américain dans un communiqué, dans lequel il met en garde indirectement la Corée du Nord contre toute « exploitation de la situation », s'est déclaré « profondément préoccupé » par les mesures prises par les autorités de Séoul qui « ne peuvent qu'exacerber le problème ».

Ces mesures ont été prises, samedi soir, au cours d'une réunion ministérielle extraordinaire. Selon le porte-parole du gouvernement, l'agitation étudiante et les récents incidents sur le 38^e parallèle ont créé « une situation critique ».

Bien qu'on ait noté, en effet, la semaine dernière, des échanges de coups de feu entre soldats américains et « éléments non identifiés » dans la zone démilitarisée, le commandement des Nations unies en Corée, interrogé dimanche, a déclaré qu'il n'y avait « pas de preuve de mouvements militaires de la part de la Corée du Nord ».

Parmi les vingt-six personnalités, politiques ou intellectuelles, arrêtées à l'aube, dimanche, on compte, outre M. Kim Dae-jung, le président du parti républicain, M. Kim Jeng-pil, l'un des personnages les plus puissants du pays. Il est accusé de s'être livré à des opérations de corruption. C'est pour les mêmes motifs qu'a été également arrêté M. Lee Hui-rak, ancien chef de la K.C.I.A. (services de renseignement), autre personnalité influente qui agitait derrière la scène de la vie politique. La même inculpation

pèse sur M. Park Chung-kyu, ancien chef de la garde personnelle du président Park, et sur un ancien ministre de l'Intérieur. Des universitaires ont été également appréhendés et inculpés d'« instigation au désordre » : M. Kim Yong-gil, vice-président de l'université Yonsei et frère de Mme Kim Ok-gil, actuel ministre de l'Éducation, M. Lee Yong-ki, un professeur qui venait d'être libéré après trois ans passés dans les prisons de Park et qui est l'un des maîtres à penser de la jeunesse coréenne. Une centaine d'étudiants seraient, en outre, détenus à Séoul.

On s'interroge sur les raisons de ces arrestations. Est-ce simplement pour faire bonne mesure et ne pas arrêter seulement des opposants, ou s'agit-il d'une sorte de nouveau « coup d'Etat » du général Chon, l'homme fort du pays, qui contrôle actuellement l'armée et les services secrets, pour éliminer des personnalités et des activités le gênent, même si elles ne peuvent être caractérisées de subversives.

La rumeur courait lundi à Séoul qu'aurait lieu prochainement un remaniement ministériel. « Après le coup d'Etat militaire du 12 décembre (allusion à la prise de contrôle de l'armée par le général Chon) se prépare un coup d'Etat politique dont les auteurs sont les mêmes », nous a dit un observateur.

Il est clair que les éléments « durs » dans le gouvernement, agissant en plein accord avec l'armée, ont pris le dessus. Qu'on ait attendu le retour du président Choi pour annoncer ces mesures ne signifie pas que celles-ci reflètent pleinement ses vœux. Simplement, la Constitution est respectée : l'extension de la loi martiale à l'ensemble du territoire suppose en effet que l'autorité suprême sur le pays revienne au président. Auparavant, c'était le cabinet qui était responsable de l'application de la loi martiale par l'entremise du ministre de la Défense. Aujourd'hui, il suffit aux militaires de « convoquer » le président de leur volonté pour obtenir ce qu'ils désirent.

PHILIPPE PONS.

Chine

Un missile balistique intercontinental a été lancé « avec un plein succès »

La Chine a annoncé dimanche 18 mai qu'elle avait lancé « avec un plein succès » selon l'agence Chine nouvelle — un missile balistique intercontinental sur une cible située dans le Pacifique Sud.

Dans ce communiqué, Chine nouvelle ne précise ni l'endroit où se trouvait la cible ni le lieu d'où le missile a été tiré. Toutefois, en raison de la présence de dix-huit navires chinois dans un triangle formé par des îles mélanésiennes de l'Océanie comme les îles Nauru, Samoa et Salomon, les observateurs ont tiré la conclusion que la cible se trouvait probablement à environ 1207 kilomètres au nord des îles Fidji, ce qui semblerait indiquer si le tir a eu lieu depuis la région du Lop-Nor, dans l'ouest du pays, que le missile chinois a couvert une distance de quelque 9 600 kilomètres.

On attendait à cette expérience qui avait été annoncée comme imminente le 9 mai dernier par le gouvernement chinois après notification à certains pays riverains du Pacifique Sud que des restrictions seraient apportées à la circulation maritime et aérienne dans une zone de haute mer, dans un rayon de 130 kilomètres autour d'un point situé à 7° de latitude sud et à 171° 33' de longitude est.

Il pourrait donc s'agir de l'expérimentation du missile intercontinental chinois que les services occidentaux ont baptisé CSS-X 4 et que l'on pourrait assimiler à une version améliorée du SS-9 soviétique. À l'exception de quelques bombardiers anciens d'origine soviétique, comme le Tupolev-16 ou l'Il'youchine-24, qui peuvent transporter une arme nucléaire à moyenne portée déployés entre 1972 et 1976.

Ces missiles, le CSS-1 (1 100 kilomètres à 1 800 kilomètres de portée), le CSS-2 (2 500 kilomètres à 4 000 kilomètres de portée) et le CSS-3 (en très faible nombre, moins de 8 000 kilomètres de portée), seraient à proprement parler des missiles soviétiques, eux-mêmes dérivés de la technologie des fusées allemandes V-2 de la dernière guerre. La propulsion liquide à un inconvénient majeur : celui d'exiger un délai de préparation et de mise en place incompatible avec l'instabilité d'un tir de missile en permanence dans un silo.

En revanche, si l'on en croit la presse chinoise, le CSS-X 4 (X pour expérimental) serait à proprement parler, et sa portée prévue de 10 000 kilomètres à 11 000 kilomètres — le quart du méridien — lui permettrait de transporter une charge nucléaire lourde d'une puissance de 3 mégatonnes. Le développement ultérieur de ce nouveau missile pourrait conduire, selon des estimations américaines, à la mise au point d'un lanceur civil baptisé Chine C ou Longue Marche 3, susceptible de mettre en orbite des satellites pesant 5 à 8 tonnes, voire des cabines habitées.

Lorsque le nouveau missile sera au point et construit en série, nul doute que le CSS-X 4 pourra alors menacer tous avions adversaires éventuels de la Chine et qu'aucun pays, pas même les États-Unis ni l'Union soviétique, ne sera à l'abri, même si le niveau modeste des importations technologiques reste insuffisant pour permettre à Pékin d'être au rang des grandes puissances nucléaires dans un avenir proche. Une récente étude du département américain de la Défense montre que, malgré de nombreux handicaps, la Chine déploie dans le domaine aérospatial et dans le secteur de l'armement des activités qui visent à lui assurer une certaine indépendance technologique. L'étude américaine croit pouvoir conclure que la Chine est en mesure de se créer un potentiel de développement de missiles balistiques à haute performance même si d'autre part ce pays souffre d'un manque de scientifiques ou d'ingénieurs capables de mener leurs recherches sans concours extérieur.

JACQUES ISNARD.

Cambodge

Les Thaïlandais ont entrepris de refouler des dizaines de milliers de réfugiés

L'armée thaïlandaise a commencé, dimanche 18 mai, l'évacuation de dizaines de milliers de Cambodgiens réfugiés dans les camps de Ban-Nong-Samet et de Ban-Nong-Makmon, situés à cheval sur la frontière khmère, au nord de la ville d'Aranya-Prathet, n'ont indiqué des responsables des opérations militaires de secours. Ces réfugiés seront installés à Sakol-Kok, à 2 kilomètres à l'intérieur du territoire khmère ; des soldats

thaïlandais ont essayé dimanche d'amener des Khmers plus avant vers l'intérieur du pays, mais ont dû y renoncer par crainte des mines.

Cette mesure a été prise à la suite de la décision des organisations humanitaires internationales de ne plus distribuer des vivres dans les camps de réfugiés où se trouvent des soldats. Elle a surpris les représentants de la Croix-Rouge et des Nations unies, bien que des discussions aient eu lieu depuis des semaines pour créer une zone « sanctuaire » destinée aux civils cambodgiens le long de la frontière. « Rien n'a été préparé », a déclaré l'un de ces représentants. « Nous croyons qu'il y aura un effort pour la distribution des vivres et un hôpital provisoire, mais rien n'est organisé. L'armée thaïlandaise nous a demandé de mettre en place un camp de distribution près du nouveau camp d'ici au 22 mai. » — (A.F.P.)

Depuis plusieurs mois, Bangkok a entrepris le « rapatriement volontaire » de milliers de réfugiés khmers, en groupes parfois importants, mais le plus souvent petits pour moins attirer l'attention et les critiques (« le Monde » du 27 mars). Depuis plusieurs semaines, des abris étaient installés dans un secteur contrôlé par le Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.) de Nô Son Sana ; mais, à la fin d'avril et en début de mai, l'armée vietnamite a pénétré dans le village contrôlé par le F.N.L.P.K., forçant ses habitants à se replier vers la Thaïlande.

D'autre part, le C.I.C.R. semble vouloir réduire considérablement son aide à la population cambodgienne à partir de la frontière au profit d'une assistance directe au régime de Phnom-Penh. Ainsi, la fourniture de semences de riz est-elle passée, d'avril à mai, de 500 à 200 tonnes par jour. Il était inévitable que Bangkok, confrontée au risque d'une diminution de l'aide le long de la frontière, renvoie au Cambodge un nombre de réfugiés. Comme Phnom-Penh semble incapable de distribuer équitablement dans tout le pays l'aide internationale, la réduction de l'aide alimentaire à la frontière risque de condamner à la famine un nombre encore plus grand de Cambodgiens, à la veille de la conférence internationale qui doit étudier leur sort les 26 et 27 mai à Genève.]

A travers le monde

Centrafrique

• M. ROBERT GALLEY, ministre de la coopération, qui effectue une visite officielle de cinq jours en Centrafrique, a été l'hôte à dinner vendredi 16 mai du président David Dacko. Ce dernier a soumis au ministre français un projet concernant la réactivation du centre de formation militaire de Bouar, « Avec le retrait des forces françaises du Tchad, nous demandons au gouvernement français de mettre à la disposition de ce centre un détachement pour aider à l'insurrection de nos troupes », a dit à ce sujet le chef de l'Etat centrafricain. — (A.F.P.)

Guinée

• M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING a exprimé son « amicale sympathie » au président Sekou Touré de Guinée à la suite de la tentative d'assassinat (le Monde du 17 mai) dont celui-ci a été l'objet mercredi dernier. Dans un message, remis au premier ministre guinéen par l'ambassadeur de France à Conakry, et dont le contenu a été diffusé par Radio-Conakry, M. Giscard d'Estaing déclare : « Vous voudrez bien faire part de mon amicale sympathie et de la confiance de la France dans la poursuite de l'œuvre qu'il y a entreprise pour le bien du peuple guinéen et de l'Afrique tout entière. » — (A.F.P.)

PARIS DELHI

aller-retour

3300 F

C'est louche !

Vois à dates fixes

nouvelles frontières

nous luttons pour le droit au voyage

166, bd du Montparnasse 75014 PARIS - 329.12.14
119, rue Solferino 59000 LILLE - 54.24.04 et 54.38.06

RÉHABILITATION DE LIU SHAOQI

M. Deng Xiaoping a prononcé l'éloge funèbre de l'ancien président de la République

Pékin (A.F.P., A.P.). — Le vice-premier ministre chinois, M. Deng Xiaoping, a prononcé l'éloge funèbre de Liu Shaoqi lors de la cérémonie d'enterrement, samedi 17 mai au Palais du peuple à la mémoire de l'ancien président de la République. Evitant de mettre directement en cause le rôle de Mao Tse-toung dans la persécution dont fut victime le défunt, M. Deng s'est borné à accuser Lin Biao et la « bande des quatre » d'avoir « profité des déboires de notre pays pour porter atteinte à la persécution de Liu Shaoqi et le persécuter cruellement ». Il a, en revanche, déclaré que l'ancien chef de l'Etat avait contribué à la mise en œuvre du « système scientifique de la pensée de Mao Tse-toung ».

Tout en présentant Lin Shaoqi comme l'un des principaux fondateurs du régime, le vice-premier ministre a noté que, comme tout « révolutionnaire prolétaire », il avait « eu aussi commis des erreurs dans l'accomplissement de son travail ». Les plus hautes dignités chinoises assistaient à la cérémonie et à la suite du président Hua Guofeng, ont présenté leurs condoléances à la veuve de Liu Shaoqi, Mme Wang Guangmei, elle-même réhabilitée l'an dernier. Deux membres du bureau politique — le maréchal Ye Jianying et le général Xu Shuyou, absent du Palais du peuple, s'étaient associés par des

couronnes de fleurs à l'hommage rendu au défunt. Les observateurs ont noté, en revanche, la présence de quatre personnalités récemment éliminées de la direction du parti — MM. Wan Dongxing, Wu De, Ji Dengxi et le général Chen Xilian, — mais qui ont apparemment conservé leur siège au comité central.

Destiné en 1968, Liu Shaoqi est mort en captivité le 12 novembre 1969 à l'âge de soixante et onze ans. Son corps fut secrètement incinéré et ses cendres conservées dans un cimetière de province. L'urne qui les contenait était exposée samedi au Palais du peuple et, conformément à la volonté du défunt, qui vient seulement d'être révélée, sera finalement immergée en mer.

obscurateur

AUTOROUTE A2

RESTRICTIONS DE CIRCULATION

En raison de travaux, les usagers de l'autoroute A2 sont informés que des restrictions de circulation auront lieu - entre les ECHANGEURS de CAMBRAI et HORDAIN entre le 20 MAI 1980 et le 15 JUILLET 1980

Il est demandé aux usagers de respecter la signalisation mise en place et d'observer la plus grande prudence.

SCIENCES PO. Préparations

Documentation sur demande

Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6^e
Téléphone : 633.81.23/329.03.71/354.45.87

LA CHRONIQUE DE PH. ALEXANDRE

RTL 7 H 40

Le Monde

politique

LE P.S. DANS LES ENTREPRISES

M. Mitterrand invite les militants à proposer des « actions unitaires »

Les délégués des sections d'entreprise du parti socialiste et des G.S.E. (groupes socialistes d'entreprise) ont tenu, du 16 au 18 mai, à Massy (Essonne), leur quatrième conférence nationale. Selon M. Chevènement, ministre de l'Industrie, membre de la commission exécutive de la C.G.T., et surtout en l'occurrence secrétaire national du P.S. chargé du secteur entreprises, la représentativité des quelque huit cents participants a sensiblement évolué.

Le P.S. dénombre mille trois cents G.S.E. Si la comparaison avec l'implantation du P.C. paraît encore anodine, ce résultat ne constitue pas moins le signe d'une progression. D'autant que ces groupes, même s'ils ont tou-

jours plus de poids dans la fonction publique et le secteur nationalisé, sont désormais mieux répartis à travers le pays et les branches d'activités.

M. Mitterrand, qui a clos dimanche matin les travaux de cette conférence, a engagé les socialistes présents dans les entreprises à proposer des « actions unitaires » sur des points précis (sécurité sociale, école, agriculture, secteur public). Le premier secrétaire du P.S. a souligné que la victoire politique passe par un meilleur « ancrage » du P.S. dans les entreprises, réaffirmant ainsi sa volonté de disputer le terrain au P.C. chaque fois que cela est possible.

Les débats de la conférence des sections d'entreprise ont, la discussion des minoritaires aidant, largement échappé aux clivages internes du P.S. Les membres des G.S.E. se sont surtout interrogés sur le meilleur moyen de concrétiser le slogan qui dominait leur rencontre : « C'est dans l'entreprise que se gagnera la bataille politique », ils ont fait un échangeant leurs expériences. En dressant de la sorte un très noir tableau de la situation économique, mais également des conditions de travail, d'expression et de vie au sein même des entreprises. Ils ont pourfendu à diverses reprises la « dépression patronale », ainsi que les atteintes au droit du travail et au droit syndical.

Ils ont également eu le souci de se situer plus clairement par rapport à leurs partenaires habituels, le P.C. et les organisations syndicales. La seule obligation que le parti fasse à ses membres, c'est d'adhérer à une organisation syndicale, chacun étant libre de son choix », a déclaré M. Chevènement. Ce dernier a précisé que cette diversité d'appartenances doit être considérée comme une force,

car elle permet d'inciter à des initiatives unitaires. Une idée que l'on relève dans l'appel aux travailleurs approuvé au terme de la conférence dans lequel il est indiqué : « A cause de la dépression politique et syndicale, les chefs d'entreprise et le gouvernement montrent aujourd'hui une arrogance considérable : non seulement ils freinent ou maximisent les négociations avec les syndicats, mais ils utilisent de plus en plus la répression et mènent un combat idéologique pour nous persuader qu'il n'y a pas d'alternative à leur politique. »

Finalement, revenant dans toutes les interventions, quelques-uns d'une manière insistante, la référence au « projet socialiste » a été le fil directeur de cette rencontre. A cet égard, M. Mitterrand n'a pas fait exception.

Il a demandé aux G.S.E. de s'opposer au « démantèlement du secteur public » et à l'« extrême dureté du patronat ». Puis il a déposé les conditions d'une harmonie entre le syndical et le politique. « Seule la victoire politique permettra de traduire les

Le P.C.F. souhaite mieux promouvoir sa politique dans l'enseignement

M. Georges Marchais a prononcé, dimanche 18 mai, le discours de clôture des journées d'étude sur l'activité politique et idéologique du P.C.F. en direction des enseignants, qui ont réuni quatre cents militants communistes environ, samedi et dimanche, à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis). Il a appelé les enseignants à s'investir dans leur action dans la perspective de ce que devra être l'école du socialisme autogestionnaire, une école qui ne sera plus reproduit des inégalités sociales et qui, ouverte sur l'extérieur, intégrera à son enseignement « les acquis du savoir-faire, de l'expérience et de la culture sociale ».

Comme l'avait indiqué samedi, dans son rapport introductif, M. Michel Dufour, responsable des problèmes de l'enseignement au comité central du P.C.F., celui-ci se heurte, en milieu enseignant, à un attachement à la politique d'union de la gauche tel que les effets de la rupture de septembre 1977 n'ont pas été effacés.

Cette situation est liée aux traditions unitaires des enseignants, qui expliquent que la pétition

« pour l'union dans les luttes », lancée par des militants syndicaux communistes et socialistes de l'enseignement supérieur, ait été particulièrement bien accueillie dans ce milieu. Le P.C.F. a décidé de mettre en cause indirectement ces traditions en dénonçant le corporatisme dont elles se nourrissent et en insistant sur le fait que les enseignants communistes doivent se soucier avant tout de la défense des intérêts des travailleurs.

Cette position suscite des réactions de surprise comme celle, par exemple, de M. Gérard Asohieri, membre du secrétariat national du SNES, qui, dans le courrier des lecteurs de Révolution (daté 16 mai), écrit que l'on n'avancera pas dans la compréhension des luttes et de l'attitude (...) des enseignants si l'on ne prend pas en compte leurs problèmes et revendications « corporatistes », les problèmes des travailleurs qu'ils sont.

Tout en soutenant les luttes des enseignants et en incitant ses militants à y participer, le P.C.F. entend s'opposer, à l'avenir, à un enseignement qui, comme il l'a dit, profite plus au P.S. qu'à lui-même. — P.J.

M. Marchais a évoqué la colloque national du Mouvement des enseignants libéraux, auquel avait participé, le 11 mai, M. Christian Beullac, ministre de l'Éducation (le Monde daté 13-14 mai). « Jamais depuis Pétain n'avait été entreprise pareille tentative de soumettre l'école à un appareil politique », a déclaré le secrétaire général du P.C.F. Dénonçant ceux qui, « dissertant gravement sur l'essoufflement de l'humanité (...) colonisent l'avenir pour tenter d'assurer un surréalisme », M. Marchais a affirmé : « Nous vivons des temps qui exigent une puissante pensée pédagogique, d'une aussi vaste ambition que la fin de la domination des enseignants de la FEN, faisant le jeu du ministre Beullac. »

M. Marchais a appelé les enseignants à lutter pour la justice sociale dans l'enseignement et « pour une école beaucoup plus liée au travail et à la vie ». Il a souligné, à ce propos, que l'école devra à assurer plus que jamais la transmission du savoir à l'ensemble de la jeune génération, mais qu'elle « devra la faire en favorisant et en impulsant toutes les formes d'accession à la connaissance en enrichissant la formation générale des acquis du savoir-faire, de l'expérience, de la culture sociale ». A l'école n'importe plus beaucoup d'apprendre des travailleurs », a-t-il dit.

Dans le rapport introductif qu'il avait présenté, samedi 17 mai, M. Dufour avait notamment déclaré que la démarche du parti communiste, refusant, en septembre 1977, de « suivre le parti socialiste dans la voie de l'abandon », avait « heurté de plein fouet les illusions » souvent profondes chez les enseignants, mais pas que chez eux — sur la situation réelle de l'union. Pour beaucoup, avait-il ajouté, cela a fait sortir de la brume les vraies questions du changement et mis en évidence les contradictions existantes parmi les forces qui y sont intéressées. (...) Nous ne devons pas pour autant sous-estimer ce qui reste à faire pour expliquer les responsabilités du parti socialiste dans la rupture de l'union de la gauche et l'échec de mars 1978, et surtout pour éclairer la perspective politique. »

An sujet de l'action syndicale, M. Dufour avait déclaré : « Des enseignants, viciés par l'attitude d'André Henry et de ses amis, préconisent le départ de la FEN et la création de nouveaux syndicats. Nous sommes opposés à cette attitude. (...) Nous nous comprenons la colère d'enseignants face à l'orientation de la FEN, autant nous ne pouvons partager les appels à déserter le terrain syndical. Il n'y a aucune raison de la collaboration de classe chez les enseignants, y compris avec une FEN écartée de ce qu'elle est. »

Les écologistes et l'élection présidentielle

LES AMIS DE LA TERRE PRÉCISENT LEUR POSITION

Le Réseau des Amis de la Terre (R.A.T.) a tenu son conseil général du jeudi 15 mai, au dimanche 18 mai, à Préfilleux (Loire-Atlantique). Une trentaine de groupes sur cent soixante étaient représentés par soixante-dix élus, qui ont défini trois « directions de travail » pour les années à venir : de nouvelles libertés, l'établissement de programmes régionaux de « développement écopolitique », et l'établissement d'une démocratie moderne, notamment par le référendum à initiative populaire.

Les Amis de la Terre ont discuté également de la préparation des assises écologiques, nationales qui doivent se tenir, le 15 juin, le dimanche de ce congrès à l'élection présidentielle. Ils ont décidé de ne pas provoquer de rupture avec le Mouvement d'écologie politique (M.E.P.), au sein duquel le Réseau des Amis de la Terre, ne serait pas candidat.

« La voie de l'abandon »

Le secrétaire général du P.C.F., a traité ensuite du « pluralisme réel », troisième « axe » proposé par le parti à l'action des enseignants. Il a dénoncé « la censure ouverte ou sournoise dont sont l'objet les idées révolutionnaires » et a déclaré : « C'est un nouveau combat laïque qui est aujourd'hui à l'ordre du jour, face au nouvel obscurantisme de la classe dominante ». M. Marchais a insisté, enfin, sur la nécessité de « faire en sorte que l'école devienne l'affaire de tous », l'enseignant acquiesçant « un rôle central au sein de ce que l'on pourrait appeler le « pédagogisme collectif » que sont appelées à devenir toutes les forces sociales concernées ». Il a invité les enseignants à placer « au centre de leurs préoccupations ce qui est au centre de la crise de l'école : les insuffisances dramatiques de la formation générale et professionnelle, qui pèsent d'abord sur les enfants des travailleurs. »

Réunie en congrès à Angers

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE PRÉCONISE L'« ABSTENTION RÉVOLUTIONNAIRE » LORS DE L'ÉLECTION DE 1981

Le XXXV^e congrès de la Fédération anarchiste (F.A.) a réuni deux cent cinquante délégués, du 15 au 18 mai, à Angers. Ils ont élaboré un « projet global autogestionnaire », à partir de la réflexion engagée lors du congrès extraordinaire de la F.A., à Antony, en novembre dernier (le Monde daté 9 novembre). Ce projet met l'accent sur la transformation des rapports sociaux et économiques hiérarchisés et les « rapports d'autorité et d'exploitation intervenant dans le cadre d'une société anti-étatique et égalitaire ».

La Fédération anarchiste se prononce pour l'« abstention révolutionnaire » lors de la prochaine élection présidentielle, car elle estime que les différents programmes politiques proposés par les partis « ne remettent pas fondamentalement en cause » les principes qui régissent les sociétés capitalistes. La F.A. dénonce, d'autre part, « l'utilisation idéologique des Jeux olympiques et du sport dans d'autres pays », ainsi que « les Jeux olympiques tels qu'ils sont actuellement ».

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

MORBIHAN : Le Bono (2^e tour).

Inscr. : 1.211 ; vot. : 860 ; suffr. expr. : 826. Liste de renouveau, de continuité et d'expression, conduite par Mme Viviane Le Dantec (adj. au maire sortant), 236 voix en moyenne ; 5 sièges ; liste d'expansion communale, conduite par M. Victor Le Jacques (maire sortant), 268 voix en moyenne ; 3 sièges ; liste de défense des intérêts communaux conduite par M. Le Moëc, 228 voix en moyenne ; 3 sièges.

III s'agissait de pourvoir au remplacement du conseil municipal, démissionnaire en raison de divergences entre ses membres et des reproches faits au maire pour sa gestion, jugée trop personnelle. Les trois listes étaient de tendance modérée.

Au premier tour, la liste conduite par M. Le Moëc avait eu six élus, dont M. Le Béc, qui, alors maire sortant, s'était retiré avec l'ensemble de l'équipe qu'il dirigeait, après le premier tour des élections municipales de mars 1977. Les deux autres listes, conduites l'une par le maire sortant, l'autre par l'une de ses adjointes, n'avaient obtenu aucun siège. Les chefs de file de ces deux listes ont été réélus en second tour.

MOSELLE : Farebersviller (2^e tour).

Inscr. : 2.659 ; vot. : 1.455 ; suffr. expr. : 1.455. Liste conduite par M. Pierre Weber (maire sortant), 818 voix ; liste conduite par M. Julien Mangin (P.S.), 620 et 611 voix.

III s'agissait d'élire un nouveau conseil municipal après l'annulation du scrutin de 1978, qui, lui-même, avait été organisé à la suite de l'annulation de celui de mars 1977. Dans les deux cas, les annulations étaient fondées sur le non-respect du code électoral en matière de propagande. En mai 1977, la liste de M. Weber (mod. mod.) avait recueilli 882 voix en moyenne contre 668 à celle du P.S. L'année suivante, le liste de la majorité avait obtenu en moyenne 897 voix contre 772 à celle du P.S.

Au premier tour de cette élection partielle, les résultats avaient été les suivants : Inscr. : 2.659 ; vot. : 1.330 ; suffr. expr. : 1.275. Liste de M. Weber, 662 voix en moyenne, 4 sièges ; liste de M. Mangin, 663 voix en moyenne.

DEUX CONGRÈS D'ANCIENS RÉSISTANTS

● A Lyon, l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (A.N.A.C.R.), réunie en congrès les 16 et 17 mai, a réaffirmé sa volonté de voir le 8 mai proclamé fête nationale et son désir de pouvoir agir en justice « comme les associations antiracistes », à l'encontre des activités d'inspiration hitlérienne, les attentats et les profanations et les injures contre la Résistance.

● A Nantes, le Congrès national de la Fédération des internes, déportés, résistants, patriotes (F.N.D.R.P.) réuni les 17 et 18 mai s'est prononcé contre le droit au titre de déporté pour les travailleurs requis par le S.T.O. et pour la célébration du 8 mai, « jour férié ».

La politique française manque « d'initiative et de fermeté »

estime M. Jacques Chirac

Rédacteur en chef au Journal Inattendu de R.T.L., samedi 17 mai, M. Jacques Chirac s'est appliqué à conserver le ton dénué de toute agressivité et exempt de toute attaque personnelle qu'il a adopté depuis plusieurs mois. Il a d'ailleurs estimé, en réponse à une question, que l'accroissement de sa popularité, selon les sondages, est dû à une prise de conscience par l'opinion du caractère « sérieux » de ses propos. Il a néanmoins opposé nettement la politique conduite par M. Giscard d'Estaing à celle de ses prédécesseurs qui était caractérisée par « l'initiative et la fermeté », ce que l'on ne retrouve pas aujourd'hui, a-t-il assuré. Il a même jugé que, depuis quelques années, « l'audace de la France a baissé ».

La sévérité des reproches du chef du R.P.R. va de pair avec la formulation de contre-propositions qui esquissent progressivement une politique de rechange dans des domaines dont la variété s'étend. — A.P.

Après avoir commenté la rencontre entre MM. Giscard d'Estaing et Brejnev, M. Chirac a déclaré au sujet de l'Iran : « Nous avons une responsabilité particulière puisque nous avons donné à cet ayatollah tous les moyens de briser sa croûte. Les sanctions économiques, je n'y crois pas beaucoup, car on les tourne. Le secrétaire général de l'O.N.U. doit prendre l'initiative et il y a eu une condamnation quasi unanime — y compris l'U.R.S.S. — des prises d'otages. M. Waldheim devrait demander que l'ensemble des pays du monde rompent provisoirement leurs relations politiques avec l'Iran. »

En ce qui concerne les négociations européennes avec la Grande-Bretagne, l'ancien premier ministre a déclaré : « Si l'Angleterre n'accepte pas les conséquences de sa signature, il faut qu'elle s'en aille. Nous ne devons pas être une condamnation quasi unanime — y compris l'U.R.S.S. — des prises d'otages. M. Waldheim devrait demander que l'ensemble des pays du monde rompent provisoirement leurs relations politiques avec l'Iran. »

Sur un plan plus général, M. Chirac estime : « La caractéristique de la politique conduite par l'initiative et la fermeté, c'est l'initiative et la fermeté. Or, aujourd'hui, nous ne retrouvons pas cette initiative et cette fermeté comme essentielles du comportement politique. D'où nos réserves. »

Contre la bombe à neutrons

Il rappelle son hostilité à la bombe à neutrons en disant : « Par le biais de la technique, on remet en cause une stratégie et par le biais de la stratégie, on remet en cause une politique. Si bien qu'aujourd'hui on continue, par le biais du discours politique, à affirmer quelques principes, et par les décisions techniques, on fait le contraire. L'audience qu'avait la France s'y a quelques années n'est plus. »

Évoquant l'élection, de 1981, M. Chirac a estimé : « L'engagement, M. Mitterrand est incontestablement un candidat beaucoup plus redoutable pour la majorité que M. Rocard. On ne passe pas d'un seul coup d'un seul de la mairie de Conflans-Sainte-Honorine à la présidence de la République. »

A propos des Jeux olympiques, M. Chirac rappelle qu'il approuve la décision du Comité olympique français (le Monde daté 16 mai), mais ajoute : « Si la France devait être la seule nation libre

LE CONSEIL NATIONAL DU M.R.G. ACHÈVE L'EXAMEN DE SON « MANIFESTE »

Le conseil national du Mouvement des radicaux de gauche s'est réuni, samedi 17 mai, à Paris sous la présidence de M. Grégoire pour achever l'examen du « manifeste » en cours d'élaboration. « Démanteler la technocratie », « Libérer la technique », « Une société plus solidaire » sont les titres des quatre derniers chapitres. (Nous avons traité ce texte dans le Monde daté 10-11 avril.) Le conseil national s'est surtout attaché à préciser les moyens d'une meilleure diffusion de l'information.

En matière de presse, tout concourt, affirme le « manifeste », à « placer les grands moyens d'information sous le coup de l'argent ou du pouvoir politique : d'un côté, la contrainte étatique s'appesantit de plus en plus sur l'audio-visuel ; de l'autre, la concentration capitaliste érode le pluralisme d'opinions et la diversité des titres de la presse écrite. Entre les deux, de formidables transformations techniques bouleversent les structures d'information existantes et font peser d'importants aléas sur le développement ou même le maintien de la plupart d'entre elles. »

En ce qui concerne les radios libres, M. Grégoire a affirmé : « Il s'agit tout simplement du droit fondamental de chacun d'exprimer et à la communication. Encore faut-il que l'exercice de ce droit soit organisé. »

L'ensemble du « manifeste » sera soumis au congrès national du M.R.G., les 7 et 8 juin, à Paris.

VIENT DE PARAÎTRE
FRANCIS LEFEBVRE

15, rue Viète
Paris 17^e

MÉMENTO PRATIQUE SOCIAL 1980

Prix en notre librairie : 130 F - Franco 141 F

VIENT DE PARAÎTRE
FRANCIS LEFEBVRE

15, rue Viète
Paris 17^e

MÉMENTO PRATIQUE FISCAL 1980

Prix en notre librairie : 145 F - Franco 156 F

Six ans ap

LA FC

LA FC

LA FC

LA FC

LA FC

LA FC

LA FC

LA FC

كنا في الحاح

Six ans après l'élection de M. Giscard d'Estaing

M. et Mme Giscard d'Estaing devaient arriver lundi 19 mai, en début de soirée, dans le petit village de Saxon-Sion (Meurthe-et-Moselle), où ils devaient dîner en compagnie des habitants ainsi que de ceux de la commune voisine, Vaudemont, à l'occasion du sixième anniversaire de l'élection de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République, le 19 mai 1974.

En 1974, les électeurs de ces communes avaient voté, au second tour, à plus de 80 % pour le futur président de la République. Chaque année depuis son élection, celui-ci a fêté cet anniversaire dans une localité lui ayant accordé une large majorité de suffrages. En 1975, il était allé à Ringeldorf (Bas-Rhin); en 1976, à Arhansus (Pyrénées-Atlantiques); en 1977, dans l'île de Houat (Finistère); en 1978, au Reposoir (Haute-Savoie), et, en 1979, à La Rabatelière (Vendée).

I. — LA FONCTION QUI « DÉVORE »

par NOËL-JEAN BERGEROUX

« Voici que s'ouvre le grand livre du temps avec le vertige de ses pages blanches. Ensemble, comme un grand peuple uni et fraternel, abordons l'ère nouvelle de la politique française. » Ainsi se termine, le 27 mai 1974 au palais de l'Élysée, la brève allocution du nouveau président de la République.

Le giscardisme triomphant d'alors, le giscardisme première manière, est, pour une bonne part, contenu dans cette phrase : la volonté de changement. Mais aussi cette proposition à l'affec-tation, cette emphase naïvement littéraire. Ah ! le « vertige de la page blanche », le « grand livre du temps », quelle audace dans le cliché ! Le Valéry Giscard d'Estaing de ce jour-là a voulu faire « nouveau » et « poétique » comme il avait voulu, quelques années plus tôt, faire « souverain » en jouant de l'accordéon, ou faire « peuple » en se promenant dans le métro. Avec un photographe.

Nouveau style et réforme : dès le 27 mai 1974, les Français vont en entendre parler. Ils vont aussi en constater quelques effets. Mais, six ans après, qu'est-il advenu de cette « ère nouvelle », de cet homme nouveau, de ce changement ?

Pour le style, c'est simple : on est tenté de dire qu'il ne reste rien, ou presque. Peut-être est-il entré dans les habitudes ? Mais n'a-t-il pas plutôt fait long feu ? Bien sûr, il demeure cette Marine-Josée jouée plus lentement quand elle l'est en présence du chef de l'État, ces costumes de ville qui ont remplacé l'habit lors des cérémonies officielles, ce protocole allégé en certaines circonstances.

Mais à l'on pour autant interpréter ces signes comme les reflets d'une mutation profonde ? Viole-t-il l'idée de quiconque de prétendre que les gestes, les petites inventions, les innovations formelles des présidents jouent un rôle permis, par exemple, au troisième président de la V^e République de prouver qu'il était un homme plus simple, plus près du peuple, plus... auvergnat que son prédécesseur, Georges Pompidou ? Assurément non ! « Il n'y a que les aristos pour se croire obligés de réduire le cérémoniel et la pompe républicaine », disait, à cette époque, un membre du gaul-liste de cabinet ministériel, aba-

venir, « en on prov. à une certaine doctrine gaullienne. »

M. Giscard d'Estaing, nouvel élu, n'avait que de vagues notions en ce qui concerne la politique de défense. Il s'est attelé à la question. Il a consulté. Il a appris. Le 25 mars 1975, il a déclaré : « J'ai aboli la conclusion du général de Gaulle. »

On touche là le bilan concret : six ans de giscardisme, c'est d'abord un résultat qui ne paraît pas certain au départ : une politique de défense poursuivie dans la direction donnée par le général de Gaulle et une première étape achevée conformément au dessein de l'inventeur (les choix pour l'horizon 2000, qui ne seront faits qu'en juin, ne mettent pas nécessairement en cause le fond de la doctrine d'une défense indépendante, même si les relations entre la France et l'OTAN sont plus tendues que du vivant du général de Gaulle).

Six ans de giscardisme, c'est aussi un certain nombre de réfor-

Le chef de l'État se déclare lui-même satisfait de son bilan, du moins pour les « trois quarts ». Réalisés. Un bilan que les Français, si l'on en croit les sondages, ne jugent pas aussi positivement mais dont ils retiennent cependant quelques résultats à l'intérieur, et qu'ils apprécient plus favorablement dans le domaine de la politique extérieure. Mais un bilan, au bout du compte, bien en-deçà des ambitions premières. Reste que l'homme politique a peut-être au moins gagné une manche. Au-delà du fait que, pour le moment, il n'a pas à se plaindre que la société française pourrait ne pas voler en éclats sous l'effet d'une crise de l'emploi qui créerait un million cinq cent mille chômeurs, il demeure que nombre des incertitudes qui hypothéquaient l'avenir du giscardisme politique ont été, sinon levées, du moins réduites.

Certes la gauche a eu, depuis l'adoption de la loi de décentralisation et ce résultat-là ne peut pas être considéré comme une victoire de M. Giscard d'Estaing ; encore moins comme un effet de son giscardisme, une symbolique de la décentralisation.

En revanche, l'habileté mise, à partir de 1977, à circonscrire le « danger Chirac », puis à le contenir, est à mettre à l'actif d'un jeu politique subtil enrichi des leçons antérieures. La non-défaite de la majorité en 1978 était peut-être acquise dès la rupture de l'union de la gauche, l'été précédent, mais le marge était étroite et la parole exigeait un « sans faute », compte tenu de la situation interne de la majorité. De même, lors des élections européennes de juin 1979.

Erreurs

Face à cette tâche apparue brutalement plus ardue qu'il n'était prévu, il y eut d'abord des erreurs. Erreurs de ton au début, initiatives trop audacieuses pour une classe politique et une majorité déconcertées ; cibles menées parfois par excès de confiance. Ainsi en fut-il de la fameuse poignée de main au début d'une prison lyonnaise le 10 août 1974 et peut-être aussi de l'invitation « imprévue » des députés à l'Élysée six ans plus tard, les prisonniers et les immigrés ont vu leur sort empirer.

Erreurs tactiques, comme la décision de paraître à la télévision le 24 mars 1978 après l'échec de la majorité aux élections cantonales. Ce fut le premier insuccès du chef de l'État sur les petits écrans. Les Français découvrirent ce soir-là un président « en deuil », mal à l'aise et abattu, qui leur annonçait, sans sembler y croire, que M. Jacques Chirac était chargé d'animer et de coordonner l'action de la majorité (quatre ans plus tard, on est en cette majorité ou ce qui en tient lieu ?). Erreur d'autant plus durement ressentie que M. Giscard d'Estaing avait agi en la circonstance à son corps défendant, s'étant, dit-on, laissé convaincre par son premier ministre d'aller contre sa propre intention qui

était de ne pas intervenir. Erreur tactique aussi — et monumentale — celle-là — de n'avoir pas vu venir le danger lors des élections municipales de 1977 à Paris ; et d'avoir cru, une fois encore, mais une de trop, aux chances de réussite d'un quiproquo monté entre gens de bonne compagnie, sans tenir compte des coups de génie possibles de l'adversaire, en l'occurrence la candidature de M. Jacques Chirac.

Si l'homme, tout en restant courtisé, est devenu plus distant, plus méfiant, plus isolé aussi, c'est dans ces échecs qu'il fut en train de trouver la cause d'un quiproquo en avoir tiré l'enseignement suivant : Valéry Giscard d'Estaing est meilleur politique quand il agit selon son instinct que lorsqu'il écoute les conseils.

Finalement, cette fonction-là, non seulement « dévore » mais « excroche » aussi. On y accède avec des opinions et elle vous les modifie irrémédiablement ; autrement dit, on ne peut être président de la République que si l'on a conservé une apparence de liberté privée. On ne peut être président de la République française et prendre le risque de désestimer la fonction, ou ne peut être président de la République française et ne pas en

Quatre jugements pour un premier bilan

« M. Jean-Pierre Chevènement, membre du secrétariat national du P.S., a adressé samedi 17 mai à M. Giscard d'Estaing une lettre dans laquelle il dresse un bilan critique des six premières années du septennat. »

Il écrit notamment au chef de l'État : « Vous vouliez conduire le changement ; le changement est là, aujourd'hui, avec son cortège de chômeurs. Vous fûtes un mauvais conducteur... Vous avez réussi à faire baisser le pouvoir d'achat des catégories les plus défavorisées (...). Vous prouvez la déception : les étudiants de Jussieu en ont eu quelque chose la semaine dernière. »

M. Chevènement ajoute que le régime giscardien n'est que « la division de la gauche et l'anesthésie de l'opinion publique ». « Mais, dit-il, ni l'une ni l'autre ne dureront indéfiniment. »

Interview au *Quotidien de Paris* du 19 mai, juge ainsi l'action du chef de l'État : « Par suite d'une erreur grave de diagnostic prolongée pendant plusieurs années, des occasions ont été manquées, dont la plus grave s'est située au lendemain des élections de 1978, où le peuple français, malgré le chômage, malgré la hausse des prix, avait fait, comme on disait à l'époque, le bon choix, après lequel le pouvoir o choisi, lui, la mauvaise voie. »

« On établit un programme sans tenir compte de l'ensemble de la réalité. On met à exécution ce programme, dès lors on peut dire que pour la moitié ou pour les trois quarts, on est satisfait. Mais au moment où on a fixé ce programme, on ne s'est pas placé face à la réalité, réalité économique, ou sociale, ou politique. Dès lors, la satisfaction éphémère est à l'égard d'une vue théorique, non à l'égard des exigences nationales. »

« Le giscardisme est une présentation habile des problèmes. Cette présentation est un élément intéressant de la vie démocratique. Mais quand elle dissimule la réalité, elle fait courir de terribles risques à la nation. »

« M. Georges Marchais a déclaré, dans une interview publiée dimanche 28 mai par le quotidien communiste du Nord, Liberté, au sujet du bilan de six années de mandat de M. Giscard d'Estaing : « Sans la résolution du parti communiste au plan politique et de la C.G.T. au plan syndical, il y aurait eu encore plus d'inflation et de chômage, encore plus d'inégalités et de misère, encore plus d'atteintes aux libertés et aux droits de l'homme, encore plus d'abandons régionaux et nationaux. »

« M. Michel Pontalowski, ancien ministre d'État, écrit notamment dans un article publié par le *Figaro* du lundi 19 mai : « Certaines grandes puissances peuvent avoir des « hommes d'État moyens » ; elles resteront quand même un temps des grandes puissances, mais pas la France. La Constitution, par les pouvoirs qu'elle donne au président de la République, ajoute la dimension de l'homme à celle du pays. Un homme trop fluet, ou trop agité, ou sans expérience, ou sans talent d'intelligence et de caractère la valorise. »

« C'est pourquoi, dans ces années si difficiles que nous traversons, ignorant encore si le président veut ou non se représenter, je le salue et l'espère. »

« M. Michel Debré, dans une

Bilan

ce lui — évoqué pendant la campagne de 1974 — de modifier la loi électorale législative pour y introduire la représentation proportionnelle. C'était le moyen de donner une réalité au centre politique. Mais c'était aussi une transformation radicale des institutions. Si le projet a été abandonné, c'est sans doute moins pour une simple raison de prudence : il eût entraîné un conflit majeur avec les gaullistes. Il eût aussi amené, par la force des choses, d'autres réformes et d'autres pratiques aboutissant, en fait, à la présidentialisation totale du régime. Un pas que l'on peut difficilement franchir quand on affirme vouloir laisser les institutions telles qu'on les a trouvées. La durée et la constance, peut-être, mais aussi les apparences et le verbe. M. Giscard d'Estaing a su, au cours de ces six années, remonter certains de ses handicaps, notamment celui qui lui faisait de son image « d'homme fragile » dont on doutait parfois qu'il puisse « appuyer sur le bouton ». Toutefois, il demeure, aux yeux de beaucoup, cette sorte de « sardon » dont on peut craindre que la trop grande faculté d'analyse n'obère les capacités de décision ; cette mécanique intellectuelle un peu abstrait que l'on devine capable de donner quelque chose d'exact et de précis, mais qui, à l'inverse, est aussi ; ce champion de la communication audio-visuelle qui craint l'imattendu et l'improvisation. Ce stratège ne domine peut-être que les batailles qu'il a eues le temps de préparer sur le papier.

Prochain article :

VERS UN DEUXIÈME SEPTENNAT ?

« Excellente enquête » Max Gallo/L'Express

Hervé Hamon Patrick Rotman

L'effet Rocard

Collection "Les Grands Leaders" dirigée par Claude Glayman

Stock

COMME TOUS LES ANS EN ÉTÉ

LANGUAGE STUDIES

Organisation des cours d'anglais à l'UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE

et maintenant également à l'UNIVERSITÉ DE BERKELEY (U.S.A.)

Ces cours intensifs en petits groupes durent 2, 3 ou 4 semaines. Les inscriptions sont ouvertes.

Pour tous renseignements concernant cours et hébergement, veuillez nous téléphoner au 260-53-70 ou nous renvoyer ce bon à l'adresse ci-dessous :

LANGUAGE STUDIES, 350, rue Saint-Hippolyte, 75001 PARIS. Tél. : 260-53-70. Tx 513.35 LSF PAR.

Non, Prénom.....

Age, profession.....

Adresse.....

déjà recevoir une documentation sur les cours d'été.

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPERIENCE

Depuis 15 ans les spécialistes EUROCAP des soins du cheveu ont examiné et traité des milliers de cuir chevelus. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu menacé.

DES SYMPTOMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu irrité ou tendu, des cheveux gras ou secs, des chutes anormales, ce sont là des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, il est important de la soigner. La négligence en ce domaine est une erreur qui vous coûte cher. Nos instituts, par des traitements spécifiques, sont en mesure d'agir vite et durablement.

L'AVIS D'UN SPECIALISTE

Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de nos instituts.

EUROCAP : 4, rue de Castiglione, 75001 PARIS. Tél. : 260-38-84

si leur sérieux et leur efficacité.

Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous. Un SPECIALISTE vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les possibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Adressez-vous sans tarder à l'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP.

EF SÉJOURS LINGUISTIQUES ETÉ

GRANDE-BRETAGNE ALLEMAGNE ETATS-UNIS

— 4 formules de séjour en famille.

— Avec ou sans cours.

— Options sportives : voile - tennis - équitation.

EF ECOLE EUROPEENNE DE VACANCES

9, rue Poquière - 75008 PARIS Tél. 266-20-13

Bon à retourner pour recevoir une documentation complète.

NOM

ADRESSE

VILLE

Code postal P 20/5

REUSSIR

HEC - ESCP

SCIENCES PO

MEDECINE

PHARMACIE

pesup

VOYAGE EN FRANCE

Vous proposez UN CHOIX de : 75 BORDEAUX 60 BOURGOGNES 12 BEAUJOLAIS 25 CHAMPAGNES 150 SPIRITUEUX DIVERS LES MARQUES LES PLUS PRESTIGIEUSES

MARCAIS TURENNE

Magasin principal 103 rue de Turenne 75003 PARIS Tel 277 59 27

Le C.C.A. vous offre un stock de base de 150.000 bouteilles qui lui permet de maintenir ses tarifs X temps passant outre divers hausses, ce qui est le cas pour les CHAMPAGNES qui ne cessent d'augmenter. Actuellement nous vous conseillons (vente par 6) : L'ANSON Brut "Black Label" 44.50 HEIDSIECK VINOPOLE Brut 42.80 Son ROSE 1973 HEIDSIECK VINOPOLE Brut 44.50 BEL ORNE 71 44.50 CITRAN 71 44.50 LEOVILLE BARTON 71 44.50 PHELAN SÉLITE 71 44.50 PHELAN 71 44.50 BOLLIGOGNES 71 44.50 VOSNE ROMANEE CHALMES 71 44.50 SANTIEN 71 44.50 CLOS DE TART 71 44.50 et également des vins : MERCIER 71 44.50 BEAUJOLAIS 71 44.50

La boutique de vins de la rue de Turenne est ouverte tous les jours de 10h à 19h. Les commandes sont prises par téléphone au 277 59 27.

Le Monde

Société

JUSTICE

Avant son passage devant la commission des lois

Adopté le 30 avril par le conseil des ministres, le projet « sécurité et liberté » est examiné, mardi 20 mai, par la commission des lois de l'Assemblée nationale. Une journée et demie est prévue pour cette discussion avant les débats en séance publique les 27, 28 et 29 mai. M. Alain Peyrefitte, qui, dans un entretien

En moins d'un mois, avec une rapidité sans précédent, le projet aura franchi, à la cadence du gouvernement, une étape décisive. Rien, pourtant, ne paraît justifier cette hâte, pas même une aggravation subite des meurtres ou de la violence des délits : le sentiment d'insécurité des Français et les lenteurs de la justice.

En réalité, il s'agit de trapper l'opinion, dont on affirme qu'elle a peur et de court-circuiter un débat dont on redoute officiellement qu'il fasse capoter le projet. On imagine met une loi d'orientation générale, par exemple, adoptée dans ces conditions. Pourtant, le projet Peyrefitte engage le droit français dans une direction totalement nouvelle.

La démarche est habile. Trois semaines après l'annonce de ce texte, d'une grande complexité, certains praticiens du droit avaient pu en avoir démonté tous les rouages. Les députés devront maintenant une grande assiduité pour aller au-delà des apparences et d'un réel courage pour braver un électoral qui ne répète qu'il s'agit uniquement de sanctionner plus sévèrement les voyous.

Depuis le début du mois, les critiques se sont concentrées sur deux séries de mesures que M. Peyrefitte présente comme un remède à la montée de la violence et aux lenteurs de la justice, mais qui, sous prétexte de sécurité et de célérité, multiplient les risques d'iniquité.

Par divers mécanismes — réexamen de l'éventail des peines, octroi plus difficile des circonstances atténuantes et du sursis — le projet vise d'abord à sanctionner plus sévèrement les auteurs de violences, à qui il sera moins facile qu'aujourd'hui de bénéficier d'une mesure de libération conditionnelle.

Telle est la philosophie de ce projet ou plutôt le manège dont le présente la chancellerie. Par ses implications, ce texte va en réalité beaucoup plus loin. Jusqu'à présent, la liberté d'appréciation des magistrats était très grande. Elle reposait sur l'article 463 du code pénal qui donne au juge la possibilité de descendre très bas dans l'échelle des peines s'il reconnaît à l'inculpé des circonstances atténuantes. Par sa philosophie, cet article est l'un des piliers du droit français. Le projet Peyrefitte ne le biffe pas d'un trait de plume puisque la liberté d'appréciation des magistrats demeure intacte pour les infractions qui ne sont pas visées par le texte. Mais il enserme une réforme en profondeur du système pénal en tranchant un débat qui oppose depuis deux siècles libéraux et conservateurs.

Sans revenir sur les détails de ce débat (le Monde du 27 février), il faut souligner que la commission de réforme du code pénal s'est, au bout de six années de réflexion, prononcée pour une solution exactement inverse puisque son « avant-projet définitif », publié il y a deux ans par la chancellerie, prévoit la suppression du seul maximal ci-dessous

publié par « le Nouvel Observateur », assure que ce projet sera amendé, défendra celui-ci devant le groupe R.P.R. mardi à 14 h. 30 avant de se rendre, à 16 heures, devant la commission des lois. Contrairement à ce qu'avait envisagé le gouvernement (« le Monde » du 13 mai), les députés ne seront pas saisis en

duquel le magistrat ne peut descendre, et la disparition de la notion de circonstances atténuantes au profit d'une appréciation plus large encore des motifs psychologiques, économiques et sociaux du délinquant.

Une phrase résumait la philosophie de cet avant-projet : « Ce n'est pas des infractions que l'on juge mais des hommes qui ont commis des infractions ». Le projet Peyrefitte sous-entend exactement le contraire : on ne juge pas des hommes, mais des infractions. C'est le débat que l'on demande, dans la précipitation, au Parlement de trancher.

Six ans de réflexion, dont quatre sous la houlette de MM. Maurice Aydalet, ancien premier président de la Cour de cassation, et Christian La Guehrec, ancien directeur des affaires criminelles et des grâces, aujourd'hui procureur de Paris, ont abouti à des conclusions qui les

irritent, sinon étonnent, par l'opposition qu'il rencontre, le garde des sceaux parle de « charge de la brigade légère, légère, légère », et met en particulier en cause deux syndicats « à direction communiste » (M. Domi-

Les organisations de juristes sont

revanche du texte légalisant les contrôles d'identité dits de police administrative.

Un front uni des organisations professionnelles, qui va de la gauche à la droite, est désormais constitué, avec la prise de

d'examiner les affaires prétendument étouffées, sans le concours d'un juge d'instruction. Ce volet du projet soulève une vraie question mais y répond de manière inadéquate. En dehors de la citation directe, qui ne permet pas de maintenir un délinquant en prison, et des flagrants délits, dont on connaît les excès, les affaires pénales doivent actuellement passer entre les mains d'un juge d'instruction, toujours débordé et sans moyens d'investigation suffisants. D'où le développement inquiétant de la détention provisoire, c'est-à-dire de l'emprisonnement avant jugement, dénoncé récemment par le président de la République.

Le projet Peyrefitte prétend remédier à cette situation en instituant une procédure qui permet au parquet, c'est-à-dire à des magistrats soumis au contrôle hiérarchique de la chancellerie, de peser de tout son poids sur le tribunal (en cas de délit) et sur la chambre d'accusation (en cas de crime), pour obtenir la mise en liberté provisoire ou la mise en prison provisoire. Cette procédure qui généralise, malgré leur suppression simultanée, les flagrants délits vise à réduire le détention provisoire. Mais elle fait peser un risque d'injustice sur les prévenus dont une instruction sérieuse démontrerait l'innocence.

Chargé récemment d'un rapport sur

la détention provisoire, M. Pierre Sauvego, député (app. R.P.R.) des Alpes-Maritimes, suggère des solutions moins dangereuses pour les libertés, comme l'augmentation progressive du nombre des juges d'instruction et des moyens dont ils disposent. D'autres solutions peuvent être imaginées, comme le recours à la « salarie directe » dans les seuls cas où la défense y consent.

Tel est l'enjeu du débat qui s'ouvre mardi, à la commission des lois de l'Assemblée, auquel il faut encore verser deux pièces : les deux volumes et les huit tomes d'annexes du rapport du Comité d'études sur la violence, présidé par M. Peyrefitte, qui concluent, il y a quatre ans, à la nécessité d'accroître la prévention plutôt que la répression, et un sondage Figaro-SOFRES publié le 30 avril. Selon ce sondage, les Français voient dans le chômage des jeunes la cause principale de la violence dont ils perçoivent et redoutent la montée. La majorité d'entre eux ne pense pas que les juges professionnels soient « trop indulgents » et penchent pour une bonne application de la loi plutôt que pour des mesures plus répressives. C'est peu de dire que le projet Peyrefitte ne répond qu'impartialement à cette opinion derrière laquelle il prétend pourtant s'écrier.

BERTRAND LE GENDRE.

UNE MÈRE INCULPÉE D'ABANDON D'ENFANT

< On dirait que j'ai tué quelqu'un ! >

De notre envoyé spécial

Mulhouse. — La note de l'hôtel de la Pallois, à Wimeroux (Pas-de-Calais), près de Boulogne-sur-Mer, était de 889 francs. Celle de Carole, montait à 1 000 francs. 1 889 francs pour passer, avec deux de ses enfants et un homme que l'on veut épouser, des vacances à la mer. Pour Louise Baha, vingt-sept ans, c'était beaucoup, même pour « revoler le mer » qu'elle avait quittée à l'âge de douze ans, en Algérie. C'était beaucoup pour une femme qui ne vit que de ses allocations familiales et d'une rente d'invalidité de 1 200 francs et pour François Gross, son compagnon, chômeur à Mulhouse.

Faute de pouvoir payer, ils le laisseront, samedi 10 mai, à Wimeroux, le petit Peggy (cinq ans) en gage. Jusqu'au vendredi 16 mai, on ne les revit plus. Ils erraient, après être rentrés à Mulhouse en auto-stop, en quête d'un peu d'argent. Ils cherchaient un prêt qui s'ajouterait aux traques du téléviseur, au foyer et à l'électricité impayés depuis un an, au crédit pour les meubles, aux 200 francs réclamés déjà par une amie et à 8 000 francs dus aux allocations familiales, en raison de cette vie commune qui prive Louise Baha de certaines prestations.

Toutes les portes, cette fois-ci, sont restées closes. « Lorsqu'un fruit est pourri dans une famille, il faut le laisser tomber », disait à un journaliste le beau-frère de M. Gross. Louise Baha, dont trois des onze frères et sœurs ont fait de la prison, n'a trouvé aucune aide. Samedi 17 mai, ces Bonnie and Clyde sans envergure se rendent à la police, embarrassant au début d'un week-end qui s'annonçait calme les trois policiers de permanence. Ils ont été inculpés d'abandon d'enfant dans un lieu solitaire et, subitement, de « gravité d'hôtel et d'aliment (1) ». Depuis l'annonce de leur équipée, cinq correspondants se sont fait connaître au journal l'Alsace, proposent de payer les notes d'hôtel. Trop tard. François Gross a été écroué, mais Louise Baha a été laissée en liberté pour lui permettre de s'occuper de ses deux autres enfants. Perrine (quatre ans) et Arnaud (trois ans), qui ont pour l'instant une parente. Peggy reste placée dans un foyer du Pas-de-Calais.

Samedi 17 mai, l'hôtelier de Wimeroux recevait un chèque de 889 F, émanant de l'association Solidarité humaine des œuvres

sociales de Paris. L'hôtelier décidait alors de retirer sa plainte, mais, lundi matin, celle-ci ne l'était pas encore officiellement.

Mulhouse, dimanche, montrait également ses enfants à la tête foraine et échelait les insignes de la Croix-Rouge vendus sur le voie publique, mais contenait avec peine sa colère sur cette affaire. « C'est une honte d'abandonner ainsi des enfants, c'est inqualifiable », estimaient les voisins de Louise Baha, dans ce quartier industriel où elle avait loué, pour 180 francs, trois pièces sans chauffage et sans salle de bains. On l'accuse soudain des pires méfaits : « Elle laissait ses enfants seuls toute la journée. » Même celle qui se présente comme « une amie qui l'a toujours aidée » l'accable : « L'argent lui a brûlé les mains. Ses enfants n'avaient même pas à manger. » Seuls deux jeunes voisins rappellent que, tous les jours, elle nourrissait leur chat.

« On dirait que j'ai tué quelqu'un », s'étonne Louise Baha, hébergée par Mme Pfeiffer, une mère de neuf enfants, qui la considère « comme sa fille ». Louise Baha, vêtue d'une jolie jupe blanche et d'un chemisier écossais impeccable, n'a pas l'air très affectée. Dimanche, elle reprend sa vie de café en café, retrouvant dans l'un d'eux des amis handicapés qu'elle avait connus aux ateliers de charité où, aveugle à 80 %, elle avait elle-même travaillé de 1975 à 1978 comme standardiste. « Heureusement, dit-elle, qu'il y a des gens dans la misère pour comprendre que je n'ai pas abandonné mes enfants. Lorsque je l'ai fait pour Caroline, j'ai agi légalement et honnêtement. » Caroline, aujourd'hui adoptée par un médecin de Mulhouse, est un des quatre enfants que Louise Baha a eus de quatre pères différents. Le premier était un émigré yougoslave, le deuxième est qualifié par elle de « voyou », le troisième était un handicapé et le quatrième, François Gross, est un ancien détenu. Louise Baha avait été placée en foyer dès l'âge de quinze ans. François Gross affirmait avoir été chassé de sa famille à quatorze ans. Peggy, Perrine et Arnaud seront-ils, eux aussi, placés ? En décembre, le juge pour enfants estimait qu'il pouvait rendre le petit Peggy à sa mère. François Gross avait adopté les deux enfants qui n'étaient pas de lui et ils avaient fait le projet de se marier.

NICOLAS BEAU.

(1) Article 461 du code pénal.

VOULOIR



Je veux donner à tous l'information dont ils ont besoin, facilement

Tu veux traiter par lots à partir de fichiers classiques

Il veut une informatique décentralisée

Nous voulons un matériel juste adapté aux besoins de l'entreprise et à son budget

Vous voulez disposer d'une grande puissance de calcul

Ils veulent un système d'exploitation performant et éprouvé

ILS VEULENT

PUBIDEV

Z

Pour recevoir une documentation, retournez ce bon à :

Sperry Univac, service Relations Extérieures - 3, rue Bellini - 92806 PUTEAUX

Monsieur..... Fonction.....
Société.....
Adresse.....

désire recevoir une documentation
Sur les Systèmes 80 ☐ à partir de 12.000 F* par mois
Sur les Systèmes 1100 ☐ à partir de 70.000 F* par mois
(cochez la case correspondant à votre budget)

SPERRY UNIVAC EST UNE DIVISION DE SPERRY SA.

*PREX DE LOCATION POUR UNE CONFIGURATION DE BASE. PREX HT, MAI 80

unanimes contre

De plus en plus, les magistrats se sentent menacés par le projet Peyrefitte. Ils craignent que leur rôle ne soit réduit à néant.

Union syndicale des magistrats :

De plus en plus, les magistrats se sentent menacés par le projet Peyrefitte. Ils craignent que leur rôle ne soit réduit à néant. L'Union syndicale des magistrats (USM) a exprimé son opposition à ce projet. Elle considère que le projet Peyrefitte est une atteinte à la liberté de la justice. Elle demande que le projet soit retiré.

TOU

Je veux connaître l'information

Tu veux choisir le mode conversation et la base de données

Il veut une informatique centralisée

Nous voulons un réseau en temps réel

Vous voulez disposer de beaucoup de puissance

Ils veulent choisir un matériel dans une conception pour suivre l'évolution sans changement ni conversion

UN SYSTEME 80

SPERRY

Les informa

ما في في

ons de juristes

unanimement contre le « projet Peyrefitte »

position officielle, samedi 17, de l'Union syndicale des magistrats (modérée) qui juge le projet « inacceptable ». Ces organisations devaient se réunir ce lundi 19, à 21 heures, au Palais de Justice de Paris pour définir une riposte commune et entendre le compte rendu de l'entretien que M. Michel Marcus, secrétaire général

L'Union syndicale des magistrats : inacceptable

An terme de la réunion de son conseil syndical samedi 17 mai, l'Union syndicale des magistrats a publié un communiqué, qui déclare notamment :

Le projet de loi « sécurité et liberté » a été improvisé dans des conditions de secret insoutenable, sans consultation aucune des praticiens, qu'ils soient magistrats ou avocats (...). Le projet gouvernemental entend résoudre le problème de l'insécurité qui, même s'il est grossi par les médias, n'en est pas moins réel (...). Le juge d'instruction, magistrat spécialisé, dont l'intervention constitue une garantie pour les justiciables, voit, dans de nombreux cas, son rôle effacé, en matière délictuelle, au profit de magistrats désignés au coup par coup par le président du tribunal en matière criminelle par la chambre d'accusation ; cette innovation porte atteinte à la protection qui résulte du double degré de juridiction. Arquis fondamentaux de la réforme de la procédure pénale intervenue au début de la V^e République, le juge de l'application des peines voit son rôle anéanti en matière de contrôle de l'exécution des peines, au bénéfice d'une commission où il n'est qu'un otage et un alibi.

De plus, en de multiples matières, les juges et les jurés se voient interdire de procéder à une réelle et effective individualisation de la peine. Enfin, il ne faut pas se dissimuler que l'ambiguïté des dispositions relatives au ministère public tend, à certains égards, à transformer la traditionnelle image du parquetier magistrat en celle de parqueter policier. Le projet de M. Peyrefitte conduira également à l'application d'une politique criminelle dangereuse et contraire aux buts déclarés de son auteur. En effet, l'instauration d'un système de peine-piancher, ou de révocabilité automatique du sursis, peut conduire à des acquittements abusifs ou à des peines excessives. La proposition de plusieurs mesures bénéfiques, réclamées depuis longtemps par l'opinion publique aussi bien que par les magistrats, ne doit pas masquer le fait que ce projet de loi favorise la mainmise du pouvoir exécutif, d'aujourd'hui ou de demain, sur le fonctionnement de la Justice. Bien que présenté comme un projet moderne, efficace et libéral, il constitue en réalité une entreprise rétrograde qui rompt un équilibre lentement acquis, au prétexte d'une situation de circonstance mal analysée et mal maîtrisée. C'est pourquoi l'Union syndicale des magistrats considère ce texte comme inacceptable.

du Syndicat de la magistrature, a en vendredi 16 avec M. Jacques Piot, député (R.P.R.) de l'Yonne, rapporteur du projet. Le Syndicat de la magistrature critique, à cette occasion, « le secret et l'absence totale de concertation véritable », qui ont, selon lui, présidé à la rédaction du projet.

Le garde des sceaux : le texte sera sûrement amendé

M. Alain Peyrefitte répond, dans le dernier numéro du *Nouvel Observateur* daté 18-25 mai, aux vives critiques qu'avait formulées, dans le précédent numéro de cet hebdomadaire, M. Jacques Léautaud, directeur de l'Institut de criminologie de Paris, contre le projet de loi « sécurité et liberté » (*Le Monde* daté 13-14 mai). Le ministre de la Justice déclare notamment : « On a tendance à passer sous silence ses innovations qui sont garanties en France des libertés individuelles que dans notre histoire aucun de nos dix-sept règimes n'aurait connus ni même envisagés ». M. Peyrefitte énumère ainsi « le droit du prévenu de ne pas comparaître en prison » ; « le droit du délinquant pris sur le fait de s'être incriminé que sur décision d'un juge indépendant (et non d'un magistrat du parquet soumis à l'autorité hiérarchique du garde des sceaux) ; de pouvoir préparer sérieusement sa défense ; d'être libéré au bout de deux mois si le procès n'a pas eu lieu » ; « le droit de l'intéressé dans un hôpital psychiatrique privé de faire venir aussitôt par un juge s'il y a lieu de l'y maintenir » ; « le droit de l'étranger en cours d'expulsion de ne pas rester plus de quarante-huit heures

en détention sans une décision du juge » ; « le droit du prisonnier de ne pas être maintenu en prison au-delà de l'achèvement de sa peine » ; « le droit de la victime d'être protégée par l'Etat et par le coupable ». Quant à la façon dont le projet a été préparé, M. Peyrefitte fait une distinction entre « consultation » et « concertation ». « La concertation, dit-il, aurait signifié que la campagne de presse à laquelle nous assistons se serait déroulée dès le début ». Mais, ajoute-t-il, si « le gouvernement » a la responsabilité de préparer des projets, le Parlement a la responsabilité de faire la loi. C'est ce qu'il fera (...). Le droit d'amendement n'est pas un vain mot. Le texte sera amendé, soyez-en sûr ». Dans ce même entretien M. Alain Peyrefitte met en doute la remarque selon laquelle « on ne peut accuser la gauche de réclamer des réformes qui impliquent un retour en arrière et non un progrès », répond notamment : « Le rapport Arpaillange, auquel se réfère et polémique la gauche, démontre le fossé entre la réhabilitation des criminels dangereux, et demande leur interdiction et leur neutralisation ».

CAUTION ?

Dans un entretien paru dans le *Nouvel Observateur*, le ministre de la Justice, pour justifier son projet de « sécurité et liberté », a notamment utilisé plusieurs phrases d'un « rapport Arpaillange » (1). Je dois dire mon étonnement, d'une part, d'être cité comme témoin de moralité par le ministre de la Justice, et, d'autre part, de constater que celui-ci s'est livré à des citations détachées de leur contexte alors qu'il a la possibilité et les moyens financiers de publier l'intégralité du rapport auquel il se réfère et dont le caractère « secret » ne peut plus être opposé. Je n'ai jamais rien dit, je n'ai jamais rien écrit qui, de près ou de loin, dans sa forme et dans son esprit, puisse ressembler en quoi que ce soit à des réformes actuellement proposées et leur servir de caution. Certes, j'ai été directement, dans l'exercice de mes fonctions et à mon poste, à l'origine de certains projets votés depuis 1974, par exemple sur l'avortement et l'abaissement de l'âge de la majorité. Mais, dans le cas présent, il faut que cesse cette attitude qui consiste à abuser de mon nom pour justifier les projets actuels, que je réprouve, et qui, après le libéralisme à coups de poings ou la légitime défense permanente, ne peut venir que contribuer au plus à réduire la « sécurité » et à profaner la « liberté ». Il faut que cesse cette attitude qui consiste à abuser de mon nom pour justifier les projets actuels, que je réprouve, et qui, après le libéralisme à coups de poings ou la légitime défense permanente, ne peut venir que contribuer au plus à réduire la « sécurité » et à profaner la « liberté ».

(1) *Le Monde* du 13 septembre 1973.
(2) *Le Monde* des 21 et 22 janvier 1977, 19 et 20 septembre 1978, 4 et 5 juillet 1979.

● Un nouveau président pour les Jeunes Avocats. — A l'issue du congrès de La Baule (*Le Monde* du 17, daté 18-19 mai), M. Michel Gaud, du barreau de Paris, premier vice-président de la Fédération nationale des unions des jeunes avocats, a été élu, samedi 17 mai, président en remplacement de M. Pierre Moreau de Limoges, par 213 voix sur 235 exprimées. M. Alain de la Bretesche, de Laval, a été élu premier vice-président, par 133 voix contre 104 à M. Bernard Delrand de Nîmes. La présidence de la FNUJA change chaque année. Elle est assurée alternativement par un représentant de Paris et de la province. Le premier vice-président, élu chaque année, devient président l'année suivante.

● Une détenue se tue en tentant de s'évader. — Mme Annie Ferrand, vingt et un ans, en détention préventive au centre pénitentiaire de Rennes depuis le 16 avril, s'est morellement blessée, le samedi 17 mai, en tentant de s'évader de sa cellule située au troisième étage de la prison. La corde de fortune à l'aide de laquelle elle avait commencé à descendre s'est rompue, entraînant sa chute alors qu'elle se trouvait encore à plus de 6 mètres du sol. Mme Ferrand, mère de deux enfants, était inscrite de coups et blessures volontaires sur la personne de son mari. — (Corresp.)

FAITS DIVERS

● Engin explosif devant le local d'une société allemande, à Paris. — Un attentat a été commis, lundi 19 mai, vers 1 heure du matin, dans le hall d'un immeuble situé 27, rue de Turin, à Paris (quatrième arrondissement). Un engin explosif, déposé devant l'entrée des bureaux d'une société ouest-allemande — la société Jahnichen, spécialisée dans l'import-export de matériels électroniques et électriques — a provoqué d'importants dégâts matériels. Le garde de l'immeuble, M. Fernand Domingo, vingt-quatre ans, a été légèrement blessé au visage par des éclats de verre. Cet attentat n'a pas été revendiqué mais, sur les lieux, le ou les auteurs ont inscrit à la peinture un slogan écrit en allemand et signifiant : « Le combat continue-Solidarité révolutionnaire internationale ».

● Attentat à Hyères (Var). — Un attentat à l'explosif a endommagé une galerie marchande dans le centre d'Hyères (Var), dimanche 18 mai, vers 3 heures. Il visait, semble-t-il, un bar, qui a subi d'importants dégâts.

ÉDUCATION

Le congrès de la Fédération ex-Lagarde

PARTICIPATION DES PARENTS OU SIMPLE VOIX DANS LE « DÉSERT DE L'INDIFFÉRENCE » ?

(De notre envoyé spécial.)

Pont-à-Mousson. — Le soixante-et-unième congrès de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEP) s'est achevé le 17 mai à Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle), après trois jours de travaux. M. Antoine Lagarde, qui dirigeait la FPEP depuis 1974, a été désigné à l'unanimité président d'honneur. Adoptée par 97,14 % des voix (95,77 % en 1979) la motion d'orientation fixe deux principaux objectifs à son successeur à la présidence. M. Jean-Marie Schleret, obtient une renouveau de l'enseignement primaire et impose une « véritable formation continue des enseignants ».

Heurs et malheurs du militantisme « parents d'élèves ». Cuiusmodi congrès que celui-ci, où des parents s'en prennent à des semblables. Les parents sont les premiers usagers de l'éducation, explique M. Marc Commenge, de La Rochelle. Cela leur donne des droits, mais aussi des devoirs. Pourtant, un grand nombre se considèrent plus en consommateurs qu'en usagers. A Pont-à-Mousson, cette démission des parents qui transforme l'action militante en travail de Sisyphe, tenait bien de refrain. Quant aux militants, dont un intervenant notait le lent renouvellement, M. Alfred Grosser, invité à une « table ronde », les a mis en face de leurs contradictions : « Nous trichons tous. En principe, nous sommes pour l'égalité scolaire de tous, mais en fait, nous essayons de modifier la règle en faveur de nos propres enfants ».

Ce malaise est connu et s'est pas récent. Mais, dans le cas de la FPEP, il semble accentué par les maigres résultats de l'orientation préconisée par la fédération : joindre la concertation, rester responsable, être la « force

Tenus en laisse

Si dans son discours d'ouverture M. Lagarde avait ironisé sur « l'influence considérable de la FPEP dans l'évolution du monde de l'éducation », son discours de clôture fut plus pessimiste : « Les mouvements de grève récents prennent appui sur un malaise beaucoup plus important et que nous devons comprendre. L'enseignement en France est inégalitaire. La participation des parents est une déception profonde. » Il s'enflamma pour dénoncer « un monde de l'éducation où les parents n'ont la place qui leur est due, où les parents sont tenus en laisse, où la voix des parents indépendants et responsables crie dans le désert de l'indifférence ».

L'enthousiasme revivra-t-il avec la nouvelle équipe dirigeante de la FPEP ? Officiellement, c'est la continuité. Pourtant, de M. Lagarde à M. Schleret, quelques évolutions semblent se dessiner. C'en serait d'abord fin de la personnalisation du leadership de la FPEP, à laquelle M. Lagarde n'a pas échappé après l'avoir reproché à son prédécesseur, M. Pierre Armand. M. Schleret vante la délégation de pouvoirs et loue les vertus du nouveau vice-président, M. François Mahé, pourtant l'un de ses concurrents à la présidence et soutenu, semble-t-il, par les congressistes les plus critiques. D'autre part, la personnalité du nouveau président détonne quelque peu au sein d'une fédération dont les animateurs sont souvent âgés, notables provinciaux, pères, mères de famille, nombreuses, de préférence électeurs de la majorité.

Fils d'ouvrier, éducateur spécialisé, M. Schleret revendique un « engagement social ». « L'élection de Schleret, c'est une victoire pour les jeunes parents », déclarait un congressiste vann de Monthéry. Elle est à l'image d'une certaine évolution de la fédération, particulièrement parmi ses nouveaux adhérents. « On vient à la FPEP pour trois raisons, dit une congressiste grenobloise : parce qu'on est à droite, parce qu'on trouve Cornes trop lié aux enseignants ou parce qu'on est sensible à son discours sur la priorité à l'enfant ». Chemins qui ne se recoupent pas forcément. Certes, dans ce congrès, les interventions n'ont pas manqué qui réclamaient un retour à l'autorité, une plus grande discipline, une sélection à l'entrée en classe de sixième ou la suppression de l'hétérogénéité des classes de collège. Mais, dans les « carrefours » qui avaient pour thème l'école, on affirmait aussi qu'« à l'école, ce sont les enfants des milieux les plus modestes qui sont les plus dévalorisés ».

EDWY PLENEL.

LOIR TOUT.

Je veux contrôler l'information

Tu veux choisir le mode conversationnel et la base de données

Il veut une informatique centralisée

Nous voulons un réseau en temps réel

Vous voulez disposer de beaucoup de puissance au moindre coût

Ils veulent choisir un matériel dans une «gamme longue» conçu pour suivre l'évolution de l'entreprise sans changement ni conversion

UN SYSTEME 80 OU UN SYSTEME 1100

ILS VEULE

SPERRY UNIVAC

Les informaticiens qui savent écouter.

ÉDUCATION

APRÈS UNE NOUVELLE OCCUPATION DU CENTRE JUSSIEU PAR LA POLICE

La suite de l'action dépend des décisions des enseignants et des personnels

Étudiants, enseignants et personnels du centre universitaire de Jussieu se sont réunis séparément ce lundi matin 19 mai. Quelques six cents étudiants ont voté la grève générale. Ils ont d'autre part décidé de se rassembler le mardi 20 mai devant le centre Jussieu pour se rendre aux obsèques d'Alain Bérard, qui aura lieu à 8 h 30 au cimetière de Thiais (Val-de-Marne). Ils appellent en outre à une manifestation à Paris à 18 heures le même jour.

Ce lundi 19 mai à 7 h 45, M. Jean Dry, président de Paris-VI, a appelé, à l'aide d'un mégaphone, les enseignants à protéger les

épreuves de contrôle continu des connaissances. A Paris-VII, plusieurs enseignants ont reporté ces épreuves. Les forces de police présentes sur le campus depuis le 17 mai se sont retirées ce lundi matin à la suite d'un accord avec les présidents des deux universités de Paris-VI et de Paris-VII.

Des C.R.S., des gendarmes mobiles et des policiers en civil étaient en effet intervenus, à la demande des deux présidents, samedi 17 mai à 20 h 40, au centre universitaire de Jussieu. M. Yves Le Corre, président de Paris-VII, et M. Jean Dry, prési-

dent de Paris-VI, avaient signé l'ordre de réquisition des forces de police afin d'expulser une vingtaine d'indisciplinés. Entrés dans le centre du côté du quai Saint-Bernard pendant que d'autres membres des forces de police bloquaient la grille d'accès place Jussieu, gendarmes et C.R.S. explorèrent étage par étage les bâtiments du centre. Neuf personnes ont été interpellées pour vérification d'identité au cours de cette « évacuation » qui s'est faite sans incident. Selon M. Dry, cette intervention avait pour but d'assurer la sécurité des matériels scientifiques et surtout des personnels.

Autonomes et étudiants : affinités et répulsions

Etre là où « ça bouge ». Se griffer sur l'événement. Les autonomes n'ont jamais vraiment dérogé à cette règle. M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, parle d'« agitation ». Eux parlent en termes de « coordination ». Depuis l'origine de leur apparition sur la scène parisienne, à la fin de l'année 1977, les autonomes se regroupent légalement lorsqu'un conflit prend de l'ampleur. Dans leur courte histoire, les manifestations de protestation tiennent une place consi-

dérable. Il y a eu celle de Creys-Maillieu (contre le nucléaire), celle en faveur de Klaus Croissant (contre les extraditions), celle du 23 mars 1979 (en compagnie des sidérurgistes lorrains), etc. Il y a eu, aussi, les manifestations luttant successivement sur des thèmes précis. Ainsi les autonomes ont-ils cassé des vitrines dans le quartier Saint-Lazare, à Paris, estimant combattre « la vie chère ». Ainsi ont-ils mené des actions pour détruire les parcmètres le long des voies publiques.

Enfin, désirant « changer la vie » et l'adapter à leurs moyens financiers modestes, certains tentent de vivre dans des squats (habitations occupées sans droit ni titre).

Ce sont des étudiants, d'anciens étudiants, des autonomes, des jeunes vivant souvent de travaux intermédiaires, des chômeurs et ce qu'il est convenu d'appeler des loubirds. Les plus âgés (vingt-cinq à vingt-sept ans) ont milité dans des groupes d'extrême gauche et s'en sont éloignés; les plus jeunes, dépourvus de formation politique, éprouvent une haine solide à l'endroit de toute organisation, syndicale ou politique.

Les centres universitaires, curieusement, ont toujours représenté pour eux un lieu de rencontre, un espace où militer. Un retour aux origines

du « mouvement » permet de le comprendre. Les premières assemblées générales autonomes, aux mois d'octobre, novembre, décembre 1977, ont eu lieu dans un amphithéâtre du centre universitaire Jussieu (Paris-VI, Paris-VII). Avant même ces réunions, une trentaine d'étudiants « inorganisés » avaient déclenché le boycottage, au mois de mai 1978, des examens au centre Jussieu (Paris-VI). Quelques mois plus tard, ces inorganisés se muèrent en un « collectif étudiant autonome ». Deux idées simples les animaient : d'une part, « l'université est un camouflage du chômage », de l'autre, « les étudiants ne sont plus des privilégiés, ils tendent à se protéger ».

Depuis, l'agitation autonome en milieu étudiant n'a jamais réellement cessé dans les centres universitaires. Tolbiac, Censier, Nanterre et Jussieu, même si les mouvements suscités ont toujours été éphémères. Au mois de décembre 1979, une soixantaine d'autonomes ont ainsi distribué quelque deux cents tracts à Censier après s'en être emparés par la force. La même opération fut menée à Jussieu, elle portait sur mille tracts. Ces commandes de la gratuité entendaient se faire les héritiers d'auto-réductions comme en connaît l'Italie.

Cette effervescence — avec ses crises et ses déceptions — n'a atteint son apogée qu'en mai 1980, quand celui-ci fut touché par la grève et que les autonomes entraînèrent trois mille étudiants dans les rues de Paris. En fait, les autonomes se révélaient à chaque fois incapables de gérer la colère étudiante, de l'organiser et de lui assigner des objectifs acceptables pour la majorité. A chaque fois, le refus de toute organisation et l'acceptation d'une violence échouée les coupa très vite des étudiants.

Ces échecs répétés ont eu deux conséquences contradictoires. La première est que le « mouvement »

autonome n'a jamais été élargi de manière notable au sein du milieu étudiant. La deuxième, plus paradoxale, est que certains des comportements revendiqués par les autonomes ont reçu progressivement de la part d'étudiants leur assentiment, au moins intellectuel. Une enquête réalisée par la revue *Les Dossiers de l'étudiant*, en 1979, indique par exemple que pour 6,7 % la population scolaire après le baccalauréat trouve « normal » de casser une vitrine (et 38,5 % « pas grave ») ou encore que pour 24,5 % cette population considère comme « normal » de voler de la nourriture dans un grand magasin (et 53,3 % « pas grave »).

ainsi servi de brèche au « ras-le-bol » des « jeunes prolétaires ». Il reste que tous les groupes autonomes n'ont pas participé aux incidents du centre Jussieu. Certains étudiants du centre Jussieu, certains d'autres considérant le mouvement comme faibliste et « gonflé par la presse ». Mais ceux qui s'alignent « en découpe » avec les forces de police, ceux qui approuvent le « bas-ton » n'ont pas boudé Jussieu. Parmi eux, il y avait des étudiants qui n'étudiaient plus, des jeunes chômeurs et des zonzards. Il y avait aussi des lycéens, des mineurs qui se sont engouffrés dans ce qui a pu être, à leurs yeux, une fête. Celle de la rue.

LAURENT GRELSAMER.

Comment réussir un séjour linguistique en Angleterre

en choisissant un organisme anglais réputé à Oxford

Sélection rigoureuse des familles : accueil chaleureux. Recrutement des professeurs anglais diplômés; classes à effectifs très réduits; à Oxford cours individuels pour adultes étudiants. Choix de salles de cours dignes de ce nom, l'environnement jouant un grand rôle dans le sérieux des cours. Equilibre judicieux travail/détente loisirs avec activités sportives, visites culturelles, etc.

OISE
Oxford Intensive School of English
Bureau d'accueil en France
21, rue Théophraste Renaudot
75001 Paris - Tél. 533 13 02

M. _____ M.
Rue _____
Ville _____
désire recevoir 1 documentation complète sur les séjours linguistiques en Angleterre.

LES DÉGÂTS

Le centre universitaire Jussieu (Paris-VI-Paris-VII) a subi d'importants dégâts au cours de la semaine passée. Les déprédations, qui ont été le fait de « casseurs », ont touché plusieurs salles de cours et amphithéâtres (grafiti sur les peintures, bris de vitres et de mobilier), mais aussi plusieurs laboratoires de recherches.

L'université Paris-VI a le plus souffert. L'ordinateur Cyber « CDC6400 » de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN 2 P 3), dépendant du C.N.R.S., a été endommagé par des coups de barres de fer et le jet de cocktails Molotov. Indiquant-on à la présidence de l'université Paris-VI. Un laboratoire de spectroscopie a été sérieusement touché par un incendie. Enfin, un laboratoire de cristallographie et son équipement ont subi des dégâts. Dans ce laboratoire, des cartes informatiques ont aussi été détruites. La présidence de Paris-VI évalue le montant des dégâts à 5 millions de francs environ.

1 ou 2 millions

Dans son communiqué au quotidien *« Libération »*, mardi 13 mai, les « petites sociétés autonomes » avaient revendiqué la destruction de l'ordinateur de l'Institut national de physique nucléaire « comme une des réponses à l'assassinat d'Alain Bérard ». Les autonomes avaient également déclaré que le laboratoire avait signé un contrat de recherches pour le compte de la défense nationale. M. Jean Dry, président de Paris-VI, indique que ces contrats ne sont pas exceptionnels et que l'Institut est habituellement un grand fournisseur de la défense nationale.

Les dégâts de l'université Paris-VI, surtout touchés à un mini-ordinateur et deux perforatrices. M. Yves Le Corre, président de Paris-VII, évalue les dégâts à 1 ou 2 millions de francs.

CATASTROPHES

● Le volcan Mont-Saint-Helens, situé dans l'Etat de Washington, à 160 kilomètres au sud de Seattle, a explosé dimanche 18 mai. Un violent tremblement de terre avait auparavant ébranlé la montagne. L'explosion a projeté un nuage gris épais de 12 kilomètres à 30 kilomètres d'altitude, plongeant dans l'obscurité toute la région dans un rayon de 100 kilomètres.

● Un violent séisme s'est produit en Yougoslavie le dimanche 18 mai à 21 h 30, heure locale (22 h 30, heure de Paris). Il a provoqué une panique dans une vaste région allant de Belgrade à Skopje et à Pristina. Il a aussi été ressenti en Bulgarie, en particulier à Sofia où les habitants se sont précipités hors de chez eux. Le tremblement de terre aurait fait quelques dégâts dans le massif de Kopanik, à environ 170 kilomètres au sud de Belgrade. — (A.F.P.)

Débordement

Cette diffusion, concrète ou non, de comportements illégaux rend difficile, à présent, l'étiquetage d'un mouvement. Autonome? Pas autonome? Quia dire, sinon qu'il n'existe pas de label déposé. Ainsi, dès les premières manifestations étudiantes à Angers contre le décret Imbert sur les étudiants étrangers, des autonomes se sont intéressés à cette lutte. Mais ce n'est qu'à Paris qu'ils ont effectivement rejoint le mouvement pour, finalement, en prendre les commandes et, peut-être, signer son acte de décès.

Un autonome, déjà présent au sein du collectif étudiant de Tolbiac, en 1976, explique du reste que son souci a été d'« élargir la lutte contre le loi Bonnet » à l'ensemble du système de contrôle social qui trappe les jeunes prolétaires ». La protestation étudiante contre le décret Imbert aura donc été une occasion de « débordement » la revendication première. Selon cet étudiant, « le mouvement autonome avait accumulé une trop grosse rancœur depuis plusieurs mois : texte sur le carnet de travail pour les intermédiaires, érosion du pouvoir d'achat, assassinats sans riposte, etc. » pour ne pas réagir. Le mouvement étudiant aura

LETTRES

MORT DE L'ÉCRIVAIN ROUMAIN MARIN PREDA

L'écrivain roumain Marin Preda, vice-président de l'Union des écrivains et député au Parlement, vient de mourir à Bucarest.

Né en 1922 dans une famille paysanne de Valsesia, Marin Preda s'était tout d'abord attaché à évoquer la vie de la campagne roumaine dans ses débuts littéraires en 1948 avec *Les Mornetz* (du nom d'une famille de paysans). Il s'était ensuite, dans ses écrits, penché sur les transformations intervenues dans la société depuis la guerre, notamment dans le Grand Soudaire (paru chez Grasset en 1976, dans la traduction de Claude Lévinson) qui conte l'histoire d'un partisan déçu du régime politique au pouvoir qui se retire de la vie active de militant pour devenir jardinier dans un foyer d'écritures et d'artistes.

Un autre roman, le *Détre*, lui valut une succès considérable en Roumanie : l'auteur y traitait du dictateur Antonescu, allié de l'Allemagne pendant la guerre, mais selon lui, défenseur de l'ordre et de la légalité.

ESSEC

ADMISSION SUR TITRES EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'une maîtrise (Sciences, Lettres, Droit, etc.) l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet de suivre la même scolarité que les étudiants admis par concours.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en deux ans ou dix-huit mois si la session d'été a pu être suivie.

La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé en ont fait l'une des toutes premières écoles de gestion française, comparable aux meilleures business schools étrangères.

- Dernière session d'admission pour la rentrée 1980 : les 10-12 septembre 1980, à Cergy.
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 1^{er} août 1980.
- Documentation et dossier d'inscription : ESSEC - Admissions, B.P. 103 - 95021 CERGY-PONTOISE CEDEX - Tél. : 030-40-67.

ENSEIGNEMENT PRIVÉ SUPÉRIEUR GROUPE IPSA
INSTITUT EUROPÉEN DE FORMATION AUX AFFAIRES ET À LA CONDUITE DES ENTREPRISES
IAC
Les inscriptions au concours d'entrée pour l'année scolaire 1980/81 ont lieu dès maintenant. Candidats au baccalauréat, demandez sans tarder le dossier d'information et les conditions d'admission.
I.A.C. 71, faubourg Saint-Honoré 75008 Paris / tél. : 266.66.82

(Publitél)

MAÎTRISE GESTION

- Institut des méthodes informatiques appliquées à la gestion : enseignement en alternance.
- Admission : B.T.S., D.E.U.G., D.U.T., Licences, admissibilité grandes écoles (ingénieur ou gestion). Concours d'entrée les 9, 10 et 11 juin.

UNIVERSITÉ PARIS VAL-DE-MARNE, 58, av. Didier, 94 St-Maur.
886-11-79 (Françoise BOUCHEL)

Le crédit assuré pour l'équipement professionnel.

On assure votre crédit pour assurer votre avenir.

Les crédits assurés pour l'équipement, c'est une innovation du CIC.

Ce sont les premiers crédits que vous pouvez prendre en toute tranquillité, parce que nous sommes là, avec vous pour vous soutenir.

Ils permettent de financer un équipement et l'assurance garantie la prise en charge du remboursement (jusqu'à 500.000 F), si vous avez une baisse d'activité d'au moins 10%, pendant 8 jours minimum, en cas de dégâts des eaux, incendie, tempêtes et autres périls annexes. Ces garanties sont accordées par l'UAP.

Au CIC, nous voulons vous aider à aller de l'avant. C'est notre manière d'établir une confiance réciproque. Le crédit assuré va contribuer au dynamisme des entrepreneurs, des commerçants et des professions libérales.

Un banquier à votre service et une banque libre-service.



CYCLISME

Van Springel... et autres

Les cyclistes ont été surpris par la victoire de Van Springel dans le Tour de France. Ce succès a été considéré comme une surprise, car Van Springel n'était pas considéré comme un favori. Sa victoire a été saluée par les fans et les médias. Le Tour de France est une épreuve majeure du cyclisme et les victoires sont toujours suivies de célébrations. Van Springel a montré une grande endurance et une stratégie impeccable pour remporter la victoire. Ses performances ont été remarquables tout au long du tour.

FOOTBALL

Trois ans de suspension pour Paolo Bonolis

Le joueur Paolo Bonolis a été suspendu pour trois ans en raison de sa participation à un match truqué. Cette décision a été prise par la Fédération internationale de football association (FIFA). Bonolis a été accusé d'avoir participé à un match truqué lors d'une compétition internationale. La suspension est considérée comme une punition sévère pour ce type de comportement. Bonolis a déclaré qu'il était innocent et qu'il souhaitait faire appel de la décision. La FIFA a refusé son appel et a maintenu la suspension.

Handwritten text in Arabic script.

sports

Le Monde

JUDO

AUX CHAMPIONNATS D'EUROPE

Les Français confrontés à des problèmes de poids

Vienne. — Les Français Angelo Parisi et Thierry Rey ont gagné respectivement les médailles d'argent et de bronze des catégories et de bronze des super-légers (moins de 60 kilos) au cours de la dernière journée des championnats d'Europe qui ont eu lieu dans la capitale autrichienne du 15 au 18 mai.

Ces championnats, qui se sont déroulés dans l'immense Hallenstadion, quasiment désert durant toutes les compétitions, n'ont pas profondément modifié le paysage du judo européen. L'Union soviétique avec deux titres

(lourds et moins de 95 kilos) et six médailles au total, la France avec un titre (moins de 95 kilos) et cinq médailles au total, restent les équipes dominantes. Toutefois, les Britanniques, qui ont placé trois hommes sur le podium, dont Neil Adams (moins de 78 kilos) sur la plus haute marche, ont confirmé qu'ils reviennent à leur meilleur niveau, les Roumains qui ont également trois combattants sur le podium, dont Vlad (moins de 71 kilos) sur la plus haute marche, ont, eux, montré leurs ambitions.

De notre envoyé spécial

une médaille de bronze, en revanche, son combat pour rester sous les 78 kilos l'a également vidé d'une énergie qui lui a fait cruellement défaut lors des premiers assauts, au cours desquels il paraissait mal réveillé. N'est-ce pas significatif, d'ailleurs, que le vainqueur de cette catégorie soit le Britannique Neil Adams, un stylistique de grande classe, transfuge de la catégorie de poids inférieure, dont il avait gagné une médaille de bronze lors des derniers championnats du monde ?

Vingt livres en deux mois

On pourrait objecter que Thierry Rey n'a pas été battu sur la bascule. En effet, ce sont les arbitres, d'une haine suspecte à son égard depuis le début de la journée, qui ont barré le chemin de la finale au jeune champion du monde. Son combat pour la troisième place contre le Polonais Donar a montré intrinsèquement qu'il était le plus fort. Toutefois, Rey a confirmé qu'il avait commencé le stage de préparation à ces championnats avec la hantise des 60 kilogrammes, hantise qui ne l'avait pas quitté jusqu'au moment de la pesée officielle. A tel point qu'il en était arrivé à douter de ses capacités physiques et qu'il a abordé la rencontre décisive contre l'Autrichien Reiter — une remarquable « petite bête » de combat — avec une crainte qui ne lui a permis de prendre l'initiative que sur le tard. Vainqueur technique, il a donc été déclaré battu parce qu'il n'a pu imposer sa supériorité.

Yves Delvingt, dont le poids naturel est voisin de 70 kilos, a sans doute perdu dans les bains de vapeur une place sur le podium des mi-lourds (moins de 95 kilos), il avait eu beaucoup plus de difficultés que lors des derniers championnats de France. En mars dernier, en effet, pour combattre au stade Pierre-de-Coubertin, il a pu perdre 7 kilos en deux jours. Or, avant de combattre dans la capitale autrichienne, un écart de régime lui avait accroché sur les hanches 3 ou 4 kilogrammes qu'il n'a perdus qu'au prix de dures privations. Cet effort ne l'a pas empêché de conquérir le titre européen. Mais ce ne fut pas le cas pour Yves Delvingt, dont le poids naturel est voisin de 70 kilos, a sans doute perdu dans les bains de vapeur une place sur le podium des mi-lourds (moins de 95 kilos). A chacun de ses deux combats décisifs contre le Soviétique Tarakonov et le Hongrois Gelencser, le vice-champion du monde de la catégorie n'avait plus dans ses sacs le « jus » qui en a fait, il y a quelques mois, le dauphin de Solodovnikov. Si Bernard Tchoulouyan, lui aussi vice-champion du monde, n'a pas, pour sa part, laissé échapper

deux pas en effet par les mêmes résultats au niveau international. Des écarts de 5 à 8 kilogrammes de poids de corps engendrent des formes de judo très différentes. Il faut le talent hors du commun de Jean-Luc Rougé ou de Neil Adams pour s'imposer sans transition dans une autre catégorie. D'ailleurs, Angelo Parisi, le seul Français qui ait pu grossir en toute liberté, n'y est pas parvenu. Son échec relatif — il a remporté une médaille de bronze en moins de 95 kilos — et une médaille d'argent en toutes catégories — un pas de raison fondamentalement différentes de celles de ses équipiers plus légers.

Bien sûr, son problème était à l'inverse, de prouver du poids puisqu'il a dû combattre en mi-lourds aux derniers championnats de France. C'est dire qu'il n'a guère eu que deux mois pour gagner une vingtaine de livres de muscles. Sur une aussi courte période de temps, c'était un exercice aussi éprouvant que les régimes amaigrissants suivis par les autres, car il fallait éviter de faire uniquement de la masse en conservant la vitesse d'exécution des attaques. Parisi y est parvenu en partie, mais il n'a pu faire un travail de musculation spécifique en endurance et en puissance qui aurait dû s'effectuer sur plusieurs mois pour porter ses fruits.

Cette lacune lui a finalement coûté cher plusieurs jours de jeûne. D'une part, le Soviétique Thurne, auquel il rendait 40 kilos, lui a barré, jeudi 15 mai, l'accès à la finale, des lours en imposant sa masse plus que sa technique. D'autre part, le Belge Van de Walle, qui est, lui, mi-lourd, a pu le dominer physiquement en finale des toutes catégories, que Parisi a disputée au bord de l'épuisement après avoir « sorti » préalablement le Soviétique Novikov, le champion olympique des lours, et le Hongrois Oszvar, d'une vitalité étonnante en dépit d'un tour de taille supérieur à 2 mètres.

Bref, l'impasse de France de judo est confrontée dans son ensemble à un problème qui relève directement de la médecine sportive. Avant que les résultats des compétitions, qui laissent encore la France au premier plan européen, avec l'U.R.S.S. et la R.D.A., ne se ressentent sensiblement, il serait opportun que le service médical de l'Institut national des sports et de l'éducation physique cherche sérieusement à trouver des solutions. La santé et la carrière de nombreux combattants en dépendent, comme on l'a vu à Vienne.

ALAIN GIRAUDO.

AUTOMOBILISME

DUEL LIGIER-WILLIAMS AU GRAND PRIX DE MONACO

Pironi casse, Reutemann gagne

Monte-Carlo. — Au cinquante-troisième des cinquante-seize tours du Grand Prix de Monaco, Didier Pironi (Ligier), récent vainqueur du Grand Prix de Belgique à Zolder (4 mai) comptait 5 secondes d'avance sur l'Argentin Carlos Reutemann (Williams). Dans la plupart des grands prix de formule 1, 5 secondes d'avance ne représentent qu'une toute petite sécurité lorsque les deux tiers de l'épreuve ont été dépassés. C'est le signe qu'après environ 80 minutes de course, les potentiels des deux voitures sont très proches. Sur le

circuit urbain de Monte-Carlo, au tracé sinueux, cette poignée de secondes d'avance a cependant une toute autre signification. Car, et l'écart n'est toujours que de 5 secondes, le pilote qui est en tête de la course, à condition que sa voiture reste dans son meilleur état, est à même de repousser toutes les attaques. En fait, en Principauté il est presque impossible de doubler dès lors que celui qui contrôle la course à la régulière, depuis le début, ne connaît aucun ennemi.

De notre envoyé spécial

gymnastique guère compatible avec la liberté de gestes et d'esprit — que réclame la conduite d'une formule 1 sur ce circuit où les virages s'enchaînent. C'est ce qui explique sans doute que Jones ait ainsi joué, au cours de ce premier acte, au chat et à la souris avec la Ligier, alors que, aux essais, Pironi avait démontré qu'il était le plus rapide.

Au quarante-septième tour, soit peu après la mi-course, quelques gouttes de pluie tombèrent sur la Principauté, ce qui ne pouvait que compliquer encore plus la tâche des pilotes. Car, avec leurs énormes pneus lisses, agrippés au sol sur le sec mais transformés en savonnets à la moindre pluie, les formules 1 deviennent vite difficiles à maîtriser.

Jacques Laffite, troisième depuis l'abandon de Jones, aux prises, il est vrai, avec des ennemis de frein, eut la prudence de ralentir la cadence. Rien de tel n'était sans doute possible pour Didier Pironi et Carlos Reutemann.

compte tenu de l'enjeu : la victoire. A la différence près que la Williams de Reutemann ne possédait, apparemment, aucun problème à son pilote, alors que Pironi devait, dix fois, vingt fois, par tour de circuit, verrouiller à la main sa fiche troisième vitesse. Ce qui devait arriver arriva au cinquante-quatrième tour, au casino.

« J'étais sûr », dit Didier Pironi, à la limite de l'adhérence lorsque la troisième a sauté. Le seul moyen de redonner de l'adhérence à une voiture c'est l'entrainement des roues motrices. Or, j'étais, du coup, en route libre. Tête à queue, choc contre les rails, train avant touché, pneus crevés... Didier Pironi raconte ainsi avec beaucoup de calme la fin de son galop. Il a du mal à dissimuler ses regrets. Une deuxième victoire consécutive, c'était la consécration, la première place aussi dans le championnat du monde des conducteurs. Il a eu, le temps de redescendre à pied du casino, le loisir de voir Carlos Reutemann remporter le Grand Prix de Monaco. FRANÇOIS JANIN.

CARAMBOLAGE

Un carambolage a éliminé, dès le départ, les quatre voitures de Jaxier, Daly (Tyrron), Prost (Mar Laros) et Jaconelli (d'Alte Rome). Selon les témoins, les quatre pilotes impliqués dans l'accident, c'est Derek Only qui aurait commis une grosse faute en dépassant mal les possibilités qu'il s'offraient avant le gilet d'entraînement précédent la course vers le casino. La Tyrron de Daly fut projetée en l'air deux fois, et c'est au milieu de cette volée que Jaxier, chaque fois sur ses roues. Cet accident, dont les pilotes ne sont sortis indemnes, a rappelé à quel point il était peut-être risqué de donner le départ d'un grand prix à proximité d'un passage d'automobile.

circuit, puisse porter avec bonheur une attaque franche et surprendre Pironi.

(transmission cassée) le danger, dans les rétroviseurs de Didier Pironi, continua à porter les mêmes couleurs. C'est que, depuis le départ, le Grand Prix de Monaco tournait à un duel Ligier-Williams. Pironi précédait Jones et Reutemann, Jacques Laffite fermant le quartet. De sorte que, Jones disparu, Reutemann prit la relève pour mener la chasse, quant à la moindre faute de Didier Pironi, le poussant même à la commettre. Il est difficile d'imaginer ce que peut être la tension d'un pilote qui, dans sa folle chevauchée, a collé à ses roues arrière, un adversaire aussi à l'affût, comme une ombre.

Dès les premiers tours, Pironi était aux prises avec une commande de boîte de vitesses récalcitrante. La troisième vitesse sautait, contraignant le pilote à la garder enclenchée,

ATHLÉTISME

Voir Paris et courir

Les Champs-Élysées envahis par près de huit mille marathoniens. C'était le spectacle proposé aux Parisiens et aux touristes médusés, dimanche 18 mai. Ils étaient en effet sept mille deux cent trente-sept, venus de toutes les provinces, des pays limitrophes et même cinq cents des Etats-Unis pour voir Paris et courir à l'occasion de la deuxième édition du marathon de la capitale.

A défaut d'accueillir les vedettes de la spécialité rebuées par un parcours certes prestigieux et pittoresque, mais beaucoup trop accidenté à deux mois et demi du grand marathon olympique, le pavé de Paris était livré aux sans-grade, venus parfois en famille, mari et femme ou père et fils, sur la lancée de leur jogging hebdomadaire. Après le mythe entretenu depuis dix ans par les médias de la marathon épreuve inhumaine, voici venu le temps du marathon service public pour tous ceux qui y participent mais aussi pour ceux qui peuvent être intéressés par son succès populaire.

Combien étaient-ils, massés tout au long du parcours ? Des centaines de milliers ? Cela expliquerait les « pattrains » communs aux soixante-cinq kilomètres qui se soient penchés en grand nombre sur le berceau de ce marathon nouveau-né. L'occasion était belle pour le maire de Paris de se divertir à l'occasion des concurrents pour quelques bains de foule devant les mairies parisiennes, avant le grand final de la place de la Concorde. Elle était belle aussi pour ces agences de voyages qui ont flairé un nouveau filon avec la constitution de cette nouvelle internationale du marathon, ardeur de retrouver à Boston, New-York, Athènes, etc.

Le service public de ce marathon, c'est aussi la discipline de vie que s'imposent les concurrents. Pour être à la hauteur du rendez-vous, combien ont dû renoncer à fumer, ont surveillé leur alimentation et ont régulièrement entretenu leur soufflée et leur condition physique. L'an dernier, ils étaient mille sept cent quatre-vingt-treize à avoir terminé la course. Cette fois, ils étaient déjà deux mille neuf cent quatre-vingt-dix à avoir franchi la ligne d'arrivée derrière le vainqueur, Sylvain Cacciatore (2 h. 25 min. 50 sec.), quand le chronométrage fut interrompu à 19 h. 30, soit quatre heures et trente minutes après le départ.

Parmi eux, Alain Mimoun, soixante ans au 1^{er} janvier prochain, qui a bouclé son parcours à la soixante-quatrième place en 2 h. 48 min. Quarante minutes de moins que l'an dernier ! A peine vingt-trois minutes de plus qu'à Melbourne où il fut champion olympique en 1956. Si lui aussi se met à luer le mythe qui en avait fait, un héros...

GÉRARD ALBOUY.

RÉSULTATS

Athlétisme

L'Anglais Daley Thompson a battu, dimanche 18 mai, à Goteborg, le record du monde de 500 mètres en 1 min. 55 sec. 55 au 100 mètres, 7,72 mètres en longueur, 14,48 mètres au poids, 2,12 mètres en hauteur, 49 sec. 5 au 400 mètres, 14 sec. 37 au 110 mètres haies, 42,85 mètres au disque, 4,90 mètres au javelot et la perche, 60,38 mètres au javelot et 4 min. 25 sec. 5 au 1 500 mètres. Le précédent record (58,77 points) appartenait à l'Américain Bruce Jenner.

Automobilisme

GRAND PRIX DE MONACO
Classement — 1. Reutemann (Williams), 221,712 km en 1 h. 55 min. 32 sec. 2. Laffite (Ligier), à 1 min. 13 sec. 63. 3. Prost (Renault), à 1 min. 17 sec. 73. 4. Mass (Arrows), à 1 tour. 5. Villeneuve (Ferrari).
Classement du championnat du monde — 1. Piquet, 22 points ; 2. Arnoux, 21 ; 3. Jones, 19 ; 4. Pironi, 17 ; 5. Reutemann, 15 ; 6. Larrousse, 12 ; 7. Patrese, 11 ; 8. Agnelli, 10.

Basket-Ball

Battus à Genève par la Tchecoslovaquie sur le score de 114 points à 112, l'équipe de France masculine a terminé à la quatrième place du tournoi olympique. Seuls les trois premiers (Italie, Tchecoslovaquie et Espagne) sont qualifiés pour les J.O. de Moscou.

Football

PREMIERE DIVISION
Nantes bat Marseille... 1-0
Bordeaux bat Saint-Etienne... 1-0
Sochaux bat Laval... 2-0
Valenciennes bat Monaco... 0-0
Nice bat Strasbourg... 0-1
Mets bat Paris Saint-Germain... 2-2
Nîmes bat Angers... 1-0
Toulouse bat Lens... 0-0
Bastia et Nancy... 2-2

Golf

Le Bering-Club de France a battu la coalition Marseille-Aix-Saint-Cyprien par 7 à 2, en finale du championnat de France par équipes.

Jeu à XIII

A Toulouse, en finale du championnat de France, Villeneuve-sur-Lot a battu Saint-Estève par 12 points à 7.

Tennis de table

Jacques Secrétin a gagné, dimanche 18 mai à Besençon (Franche-Comté), son quatrième titre de champion de France. Chez les féminines, Nadine Desvieux a également conservé son titre.

CYCLISME

Van Springel... et après ?

Battu par André Chalmel l'an dernier dans Bordeaux-Paris, après avoir été victime d'une chute, Hermann Van Springel a pris une éclatante revanche, dimanche 18 mai, en démontrant qu'il restait, à trente-sept ans, le grand spécialiste de cette compétition hors du commun. Au terme des 536 kilomètres du « Derby de la route », treize heures de selle le digne cyclisme belge a terminé la ligne d'arrivée avec 14 minutes 31 secondes d'avance sur le champion de France Roland Berland, 24 minutes sur le Portugais Agostinho et près d'une demi-heure sur Delépine. Quant à Chalmel, qui avait été si brillant l'an passé, il a terminé à 41 minutes du premier. Seul Berland, qui participait à l'épreuve pour la première fois, a opposé quelque résistance au vainqueur, et l'on peut se demander s'il ne faut pas voir dans la sixième victoire de Van Springel la condamnation (provisoire, espérons-le) d'une course systématiquement délaissée par les vedettes. On démontre vingt concurrents à la fois, ce qui encourage pour les organisateurs qui tentent de maintenir leur « classique » ou calendrier. Mais s'il y a encore des hommes de bonne volonté pour se lancer dans un raid de 600 kilomètres (dont plus de la moitié dernière moto-cycliste), on peut craindre que la race des marathoniens du vélo soit en voie de disparition.

J. A.

FOOTBALL

Trois ans de suspension pour Paolo Rossi

De notre correspondant

Rome. — La commission disciplinaire de la Liga italiana de football a prononcé, dimanche 18 mai, sa première sentence dans l'affaire des « matches truqués » (le Monde du 25 mars 1980). Elle est arrivée à la conclusion que des joueurs avaient bien été soudoyés par des parieurs clandestins pour « orienter » les résultats du championnat.

Le club le plus sévèrement puni est le Milan Athlète Club, champion d'Italie 1979, qui passe en deuxième division pour la première fois dans l'histoire du championnat. Son président, M. Felice Colombo, est radié. Les autres sociétés sportives s'en tirent mieux : pénalisation de cinq points pour Pérouse et Avellino dans la prochaine championnat ; emplette amende de

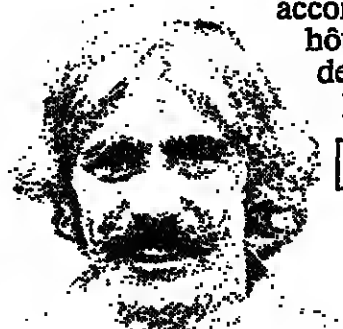
l'équivalent de 50 000 francs pour le Lazio de Rome. La commission disciplinaire a désqualifié cinq footballeurs pour des périodes allant de quatre mois (Momes) à cinq ans (Dalle Mattina et Pallegri). On compte donc six groupes de joueurs dont le Lazio devra se priver pendant dix-sept mois : Lionello Meniredonia et Bruno Giordano. Quant au célèbre Paolo Rossi, avant-centre de Pérouse, il disparaîtra des stades pendant trois longues années. De quoi se faire oublier des tifosi et oublier lui-même qu'il veut 5 milliards de lire à la Bourse du football italien.

Enfin, deux joueurs ont été radés : Cacciatore (Lazio) et Albertosi (Milan). Les footballeurs et leurs clubs devront présenter un recours dans un délai d'une semaine. — R. S.

Mexique : des prix dingues pour les fous du voyage

- Mexico : A.R. départ Paris, à partir de 3200 F
- Mexique Yucatan : transports, accompagnateur, hôtels. 27 jours 5750 F
- Mexique-Guatemala : transports, accompagnateur, hôtels. 27 jours 6950 F
- Mexique Indien : transports, accompagnateur, hôtels de luxe, demi-pension. 15 jours 7900 F

Pas de frais de dossier



Delta:
les voyages, passionnément.

Delta voyages, 54 rue des Ecoles, 75005 Paris, Tél. 329.21.17

BFBC Prix de 1^{er} Mai 1980

NEU PAR LA POLICE

ants et des personnels

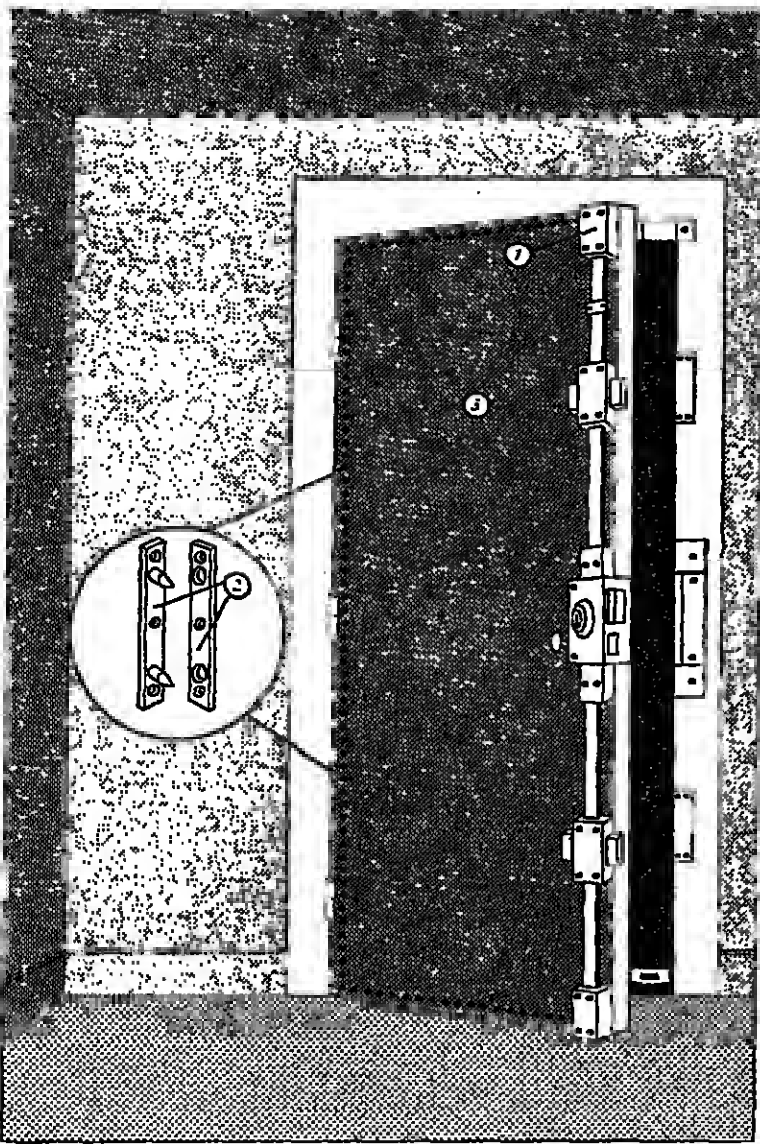
répulsions

CICE

Dans les 9 BHV.

75% des cambrioleurs passent par la porte.

(source officielle 1978)



Quelques exemples de prix:
En illustration:
1. Ensemble de fermeture Vachette
5 points de condamnation cylindre double
2. Avec renforts de paucelles, 850 F

3. Blindage de la porte (à la suite 15/100 électrothermique). Pour de la serrure à double cylindre (prix pour une porte simple sur porte placée, huisserie bois), 1000 F

4. Ensemble de fermeture Vachette 5 points de condamnation cylindre double, paucelles, avec renforts de paucelles, 1850 F

5. Ensemble de fermeture Vachette 5 points de condamnation cylindre double, paucelles, avec renforts de paucelles, 900 F

6. Ensemble de fermeture Vachette 5 points de condamnation cylindre double, paucelles, avec renforts de paucelles, 1090 F

BHV Installations Service est à votre disposition pour faire passer vos serrures de sûreté, verrous et blindage de portes par des professionnels sélectionnés.

Jusqu'au 7 juin 1980.
CREDIT GRATUIT EN 9 MOIS SUR TOUS LES ENSEMBLES DE FERMETURE.

À partir de 1980 F. Pour plus d'informations, contactez BHV Installations Service, 10 rue de la République, 92100 Nanterre.

Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs.

LES 9 BHV: RIVOLI - PARLY 2 - MONTLHERY - GARGES - FLANDRE - BELLE EPOQUE - ROSNY 2 - CRETEIL - VILLENEUVE-LA-GARENNE



ADJOINT DIRECTEUR GÉNÉRAL

Ouest

Un très important groupe agro-alimentaire de l'Ouest, rassemblant une vingtaine de sociétés et réalisant un chiffre d'affaires supérieur au milliard de francs, recherche un adjoint pour son Directeur Général. Investit d'une délégation de responsabilité au niveau des décisions et des grandes orientations concernant le groupe, il devra obtenir le plus rapidement possible la confiance des administrateurs et l'adhésion des opérationnels. A cet effet, il apportera la preuve de sa compétence dans l'appréhension des dossiers ainsi que dans les propositions concrètes d'action qu'il sera amené à formuler aux plans commercial, technique, humain et financier. Ce poste conviendrait à un homme âgé de 35 ans au moins, de formation supérieure (HEC, ESSEC, AGRO, GÉNIE RURAL...) possédant impérativement une expérience de direction importante, acquise de préférence dans le secteur de la distribution des produits alimentaires. La fonction requiert en outre des qualités personnelles de contacts et de négociations, l'habileté politique et l'efficacité d'un généraliste de haut niveau. La rémunération offerte au départ est à la hauteur des responsabilités à prendre et se situe dans une fourchette suffisamment large pour intéresser le candidat de très haut potentiel que nous recherchons. Pour cette recherche menée en toute confidentialité, vous pouvez téléphoner ou écrire à G. MAS-SON à Nantes. Réf. A/1060M

CHEF DES VENTES

130.000 F

Maisons individuelles — Un important holding d'entreprises de bâtiment (chiffre d'affaires: 350 millions de francs — 1.200 personnes) renforce ses structures et recherche un Chef des Ventes pour sa nouvelle filiale «Maisons Individuelles». Basé à Senlis (Oise), et placé sous l'autorité directe du Président du Groupe, il aura essentiellement pour mission de développer commercialement cette petite entité (une dizaine de personnes), qu'il devra également structurer et gérer. Bénéficiant du soutien des services fonctionnels et autres entreprises du groupe, il participera à l'élaboration de la stratégie commerciale, en assurera la mise en œuvre et assurera la majeure partie de son activité personnelle dans l'animation de l'équipe de vente dans le Nord de la France. Ce poste conviendrait à un jeune cadre, âgé de 25 ans minimum, doté d'une bonne formation de base, ayant acquis une expérience similaire de 2 à 5 années dans le secteur des Maisons Individuelles, et sachant faire preuve, en ce domaine, de solides aptitudes commerciales, techniques et de gestion. Homme de terrain, le candidat retenu devra être autonome, disponible et posséder un grand dynamisme personnel. D'excellentes perspectives de carrière peuvent être envisagées. La rémunération annuelle, composée d'un fixe et d'un intéressement, pourra dépasser 130.000 francs pour un candidat à fort potentiel. Volume fourni. Écrire à J.P. ROUGIER à Paris. Réf. A/2924M

INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT TECHNIQUE

Nord

Télécommunications — La filiale d'un des plus importants groupes français, spécialisée dans la fabrication de matériels de transmissions, crée un poste d'ingénieur pour son usine située dans une ville importante du Nord. Dans le cadre d'un projet pluri-annuel dont il sera l'animateur, il aura en charge le développement et la mise en œuvre de matériels destinés à la réalisation de produits de conception nouvelle. Travaillant en équipe sur des technologies avancées (fibres optiques) sa fonction l'obligera à se tenir régulièrement informé de toute évolution scientifique susceptible d'avoir une répercussion quelconque sur les travaux menés. Ce poste convient tout particulièrement à un jeune ingénieur de formation générale (Centrale, AM, IDN...) ayant des connaissances de base solides en mécanique et asservissement électronique. Il devra justifier une expérience de 3 années au moins dans un bureau d'études ou un service de conception acquise si possible au sein d'une activité à haute technicité. La rémunération annuelle brute sera déterminée en fonction des compétences présentées. L'importance de la société garantit de réelles perspectives d'évolution. Écrire à D. LANDEAU à Croix. Réf. A/4494M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à:

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30
1, rue Doguesoff - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82
19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Amsterdam - Bruxelles - Copenhague - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Stockholm - Strasbourg - Zurich

SPORTS

FOOTBALL

LE CHAMPIONNAT DE FRANCE

**Couronnement pour Nantes
Enterrement pour Marseille**

Alors qu'il ne reste plus qu'une journée à disputer, mardi 27 mai, le championnat de France de football a rendu son verdict, samedi 17 mai: Nantes, vainqueur à Marseille, est champion pour la cinquième fois. Brest et Marseille sont relégués en seconde division. Sochaux est assuré de disputer la saison prochaine la coupe de l'UEFA, en compagnie de Saint-Etienne et de Monaco. Enfin, c'est entre Lyon et Nice que se jouera la place de barragiste pour éviter la relégation en deuxième division.

De notre correspondant

Marseille. — « Alors, tu es sûr à l'enterrement ? » La question fusait, mi-ironique mi-désabusée, entre supporters, samedi 17 mai, dans le cratère du stade-vélodrome de Marseille soudain devenu immense — comme un costume flottant sur un corps décharné — pour les quatre mille cinq cent vingt-quatre spectateurs qui s'y éparpillaient.

Pour son dernier match de la saison à Marseille, et en première division, l'O.M. recevait Nantes — venu chercher son titre de champion de France — dans une ambiance de deuil et de colère. Le public le plus chagrin de France était partagé entre le masochisme et l'espoir fou d'un miracle pour cette équipe déjà « enterrée ».

Pour l'O.M., le match fut à l'image de la saison: quelques souffrances fugaces d'arrivants pas à masquer le naufrage collectif d'une équipe qui depuis longtemps a perdu son âme. Mais Marseille n'a pas été sent à faire pitre figure. C'est presque honnêtement que l'équipe de Nantes a saisi au fond des filets marseillais son sceptre de champion grâce à un but surtout impalpable au gardien.

Sifflets à l'entrée, brèves monstres, insultes, empoignades avec les arbitres tête basse sous un déluge de boîtes de bière et de cailloux. Marseille et son équipe auront tout cela: même leur sortie. Pourtant, c'est le moribond qui eut les plus beaux moments. Des éclats soudains, des échanges lumineux entre Didier Six et Michel NGOM et un duel entre Florès et Pascal, qui faisaient s'écrier: « Ah! si on avait joué plus souvent de la sorte ! » Mais les mauvaises langues assuraient que tout ça, c'était « pour la galerie », pour montrer aux éventuels « sacheurs » présents sur les gradins qu'à l'heure des transferts certains n'étaient pas « finis ».

Et puis, comme tant de fois au cours de cette lamentable saison, il y eut l'incident stupide. Un but dont on se relève quand on est motivé, mais un but qui estoque une équipe dont le cœur a lâché.

Il y eut en première mi-temps. Un centre anodin d'Amisse arrive dans les bras du gardien mar-

seillais, qui lâche le ballon dans son en-but.

Pour le manager de Marseille, Bernard Bosquier, c'est déjà l'heure des comptes. Ils sont à la fois simples et dramatiques. La descente en deuxième division signifie un manque à gagner de 4 millions de francs pour la saison prochaine. Le curateur chargé par le tribunal de commerce d'apurer le passif (1) a enjoint au club de ramener sa masse salariale mensuelle de 400 000 F à 130 000 F. Cela signifie — compte tenu des recettes espérées provenant de six mille spectateurs par match — qu'il faut « vendre » en masse les joueurs encore « monnayables » et recruter des jeunes.

Dans ce dessein, le club marseillais a donc placé sur la liste des transferts — Berdoll, Six, Florès, Pichet, Zvunka et Zambelli. Les trois premiers sont proposés respectivement à 430 000 francs, 600 000 francs et 400 000 francs. A ces départs éventuels s'ajouteront ceux de quatre autres joueurs en fin de contrat: Trésor, Charrier, Fernandez et Gransart. Mais les offres sont pour l'instant très rares. Parmi les professionnels demeurant sous contrat au club restent donc Migeon, Beaumier, Traqui, Baigues, NGOM auxquels se joindra Castellan, qui signera son premier contrat professionnel. L'effectif sera complété avec les jeunes stagiaires du club (dix sont prévus pour l'an prochain). Le recrutement extérieur se limitera à l'indispensable: un entraîneur (traite-semblement Jacques Bonnet) et un attaquant, qui pourrait être Neco Zlatovic.

Le temps des « vaches maigres » est arrivé pour l'O.M.: le club exsangue est, sans possibilités internes de relève en joueurs et en dirigeants. Et comme pour aviver la douleur, ce dernier match de première division s'est joué l'avant-veille du jubilé offert à Magesse, par l'ailier suédois qui fit les beaux jours du club.

JEAN CONTRUCCI.

RUGBY

LA FRANCE

BAT L'UNION SOVIÉTIQUE (18-7)

(De notre correspondant.)

Moscou. — « Est-ce la craie, la faiblesse de l'enjeu ou la répétition de l'adversaire ? Un stade de la banlieue de Moscou, où joue une des meilleures équipes d'U.R.S.S., mais qui ressemble à un stade de deuxième division avec ses tribunes sombres et sa pelouse labourée: un championnat d'Europe où les Français caracolent en tête mais dont sont absents les rugbymen britanniques: une équipe soviétique enfin, qui est pleine de bonne volonté mais qui est jeune dans le jeu, et que la France avait battue, il y a deux ans, à Toulouse, par 28 à 7.

Les quinze joueurs français auraient dû tout de même se rappeler qu'à Toulouse les Soviétiques avaient montré de belles qualités, surtout devant et que s'ils manquent, véritablement, de l'expérience des compétitions de haut niveau, ils ne réagissent pas à court après le ballon et à le disputer, jusqu'à ce qu'il ressorte tout propre, tout net, d'un tas de joueurs aux shorts rouges comme leur drapeau, pour des lignes arrière qui ont malheureusement tendance à balayer le terrain dans le sens transversal.

Pour la sélection française, mélange des équipes A et B, le score final (18 à 7) est flatteur, car les Français ont été souvent privés de ballon en touche et en mêlée spontanée. Après le match, l'entraîneur Michel Celaya reconnaissait d'ailleurs que le XV du coq avait souffert, surtout en deuxième mi-temps.

La première mi-temps s'était terminée sur le score de 14 à 0, à la suite notamment d'un bel essai de Blanco, parti de loin. La balle filait dans toutes les mains et là, comme dans les mêlées, les Français se retrouvaient enfin à deux contre un sur la ligne de but.

Fort de ce maigre capital, l'équipe de France joua la deuxième période à l'économie, exception faite du magnifique essai de Pellicia consécutif à une attaque de 60 mètres. Meses 18 à 3 après une pénalité réussie, les Soviétiques ne se décourageaient pas. Ils essuyèrent plusieurs échecs à quelques mètres des poteaux français, mais repartirent inlassablement à l'attaque en jouant à la main plusieurs pénalités bien placées. A cinq minutes de la fin, ils sont récompensés: un beau mouvement collectif les amène derrière la ligne française.

D. V.

En battant respectivement Angoulême par 19 points à 6 et Grenoble par 28 à 10, Bayonne et Stéiers se sont qualifiés pour la poule finale du challenge de la Navarre qui se jouera le 1er juin à Paris.

Le crédit utilisable quand bon vous semble.



Habituellement, demander un crédit à son banquier est synonyme de démarches, paperasses et pertes de temps. Le Crédit en Réserve du CIC, c'est un crédit différent. Une enveloppe de crédit vous est offerte avec la liberté de l'utiliser par tranches, quand bon vous semble. Dès que le remboursement est terminé, le Crédit en Réserve se reconstruit automatiquement.

Credit en Réserve.
Le crédit sans servitude.
Par exemple, pour 10.000 F empruntés sur 12 mois le coût total du crédit est de 97316 F et les mensualités sont de 91443 F. Taux 17,50%, assurance comprise. Nous avons conçu le Crédit en Réserve pour vous simplifier la vie. Au CIC nous pensons que les opérations bancaires ne sont pas toutes complexes. Nous sommes convaincus que nous pouvons en rendre certaines plus rapides, plus automatiques. Nous construisons la banque de demain. Une banque libre-service. Et ce temps gagné, nous le récupérons pour mieux prendre en compte votre cas personnel et vous conseiller vraiment.

Un banquier à votre service et une banque libre-service.



Le Monde
Le XXXIII^e FESTIVAL DE C
Une semaine de va
Une femme.

Le festival de Cannes a ouvert ses portes mardi 19 mai. La première séance a été celle de la présentation de la nouvelle œuvre de Jean-Luc Godard, « Je vous salue, ma mère ». Le film, qui a été tourné à Paris, est une œuvre d'art qui explore les thèmes de la maternité et de la sexualité. Godard, qui a 55 ans, est l'un des plus importants cinéastes français de notre époque. Son œuvre est caractérisée par une grande liberté créative et une exploration constante des limites du langage cinématographique. « Je vous salue, ma mère » est un film qui a été accueilli avec beaucoup d'enthousiasme par le public et la critique. Il a remporté plusieurs prix lors de sa présentation au festival de Cannes.

Une bonne Semaine de la

Le festival de Cannes a ouvert ses portes mardi 19 mai. La première séance a été celle de la présentation de la nouvelle œuvre de Jean-Luc Godard, « Je vous salue, ma mère ». Le film, qui a été tourné à Paris, est une œuvre d'art qui explore les thèmes de la maternité et de la sexualité. Godard, qui a 55 ans, est l'un des plus importants cinéastes français de notre époque. Son œuvre est caractérisée par une grande liberté créative et une exploration constante des limites du langage cinématographique. « Je vous salue, ma mère » est un film qui a été accueilli avec beaucoup d'enthousiasme par le public et la critique. Il a remporté plusieurs prix lors de sa présentation au festival de Cannes.

TROIS FILMS INTERDITS DANS

Une décision de la justice a interdit la diffusion de trois films de Jean-Luc Godard. Les films en question sont « Je vous salue, ma mère », « Je vous salue, mon père » et « Je vous salue, mon frère ». Ces films ont été considérés comme étant de nature obscène et ont donc été interdits de diffusion. Cette décision a été prise par le tribunal de première instance de Paris. Godard a contesté cette décision et a demandé l'annulation de l'interdiction. Le tribunal a rejeté sa demande et a maintenu l'interdiction des films.

Chanter la vie, danser la mort

Les nouvelles orientations de L'IRCAM

■ Le quinzième prix Charles Dullin, réservé aux troupes de théâtre non professionnelles, vient d'être décerné, à Aix-les-Bains, à la compagnie La comédie de Talagard pour son interprétation d'*"Equus"*, de Peter Schaffer.

CLAIRE DEVARRIEUX.

l'annonce de la « Crème de Coenen » de la cinéaste Pilar Miró. Ce film est actuellement interdit par les autorités militaires espagnoles, tandis que la liberté d'expression est en Espagne provisoirement dans son pays.

Enfin, le Sang d'« Bussela » du réalisateur pakistanais Jamil Neelofar, qui a été interdit de diffusion mondiale. Il s'agit d'une trauiposée du Pakistan moderne de la vie et du martyr de l'imam Bussela.

Le petit-fils du prophète Jamel Neelofar, le jeune Karim, du khalef Karid. Tooré juste avant le coup d'Etat de 1971. Ce film n'a pu être achevé que cette année-là, à l'ouverture de la capitale.

Après avoir été retenu pendant ans dans son pays.

En terminant l'entretien, Pierre Boulez nous annonce que la création de ses *Notations*, aura bien lieu à l'Orchestre de Paris les 18 et 19 juin ; mais l'œuvre, qui durera vingt minutes, ne comportera pas de lecture ni de notes sur les douze pages. Il travaille, par ailleurs, à une version entièrement nouvelle de *Poésies pour piano*, sur douze autres pages, à laquelle il consacre un programme de recherche de l'IRCAM, qui sera créée en 1981 à Donaueschingen.

Propos recueillis par
JACQUES LONGCHAMP.

Propos recueillis par
JACQUES LONGCHAMP

LES FILMS NOUVEAUX

UNE FEMME ITALIENNE, film italien de G. Bertolucci (v.o.) : Studio de la Harpe, 9° (324-67-14) ; Les Élysées Pont Show, 8° (226-67-20) ; Olympia-Capitol, 14° (233-67-42) ; 14 juillet-Deauville, 15° (275-67-19).

MARAL, film français de J.-N. Leveton et J.-C. Legat : Saint-Étienne, 14° (233-67-42).

LA BALLAOB OR LA FÉCONDUCTRICE, film français de L. Eysaumont : Maral, 4° (275-67-68).

LES AVENTURES OR GUIDON TULI, film américain de J. O. Hurand : Élysées-Lincoln, 9° (339 - 36 - 14) ; Lumière, 9° (236 - 67 - 14) ; Olympia-Capitol, 14° (331 - 56 - 66) ; Paramount, 14° (328 - 85 - 11) ; Cléchy-Pathé, 18° (322 - 67 - 14).

LA PLANÈTE CONTRE UN MILLIARD, film américain de R. O. Sherris : Danton, 6° (229 - 42 - 62) ; Élysées-Cinéma, 8° (226 - 37 - 62) ; V. J. Max, 9° (246 - 66 - 44) ; U.G.I. - Gare de Lyon, 12° (343 - 61 - 09) ; Olympia-Capitol, 14° (333 - 67 - 42) ; Mistral, 14° (538 - 53 - 43) ; Magic-Convention, 15° (528 - 26 - 26) ; M. N. 15° (206 - 71 - 33) ; Secrétain, 15° (206 - 71 - 33) ; Paramount-Montparnasse, 18° (606 - 36 - 14).

S.O.S. TITANIC, film américain de B. Hala (v.o.) : Paramount-Ity, 14° (233 - 67 - 42) ; Paramount-Opéra, 9° (742 - 56 - 31) ; Paramount-Bastille, 12° (343 - 61 - 09) ; Olympia-Capitol, 14° (333 - 67 - 42) ; Mistral, 14° (580 - 18 - 03) ; Paramount-Orléans, 14° (540 - 45 - 91) ; Paramount-Montparnasse, 18° (329 - 90 - 10) ; Magic-Convention Saint-Christie, 15° (579 - 33 - 34) ; Paramount, 15° (738 - 26 - 44) ; Paramount-Montmartre, 18° (806 - 34 - 25).

[illegible]

D'ORNIEN-EXRESSA (A.) (v.):
"L'Espresso" (1972-73) 100
way 18 (521-41-16); Quar-
Latin" (526-64-30) 100
"L'Espresso" (1972-73) 100
Monopresse" (52) (544-14-27).
SIMONE BARRES OD LA TESTU
100 BALLEs-Bandilla, 18 (537-
90-81).
LES SOUS-DOUTES (P.): Coeur-
illeu. (2) (233-96-17); Sentiment
(62-82-33); Saint-Germain-Studio,
100 (526-64-30) 100
18-82); Balzac, (515-10-00)
Fanevita, 131 (331-58-65); Mont-
parnasse, 131 (331-58-65); Mont-
Gautmont-Sud, 131 (337-64-00)
Chambron, 131 (724-42-96) Gil-
leu. (2) (233-96-17); Sentiment
Gautmont-Gambetta, 230 (538-10-38).
LE TAMBOUR (ALL) (*), v.o.: Souf
Mich, 230 (534-48-23); Kinopano-
100
TERRERO SUR LA LIGNE (A.) (*),
v.o.: Jean-Coteau, 53 (334-57-47);
Faramont-Opéra, 53 (334-57-47);
Faramont-Opéra, 53 (334-57-47);
56-31; Faramont-Montparnasse,
53 (334-50-10).
Raspail, 131 (230-58-38).
TOM BORN (A.), v.o.: O.O.C.
Normandie, 131 (334-57-47);
56-31 (A.); v.f.: Rex, 2 (236-
82-39); Bretagne, (2) (222-57-87);
100
10-59); Mistral, 131 (532-52-43);
Secretain, 131 (226-71-33); Par-
monopresse, 131 (334-57-47);
COUPLES TRES PARTICULIERS
(A.) v.o.: Marignan, (5) (259-
22-33); v.f.: Elchenfeld, (5) (253-
79-75).
LA VIE OB BRIAN (ANG.), v.o.:
U.G.C. Opéra, 231 (561-20-23);
U.G.C. Odéon, (2) (332-57-186);
100
Bastille, 131 (337-80-81); Bienvenue-
Montparnasse, 131 (544-24-02);
Montparnasse, 131 (544-24-02);
79-75).
YANKS (A.), v.o.: Collège, (5) (359-
54-17); 131 (544-24-02); Montparnasse 53, 61
(544-24-02).

RAIN-Charles, 15° (359-33-00) ;
LE PAYSAN (A. v.o.) 15° (359-41-46) ;
LA FEMME QUI FLEURIT (Fr.) ;
A-Bazin, 13° (359-34-38) ;
F.T.T. L'OPÉRA DE MONSIEUR (A. v.o.) ;
Lucernaire, 6° (544-37-34) ;
Moc & sm.
LE PASSAGE (ALL. v.o.) ;
Palais des arts 3° (272-82-80) ;
LE GRAND CROQUEPOTILLAGE (ILL. v.o.) ;
Palais des arts 3° (272-82-80) ;
LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) ;
Hauemann, 17° (77-07-55) ;
LE BLOU (A. v.o.) ;
CRAUSENOISE NOIRE (Fr.) ;
Richelieu, 2° (235-56-70) ; U.O.C. ;
Palais des arts 3° (272-82-80) ;
Fr. 7° (723-48-23) ; Panavista, 15° (331-56-48) ; U.O.C. ; Gare de Lyon, 12° (332-52-43) ;
Montparnasse-Pathé, 14° (332-15-23) ;
Murai, 18° (332-52-43) ;
Clusby-Pathé, 15° (332-52-43) ;
Fr. 41° ;
HAMLET (A. v.o.) ; Huxfordville, 15° (332-52-43) ;
Palais des arts 3° (272-82-80) ;
Fr. 3° (336-36-14) ; Panavista, 14° (323-83-11) ;
LE SORDIDES LEOPARDS (A. v.o.) ;
Hornie Christina, 6° (235-58-78) ;
L'INCHANGABLE RANDONNÉE (A. v.o.) ;
Ermitage, 6° (339-15-71) ;
V.I. ; Rex, 2° (236-83-33) ; U.O.C. ;
Gobelins, 14° (323-33-64) ; M.I.R.A. ;
Palais des arts 3° (272-82-80) ;
Fr. 7° (332-52-43) ; Magic-Convention, 15° (332-33-64) ;
Napoleon, 15° (336-36-14) ;
Rox, 15° (336-36-14) ;
LE JARDIN DES TOILETTES (A. v.o.) ;
Lucernaire, 6° (544-37-34) ;
D.O. ;
JE TAIME, MOI NON PLUS (Fr.) ;
** : Palais des arts 3° (272-82-80) ;
JOHNNY GOT HIS OUN (A. v.o.) ;
Forum Cinema, 15° (297-53-74) ;
Serpac Gaiety, 14° (323-38-38) ;
Rox, 15° (336-36-14) ;
Studio Cnias, 5° (334-88-22) ;
LE LAUREAT (A. v.o.) ;
Cinny-Pathé, 15° (334-78-34) ;
LITTLE BIG MAN (A. v.o.) ;
Nocantambles, 5° (334-43-34) ;
LE SORDIDES LEOPARDS (A. v.o.) ;
V.I. ; Napoleon, 17° (336-36-14) ;
Fr. 41° ;

[illegible]

(A. v.o.) (**): Acacias, 171 (754-
97-33), 24 h.

LES FILLES DE LA LUNE OR-
MIEL (A. v.o.) (**): Olympia-
Saint-Germain (222-87-33), 24 h.

Les festivals

CHARLIE CHAPLIN, Studio Lopeo, 9
(354-55-31), v.o. Oligastar.

MARX BROTHERS, Michel Scios, 5
(352-72-07), v.o. : Une nuit à
Paris.

RETOUR AU WESTERN, Olympia-
14 (342-87-42), v.o. : Les Chas-
seurs de scalps.

KEN RUSSELL, v.o., Studin Acacias,
171 (754-87-33), en alternance :
Les 400 coups.

COMEDIES ITALIENNES, v.o. La
Claf, 57 (337-90-30) : Une vie difficile.
Espaces, 126 (326-16-16), 226-
59-34 : Medames, messieurs,
bonsoir.

S. KUBRICK, Action La Fayette, 9
(372-20-30) (v.o.) : Les Sentiers de
la gloire.

HOMMAGE À KITCHENER, Grands
Auditorium, 8 (83-22-12) (v.o.) :
Soupeurs.

FRED ASTAIRE, CHICAGO ROGERS,
Mac-Mahon, 171 (332-24-81) (v.o.) :
En suivant la flotte.

LE FILM NOIR, Studio 43, 37 (770-
72-33) (v.o.) : Mac.

MELOS ET GRANDS DRAMES, Com-
fert, 14 (351-00-11) (v.o.) : Une
vie.

MIKOGUCHI - KUROSAWA (v.o.) :
14-Juillet Parassé, 6 (326-58-00) :
L'Impératrice Yang Wei Fei.

E. R. KILLIP, Parassé, 6 (326-58-00) :
L'Amour l'après-midi.

MERCY CANNES, Comcos, 5 (348-
52-33) : Les 400 coups.

Otello; Roméo et Juliette; la Balade
du soldat; Quand passent les
cigognes; Le Comte d'Orges; Les
enfants de feu; Le crime au peti-
toteau; la Quarantaine; Mous-
sorgsky; le Quarante et unième;
Suzanne Solari; Je te donne
une stolie.

[illegible]

L'AUTRE (A., v.o.) ():** *Olympic*,
14^a (542-67-42), 18 h.
CARRIE (A., v.o.) ():** *Calypso*, 17^a

L'AUTRE (A., v.o.) ():** *Olympic*,
14^a (542-67-42), 18 h.
CARRIE (A., v.o.) ():** *Calypso*, 17^a




Le projet Nikon EM (5 ans de préparation technologique et industrielle) réussit à intégrer dans un appareil ultra simple à utiliser les fonctions essentielles des Nikon sophistiqués.

Avec, bien entendu, la qualité mécanique, électronique et surtout optique commune à tous les Nikon.

De l'or (seul métal vraiment inoxydable) garantit les contacts électroniques et protège l'électronique des champs magnétiques extérieurs (de votre TV par exemple).

Le Nikon EM est simple d'emploi. (Nul besoin d'être un technicien pour réussir sa photo).



Si l'y a contre-jour, une touche spéciale corrige l'exposition. Le portrait du skieur sur la neige reste fidèle à son modèle au lieu de virer au noir.

Le Nikon EM fait tout pour vous aider à saisir les instants intéressants de la vie au moment choisi.

**Flash SBE
— de 400 F***

Un moteur dont la cadence (jusqu'à 2,25 images/seconde) est asservi à la vitesse d'obscuration: dans une courte rafale, vous détaillez un mouvement, les images fugitives d'un cheval qui se cabre, ou d'un enfant qui glisse sur la rampe d'un escalier.

Pour obtenir une documentation complète, écrire à: Nikon, Maison Brandt Frères, 2, rue de la Cerisaie - 94220 Charenton-Le-Pont. Tél.: 373.97.55.

Zoom

US LES JOURS

Obj. Seric E f. 2.5/35
- de 800 Fº

E f 3.5/75-250
dc 2100 F²

Serie E (2,8/28
de 800 P^o)

NIKON EM. LE NIKON DE TOUS LES JOURS.

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 19 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

18 h 30 L'été aux enfants.
18 h 55 Les Inconnus.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Mai-Juin 40.
Journal d'un printemps tragique (Pourquoi Pétain ? Pourquoi Weingand ?).
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : « Le Chai ».
Film français de P. Grandjean-Dufour (1970), avec J. Gabin, S. Signoret, A. Cordy, J. Blais, R. Desailly, Harry-Max. (Sédifusion).
21 h 45 Sports : Tennis.
En direct de Londres : Le match du bon-heur, à Battersea Park.
22 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

19 h 30 C'est la vie.
Des centres de vacances pour les jeunes.
19 h 50 Jeu : Les chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 40 Top club.

20 h Journal.
20 h 35 Magazine : Cartes sur table.
Avec MM. Edmond Maître, secrétaire général de la C.F.D.T., André Bergeron, secrétaire général de F.O., et Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T.
21 h 40 Document : Des hommes.
Les marins pêcheurs.
La vie discrète, inconnue, de trois cents familles de marins pêcheurs vivant sur les rives de la Gironde, là où elle devient la mer du Bordouais.
22 h 15 Variétés : Salle des fêtes.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 30 Pour les jeunes.
19 h 55 Tribune libre.
Association des écrivains de langue fran-çaise.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : La nation sans le roi.
20 h Les Jeux.
20 h 30 Cinéma public : « Coss Nostra ».
Film italo-français de T. Young (1979), avec C. Brasseur, L. Ventura, J. Lussan, W. Ghali, J. Wiseman, G. O'Laughlin, A. Nazari.
Au début des années 60, un gangster améri-cain, détenu dans la prison d'Alcatraz, est menacé de mort par le mafioso, content de révéler au F.B.I. les secrets de l'organisation.
L'histoire vraie de Joseph Valachi, dans une

Mardi 20 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Après-midi de TF 1.
Le reportage des femmes, d'E. Roggiati.
Entre à la une : 14 h 5. Les rapaces (émission du C.N.D.P.) ; 14 h 25. Variétés (et à 15 h 30, 17 h 30, 19 h 55) ; 14 h 30. Séries : Mariages ; 15 h 35. Regard des femmes sur la santé ; Le rôle artificiel à domicile ; 16 h 30. Chant contre-chant ; 16 h 50. Mardi-guides ; 17 h 10. Livres-service ; 17 h 30. Cuisine ; Sardines fautes ; 17 h 45. Vie pratique.
18 h TF 4.
18 h 30 L'été aux enfants.
18 h 55 Les Inconnus.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Mai-Juin 40.
Journal d'un printemps tragique (les Alle-mands arrivent à la mer).
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma une, première : Une puce dans le tournure.
Réalisation J.-P. Prévert, avec D. Darrieux, O. Becker, L. Lohmeier.
21 h 30 Le roue de la vie.
Ils sont beaux, ils ont la jeunesse.
A Paris, à Lille, à Saint-François, en Côte-d'Ivoire... les nouveaux adolescents libérés ont les mêmes problèmes, se posent et posent à leurs parents les mêmes questions. Serie de portraits pour une enquête.
22 h 25 Une approche d'Alain Resnais.
Réalisation de Resnais.
D'Hiroshima, mon amour à Providence, le style Resnais. Témoignages de Jean Cocteau, Jorge Semprun, Alain Robbe-Grillet, Jacques Rivière.
23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc mon voir.
12 h 30 Séries : Le Secret des Vallincourt.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Émissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui, madame.
Vera quels lendemains ?
15 h 15 Séries : Le Justicier.
Le terrain du ciel.
19 h 10 Sports : Cyclisme.
Tour d'Italie.

17 h 20 Fenêtre sur... Point 2000.
La génétique des arbres.
17 h 50 Répond A 2.
Papivole ; Les Sublimes ; Discopuce ; Les Quat'z'amis ; Mes mains ont la parole.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 40 Les dossiers de l'écran : Pierre de Coubertin.
A l'heure où l'existence des Jeux olympiques est remise en question, un retour aux sources indispensables pour celui qui a été, il y a plusieurs décennies, leur rénovateur.
22 h Odeur : La flamme olympique va-t-elle s'éteindre ?
Avec MM. V. Popov, vice-président du Comité d'organisation des Jeux olympiques de Moscou ; P. Abada, athlète français ; Mme B. Dumond, vice-présidente du Comité olympique français ; M. N. Nisovskiy, vice-président du Comité olympique grec ; C. Legras, président de la fédération équestre française ; et E. Chapelle, journaliste.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 30 Pour les jeunes.
19 h 55 Tribune libre.
S.O.S. environnement.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : Blancs et Bleus.
20 h Les Jeux.
20 h 30 Cinéma pour tous : « Heldi », avec S. Temple, J. Berthod, J. Trechot, E. West-ley, P. Moore, T. Beck. (N.I.).
Une petite fille, orpheline, se fait aimer de son grand-père qui est en cours d'un voyage de découvertes. Elle est placée dans une famille bourgeoise de Francfort, rend la Charentaise adaptative pour enfants du roman de Johanna Spyri. Le réalisateur, vétéran de l'Hollywood, a bien utilisé Shirley Temple.
21 h 55 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Mathématiques.
8 h. Les chemins de la connaissance : Goethe et l'harmonie (Goethe et la franc-maçonnerie) ; à 8 h 32. Mathématiques ou les

évolutions romanesques façon « thriller », sans complaisance à l'égard du monde du crime.
22 h 30 Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h 30. Feuilleton : « 1572. Chronique au temps de Charles IX », d'après P. Maréchal.
19 h 30. Présence des arts : Un musée à connaître, l'ABO au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.
20 h. « L'Affaire de la rue de Louvre », d'E. Labiche, avec H. Courmes, M. Lons-dale, P. Peyron, J. Stump, A. Weber.
20 h 40. Musique enregistrée.
21 h. L'entre-scène où les vivants et les morts : La vierge en noir et blanc ou le vesse et la rose.
22 h 30. Nuits magiques : Sortie de secours.

FRANCE-MUSIQUE

19 h 5. En duplex : Festival de Cannes ; 19 h 30. France et musique ; 20 h. Les cha-seurs de son ; à 20. Klein.
20 h 30. Musique de chambre : « Bénédiction de Dieu dans la solitude » et « Functi-elles » (Grieg). « Quatuor n° 3 pour le temps de la Passion » (J.J. Werner). « Quintette pour clarinette et cordes » (Brahms), avec Sylvie Carbonnel, piano, la Quatuor Athénien et Guy Dupont, clarin-ette.
22 h 30. Orchestre de la nuit : La vingtième siècle, INA-GRM, la musique des sons dans l'espace, œuvres de Poulenc, Lejeune, Kan-dinsky et Matis ; 22 h 5. Les solistes d'au-jourd'hui : Régis Pasquier, violon (Milhand, Boccherini) ; 0 h. 5. Portraits pour la série : Villages de Luigi Nono.

RELIGION

RÉUNI PRÈS DE LILLE

Le mouvement Pax Christi veut « exorciser la peur de la guerre »

De notre correspondant

Lille. — Le mouvement Pax Christi a réuni, les 17 et 18 mai, à Mouvaux, sa convention internationale sous la présidence de Mgr Bettazzi, évêque d'Orléans (Italie), président de Pax Christi International. Quarante-dix délégués représentant treize nations européennes, les États-Unis et l'Australie. La délégation française était conduite par le cardinal Paul Gouyon, archevêque de Rennes. Au cours de ces deux journées, deux nouvelles adhésions ont été demandées par les sections de la Finlande et du Portugal, qui seront bientôt intégrées à la fédération.

Pax Christi, qui est né après la guerre de la volonté de chré-tiens français et allemands de réconcilier leurs deux nations, se préoccupe maintenant de tous les points chauds où sur le globe la paix et la justice sont menacées ou bafouées. La délégation française a souligné combien se développe, à travers le monde, l'angoisse et la crainte de la guerre en même temps qu'une psychologie qui laisserait croire à une fatalité d'un nouveau cata-lycisme. C'est d'abord contre cette tendance qu'a réagi à plusieurs reprises Mgr Bettazzi : « Notre devoir de chrétiens est de mettre en œuvre la valeur d'espérance et d'oser une panacée exor-gisée. » C'est cette tonalité qui a dominé les deux journées et sa traduction à travers les différents carrefours a été la volonté d'agir

des militants pour qui l'action efficace pour la paix est toujours possible. Pax Christi a adopté en effet, ainsi que l'a encore souligné Mgr Bettazzi, de nouvelles métho-des qui consistent à partir de situations concrètes à affirmer des principes plutôt que de pro-férer des théories générales dont la réalisation est plus ou moins limitée, à travers les nations.

On a donc parlé de nombreuses situations vécues : on a, par exemple, repris le texte de la lettre que Mgr Romero, pen-sant son assassinat, avait adres-sée au président Carter. Pax Christi s'adresse aux Américains pour leur demander d'affirmer leur solidarité au Salvador autre-ment que par leurs pressions mi-litaires. Les violences que subissent en Irlande du Nord les Irlandais dans les prisons an-glaises ont aussi été évoquées, ainsi que d'autres exemples précis.

La résolution finale demande à tous les États disposant de la force atomique de ne pas accroître leur stock d'armes. Mais il a surtout été réaffirmé une fois de plus que la paix ne se définit pas par l'absence de guerre, elle englobe la vie des hommes, sur les plans politique, économique ou social : « La paix ne se divise pas. »

GEORGES SUEUR.

LES DIRIGEANTS POLONAIS FÉLICITENT JEAN-PAUL II À L'OCCASION DE SES SOIXANTE ANS

Varsovie (A.F.P.). — Les diri-geants polonais ont adressé un message de félicitations au pape Jean-Paul II, à l'occasion de son soixantième anniversaire, dont diverses manifestations ont mar-qué la célébration, dimanche 18 mai, à Rome.

Dans ce document, reproduit à la une, samedi 17 mai, par tous les quotidiens de Varsovie, M. Edward Gierek, premier secrétaire du parti, Henryk Jablonski, président du Conseil d'État, et Edward Babuch, pre-mier ministre, se félicitent des « relations favorables » qui exis-tent entre la Pologne et le Saint-Siège.

Is expriment, d'autre part, leur « satisfaction » devant les activi-tés de Jean-Paul II, qui soule-vent, à son tour, avec pas-sion contre la guerre, les injustices sociales, les misères, tout en dé-volant de « notables efforts » en faveur de la paix, de la détente et de la coopération interna-tionale.

Mgr Joachim Meisner a été solennellement intronisé samedi 17 mai à Berlin-Est, en cours d'un office pontifical célébré en la cathédrale Sainte-Edwige, puis d'une cérémonie télévisée. Ber-lin-Ones, dimanche 18 mai, comprend en effet les deux par-ties de l'ancienne capitale alle-mande. Mgr Meisner, qui suc-cède au cardinal Alfred Bengsch, décédé en décembre 1979, (le monde du 15 décembre 1979), a reçu un accueil particulièrement chaleureux de la part de la po-pulation est-berlinoise, qui a éga-lement acclamé les représentants politiques de Berlin-Ouest, dont le bourgmestre, M. Dietrich Stobbe, qui assistaient à la cé-rémonie d'intronisation. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

MÉDECINE

Annonçant une grève pour le 29 mai

Les internes de C.H.U. dénoncent les ambiguïtés de leur statut

De notre correspondant

Brest. — Les internes des hôpitaux de faculté seront en grève le 29 mai : l'inter-syndicat national des internes des Centres hospitaliers uni-versitaires (C.H.U.), qui vient de tenir son deuxième congrès national à Brest, considère, en effet, que la loi aggrave le sort des internes en mé-de-cine.

La loi du 6 juillet 1979 ne tient pas compte, selon l'intersyndicat, des revendications des internes. Ceux-ci réclament, à cet égard, depuis longtemps un statut. S'ils sont l'un des rouages essentiels des hôpitaux universitaires, ils n'ont aucune garantie profes-sionnelle au terme de l'internat, estiment-ils. Leur situation est ambiguë, « archaïque et para-doxale », constate M. André Couilleau, procureur de la Répu-blique à Brest. Pour ce magistrat, l'internat est, dans les faits, un médecin en raison de l'insuffi-sance de personnel médical des hôpitaux. S'il a toutes les attri-butions du médecin, l'internat n'est pas considéré comme tel sur le plan juridique.

« On estime, à poursuivre M. Couilleau, que l'internat a une délégation de son chef de service.

Le seul moyen de remédier à tous ces paradoxes, c'est de reconnaître à l'internat la qualité de médecin hospitalier. C'est précisément le souhait des internes qui repro-chent, entre autres, à la loi de 1979, de faire l'inverse en les « dégradant au rang d'étudiant ». Ils ont établi un projet qui ferait de l'internat le premier grade du corps des médecins des hôpitaux.

Une réforme du statut
Le statut élaboré par les internes brestois, selon un écho favorable auprès de la plupart des organisations médi-cales, il prévoit que toutes les carrières dans les hôpitaux uni-versitaires soient réservées aux internes, et accorderait à ceux-ci la protection sociale, qui leur fait défaut : les gardes, gratuites actuellement, seraient rémunérées. Les internes préconisent surtout la création de petites unités de soins placées chacune sous la res-ponsabilité d'un médecin et dont l'ensemble constituerait un dé-parterement. Cette formule faci-literait, selon eux, la gestion des services qui serait dévolue ainsi à une équipe et non à une seule personne.

Dans la loi de juillet 1979, qu'ils ont abondamment critiquée, les internes croient, en outre, déceler l'intention de les priver de leur droit de rédiger des ordonnances, de limiter les dépenses de santé jugées excessives par le gouvernement. Les établissements hospitaliers manquent d'ailleurs de médecins, et de personnel para-médical, estime encore les internes. Sur ce point, le professeur Gabriel Le Mer, doyen de la faculté de médecine de Brest, leur donne raison. « A Paris, leur a-t-il dit, il y a des chefs de service qui n'ont pas de chefs de clinique. Il faut une certaine justice : il y a trop de professeurs ailleurs et pas assez ici. »

JEAN DE ROSIERE.

PRESSE

AU CONGRÈS DU S.N.J.

Action et vigilance

Le cinquante-neuvième congrès du Syndicat national des journa-listes, qui vient de s'achever à Brest, a tenu, au-delà des affrontements internes sur les métho-des (le Monde daté 18-19 mai) — d'une volonté unitaire de l'inte-rsyndicat. Le bilan d'activités dressé par M. François Boissière, vice-président du S.N.J., a été une résolution finale adoptée à l'unanimité.

Enfin, les congressistes ont réaf-firmé que les valeurs de l'autono-mie associée à la volonté d'ac-tion militante du S.N.J., sont susceptibles de mobiliser les jeunes qui arrivent dans la pro-fession.

Les épreuves de sélection pour l'entrée à l'École supérieure de journalisme de Lille (S.N.J.) auront lieu du mardi 1^{er} au samedi 7^{er} juillet 1980 (de 1^{er} et 2nd juillet, entraînement aux épreuves, à partir du 3rd), annonce un communiqué publié le 10 mai dernier par la direction de l'école.

Les inscriptions sont prises jusqu'au 15 juin prochain et réservées aux titulaires d'un diplôme délivré au terme du premier cycle de l'enseignement supérieur.

S.N.J., 87, boulevard Vanban, 59040 Lille Cedex. Tél. (20) 54-48-21.

Islande



Terre de contrastes,
Terre de feu et de glace,
Pays des amoureux de la nature,
La brochure « Saga Tours 80 » vous propose :

- Tours classiques
- Expéditions camping (pour ceux qui désirent vivre une aventure)
- Islande en toute liberté (louez une voiture et découvrez l'Islande)
- Randonnées (paysage de 3 semaines dont 6 jours à pied, sac au dos)
- Tours spéciaux (ornithologie, géologie, minéralogie, pêche au saumon, rassemblement des moutons...)

Consultez votre agent de voyages ou retournez cette annonce avec votre nom et adresse à ICELANDAIR, 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris — Tél. 742.52.26, et vous recevrez renseignements et documentation.

ICELANDAIR

TROISIÈME AGE

Soixante ans : commença sa garantie de res...

Soixante ans : commença sa garantie de res...

CHARTRE

PARIS EN VISITES

CONFÉRENCES

Tout

Le mouvement Pax Christi
exercer la peur de la guerre

Le mouvement Pax Christi
exercer la peur de la guerre

Le mouvement Pax Christi
exercer la peur de la guerre

Le mouvement Pax Christi
exercer la peur de la guerre

Le mouvement Pax Christi
exercer la peur de la guerre

Le mouvement Pax Christi
exercer la peur de la guerre

Le mouvement Pax Christi
exercer la peur de la guerre

Le mouvement Pax Christi
exercer la peur de la guerre

Le mouvement Pax Christi
exercer la peur de la guerre

Le mouvement Pax Christi
exercer la peur de la guerre

Le mouvement Pax Christi
exercer la peur de la guerre

Le mouvement Pax Christi
exercer la peur de la guerre

Le mouvement Pax Christi
exercer la peur de la guerre

Le mouvement Pax Christi
exercer la peur de la guerre

Le mouvement Pax Christi
exercer la peur de la guerre

Le mouvement Pax Christi
exercer la peur de la guerre

Le mouvement Pax Christi
exercer la peur de la guerre

Le mouvement Pax Christi
exercer la peur de la guerre

Le mouvement Pax Christi
exercer la peur de la guerre

Le mouvement Pax Christi
exercer la peur de la guerre

TROISIÈME AGE

Soixante ans : comment organiser
sa garantie de ressources

M. K... se réjouit d'être né sous le signe des « poissons » ! A un mois près, il n'aurait pas été certain de bénéficier l'an prochain de la garantie de ressources. Il vient, en effet, d'avoir cinquante-neuf ans, et il escompte bien profiter de l'accord qui octroie aux salariés démissionnaires âgés de soixante ans des revenus égaux à 70 % de leur ancien salaire brut jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans et trois mois.

Or cette mesure prend fin le 31 mars 1981 et sa reconduction n'est pas assurée ! Cet accord pour les travailleurs démissionnaires a été calculé sur celui qui est applicable depuis 1972 aux salariés licenciés, mais sans date limite d'application.

En revanche, l'un et l'autre textes sont soumis à des impératifs géographiques : hors de l'hexagone il n'est pas de garantie de ressources, sauf pour la Corse !

M. K... qui est cadre administratif dans une société d'import-export, a fait ses comptes. « J'ai tout envisagé et quitter dès que possible mon entreprise. Entre soixante et soixante-cinq ans, on sent les années peser double. Et, de plus, depuis cinq ou six ans, j'ai du mal à me maintenir : les activités intéressantes filent aux jeunes ! Pourquoi se bagarrer sans espoir ? Mon but maintenant : partir, vite et en forme ! Avec la garantie de ressources, je vais, en fait, percevoir 80 % de mon salaire net déduction faite de la part de cette prestation évaluée 14 000 F par mois.

M. K... est d'autant plus sûr de son opération que son entreprise, dûment prévenue de ses projets de départ, va l'augmenter régulièrement pendant cette « année préparatoire » pour étendre au maximum la différence entre son traitement actuel et sa future garantie. Employeurs et salariés se livrent parfois à tout un petit « mic-mac » juridique-financier. Le travailleur, sur le chemin du licenciement, négocie sa démission. Il évite à la direction du personnel les formalités administratives en se portant démissionnaire, mais perçoit ses indemnités de licenciement (non imposables) pour ensuite faire une demande de garantie de ressources. C'est une formule de dégrèvement en douceur des effectifs. « Chez nous, raconte M. K..., aucun de ceux qui sont partis en garantie de ressources n'a été remplacé ».

Prudent, il a présenté une demande de renseignements à son ASSEDIQ pour vérifier l'ouverture de ses droits. Il s'agit d'une sorte d'attente préalable. L'ASSEDIQ examine la situation des futurs « garantis » en fonction de leurs déclarations et confirme qu'ils remplissent bien les conditions pour être pris en charge par ses services.

Il s'agit d'avoir soixante ans au moins, de ne plus exercer d'activité salariée, de ne pas liquider en même temps ses droits à l'assurance-vieillesse, de pouvoir prétendre aux allocations de base, mais surtout d'avoir appartenu, au tant que salarié, pendant dix ans à une entreprise relevant de l'assurance-chômage, dont une année continue (ou deux années discontinues) dans les cinq années précédant le licenciement ou la démission (1).

Mele tous les démissionnaires n'ont pas droit à la garantie de ressources. Il ne faut pas qu'ils puissent bénéficier, au même moment, d'une pension au taux plein de 50 % (aux des pensions anticipées) à laquelle ils s'ajouteraient un retrait complet. Cette condition, cependant, ne vise pas les anciens déportés et internés, les anciens combattants et prisonniers de guerre. Restent donc les travailleurs manuels, les ouvriers mérités de famille et les salariés inaptes. Peut-être ceux, justement, qui souhaiteraient le plus pouvoir jouir de l'avantage financier généralement incontestable que présente la garantie de ressources.

Coup de canif

Pour renverser la tendance, l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires) a décidé de négocier avec les entreprises une garantie de ressources de trente-sept ans et demi de cotisations que si, d'autre part, elles n'ont pas susceptibles d'obtenir la garantie de ressources. Les femmes peuvent donc choisir entre la pension anticipée ou cette indemnisation de leur « non-activité ».

Et pour tous ceux qui n'ont pas les trente-sept ans et demi de cotisations nécessaires pour obtenir une pension complète du régime général, cette indemnisation donne droit à des tranches supplémentaires pendant toute la période de son versement et confère aussi des points gratuits pour la retraite complémentaire.

Pour faire son choix entre retraite ou garantie de ressources, il faut étudier attentivement les composantes des deux situations en fonction du caractère toujours unique du dossier de chacun, en utilisant les agents des services de la Sécurité sociale, ceux des CICAS (Centres d'information et de coordination de l'action sociale) départementaux et, naturellement, l'ASSEDIQ, sollicitée par le demandeur d'attente préalable, et qui répond dans le délai d'un mois.

Ces coups de canif à la réglementation étaient prévisibles. En appelant à tort « préférence », cette garantie de ressources, le confus entre le chômage et la pension de vieillesse a été institutionnalisée. Rien d'étonnant à ce que chacun cherche son propre intérêt et qu'en toute logique il s'y emploie dans un contexte où les institutions jouent elles-mêmes leur propre jeu.

CHRISTIANE GROLIER.

(1) Au mois de mars 1980, on a enregistré 3 100 nouveaux bénéficiaires de la garantie de ressources en titre de licenciement et 2 587 de démission. A la fin de ce même mois, on comptait 64 944 garanties de ressources pour licenciement et 71 748 pour démission.

PARIS EN VISITES

MARDI 20 MAI

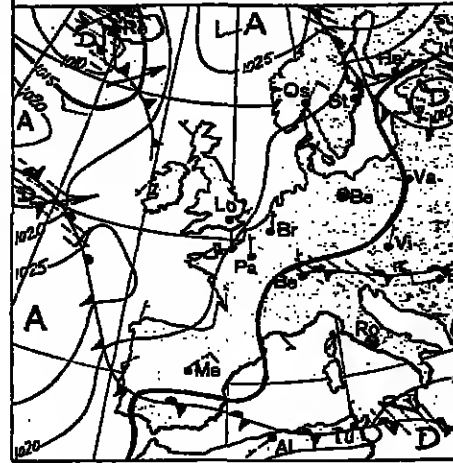
« L'Opéra de Paris », 13 h. 15, marches. Mm. Zujovic.
« Sur les pas de Robespierre », 15 h. 30, arc de triomphe du Carrousel, Mme Bouquet des Chaux.
« L'île Saint-Louis d'hier », 15 h. 30, rue de Sévigné, Mme Meynard.
« Le Vercors de Louis XV », 20 h. 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme Thibaut (Caisse nationale des monuments historiques).
« L'hôtel de la Monnaie », 15 h. 30, 11, quai Conti (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Le musée Clemenceau », 15 h. 30, 8, rue Franklin (Mme Flauriol).
« Entre la Tour d'Argent et Marmont », 15 h. 30, au pied de la statue de sainte Geneviève (Mme Bager).
« Les Halles », 15 h. 30, musée Étienne-Marcel (Le Vieux-Paris).

CONFÉRENCES

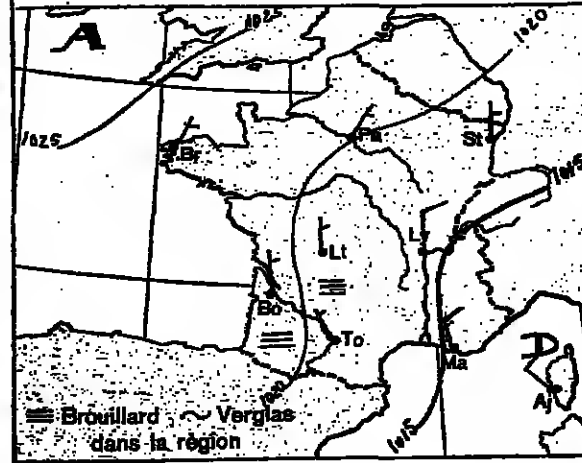
18 h. 30, Collège de France, salle 8, M. B. Lewis : « La découverte de l'Europe par les musulmans : contacts, observation, découverte ».
17 h. 30, 4, place du Louvre, M. M. Martin : « Un voyage en chemin de fer en 1854 » (Académie du Second Empire).
19 h. 30, rue Madame : « L'Orselle de Delphes » (Aruel).
18 h. 30, amphithéâtre Becheland, Sorbonne, rue Victor-Cousin, docteur A. Delaunay : « Développement humain de la science » (Université populaire de Paris).
20 h. 30, Club des Ingénieurs des Arts et Métiers, 8 bis, avenue d'Éna, M. P. de Boleindre : « Le paradoxe belge ».

MÉTÉOROLOGIE

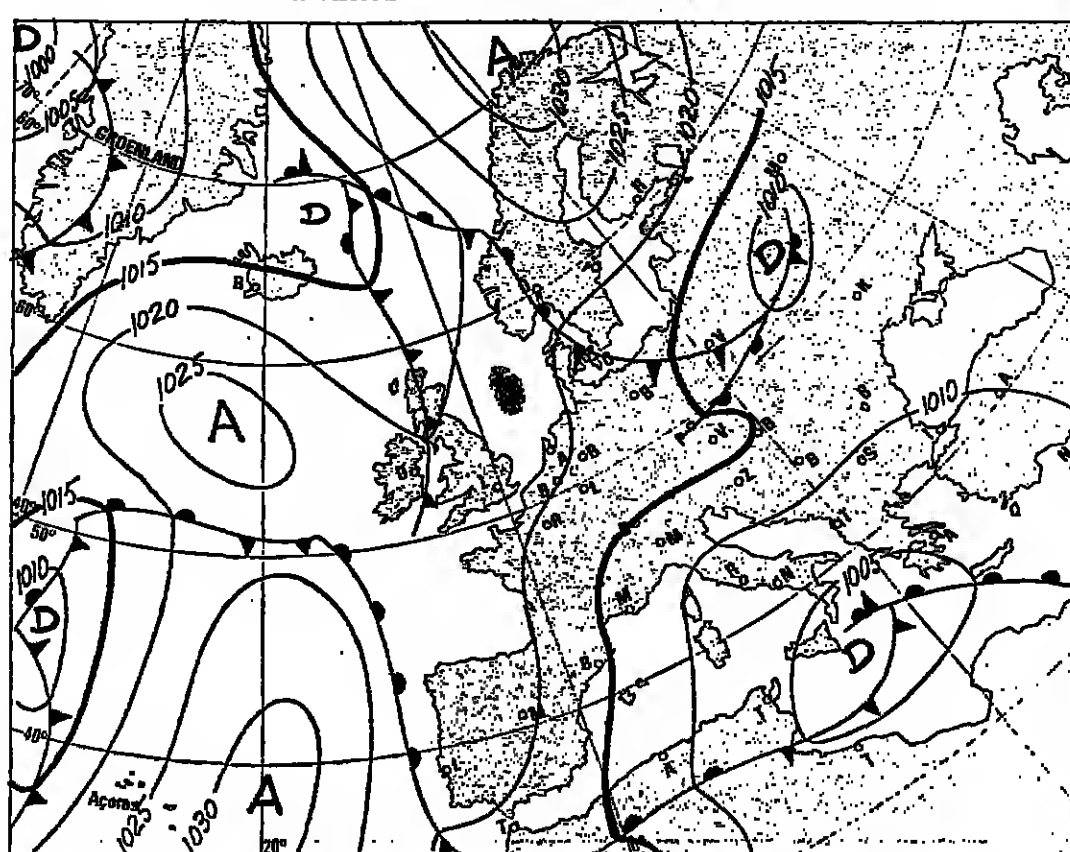
SITUATION LE 19.05.80 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 20.05.80 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 20 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 25 de mm)
— Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Verglas
— Flèche indiquant la direction d'où vient le vent Force du vent : 5 nœuds / 10 nœuds / 50 nœuds
— Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Évolution probable des temps en France entre le lundi 19 mai à 9 heures et le mardi 20 mai à 21 heures :

Comme on peut le voir sur les cartes publiées, la situation météorologique ne se modifie que très peu en France. L'évolution sera surtout déterminée par la circulation, sur l'est et le sud du pays, de masses d'air de type instable et par l'approche, sur nos côtes de l'Océan, de masses d'air humides d'origine atlantique.

Mardi 20 mai, des Alpes à la Méditerranée et à la Corse, il y aura encore des nuages d'instabilité assez nombreux, qui donneront parfois des orages ou des grêles. Dans le Nord et l'Ouest, d'entre part (Pologne, Normandie, Bretagne, Vendée), la temps sera bien ensoleillé en début de journée, mais les nuages deviendront sans doute plus nombreux le soir en raison de la Manche.

Sur le reste de la France, enfin, le temps sera plus variable : nuages ou brouillards matinaux dans le

Sud-Ouest, mais ciel peu nuageux ailleurs ; du soleil généralement dans la journée, mais avec développement de nuages instables qui pourront donner des averses orageuses locales, l'après-midi et le soir, surtout du Massif Central aux Pyrénées.

Les vents viendront encore du nord ou du nord-est ; les températures varieront peu.

Le lundi 19 mai, à 9 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris de 1 018,3 millibars, soit 763,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 mai ; le second, le minimum de la nuit du 19 au 20) : Ajaccio, 17 et 8 degrés ; Biarritz, 18 et 13 ; Bordeaux, 20 et 10 ; Bourges, 19 et 7 ; Brivet, 18 et 5 ; Caen, 17 et 8 ; Cherbourg, 18 et 9 ; Clermont-Ferrand, 17 et 7 ; Dijon, 18 et 10 ; Grenoble, 18 et 5 ;

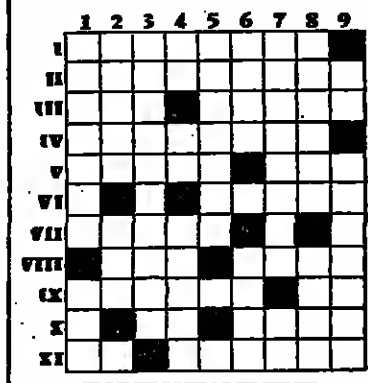
Lille, 20 et 10 ; Lyon, 18 et 7 ; Marseille, 22 et 10 ; Nancy, 18 et 6 ; Nantes, 20 et 8 ; Nice, 17 et 11 ; Paris-Le Bourget, 21 et 8 ; Pau, 18 et 11 ; Perpignan, 21 et 15 ; Rennes, 20 et 8 ; Strasbourg, 19 et 6 ; Toulon, 20 et 8 ; Toulouse, 18 et 12 ; Poitiers, 18 et 10 ;

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 8 degrés ; Amsterdam, 22 et 8 ; Athènes, 22 et 13 ; Berlin, 21 et 10 ; Bonn, 23 et 5 ; Bruxelles, 22 et 10 ; Le Caire, 31 (max.) ; Les Canaries, 24 et 18 ; Copenhague, 22 et 8 ; Genève, 18 et 4 ; Lisbonne, 21 et 11 ; Londres, 22 et 9 ; Madrid, 20 et 7 ; Moscou, 12 et 7 ; Nairobi, 24 et 12 ; New-York, 19 et 11 ; Palma-de-Majorque, 19 et 8 ; Rome, 18 et 11 ; Stockholm, 21 et 5 ; Téhéran, 25 et 15.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2673



HORIZONTALEMENT

I. Remuant beaucoup quand elles sont fortes. — II. Peut habiller des duchesses. — III. Un étranger ; Agira hardiment. — IV. Enlève parfois l'air est. — V. Évoque une galère ; Fit preuve d'attachement. — VI. Peut être formé par le sang. — VII. Pas uni. — VIII. Ne portait pas toujours la culotte ; Trouve qu'il y a eu beaucoup de circulation. — IX. Inventa un moteur ; Patrie de patriarcat. — X. Symbole pour l'antimoine ; Nait en Bohême. — XI. Mot qui peut précéder la somme ; Vieilles farces.

VERTICALEMENT

I. Peut parfois être assimilé à un brouillon ; Supérieur, en Amérique. — II. Ancien vêtement ; Crie comme dans un bois. — III. Peut se dérouler sur un théâtre. — IV. Symbole pour un métal blanc ; Pronom ; Les lions, autrefois. — V. Comme un trépan. — VI. Pas fluide ; Est généralement une charge importante. — VII. Grave quand il est au travail ; Mesure. — VIII. Pas sombre du tout ; Peut s'opposer à la brume. — IX. Dieu ; Qui ne sont donc pas muets.

Solution du problème n° 2672

Horizontalement

I. Culbute ; Russie. — II. Paillasson ; Est. — III. Bas ; Attente. — IV. Exacte ; Diction. — V. Ligne ; Sucre. — VI. Ho ; Reins ; Aaron. — VII. Etot ; Etalonner. — VIII. RA ; Ur ; Ait ; Né. — IX. Généreuse ; Aclis. — X. Sens ; EP ; Grêle. — XI. AS ; Pomotus ; XII. Pères ; Sévères. — XIII. Obsèques ; Corée. — XIV. 10 ; Tête ; Aster. — XV. Etres ; Sou ; Usés.

Verticalement

I. Fréchet ; Savole. — II. Caux ; Otages ; Bot. — III. Upsal ; En ; P.S. — IV. Li ; Circonspecte. — V. Blatte ; Orbes. — VI. Ultime ; Jurement. — VII. Tob ; Entreposées. — VIII. En ; Sa. — IX. Ni ; Lessus ; Au. — X. Rendu ; Ole ; Secs. — XI. Uricant ; Vétu. — XII. Scran ; Arrière. — XIII. Se ; Ténacé. — XIV. 14 ; Iso ; Orelles. — XV. Et ; Non ; Côté ; Seps.

GUY BROUTY.

Cette semaine, dans
Le Nouvel Observateur,
un grand dossier :
Ordinateurs,
la Révolution chez vous.
Un numéro à ne pas
manquer : il vous concerne
personnellement.

LE NOUVEAU
observateur

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel le 18 mai 1980 :

DES DECRETS

● Relatif à l'arbitrage et destiné à s'intégrer dans le nouveau code de procédure civile ;
● Modifiant le décret du 3 juin 1978 relatif aux commissions spéciales consultatives du personnel enseignant de théologie ;
● Tend à déterminer le montant maximum des rémunérations dont peuvent bénéficier les enfants libérés de l'obligation scolaire faisant partie des catégories mentionnées à l'article L. 827 du code de la sécurité sociale sans perdre la qualité d'enfant à charge ouvrant droit aux allocations familiales.

En vente à l'U.N.I.O.P.S.S., 182, rue de Faidherbe-Saint-Honoré, 75008 Paris, 80 pages, 23 F.

CUISSINE

Tout sur les fours Pyrolair

au 260.80.80

Dans ses 7 versions différentes, le four Pyrolair cuit plusieurs plats ensemble « à la française » sans imprégnation d'odeurs et il se nettoie tout seul sans avoir besoin d'être démonté. Scholtes, au 260.80.80, à Paris, tous les jours, sauf dimanche, de 8 à 20 heures.

Scholtes 4 à 5 fois moins de temps et d'énergie : la cuisine y gagne

vous connaissez l'épargne-logement
découvrez
**L'ÉPARGNE
RÉSIDENTIELLE
SECONDAIRE**

18 mois
c'est le temps minimum d'épargne
9,5 %
c'est le taux de votre prêt principal résidence secondaire
80 %
c'est la part de crédit dont vous pouvez disposer
avec un prêt complémentaire
acquisition, construction, travaux

banque de la hénin
Direction commerciale 16, rue de la Ville l'Évêque 75008 PARIS Tél. (1) 260.35.15

NOM _____ ADRESSE _____ TÉL _____

désire recevoir une documentation
sur l'épargne résidentielle
secondaire

LM 7

Le Monde

régions

ILE-DE-FRANCE

Grandes manœuvres autour des silos à gaz

Après Rambouillet, l'Ourcq Nos terres sont trop riches pour vos souterrains

DEPUIS qu'ils ont appris que le Gaz de France avait dû abandonner son projet de stockage sous la forêt de Rambouillet après une intervention personnelle de Valéry Giscard d'Estaing, les habitants du pays d'Ourcq, qui se trouvent confrontés à la même situation, commencent à réagir.

Bien que G.D.F. ait déjà procédé depuis plusieurs mois à des recherches géologiques afin de déterminer si la structure, découlée il y a plusieurs années par les forages pétroliers, est favorable au stockage, la population n'a réagi que récemment. M. Michel Lhuillier, conseiller général (P.S.), y voit une raison évidente : « Gaz de France a cru qu'il suffisait d'entretenir un dialogue privilégié avec quelques notables. Ceux-ci sont restés sur une prudente réserve, mais si l'opinion publique se réveille, ils ne manquent pas d'en tenir compte... »

Apparemment, l'opinion publique s'est déjà réveillée. En créant Ourcq-environnement, il y a quelques semaines, M. Jean Quintin entendait rassembler les habitants désus par l'action trop « feutrée » de l'association de sauvegarde de la basse vallée de

l'Ourcq. « Nous ignorons tout des dangers éventuels, de la superficie exacte de la nappe de gaz, des risques de pollution des nappes d'eau souterraines », affirme-t-il.

À Gaz de France, où l'on estime pourtant que tout le monde dans la région était au courant du projet en cours, on a mis précipitamment sur pied un programme d'information. Un journal, *Gaz naturel*, information, édition régionale du pays de l'Ourcq, est distribué dans les boîtes aux lettres des habitants des soixante-treize communes de l'Aisne, de l'Oise et de Seine-et-Marne sur lesquelles sont entreprises les recherches. M. Jacques Morlet, directeur du département des réservoirs souterrains de l'entreprise publique, est catégorique : « Le stockage est absolument sans danger. La technique employée aujourd'hui est parfaitement éprouvée puisque trois cent cinquante puits fonctionnent dans le monde sans que l'on ait eu à déplorer jusqu'à présent le moindre accident. Le principe du stockage en nappes aquifères est en fait une reproduction pure et simple d'un gisement naturel. Le gaz injecté sous pression à forte

profondeur (800 mètres environ) chasse l'eau du sous-sol constitué de calcaire et de roche poreuse et prend sa place. En surface, une bande argileuse de quelques dizaines de mètres d'épaisseur forme un dôme imperméable au gaz. »

« Notre procédé est le plus discret et le plus sûr, continue le responsable de Gaz de France, nous sommes même à l'abri de toute atteinte malveillante puisque, en cas de destruction criminelle de la tête du puits, une vanne de sécurité située à 30 mètres de profondeur bloquerait le passage du gaz. »

D'après M. Morlet, le réservoir abriterait approximativement 2 milliards de mètres cubes. « C'est déjà un beau stockage, assure-t-il, mais ce ne sera pas le plus important d'Europe comme on l'indique. À Chémery, en Loir-et-Cher, nous avons déjà constitué une réserve de 3 milliards de mètres cubes. Il n'exclut pas cependant la possibilité de superposer deux réservoirs dans le sous-sol de la vallée de l'Ourcq (un à 900 mètres et l'autre à 1300 mètres). »

Aux phrases apaisantes des fonctionnaires de G.D.F., les élus, qui sont pour la plupart des agriculteurs, ont opposé, lors d'une récente réunion d'information, un bon sens paysan à toute épreuve. S'ils comprennent l'utilité du stockage dans le contexte d'une politique énergétique nationale, ils ne veulent pas « se sacrifier pour les autres ». « Ce dernier projet implique, en effet, une vingtaine de plates-formes d'une superficie de 1 hectare chacune, auxquelles il conviendrait d'ajouter la station centrale avec son usine de compression sur une aire d'environ 5 hectares. Gaz de France achète déjà un par un les terrains dont il a besoin pour commencer ses forages expérimentaux. Toutes les nuisances seront-elles compensées par les taxes foncières et professionnelles qui retomberont sur les communes ? C'est ce que se sont demandé certains élus alors que d'autres, plus catégoriques, ont applaudi le maire d'un petit village de l'Aisne, qui a lancé aux représentants du Gaz de France : « Vos puits, on n'en veut pas. Allez les mettre plus loin dans des zones inutiles ! »

CHRISTIAN-LUC PARISON.

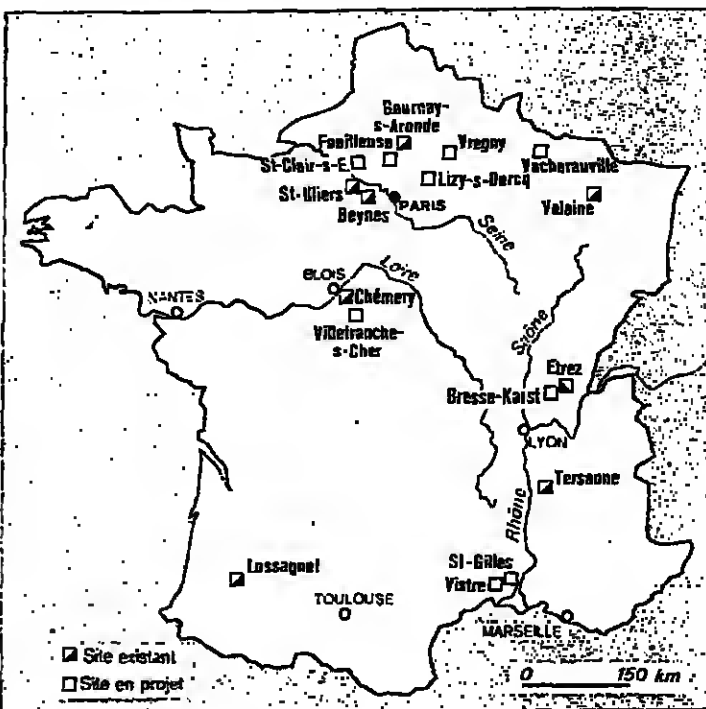
exploités en province : à Lussagnet, dans les Landes, à Chémery, dans le Loir-et-Cher, à Tersanne, dans la Drôme, à Velaire, en Meurthe-et-Moselle et à Erez, dans l'Ain.

Depuis l'abandon des recherches en forêt de Rambouillet, deux projets figurent encore au programme de Gaz de France à proximité de la capitale : dans le Val-d'Oise, à Saint-Clair-sur-Epte, et dans la vallée de l'Ourcq, aux confins de la Seine-et-Marne, de l'Oise et de l'Aisne.

Le premier projet est déjà bien avancé puisque les techniciens procèdent actuel-

lement à des injections de gaz destinées à renforcer la « coussin » de protection de la nappe souterraine. Si l'autorisation de stockage est accordée rapidement par le ministère de l'environnement, le gaz naturel sous pression pourrait être injecté dans le sous-sol d'ici à la fin de l'année.

Dans la vallée de l'Ourcq, comme dans sept autres emplacements envisagés dans le reste du pays, Vregny (Aisne), Fouchelle (Oise), Vacherayville (Meuse), Villefranche-sur-Cher (Loir-et-Cher), Brassy-Karsis (Ain), Saint-Gilles et Vistre (Gard), on n'en est qu'au stade de la prospection.



Contradictions dans le Vexin

APRÈS l'accord donné à l'installation dans le Vexin de lignes à haute tension (le Monde du 1^{er} avril), les habitants de cette zone rurale du Val-d'Oise voient aujourd'hui avec inquiétude se concrétiser un projet de stockage souterrain de gaz dans la vallée de l'Epte.

Vieux de trois ans, ce projet a été rejeté par le conseil général, mais, en 1978, Gaz de France a obtenu une autorisation provisoire d'injection de gaz inerte pendant une durée de deux ans pour tester l'étanchéité de la poche souterraine de Saint-Cleir-Epte.

Un document de Gaz de France précisait alors que « l'utilisation de gaz inerte se révèle comme étant une méthode simple et économique, alors que le stockage de gaz naturel aurait conduit à poser un gazoduc de jonction, décision lourde de conséquences, si les premiers essais d'injection ne révélèrent négatifs ».

La commission départementale des sites avait en 1978 et 1979 donné son avis favorable au projet provisoire, tout en précisant que « cet avis ne lie pas la commission, le stockage définitif de gaz combustible devant faire l'objet d'une instruction distincte ». Or une déclaration d'utilité publique vient d'autoriser la pose d'une canalisation. « Elle est contradictoire avec ce que Gaz de France déclarait en 1978 », remarquent les membres de l'association Les amis du Vexin.

Comment ne pas s'interroger de cette décision, alors que l'autorisation provisoire d'injection de gaz inerte évitant la canalisation ne viendra à expiration qu'au mois de juin 1980 ? Comment interpréter l'abandon par Gaz de France du procédé économique d'injection de gaz inerte ? On nous dit maintenant que ce gazoduc est nécessaire pour les essais », précise Marie-France Lecuir, conseiller général (P.S.) de Pontoise, « mais cet argument est coulé de fil blanc. On veut nous forcer la main. En effet, si les essais s'avèrent négatifs, si la taille de Bantheville se révèle dangereuse, comment revenir en arrière, une fois les 40 kilomètres de canalisation posés ? »

« Le gazoduc servirait dans ce cas à renforcer la canalisation existante entre Paris et Rouen », explique-t-on à la préfecture. De toute façon, l'enquête d'utilité publique pour le stockage de gaz lui-même a été positive.

JACQUELINE MEILLON.

HEC, ESSEC MSL International

vous incite vivement à examiner l'offre d'emploi qui vous est faite par l'un de ses clients (secteur d'activité : électronique - dimensions internationales - plus de 30 000 personnes en France) dans la rubrique "Annonces classées" de ce numéro.

VOIR PAGE 29

LENTILLES DE CONTACT

Un progrès fantastique pour les yeux sensibles avec les nouvelles lentilles américaines, souples, ultra-minces. Adoption par spécialistes. Remplacez vos lentilles pour 496F. Forfait complet d'adaptation : 200F. Laboratoires OSIRIS 21, avenue de Friedland - 8^e - Tél. 563.55.99

naviguez, économisez.

Moteur Volvo 4 CV, poids: 16 kg
1575 f.

Moteur Mariner 9.9 CV, 2 cylindres.
4070 f.

CREDIT GRATUIT 10 MOIS*

Bombard II, en tissu polyamide haute résistance, moteur da 6 CV à 20 CV pour 4 personnes. Longueur 3,15 m, largeur 1,40 m, poids 46 kg. Avirons en option.
4670 f.

Planche à voile Open Surf 5,4. Longueur 3,90 m, largeur 0,68 m, poids 21 kg. Voile de 5,40 m². Double emplanture de mât. Garantie du flotteur 2 ans.
2965 f.

A LA SAMARITAINE PONT-NEUF. NOUVELLE IMPLANTATION - MAGASIN 3 - 3^e ETAGE
Plongée sous-marine, vêtements de planche à voile "Spirotechnique", "Beuchat", "Piel", Pêche sportive : "Cannes Seyler".

*Crédit "Samaritaine de Paris". A partir de 1500 f. d'achat : 3 mois, 25% comptant et aussi 6 mois, 34% comptant, 10 mois, 40% comptant après acceptation du dossier. Tous frais supportés par la Samaritaine.

Samaritaine

PONT-NEUF - VELIZY 2 - ROSNY 2 - CERGY

MAGASIN 2 / 5^e ETAGE

la crise au rendez-vous

La chute des ventes... La crise au rendez-vous... (Text continues with economic commentary and news snippets, partially obscured by the page fold).

La chute des ventes sauf pour les japonais

La chute des ventes... sauf pour les japonais... (Continuation of economic news, mentioning Japanese market performance).

L'ÉTAT ET LES ENTREPRISES

Existe-t-il une politique

En janvier 1977... pour les relations... (Article discussing the relationship between the state and enterprises, including a quote from Philippe).

Il y a le monde du silence, le monde de la violence, le monde de la morosité... et il y a le monde des enfants : Mexico.

Nous sommes ici loin loin de la Rome décadente décrite par Juvénal, où l'on ne voyait plus guère de femmes en couches, mais seulement étendues sur les lits dorés du plaisir. Au Mexique, les enfants sont partout, dans les bres des mères, des sœurs ou des grand-mères, dans les snack-bars et les rues, dans les hôtels et les musées : nul endroit sans enfants. Dans toute la ville, les taches blanches des coccons de laine recouvrant entièrement les nouveau-nés. La moitié de la population a moins de quinze ans.

Aux yeux de certains, le pire pour le Mexique ce sont ces enfants. Il faudrait demain plus de médecins, d'infirmières, d'éducateurs, de postes de travail, plus de nourriture, plus d'assistants sociaux. On court au drame, en particulier dans le grand Mexico qui aurait toujours besoin de s'étendre, mais bute sur les collines et les montagnes qui l'enlourdissent.

Pour d'autres, l'augmentation de la population répond justement aux besoins du développement. Le Mexique manque de bras pour l'agriculture. Cet excès même permet de faire du sud des Etats-Unis une province parlant espagnol. Une reconquête, en somme, des terres perdues au siècle dernier. « Merci maman de m'avoir laissé vivre », proclament sur des effiches d'heureux bambins.

Que choisir ? Dans ce domaine, Alfred Sauvy nous a appris à ne pas trop croire aux idées reçues.

Comment peut-on être Mexicain ?

par CHRISTIAN BORROMÉE

Pays d'enfants, pays d'espoir, le Mexique vit demain. La liberté d'entreprendre y est quelquefois représentée sous forme d'un oiseau qui s'élève vers le bonheur de tous. Les collines, elles, voient s'élever des habitations par milliers : rustiques, certes, mais en dur. Si le métré est insuffisant, il existe et s'étend. Comme les primevères sous la neige, l'administration commence à éclore : une certaine fraude fiscale internationale en reste étonnée.

La police est celle d'un pays rude, aux routes coupées de fondrières, qui ressemblent à des obstacles antichars. Pas de contractuelles, naturellement, mais le tournoie agile des préposés qui dévalent et emportent les plaques des contrevenants. Les taxis n'ont pas de compteur, mais trois tarifs : pour l'Américain, l'étranger parlant espagnol et le Mexicain. Les hôpitaux sont admirablement propres et l'on a fermé l'hôpital français de Mexico... faute de crédits.

Pays où tout arrive. Des festivités de flashes, pendant les spectacles — y compris l'Opéra — aux mariages humbles montés et descendus, le dimanche, les grandes pyramides, les moins muets de la cruauté des Aztèques. Aboli par les sacrifices humains sans cesse renouvelés, le peuple, prêt à changer de maître, félicita aux Espagnols la conquête du pays. Le Mexique en est resté antichristique, ce qui ne l'empêche pas d'être rempli de catholiques.

Mais le Mexique ne veut plus aujourd'hui de nouveaux maîtres et le gringo — l'Américain du Nord — n'y est guère apprécié. Heureusement, la peur de l'eau polluée, des vols supposés et

des requêtes bien réelles, permet de transporter le touriste d'hôtel en piscine, de piscine en restaurant conditionné, sans qu'il apparaisse dans la rue. Le Mexique aux Mexicains.

Nationaliser, c'est décoloniser, dit-on sur certains murs. Il faudrait d'abord une monnaie au Mexique. L'inflation ne fait que des journaux que si elle dépasse de 5 % à 8 % celle des Etats-Unis. Le Mexique n'en a pas moins écrit aux nouvelles modes universitaires monétaristes. Les restrictions mises à l'émission du peso sont telles qu'une grande part des activités d'emprunts, de banque et de paiement se fait en dollars américains. Il y a toujours eu du crédit disponible, mais comme il y a deux monnaies qui circulent, le Mexique connaît les inévitables dévaluations du peso. Elles ruinent alors le pays et l'essoufflent bien plus que s'il existait un véritable marché monétaire du peso remontant jusqu'à l'escompte de la Banque centrale.

Créer une monnaie, ce serait décoloniser. Est-ce là une différence avec l'Europe ?

Hélas ! le Mexique vient aussi de sacrifier sur l'autel de la T.V.A. La hausse des prix qui s'est ensuivie a été de plus de 5 % en janvier.

Pays d'avenir qui le restera ? Nation de demain aux enfants vigoureux et nombreux ? Pays sans trottins et sans règles, ou moins égarés ? Morceau du grand héritage latino-américain qui finira par l'emporter sur l'individualisme américain ?

La réponse des Mexicains, elle, ne laisse subsister aucun doute.

La crise automobile aux Etats-Unis

(Suite de la page 23.)

Chrysler présentera à l'automne les petites voitures dont dépendra la survie de la société elle-même, la série « K ». Elle espère en vendre cinq cent mille en 1981. La boîte de vitesses et le moteur des voitures de la série « K » sont désormais fabriqués aux Etats-Unis, alors que jusqu'à maintenant ces éléments étaient importés. Il en est résulté, selon la direction de Chrysler, une économie de 150 dollars par véhicule.

Le programme de construction de la « nouvelle » direction Chrysler ne prévoit rien que des automobiles légères dès 1983. Comme l'annonce avec humour le nouveau président, M. Isaacson, la collection Chrysler sera alors réduite à trois modèles : petit, plus petit, et le plus petit.

Ford, également dotée d'une nouvelle direction, entre dans une période difficile. Alors que cette société avait misé assez tôt sur les petites voitures, elle les avait malheureusement présentées à une époque où les acheteurs boudaient encore les « minis ». Ford doit maintenant pratiquer des coupes sombres et réduire ses frais sur toute la ligne, aussi bien qu'en face de la mémoire des consommateurs le souvenir des dangereux défauts de sa Pinto.

Il faut dire que l'une des raisons pour lesquelles les Américains diffèrent l'achat d'une voiture de fabrication nationale est la crainte que les premiers modèles des séries « économiques » contiennent des innovations — telles que traction avant, boîtes à cinq vitesses, nouvelles pièces en plastiques légers — pas entièrement au point.

Ces achats ajournés pourraient se traduire par une reprise en flèche d'ici deux ou trois ans. Les « trois grands » américains sortiraient alors sur une grande échelle des voitures réellement économiques et seraient en mesure de mettre en déroute leurs concurrents étrangers. Au moins est-ce là ce à quoi s'attendent les dirigeants de General Motors. Volkswagen aura d'ici là deux grandes usines aux Etats-Unis où Honda montrera également des automobiles, son usine de l'Ohio devant sortir ses premières voitures en 1982. Le numéro quatre américain, American Motors, pourrait également retrouver santé et vigueur grâce aux économies réalisées par le truchement de son accord avec Renault. A partir de 1983 American Motors bénéficiera de la technique de Renault, et Renault utilisera le réseau de distribution d'American Motors aux Etats-Unis.

Un parc immense de vieilles autos

Les tendances à long terme sur le marché américain semblent justifier cet optimisme. Les revenus disponibles des « ménages », mariés ou pas mariés, croissent rapidement grâce au deuxième salaire et au petit nombre des enfants à élever. Le nombre des détenteurs de permis de conduire est en forte augmentation. Et le parc des vieilles voitures, grosses consommatrices d'essence, est immense.

On se fait une idée des dimensions du potentiel représenté par le marché de remplacement en lisant les chiffres du parc des automobiles âgées de trois à onze ans : il y en aura plus de 75 millions en circulation l'année prochaine. Une dizaine d'années plus tôt ce chiffre était de 60 millions, vingt ans plus tôt, de 43 millions seulement.

Reste la question de savoir lesquels parmi les constructeurs seront capables de sortir à temps en nombre suffisant de petites voitures, pour bénéficier au départ des conditions favorables du marché et pour amortir le coût de la conversion avant que s'engage la bataille des prix. Pourvue de moyens financiers supérieurs, disposant du plus puissant appareil de recherches et d'applications techniques, la General Motors — qui sortira en 1984 une petite automobile

électrique, alors que les projets des sociétés concurrentes sont encore loin de la phase de réalisation — pourrait émerger de la crise avec une position dominante encore renforcée.

Voilà pourquoi, en dépit de l'opposition idéologique, le gouvernement va garantir 1,5 milliard de dollars de prêts pour tenir Chrysler à flot et pourquoi Washington aiderait malgré tout Ford si les choses tournaient mal pour cette dernière. Voilà encore pourquoi on va encourager par tous les moyens les autres constructeurs automobiles multinationaux à venir s'installer aux Etats-Unis en loyaux et dignes concurrents de la G.M.

Quoi qu'il advienne, il est probable qu'avant que ne s'achève la longue phase de réorientation que traverse l'industrie automobile américaine le gouvernement sera amené à repenser sa politique antitrust. Il est question, en particulier, de permettre la coopération technique entre constructeurs afin de réaliser des économies dans le domaine de la recherche, d'accélérer la mise au point des innovations, et peut-être aussi (mais on ne le proclame pas ouvertement) d'égaliser un peu les chances de succès.

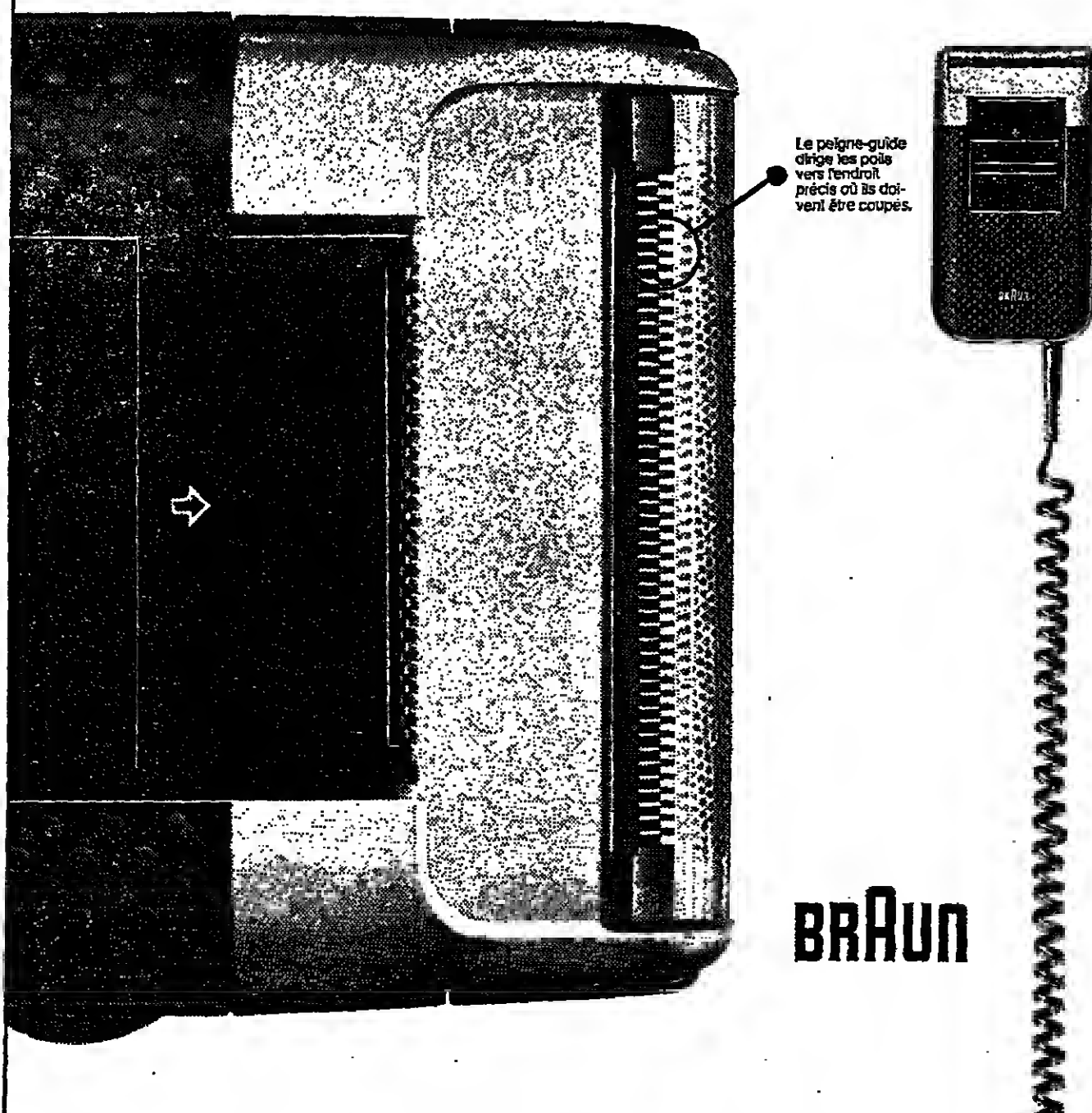
JAY McCULLY.

Le nouveau Braun micron 2000. Son secret est dans le peigne.

Il est petit et discret, ce peigne incorporé à la grille du Micron 2000, et pourtant il est fort ingénieux. C'est en effet un peigne-guide qui permet de raser avec la plus grande facilité les poils longs et souples du cou, ceux qui sont le plus difficile à attraper. Ces poils se glissent entre les

dents du peigne-guide qui les redresse. Puis ils sont dirigés vers une rangée d'alvéoles conçues spécialement pour eux dans la grille Micron, cette grille souple qui fait l'efficacité du rasage Braun. Les 30 lames en acier suédois doublement trempé font le reste. Pas un poil n'en réchappe.

Enfin, de nouveaux perfectionnements rendent le rasage encore plus agréable et plus sûr : un cordon téléphone et un boîtier avec des nodules antidérapants qui assurent une excellente prise en main. Indiscutablement, de tous les rasoirs que Braun ait jamais conçus, le Micron 2000 est le meilleur.



Le peigne-guide dirige les poils vers l'endroit précis où ils doivent être coupés.

BRAUN

GRUPE WAGONS-LITS GRUPE WAGONS-LI
NOS ACTIVITES COLLENT A L'ACTUALITE

Désormais, nous plaçons plutôt aux managers qu'aux romanciers.

L'Orient Express a bien changé. Aux côtés du département « ferroviaire » qui jouit d'une santé de fer, le groupe Wagons-Lits comprend 3 activités en plein essor : le tourisme, la restauration et l'hôtellerie qui représentent plus de la moitié du chiffre d'affaires du groupe. Un résultat étonnant pour qui s'attendait à rencontrer les Wagons-Lits dans les romans policiers plutôt que dans les activités de pointe.



COUVERTS
ARGENTERIE
ORFÈVRES
FRANOR

La crise automobile aux États-Unis

Désormais nous plaignons plutôt aux managers qu'aux romanciers

L'Allemagne endettée

(Suite de la page 23.)

Pire encore : les experts font remarquer que, abstraction faite du pétrole, la balance des paiements courants présente encore un surplus de l'ordre de 5 à 10 milliards de dollars, comme si cela avait un sens de soustraire de la balance générale tel ou tel de ses éléments. Une balance des paiements est un tout organique dont les deux plateaux s'influencent mutuellement (si on achète plus de pétrole, les pays pétroliers sont en mesure d'acheter davantage de produits manufacturés).

Cela dit, on aurait tort de croire que les dirigeants de la R.F.A. n'ont pas jusqu'à un certain point voulu l'évolution qui s'est produite. La persistance d'un excédent allemand, ont-ils pensé, créerait sur le marché international des déséquilibres de nature à favoriser le protectionnisme, ce cauchemar de la R.F.A. Cependant il faut bien voir que, en acceptant d'assumer à son tour un déficit extérieur, la R.F.A. a perdu une partie de la maîtrise qu'elle avait sur ses affaires intérieures. Tant qu'ils ont eu pour objectif prioritaire de préserver leur pays de l'inflation importée en laissant le D.M. se valoriser librement, les dirigeants de la R.F.A. tenaient fermement le gouvernail prêts qu'ils étaient à payer le prix de la stabilité (sous forme d'une activité économique ralentie par la baisse de la monnaie nationale). Du printemps de 1973 au prin-

temps de 1977, les achats nets de devises (essentiellement des dollars) sur le marché par les autorités monétaires avaient été voisins de zéro. Pendant toute cette période n'ont existé en Allemagne que des causes internes d'inflation liées au financement du déficit budgétaire (bien que lesdites autorités, le plus souvent, nient l'existence de ce facteur). La hausse du deutchemerk pesant sur les prix (mais aussi sur les marges des entreprises), l'inflation avait pu être limitée dans des bornes qui, par comparaison avec l'étranger, apparaissent exemplaires.

Depuis lors la politique a changé. L'Allemagne a dû recourir à s'isoler de l'inflation importée. « Notre objectif est toujours, dit-on à la Bundesbank, d'avoir un deutchemerk fort, mais nous ne voulons pas de surévaluation ; aussi cherchons nous à proportionner la hausse éventuelle de notre monnaie au différentiel d'inflation. » La simple formulation du nouvel objectif est suspecte, car on ne finisse pas avec l'inflation, importée ou pas. La R.F.A. est en train de l'apprendre à ses dépens. Non seulement, la proportionnalité en question n'a pu être maintenue, mais, « en termes réels », reconnaît-on à Francfort, « le deutchemerk a subi depuis le début de 1979 une légère dépréciation, de l'ordre de 1,5 % vis-à-vis de toutes devises ». Tel est l'inconvénient des politiques fondées sur une estimation statistique de l'inflation.

Un sujet tabou

Pendant les quatre premiers mois de l'année en cours, la Bundesbank a dû vendre 20 milliards de deutchemarks, soit presque le cinquième de ses réserves pour faire face à la fuite des capitaux, due notamment aux *lends and lags* (les exportateurs tardent à rapatrier leurs gains et les importateurs régissent leurs achats par anticipation). On a largement commenté ce brusque reflux (qui depuis lors a fait place à un mouvement moins brutal, il est vrai, de sens contraire) en oubliant parfois qu'il était à peu de chose près la répétition de ce qui s'était passé de janvier à mai 1979, période au cours de laquelle la remontée du dollar avait provoqué une sortie de capitaux hors d'Allemagne pour un montant de 23 milliards de dollars. Le second semestre de l'année dernière avait été marqué par un regain de fébrilité de la devise américaine, de manière que les entrées avaient par la suite compensé en grande partie l'émigration subie. C'est en définitive par une sortie nette de 9 milliards de capitaux que devait pour la R.F.A. se solder l'année 1979. Ce chiffre coïncidant avec celui du déficit de la balance des paiements courants, les autorités allemandes se flattent de l'idée que cette dernière commande dernière analyse l'évolution des mouvements de capitaux dans leur pays, ce qui n'est pas prouvé.

Le plus nouveau, mais pas le plus réconfortant, est l'appui officiel désormais apporté à l'extension du rôle international du deutchemerk. C'est-à-dire, pour parler clair, de l'endettement extérieur de la R.F.A. Diverses mesures ont été, on le sait, prises pour encourager la souscription par des banques centrales étrangères et d'autres institutions financières de bons (*schuldschein*) émis à deux ans au moins d'échéance par l'État fédéral. La vérité est que, depuis plusieurs années déjà, l'Allemagne est un pays fortement endetté. Fin 1978 (ou ne dispose pas de chiffres plus récents), le total des actifs détenus en deutchemarks par des autorités monétaires étrangères s'élevait, selon la Bundesbank, à quelque 50 milliards de deutchemarks. Une autre façon de décrire le même phénomène serait de dire qu'à la même date le passif des autorités monétaires allemandes vis-à-vis des instituts d'émission étrangers était égal à la somme indiquée. De même, les engagements en deutchemarks de banques allemandes vis-à-vis de non-résidents ont, de 1975 à fin 1978, sextuplé, passant de 5 à 38 milliards de deutchemarks. Les (encore) confortables réserves de la Bundesbank (74,1 milliards de deutchemarks) cor-

FABRICANT - VENTE DIRECTE
COUVERTS ARGENT ET INOX ORFÈVRE
Boutique 25 place de la République
FRANOR 70 R. AMÉLIT
75011 PARIS
Tél. 700.87.94 - Fermé le samedi

PAUL FABRA.

LA POLITIQUE CONTRACTUELLE ET LES ENTREPRISES PUBLIQUES

(Suite de la page 23.)

Ce conflit a été aggravé par la division du ministère de l'économie et des finances en deux. Car elle rend plus difficile encore l'entente préalable des directions entre elles. Il se manifeste par la discordance des horizons temporels entre l'administration et l'entreprise : l'administration vit, par « nature », dans un cadre annuel ; alors qu'E.D.F., du fait principalement des délais d'installation de ses équipements, a besoin de prévoir quatre à cinq ans à l'avance. C'est pourquoi elle ressentait pleinement les effets bénéfiques de la planification globale quand elle avait une certaine consistance (jusqu'au VI^e Plan).

C'est pourquoi aussi cette contradiction s'aggrave depuis la mise en œuvre du programme nucléaire qui, pour des raisons technologiques, a augmenté les délais prévisionnels nécessaires à l'entreprise, au moment même où le gouvernement tire argument de la situation de crise économique pour accentuer le caractère discrétionnaire de son pouvoir d'intervention sur l'entreprise.

Ainsi, alors qu'E.D.F. serait l'entreprise publique où la signature d'un nouveau contrat de programme serait le plus nécessaire, le gouvernement ne voit pas signer de contrat d'entreprise pour la seule année 1979 ! C'est la direction de l'entreprise qui a refusé, car ce contrat aurait été contraire aux intérêts d'E.D.F. et du service public. Tout en s'opposant à la forme, l'aurait également tournée le dos à l'esprit contractuel, qui implique que la durée du contrat corresponde à l'horizon temporel des décisions qu'il contient.

Autre exemple : l'interdiction en 1978 par le ministère de l'Industrie de toute publicité pour le chauffage électrique. Il accordait ainsi crédit aux arguments des écologistes — et aux intérêts des pétroliers — selon

lesquels il serait gaspilleur d'énergie. Mais les conséquences des choix technologiques n'obéissent ni aux mouvements d'opinion ni aux intérêts économiques ou électoraux.

Il est déjà possible de les lire en comparant les scénarios du VIII^e Plan en matière de bilans énergétiques : de 1980 à 1986 (grâce essentiellement au nucléaire), la France couvrira le supplément de sa demande d'énergie par des énergies nationales. La dépendance nationale diminuera donc. Cette période verra les conséquences du développement du chauffage électrique intégré, du fait de la campagne menée avant son interdiction. En revanche, de 1988 à 1990, il est déjà prévisible que la dépendance énergétique de la France croîtra de nouveau ; la substitution de l'électricité au pétrole sera freinée par la limitation du chauffage électrique intégré.

Le gouvernement autoriserait-il demain à nouveau la publicité pour le chauffage électrique, voulant corriger son erreur ? Il est de toute façon déjà trop tard pour empêcher ses effets néfastes de se faire sentir dans cinq ans.

L'incohérence actuelle des objectifs poursuivis en matière énergétique se traduit par des gaspillages qui peuvent se mesurer non seulement en termes financiers, mais aussi humains. Car l'esprit contractuel — c'est-à-dire l'esprit de responsabilité — disparaît des rapports de travail dans l'entreprise, alors que, jusqu'en 1974, il y avait fait une apparition, limitée mais réelle. Comment en serait-il autrement quand ses objectifs internes sont fixés en fonction des demandes ministérielles, contradictoires entre elles et dans le temps, et non en fonction de la coordination horizontale des décisions internes à l'entreprise, à tous les niveaux ?

La marge d'autonomie de C.D.F.

L'attitude de l'Etat à l'égard de C.D.F. illustre bien la prédominance d'une optique financière à court terme sur une optique de développement à long terme. Tout en s'opposant à la forme, l'aurait également tournée le dos à l'esprit contractuel, qui implique que la durée du contrat corresponde à l'horizon temporel des décisions qu'il contient.

Fin 1977, deux facteurs de natures différentes ont exercé la signature, le 26 janvier 1978, d'un contrat d'entreprise entre l'Etat et C.D.F. La conjonction politique, d'abord, dans laquelle le thème de la politique contractuelle était sensible électoralement.

La conjonction économique, surtout, l'aggravation de la crise du pétrole crée les conditions d'une relance à long terme de la production de charbon. Prévu pour une durée de trois ans, le contrat ne porte que sur l'exploitation, « les autorisations de dépense d'investissement (étant) fixées chaque année dans le cadre du P.D.E.S. » (art. 9). Dans le cadre, il ne fixe pas de contraintes de service public et cherche à adapter l'entreprise aux conditions de la concurrence sur son marché. Ce dernier étant largement marqué par le dumping, l'évolution des prix est loin d'y suivre celle des coûts à long terme. C'est pourquoi l'article 18 du contrat d'entreprise (qui prévoit la suspension « des dispositions financières du contrat », en cas de diminution de plus de 5 % du prix de vente exprimé en francs constants) a joué pour 1979 et s'est traduit par une contribution exceptionnelle de 300 millions de francs.

L'objet principal du contrat est,

dans les domaines de la production courante et de la politique commerciale, de substituer des procédures automatiques de concertation à l'arbitraire des contrôles « a priori ». Il est à peu près atteint par l'insistance, ce qui a pour effet de rendre à la direction de l'entreprise son autonomie de gestion courante.

Mais il ne va pas jusqu'à s'étendre aux relations entre entreprises publiques. C'est ainsi que le prix du charbon acheté à E.D.F. a été fixé par l'Etat au-dessus du prix courant, pour des raisons de sécurité nationale des approvisionnements. Mais l'esprit contractuel le plus élémentaire voudrait que l'Etat prenne financièrement en charge cette contrainte d'intérêt général. De même pour la charge financière que coûte à E.D.F. les variations de change que subissent ses emprunts à l'étranger. Or, dans un cas comme dans l'autre, il n'en est pas question.

Le contrat d'entreprise ne semble pas non plus avoir eu de répercussion interne sur les structures, décisionnelles, ni sur les rapports de travail. Dans ces domaines, le climat est dominé par l'aggravation du chômage et par la volonté du gouvernement de limiter strictement les hausses de salaires. Ce qui vide de contenu un éventuel contrat salarial que voudrait proposer la direction de l'entreprise.

Bref, aux Charbonnages, la « relance contractuelle » est actuellement non seulement limitée mais précaire.

Double handicap pour Air France

Jusqu'au contrat d'entreprise signé en janvier 1978, l'esprit contractuel n'avait jamais vraiment soufflé entre l'entreprise et l'Etat. Comme celui des Charbonnages, son objectif est l'équilibre d'exploitation et la rentabilité financière. Mais Air France subit sur ce plan les conséquences d'un double handicap.

D'une part, à la différence des compagnies américaines, mais aussi européennes (Alitalia, Iberia, Lufthansa), elle ne peut pas s'appuyer sur un réseau local. Cette coupure, la rivalité avec Air Inter, empêchent de tirer parti de complémentarités possibles. Au début de l'existence d'Air Inter, Air France ne croyait pas en sa viabilité. Après, il était trop tard.

D'autre part, les décisions d'Air France, notamment en matière tarifaire, sont nommées et révoquées par l'Etat dans les conditions actuelles, il se comportent davantage (sauf exception) comme des hautes fonctionnaires (qu'ils sont, en

définitive) que comme des dirigeants d'entreprise.

Le bilan du contrat d'entreprise d'Air France est de même nature que celui des Charbonnages : il a donné une certaine autonomie de gestion courante à la direction de l'entreprise. Mais il ne s'est pas traduit par une décentralisation interne des décisions, au contraire : il est plutôt devenu un argument utilisé par la direction pour justifier une centralisation interne. Les procédures contractuelles des « contrats de progrès » continuent formellement à fonctionner, mais dans la routine.

Alors que, depuis 1987, l'Aéroport de Paris élabore un plan d'entreprise quinquennal glissant, le gouvernement a refusé jusqu'à présent de signer avec sa direction un contrat d'entreprise. Pourtant, cette dernière, fin juillet 1978, deux tentatives dans ce sens auprès des trois ministres concernés.

Ce refus s'explique par l'attitude autoritaire du gouvernement à l'égard de l'Aéroport, et qui a sa traduction dans les domaines des tarifs et des investissements principalement : un contrat d'entreprise impliquerait de définir des critères d'intérêt général dans des deux domaines, qui risqueraient de justifier le point de vue de la direction, que le premier ministre refuse.

Ainsi, en matière de tarifs, le niveau d'augmentation raisonnable se situe à environ 1,5 point en dessous de la hausse des prix, pour tenir compte de l'augmentation de la productivité. Or celui de 1979 a été fixé à 7,5 % (pour une hausse des

prix de près de 12 %) et celui de 1980 à 6,5 %. Même si une rallonge de 1,5 % intervient au 1^{er} juillet, nous serons loin du compte !

Quant aux investissements, le désaccord porte sur la construction du troisième module de l'Aéroport de Roissy 2, voulu par Air France, qui va faire de cette aéroport un usage privatif. Pour l'Aéroport, la croissance de sa capacité d'accueil sera suffisante avec les deux premiers modules, mis en service en 1961 et en 1962. La croissance prévisible des passagers (de l'ordre de 6 % par an ces trois dernières années) ne justifie pas la construction du troisième module.

Mais l'influent président d'Air France, qui présidait la commission « transport » du VIII^e Plan, a réussi à convaincre ses tuteurs du contraire. Et le premier ministre a tranché en sa faveur le 20 décembre dernier. On mesure la l'inconsistance du VIII^e Plan, auquel des décisions de cette importance ont échappé complètement. Décisions qui sont dès lors le résultat d'un rapport de forces entre influences personnelles.

La politique suivie à l'égard des entreprises publiques d'infrastructure retombe dans les vieilles ornières de la politique anticonjoncturelle dénoncée par le rapport Nora il y a quinze ans : comme par nature elles ne sont pas rentables, le gouvernement leur enfonce encore plus la tête sous l'eau et prend ensuite prétexte de leur déficit pour réduire l'autonomie de décision des directions, décourageant par avance les efforts de gestion.

S.N.C.F. la propriété des banques ?

En mars 1979, donc avec un an de décalage par rapport aux deux autres, un contrat d'entreprise fut aussi signé avec la S.N.C.F., pour trois ans. Son objet et ses dispositions sont du même ordre que les deux autres. Il s'agit d'effacer les impératifs de service public de qualité, d'égalité et de continuité du service, au profit de l'impératif de rentabilité. Ainsi, la S.N.C.F. a pratiquement toute liberté de définir la consistance des services qu'elle rend (art. 8). Mais cet objectif de « rétablissement de l'équilibre du compte d'exploitation » (art. 1) peut-il être atteint à l'aide du dispositif mis en place ? Deux facteurs incitent à répondre négativement.

Le premier est l'absence d'une politique d'ensemble des transports digne de ce nom. Car à ce niveau aussi, l'impératif de rentabilité ne suffit pas à définir une politique. Il se traduit par le principe de concurrence entre les divers moyens de transport qui inspire le « rapport Guillaumat ». Mais particulièrement dans ce secteur d'activité, où les infrastructures sont très lourdes, la régulation par le marché des décisions d'exploitation courante ne peut être efficace que si les décisions d'orientation à moyen et long terme sont prises par une planification globale.

C'est pourquoi, malgré la crise de l'énergie qui accentue la supériorité économique des transports collectifs sur les transports individuels, les prévisions de trafic de la S.N.C.F. sont incertaines, globalement comme par réseaux.

La seconde cause d'inquiétude est dans la politique financière du gouvernement à l'égard de la S.N.C.F. Il se comporte comme s'il voulait laisser pourrir la

situation pour en tirer argument en 1982 en faveur de sa privatisation.

Puis grave : depuis 1973, les déficits récurrents du compte d'exploitation sont reportés à nouveau, ce qui en assure un équilibre artificiel et rend l'auto-financement réel plus faible que les « dotations aux amortissements » prises en compte par le F.D.E.S. Le financement à long terme de la S.N.C.F. est ainsi déséquilibré par la part croissante qu'y prend la diminution du fond de roulement, qui atteignait un milliard de francs en 1978.

S'analysant comme un véritable transfert de fait des usagers aux banques, elle crée progressivement une situation analogue à celle de la sidérurgie. Tout semble se mettre en place pour qu'en 1982, à la fin du contrat d'entreprise et au moment de la re-négociation de son statut, la solution inévitable soit alors d'introduire la S.N.C.F. dans les circuits financiers traditionnels en transformant ses dettes en capital, donc en faisant la propriété des banques.

Déjà, le changement d'appellation de la politique contractuelle (contrats d'entreprise, et non plus de programme) traduit bien un changement de nature et d'ambition.

Pour le moment, sur le terrain délimité, les résultats des trois contrats d'entreprise sont positifs. Mais leur fragilité fait apparaître l'inconsistance d'une politique trop exclusivement financière. Car la dimension sociale ne prise en compte « ce venge » ; elle contribue, avec la conjonction économique mondiale, à rendre précaires les résultats des entreprises publiques, y compris les trois faisant l'objet d'un contrat d'entreprise.

PHILIPPE BRACHET.

UNIVERSITE DE PARIS I
I.A.E. INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Formation spécialisée en Finance

DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES SPECIALISEES

Ce O.E.S.S. DIPLOME NATIONAL DE 3ème CYCLE consacre une FORMATION FINANCIERE APPROFONDIE destinée à des cadres de la Fonction Finance

- titulaire d'un diplôme de 2ème cycle traitant, titre d'ingénieur etc...
- et pouvant justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 3 années.

DUREE : Janvier 1981 à Décembre 1982.

2 FORMULES :

- Formule classique :
- en cours du soir
- NOUVELLE FORMULE :
- dans le cadre de la Formation Continue et sans interruption de la vie professionnelle

3 JOURS PAR MOIS.

Inscription : 2 Juin au 25 Juillet 1980 - 2 Septembre au 24 Octobre 1980.

Ouverture du test d'entrée : Jeudi 6 Novembre 1980.

Renseignements : Georges RDSILLLETTE poste 339 ou Secrétariat poste 309 Tél. 554.97.24

I.A.E. 162, rue St Charles 75015 Paris

Quatre millions de salariés à la recherche de leurs juges

En application de la récente réforme, tous les conseils de prud'hommes comporteront désormais cinq sections autonomes : sections de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, des professions diverses et section de l'encadrement. Mais quels salariés auront accès à cette dernière ?

Pour les élections du 12 décembre 1979, les salariés, comme les employeurs, ont été répartis entre cinq listes électorales correspondant aux cinq formations juridictionnelles. Tentation immédiate : se référer à cette première ventilation. « Vous avez été électeur dans la section de l'encadrement ? Au cas de litige, vous relèverez de cette section ». Un premier point est certain : pour de multiples raisons, une référence aussi formelle aux inscriptions portées sur la carte électorale est certainement inopportune. Qu'il suffise d'évoquer le cas des salariés changeant de secteur ou de statut. Mais un deuxième point est aussi certain : la définition de l'encadrement au niveau électoral et la définition de l'encadrement au niveau juridictionnel sont forcément les mêmes (1).

Par conséquent, en réglant pour le passé le contentieux post-électoral de l'inscription sur les listes de l'encadrement, la Cour suprême est en train de fixer, pour l'avenir, l'étendue de la compétence de la section correspondante. Cela explique l'apreté des contestations soulevées par ses premiers arrêts.

Pour mieux comprendre les termes du problème, un bref retour en arrière est nécessaire. Depuis fort longtemps, les cadres, plus précisément ceux représentés par la Confédération générale des cadres, souhaitent que soit inscrite au sein de chaque conseil une formation spéciale dans laquelle les prud'hommes salariés seraient eux-mêmes des cadres. Un tel vœu, dont le principe même mériterait les autres grands conseils, pour lequel un tel privilège de juridiction, pourquoi une formation spéciale pour les cadres, et pas pour les O.S., les employés, etc. ? — aurait sans doute pu être suffisamment satisfait si le président des conseils de prud'hommes avaient été autorisé à composer les chambres de leurs conseils en fonction de la nature des affaires et de la qualité des parties en cause.

Mais, à l'unité et à la plasticité de conseils invités à s'organiser pour mieux répondre à la demande, c'est-à-dire aux besoins des justiciables, fut finalement préféré l'éclatement, avec toutes les difficultés que cela suppose pour l'organisation des élections. Et, par la force des choses, instituer une section spéciale pour l'« encadrement » allait poser au législateur un problème de définition délicat pour ne pas dire insoluble.

Qui est cadre ?

En simplifiant beaucoup les termes, disons que le législateur pouvait hésiter entre trois directions fort différentes.

D'abord, s'en tenir à la conception la plus étroite d'un encadrement limité aux cadres proprement dits, soit environ 1 million 200 000 personnes essentiellement définies à partir des fameux arrêtés Parodi de 1946 sur la remise en ordre des salaires et par les dispositions des conventions collectives qui leur ont été substituées par la loi de 1950. À partir de ces diverses dispositions de base, complétées par une importante jurisprudence, on sait à peu près ce qu'est un cadre.

Seulement, la C.G.C., prenant la défense des intérêts, réels ou supposés, des techniciens et agents de maîtrise, plaident avec conviction — et talent — pour que l'empierre une conception beaucoup plus large. Fallait-il alors, à l'opposé, espérer dans la section de l'« encadrement » la foule de tous les techniciens et agents de maîtrise, soit environ 5 millions de personnes d'après l'INSEE ? A vrai dire, personne ne le souhaitait vraiment.

On aurait peut-être pu, voie intermédiaire, se référer aux dispositions du régime de retraite des cadres, qui en étendent le bénéfice non seulement aux cadres proprement dits, mais à certaines catégories de techniciens et agents de maîtrise : au total, environ 1 800 000 salariés. Cette référence aurait présenté le mérite sans prix d'une totale simplicité : les salariés affiliés au régime des cadres auraient relevé automatiquement de la section de l'encadrement.

Doit-on réserver ce privilège de juridiction aux seuls cadres proprement dits, comme une sorte de compensation à la perte de l'option qui leur était précédemment accordée entre le conseil des prud'hommes et le tribunal de commerce ? Ou bien faut-il reconnaître ce privilège

par JEAN-JACQUES DUPEYROUX

Elle fut cependant écartée, car il parut anormal de faire dépendre d'une convention toujours modifiable, celle sur laquelle est fondé ce régime, la mesure d'une compétence juridictionnelle.

Autant dire que c'était alors la quadrature du cercle : on cherchait à vain les solutions susceptibles de faire le moins de vagues. Aux termes de l'une des premières formules, devaient relever de la section de l'encadrement

« les salariés exerçant des fonctions d'encadrement ». Pas moins ! Cette merveille disparut en cours de route, et une autre, plus savante, finit par être adoptée : relèvent désormais de la section de l'encadrement, outre les ingénieurs et les V.R.P., « les salariés qui, ayant acquis une formation technique, administrative, juridique, commerciale ou financière, exercent un commandement par délégation de l'employeur... ».

Le centre de commandement

Il ne fait guère de doute que, dans la pensée de ceux qui l'ont votée, cette disposition devait permettre un « certain élargissement » de la notion d'encadrement. Et cependant, prenant le contre-pied de ce souhait, les employeurs n'ont guère inscrit sur les listes électorales de cette section plus de 1 200 000 personnes. Un inévitable contentieux en est résulté. Et, à la surprise générale, la chambre sociale de la Cour de cassation de retenir à son tour la conception la plus restrictive de la notion d'encadrement, limitée aux cadres proprement dits, en se référant aux arrêtés Parodi et à la qualification des emplois par les conventions collectives. Pourquoi ?

On peut faire du texte littéral deux sortes de lectures. Interprète-t-on de façon large chacun de ses mots, toute personne ayant la moindre formation technique et disposant de la moindre parcelle d'autorité fait alors partie de l'« encadrement » : le chef d'équipe, le magasinier aidé par un commis, le secrétaire chargé de contrôler le courrier, toutes ces personnes ont bien une formation technique et exercent bien un commandement par délégation de

l'employeur ! De sorte que le choix de la section compétente supposerait une analyse, cas par cas, des conditions dans lesquelles le salarié qui s'adresse aux prud'hommes exerce ses fonctions : rude travail ! Mais en réalité, le nombre très restreint des sièges affectés aux sections de l'encadrement montre, à l'évidence, que l'on n'a pas voulu ouvrir l'accès à un très grand nombre de plaideurs et que l'on a écarté cette interprétation par trop extensive. Or, à l'inverse, si l'on confronte la définition, du cadre adoptée par le Parlement et celle donnée par les arrêtés Parodi, on s'aperçoit qu'elles sont extrêmement proches : par l'effet de quelque malédiction, ceux qui étaient favorables aux vœux de la C.G.C. dans le sens d'un élargissement ont en réalité réintroduit dans la loi une disposition ressemblant comme une goutte à celle qui a servi de base à la définition du cadre proprement dit !

Des données exégétiques aussi diversement interprétables ont donc laissé les cadres les plus proches à la Cour suprême. Alors pourquoi avoir penché dans un sens plutôt que dans l'autre ? Outre la simplification considérable que représente une

référence directe à la qualification de l'emploi par ces arrêtés et par les conventions collectives, l'argument le plus fort est sans doute le suivant.

Lorsque, dans l'ancien aménagement de la juridiction prud'homale, coexistaient une section de l'industrie et une section de commerce, le partage des compétences s'effectuait en fonction de la nature de l'emploi occupé par le salarié intéressé. S'agissait-il d'un ouvrier ? Section de l'industrie. D'un employé ? Section de commerce. De sorte que chaque section était appelée à faire application de toutes les conventions collectives de l'industrie et du commerce. Avec le réforme de 1979, un principe différenciel a émergé : il convient de se référer maintenant à l'activité, industrielle et commerciale, de l'entreprise. La section de l'industrie appliquera les conventions collectives de l'industrie, la section de commerce celles des activités commerciales. Une idée nouvelle de spécialisation juridique de chaque section sous-tend la nouvelle organisation des prud'hommes. Or il existe bien un authentique particularisme du droit applicable aux cadres, justifiant — peut-être — l'institution d'une section spécialisée, un tel particularisme n'apparaît plus guère pour les techniciens et agents de maîtrise : il n'y a donc plus de raison juridique sérieuse de dissocier leur sort juridictionnel de celui des autres salariés.

L'Assemblée plénière de la Cour suprême, maintenant saisie du problème, avalisera-t-elle la position de la Chambre sociale ? Le bon sens le voudrait ; on peut donc l'espérer. À l'exception des vrais cadres, tous les salariés connaîtront le même sort, plaideront devant les mêmes juges.

(1) Les textes sont d'ailleurs formels.

Point de vue

Une politique pour la France

par ANDRÉ FOURCANS (*)

Il y a peu de temps, M. Jacques Chirac soumettait à l'opinion un projet économique clairement spécifié et qu'il présentait comme une alternative à la politique économique du gouvernement (1). La question est trop importante pour ne pas mériter une évaluation aérée et « non politicienne ». En fait, qu'en sait-il du « plan Chirac » ? En quel sens différencie-t-il du plan Barre, et en quel converge-t-il avec lui ?

Tout d'abord, il est clair que Jacques Chirac réaffirme son accord fondamental avec les principes directeurs du gouvernement actuel. Il soutient sans hésitation une économie décentralisée où la responsabilité des agents prime. Comme le gouvernement, il constate les limites atteintes par les mécanismes de redistribution et juge le moment venu de les améliorer. Tout comme Raymond Barre, il considère que la solidarité nationale exige le maintien des priorités financières de l'Etat en faveur des plus démunis. Il reconnaît bien sûr le besoin de stabiliser les grands équilibres, de lutter contre le chômage et d'assurer la reprise des investissements. Il accepte tout à fait la libéralisation des prix et veut même aller plus loin en matière de hausse des tarifs publics. Il insiste sur la nécessité de contrôler efficacement les dépenses publiques, d'exporter vigoureusement et d'atténuer la contrainte extérieure. On le voit, aucun désaccord important n'apparaît sur les grands objectifs de la politique économique et sociale du gouvernement. Alors, où les chemins entre Jacques Chirac et Raymond Barre divergent-ils ?

Surtout au sujet de certains moyens à utiliser pour atteindre ces objectifs. Le premier ministre pense qu'un des états essentiels pour assurer une reprise solide et durable des investissements et, par voie de conséquence, de la croissance et de l'emploi, est de rétablir l'équilibre financier des entreprises. Pour cela deux méthodes : libérer les prix et maîtriser l'évolution des salaires. Pour l'ancien premier ministre, il faut aider directement les entreprises à investir par des mesures fiscales vigoureuses.

Si l'on ne peut nier l'importance et l'urgence de certaines mesures fiscales pour stimuler les investissements, il faut bien voir que ces mesures, si elles ne sont pas poursuivies pendant plusieurs années, c'est-à-dire si elles ne deviennent pas permanentes, ne peuvent exercer qu'un effet passager. Elles inclinent les entreprises à anticiper leurs projets d'équipement, mais non pas

à les modifier durablement. S'il en était ainsi, le plan de relance de 1975 serait là pour le prouver. Ainsi, les mesures fiscales proposées par Jacques Chirac donneraient très probablement un coup de fouet aux investissements ; mais ce coup de fouet ne pourrait être que transitoire. Il faut considérer en outre les conséquences du financement de ces aides. En particulier, on ne peut qu'appréhender de grandes réserves envers des bonifications d'intérêt que conseille le maire de Paris. Elles signifient l'intensification de la sélectivité du crédit qui crée des faillites et normalement en matière de contrôle monétaire et de lutte contre l'inflation. Mieux vaut donc suivre la voie, certes peu enthousiasmante pour l'opinion, et d'action sans doute moins rapide, mais plus profonde et durable, chosée par Raymond Barre, pour assurer une reprise solide de l'investissement. A la condition toutefois, on va y revenir, d'agir plus efficacement contre l'inflation.

Mais c'est en matière de lutte contre le chômage que M. Jacques Chirac cherche à se différencier le plus nettement de la politique actuelle. Pour lui, sans une « nouvelle croissance », le chômage ne pourra être résorbé. Quel est le contenu de cette « nouvelle croissance » ? Tout d'abord, et on a vu ce qu'il fallait en penser, une croissance fondée sur des aides substantielles à l'investissement. Ensuite, une croissance reposant sur des mesures d'inspiration de la politique de création d'emplois menées, pendant les quelques années passées, aux Etats-Unis. Sur ce point, il est difficile de suivre le chef du R.P.R. Car la comparaison est loin d'être bonne. Les emplois créés aux Etats-Unis l'ont été de façon très peu saine, les consistant d'abord en des embauches dans l'administration et le secteur tertiaire non marchand, embauches qui ont un rôle sans doute important à jouer pour expliquer la chute étonnante de la productivité américaine avec toutes ses conséquences. Ensuite, il faut bien voir que le belais du chômage observé outre-Atlantique depuis deux à trois ans n'est que passager, car la chute d'une relance keynésienne de l'activité dont les Américains commencent à payer les lourds factures tant en termes d'inflation que de chômage. Et ce n'est malheureusement pas fini pour eux, car la situation, au moins en matière de chômage, ne peut aller qu'en empirant. Si à tout cela on ajoute un déficit extérieur abyssal, il n'y a pas lieu de considérer la politique économique américaine comme un parangon de vertu !

Le plus troublant

Pour être juste, il faut dire que M. Jacques Chirac est tout à fait conscient du problème extérieur que susciterait sa politique. Aussi propose-t-il des mesures pour la maîtrise des dépenses, et l'explosion du système aurait lieu bien avant. Mais c'est en matière de lutte contre l'inflation que les propositions de l'ancien premier ministre sont les moins fiables. Il semble pour cela s'appuyer presque uniquement sur le contrôle des euro-monnaies. A la condition d'être bien conduit un tel contrôle peut s'avérer utile pour assurer une meilleure stabilité des changes. D'ailleurs, les gouvernements des banques centrales s'en préoccupent. Mais une telle action est extrêmement difficile à mener. Il s'agit de toute manière illusoire de penser qu'on e la une source première de la flambée des prix. Ou alors il faudrait expliquer, entre bien d'autres choses, pourquoi l'Allemagne, qui a eu en règle générale des entrées de devises beaucoup plus massives que la France, a toujours eu une inflation nettement plus faible.

Le combat contre l'inflation doit en dernière analyse passer par la maîtrise de la création monétaire interne. Et le rôle des euro-monnaies est à cet égard relativement secondaire, sinon nul. Il reste que, en proposant la révision des procédures de contrôle monétaire pour sortir de l'encadrement du crédit, M. Jacques Chirac est tout à fait dans le vrai. Mais il faut bien voir qu'un tel changement de stratégie exige de a mesures structurelles de long terme qui ne peuvent être mises en œuvre que progressivement. Or le problème de la flambée des prix est trop urgent pour être uniquement traité de cette manière. Mieux vaut, pour le moment, une méthode de contrôle de la monnaie sans doute érotique et coûteuse (l'encadrement), mais qui peut s'avérer rapidement efficace si elle est bien utilisée. Sans pour cela négliger de mettre progressivement en œuvre les réformes de structures indispensables à la sortie de l'encadrement. Si, à la suite du rapport Meyoux, le gouvernement parait s'y employer, on peut quand même se demander s'il ne fait pas de façon un peu trop prudente... En tout cas, la tâche la plus urgente est bien de contrôler la création monétaire. Et de façon plus rigoureuse que ce n'a été le cas jusqu'à présent.

(*) Professeur d'économie et finances à l'ESSEC, maître de conférences à l'I.E.P. de Paris.

(1) Le Monde, 15 avril 1980.

actualité nettoyage

Une analyse inédite au service du secteur privé et de l'administration

Conclusions du déjeuner-débat réunissant un architecte, un médecin, des responsables des services généraux d'entreprises et de centres hospitaliers, des responsables de gestion immobilière, collectif vertical et horizontal.

Ce document vous sera adressé gratuitement contre l'envoi de votre carte de visite d'entreprise à : AGS, 1 rue de la Péprière 75008 Paris — Tél. 387.51.19

(Publicité)

MANAGEMENT GENERAL

Ce cycle implique à la fois l'approfondissement de la connaissance de l'environnement de l'entreprise, une meilleure compréhension des mécanismes internes de l'organisation, un comportement des managers tourné vers la prise de décision et l'animation des hommes et surtout une meilleure intégration de ces trois dimensions.

36 journées d'octobre 4 juin.

EXECUTIVE PROGRAM FOR EUROPEAN MANAGERS

En collaboration avec Columbia University. Construit pour les dirigeants et responsables de haut niveau des entreprises européennes, ce programme a pour objectif de développer les compétences des participants à la formulation et à la mise en œuvre des stratégies dans le contexte international. 3 semaines bloquées en juin-juillet (en longue anglaise).

DEUX CYCLES ANNUELS

pour les dirigeants et cadres supérieurs

ISSEC

Groupe ESSEC

Institut Supérieur des Sciences Economiques et Commerciales
Etablissement privé d'enseignement supérieur

M. Mlle Fonction.....
Société..... Adresse.....

désire recevoir le programme :

- Management général.
- Executive Program for European Managers.

A retourner à ISSEC
35, boulevard de Sébastopol - 75001 PARIS
Téléphone : 231-21-98

مكتبة ابن الجوزي

Pauvres c
qui n'ont p
de ma

en

ens

3 juin.

Rencontres int

هذا من اجل

BIBLIOGRAPHIE

L'argent contre l'entreprise

de Lucien Pfeiffer

VAINCU dans la furieuse bataille qui l'oppose à l'établissement bancaire parisien, entre 1974 et 1976, Lucien Pfeiffer s'était promis de « tout raconter » dans un livre où, vraisemblablement, il « révélerait ses secrets », criant tout haut ce qu'il avait sur le cœur « pour exorciser la fureur meurtrière qui l'habitait » et cet argent qui, selon lui, peut détruire l'entreprise. Eh bien, c'est fait, et le lecteur curieux ne sera pas déçu : tout le monde en prend pour son grade, les banquiers (on s'y attendait), les administrateurs judiciaires (c'était sûr), la Commission des opérations de Bourse (c'était probable), la presse financière (c'était plausible), mais aussi les pouvoirs publics, les anciens employés de M. Pfeiffer et les syndicats. Quoi ! Nul n'a trouvé grâce à ses yeux, pas même ses salariés et leurs défenseurs militants ? S'en étonner, on s'en indignerait, mais mal connaître cet Alsacien têtue et batailleur, dévoré par des convictions si ardentes qu'il ne peut comprendre pourquoi tout un chacun ne brûle pas du même feu et se permet d'être seulement tildé.

Dans le chapitre de son livre intitulé « Mes racines », il livre la plupart de ses « clés » : né à Mulhouse, de parents qui lui ont enseigné le profond respect du travail et de l'outil, adepte fervent du scoutisme, auquel il « croit toujours », il entre à H.E.O. pendant la guerre, épouse, en 1943, une cheftaine de l'industrie, il a deux enfants, et tout ce qui protège le couple et la famille, les deux seules organisations humaines où un monde sans argent, un monde d'égalité, un monde d'amour soit possible... Egalité, solidarité, « sans argent », très tôt ces options fondamentales vont s'imposer à Lucien Pfeiffer, qui va devenir partisan résolu de l'antogestion. Mais, pour lui, cette formule n'est pas un ensemble de recettes et de slogans

politiques, mais un comportement de l'homme, un homme responsable qui règle ses problèmes lui-même dans des « structures prises pour moyens, et non l'inverse ». Dès le départ, adhérent d'économie et d'humanisme, il participe à la création d'une coopérative ouvrière, toujours en activité, puis part pour le Cameroun pour fonder des coopératives de consommation puis de commercialisation du cacao : c'est là qu'il commence à se heurter à l'établissement, en l'occurrence aux sociétés exportatrices. Quelques années après cette expérience va commencer une entreprise extraordinaire. Obsédé par « le mur d'argent » qui s'oppose aux initiatives d'hommes pourvus d'idées, mais non de capitaux, Lucien Pfeiffer va s'intéresser au leasing.

Mais avec qui ce « boy-scout » généreux va-t-il s'associer, en premier lieu, pour exporter cette formule miracle ? On vous le donne en mille... avec la Banque de Paris et des Pays-Bas, dont la tendresse et la philanthropie vis-à-vis des entreprises n'étaient pas la qualité dominante. Deux ans après la création de Locabail (société toujours prospère), Lucien Pfeiffer se brouille avec Paribas pour incompatibilité d'humeur et surtout de méthodes : c'était fatal.

C'est alors qu'il fonde une coopérative de petites et moyennes entreprises qui deviendra plus tard le Groupement français d'entreprises (G.F.E.), avec deux mille sept cents adhérents. En même temps, il contribue à mettre au point le Crédit-bail immobilier et la formule des SICOMI, dont il est le véritable père, et qui ont connu la fortune que l'on sait. C'est la création de Prétabail, qui sera ultérieurement introduit en Bourse, puis d'une série d'organismes de crédit dont le G.F.E. sera le centre avec, pour objectif, le « capitalisme à la carte », et surtout, idée nouvelle soignée qu'exploie, la garantie mutuelle du risque d'entreprise, lancée en 1972. Hélas ! arrive l'été 1974, et le brutal encadrement du crédit, qui sonne

le glas des espoirs de Lucien Pfeiffer. La croissance rapide de ses entreprises est interrompue, et leur financement gravement compromis, au point qu'un dispositif de soutien doit être mis en place sous les auspices des pouvoirs publics, mais à quel prix ! Le monde bancaire, que Lucien Pfeiffer a constamment défié et vilipendé, va se venger, assouissant ses vieilles rancunes. Un administrateur judiciaire est nommé à la tête de Prétabail, la plus belle des filles de Lucien Pfeiffer, qui va engager une lutte à mort pour ne pas se faire évincer. Peine perdue ! Après de nombreux et tumultueux épisodes, il est trahi « même par ses amis », et finit par succomber.

Certes, son livre bouillonne d'amertume et de colère. Certes, il a commis des imprudences, refusé de croire que l'encadrement du crédit pourrait lui être appliqué, et donné des leçons à la moitié de Paris, mais le bilan volcanique d'une telle expérience est riche d'enseignements à une époque où les pouvoirs publics se penchent avec tant de sollicitude sur le sort des P.M.E. Oui, le traitement réservé aux entreprises en difficulté est foncièrement déficient, notamment la procédure de l'administration judiciaire dont Lucien Pfeiffer, dans des passages cruels et savoureux, dénonce à juste titre les lacunes et l'anachronisme, pour ne pas dire plus. Oui, le risque économique des créateurs d'entreprise est peu ou mal couvert, et pourrait, le cas échéant, être « mutualisé ». Oui, l'entreprise n'a pas de véritable statut en tant que telle, et Lucien Pfeiffer donne, en cela, raison à Michel Rodard, qui l'a toujours affirmé. C'est pourquoi ce livre, qui prend souvent l'allure d'un pamphlet aux imprécations vengeresses, peut contribuer à l'élaboration de solutions nouvelles pour l'époque incertaine dans laquelle nous sommes condamnés à vivre.

FRANÇOIS RENARD.

(1) L'Argent contre l'entreprise, éditions Raca, environ 45 F.

Pauvres chercheurs qui n'ont pas besoin de matériel !

L'ANNUAIRE français de droit international, ouvrage régué par les spécialistes du monde entier, et dont il n'existe pas (ou pas encore) d'équivalent en langue anglaise, devra-t-il cesser de paraître à cause d'une incohérence administrative ? Publié par le C.N.R.S. depuis 1955, cet annuaire a déjà connu vingt-cinq publications successives (mille à mille quatre cents pages). Il est rédigé par des juristes français et étrangers et comporte des chroniques consacrées à la jurisprudence internationale, à l'aspect juridique des activités des Nations unies, de nombreuses bibliographies, etc.

C'est un fait — et un grave handicap — qu'un tel ouvrage est avant tout le résultat du travail de cerveaux humains. Ce ne sont pas des machines qui effectuent les recherches indispensables et écrivent les articles. Ce sont des hommes, ou des femmes. Il en résulte que les dépenses engagées consistent surtout en indemnités (vacations), éventuellement en frais de voyages. C'est là, au regard des règles édictées en matière de subvention, une insupportable anomalie.

Se conformant à des instructions ministérielles impératives,

le C.N.R.S. s'est résolu à appliquer à l'Annuaire sa règle générale. La somme — du reste très faible — de 15 000 francs allouée à titre de subvention spéciale pour l'Annuaire ne pourra être affectée qu'à concurrence de 12 % à des dépenses de personnel. Il n'est pas certain que l'Annuaire puisse, dans ces conditions, continuer à être publié. Tant pis pour le juste prestige qu'en retirent les études juridiques en France et, accessoirement, la langue française !

Il ne s'agit là que d'un exemple. C'est l'ensemble des recherches relatives au droit, aux sciences politiques et économiques qui est compromis par les règles d'utilisation des subventions.

Comment s'explique une pareille situation ? Dans les disciplines concernant les sciences de la nature (physique, chimie, etc.) et la médecine, les chercheurs ont des collaborateurs permanents ; ils ont besoin de beaucoup de matériels. Pour éviter les vacataires permanents, le ministère impose qu'un fort pourcentage des crédits de recherche soit employé à l'achat ou à la location de matériel. Par on ne sait quel souci d'uniformité, il soumet aux mêmes règles les autres disciplines. Certains aménagements sont possibles. C'est ainsi que les subventions de recherche allouées à l'université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris doivent à concurrence de 60 % être affectées à des dépenses d'équipement, la part qui devrait être prépondérante du personnel étant réduite à 40 %. Il en résulte que souvent la moitié seulement des maigres subventions reçues sont effectivement utiles, ce qui est un prétexte supplémentaire pour les couper un peu plus chaque année. Par une université dont les chercheurs n'ont que faire d'un gros ordinateur ! — P. P.

Le Management des entreprises françaises dans la décennie 1980-1990

Journée d'Etude de l'Institut de l'Entreprise

le vendredi 6 juin 1980 de 9 heures à 17 heures à l'HOTEL MEURICER - PARIS

Renseignements et inscriptions : Institut de l'Entreprise TEL : 723-63-28

Chefs d'entreprise: profitez de l'inflation.



Dunod Entreprise: enrichissez-vous.

Réfléchissons ensemble.

3 juin.

- 17 h. Surmonter les déséquilibres : l'avenir de l'économie mondiale.
- M. Balassa, *Conseiller économique de la Banque Mondiale.*
 - M. Chanderli, *Conseiller de l'OPAP.*
 - M. Galbraith, *Professeur, Université Harvard.*
 - M. Kodjo, *Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité africaine.*
 - M. Nemo, *Ministre du Plan, Brésil.*
 - M. Sumatlin, *Ministre du Plan, Indonésie.*
- 20 h 30. Adapter les structures de production : le nouveau visage des sociétés industrielles.
- M. Davignon, *Commissaire à l'Industrie et au Commerce, CEE.*
 - M. Delapalme, *Président de la mission à l'Association.*
 - M. Hanon, *Directeur général, Renault.*
 - M. de la Martinière, *Directeur général, IDL.*
 - M. Maisonneuve, *Président Directeur général, IBM Europe.*
 - M. Marjolin, *Président du Comité des ministres de la Commission de la CEE.*

4 juin.

- 17 h. Concilier deux exigences : compétitivité et progrès social.
- M. Crozier, *Directeur du Centre de l'Institut des organisations.*
 - M. Gandois, *Président Directeur général, Rhône-Poulenc.*
 - M. Giraudet, *Président Directeur général, Air France.*
 - M. Lenoir, *Président de la Commission de la politique sociale et de la famille de l'U.N.E.S.C.O.*
 - M. Riboud, *Président Directeur général, BSN Cerveaux Danone.*
- 20 h 30. Conduire l'économie : les stratégies de la décennie 80.
- M. Lahnstein, *Secrétaire d'Etat aux Finances, R.F.A.*
 - M. Monory, *Ministre de l'Economie, France.*
 - M. McCracken, *ancien Président du Comité des conseillers économiques U.S.A.*
 - M. Pandolfi, *Ministre du Trésor, Italie.*
 - M. Mac Echen, *Vice-Président, Canada.*
 - D. Not en présence de journalistes économistes.

Les années 80: faits et choix économiques.

1980

Rencontres internationales du Ministère de l'Economie. 3-4 juin. Unesco Paris.

Pour tous renseignements et inscription, tél. 261.56.55 ou écrire: Rencontres internationales du Ministère de l'Economie. B.P. Cedex 7065, 75310 Paris Brune.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	87,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
ANNONCES ENCADRÉES		
OFFRES D'EMPLOI	39,00	56,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)



emplois régionaux

DIRECTEUR GÉNÉRAL AMÉRIQUE LATINE 400 - 500 000 F

VENEZUELA

Dans son projet d'expansion en Amérique Latine, un groupe français (C.A. 2,5 milliards de francs) spécialisé dans les travaux routiers et la production de matériaux a créé une filiale au Venezuela avec un partenaire local. Pour diriger cette société dont l'objet sera la production en carrière de matériaux à béton, il recherche son **DIRECTEUR GÉNÉRAL**. Sous l'autorité de la Direction Générale de Paris, il partagera avec son homologue vénézuélien la direction et la gestion de la société sur tous les plans : technique, financier, commercial. Il recherchera une diversification de ses activités, il étudiera les possibilités d'implantation d'autres filiales de la société mère française dans divers pays hispanophones du continent américain. — analyse des besoins, des marchés, des perspectives — recherche de partenaires. Le candidat aura au moins 35 ans, une formation supérieure Ingénieur X, Ponts, Centrale... Il sera parfaitement bilingue Français-Vénézuélien (écrit et parlé) et il possèdera une solide expérience T.P. et si possible des travaux routiers et de l'exploitation de carrières. Résidence : Caracas. Nombreux déplacements. Écrire sous référence : 353/24 à :

G. R. H. Conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.



BIAO
SUCCURSALE D'ABIDJAN
recrute par voie de concours

A/ 10 DIPLOMES DE:

- ECOLES SUPÉRIEURES DE COMMERCE
- ECOLES DE GESTION
- FACULTÉS DE DROIT ET DE SCIENCES ÉCONOMIQUES OU TITULAIRES D'UN DIPLOME ASSIMILÉ

B/ 10 TITULAIRES DU BAC G2

(Âgés de moins de vingt-cinq ans.)

Les étudiants qui préparent actuellement ces diplômes sont également admis à concourir. Toutefois, leur recrutement définitif sera subordonné à l'obtention des grades universitaires requis et ceci au terme de l'année scolaire 79/80.

Les candidats devront être de nationalité ivoirienne. Les dossiers de candidature de volontaires retirés au Service Formation de la BIAO Paris, 39, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS avant le 30 Mai.

Ces dossiers, dûment complétés, devront être déposés à ce même service, le 13 Juin, dernier délai.

MARTINIQUE

ORGANISME DE PRÉVOYANCE SOCIALE
recherche

ANTILLAIS

- Niveau B.T.S. de comptabilité.
- Sévères références exigées.

Poste à pourvoir : 1^{er} Juillet 1980.

Fournir C.V. manuscrit et photo d'identité à **REGIS PRESS**,
n° 019.963 M, 85 bis, rue Reaumur, 75002 PARIS.

GRUPE INTERNATIONAL FRANCAIS
DU SECTEUR TERTIAIRE
(10 000 personnes C.A. 7 milliard de F)
présent dans plus de 20 pays
nous recrutons

pour une de nos filiales africaines :

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Il sera chargé, sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier de la zone :
— de l'administration et de la comptabilité
— des affaires juridiques et fiscales
— de la gestion financière, du contrôle budgétaire et de la paie.

Une expérience de la fonction de 4-5 ans ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais sont demandées. Au salaire attractif s'ajouteront les avantages liés à l'expatriation.
CONTEXTE PUBLICITE nous transmettra votre candidature avec photo et prétentions sous n° 58540 - 20, avenue de l'Opéra 75004 PARIS Cedex 01, que nous étudierons avec toute la discrétion nécessaire.

S. D. M. O.

(Société de diffusion des moteurs de l'ouest)
recherche

pour suivi d'installations
et mise en service centrales électriques
avec groupes diesel en
ARABIE SAOUDITE et MOYEN-ORIENT

UN INGÉNIEUR ÉLECTRO-MÉCANICIEN

Expérience requise - Nationalité arabe - De confiance musulmane - Permettra l'accès aux circuits religieux de la Mecque et Médine.

Envoyer C.V. avec photo à : S.D.M.O.,
Tour Gallieni 7, 78-80, avenue Gallieni,
93174 BAGNOLET

SOCIÉTÉ INGENIERIE

recherche

INGENIEURS

Ayant expérience pour poste de responsable de mise en route d'un groupe d'unité chimique sur un chantier en ASIE.

Ce poste nécessite l'habitude de la coordination et de la négociation avec clients et associés. La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Envoyer C.V. détaillé sous réf. 1258 M à :

PUBLICSCOPE JUNIOR
11, rue Royale 75008 PARIS
(qui transmettra)

L'ORGANISATION EUROPÉENNE POUR DES RECHERCHES ASTRONOMIQUES DANS L'HEMISPHERE AUSTRAL (ESO)

Cherche des candidatures pour le poste de :

PROGRAMMEUR- ANALYSTE

Dans le groupe commandes et contrôles à la tête de l'ESO à Garching près de MUNICH, République Fédérale d'Allemagne.

FORMATION : TECHNICIEN SUPÉRIEUR (O.U.T. par exemple) avec 6 ans d'expérience professionnelle - ou Ingénieur de niveau universitaire - avec 3 ans d'expérience - en sciences des ordinateurs, ingénierie des commandes et contrôles ou dans un domaine voisin.

EXPERIENCE ET CONNAISSANCES : Plusieurs années d'expérience pratique dans :

- La programmation de systèmes d'un mini-ordinateur pour contrôles et commandes en temps réel.
- Programmation en assembleur et dans les langages de haut niveau les plus courants.
- Mise au point des systèmes de commandes et contrôles comprenant des microprocesseurs.

Expérience des ordinateurs HEWLETT PACKARD (HP 21 MX) ou DEC familiarisation avec l'ingénierie des commandes et connaissance de base des matériels et des techniques d'interface seraient un avantage. Bonne connaissance de l'anglais. L'aptitude à travailler en français ou allemand serait un avantage.

FONCTIONS : au sein d'une équipe mettre au point le logiciel pour les contrôles et commandes de télescopes et de leur instrumentation avec les aspects de temps réel. Ceci comprend le concept, la programmation et la documentation des systèmes opérationnels.

LIEU DE TRAVAIL : 70 0/0 à GARCHING près de MUNICH R.F.A., 30 0/0 à l'observatoire au CHILI (LA SILLA) pour mettre en place et assurer la maintenance du logiciel.

DATE DE PRISE DE FONCTIONS : 1^{er} Octobre 1980.

REMUNERATION : La rémunération dépendra de l'expérience et de la situation de famille. A titre d'exemple pour un membre du personnel non résident, ayant 2 enfants à charge, la rémunération nette mensuelle exempte d'impôts sur le revenu ne sera pas inférieure à 9.700 F.F.

Les candidatures doivent être transmises avant le 9 Juin 1980 au Service du Personnel - EUROPEAN SOUTHERN OBSERVATORY Schleierstrasse 17 - O. 8046 Garching B. Muenchen (R.F.A.) Téléphone : 089/3204041.

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats Membres de l'ESO : Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, République Fédérale d'Allemagne et Suède, aucune nationalité n'est à priori exclue.

UHDE S.A.

SOCIÉTÉ INGENIERIE DU GROUPE HOECHST
recherche

INGÉNIEURS DE PROCÉDÉ

- POUR :**
1^{re} Conception d'installations chimiques et raffineries;
2^{de} Valorisation du charbon.

Ayant bonnes connaissances en thermo-dynamique, mécanique des fluides et construction d'appareils.
Quelques années d'expérience industrielle sont nécessaires.
Allemand indispensable.

Détachement de 3 à 4 ans en R.F.A.

Adresser C.V., photo et prétentions à UHDE S.A.,
V.L. qui National, 82000 PUTEAUX Cedex.

Entreprise T.P.
recherche pour un chantier en

AMÉRIQUE CENTRALE

ACHETEUR

Responsable des approvisionnements en matériaux de construction, matériel T.P. et pièces de rechange.
Ce poste s'adresse à un candidat ayant au moins 5 ans d'expérience en T.P. et une bonne maîtrise de l'espagnol.
Contrat de 20 mois avec avantages exceptionnels. Séjour en Espagne avec retours fréquents.

Adresser lettre manusc. + C.V. + photo + prêt, 5700 à CABINET OPTIMAT, B.P. 4, 69, bd du Mal-Joffre, 92040 BOULOGNE-LA-REINE. Réponse et discrétion assurées.

ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT

SUPÉRIEUR

HAUTE-VOLTA

recherche pour poste de maître assistant :
— l'enseignement en gestion ;
— l'enseignement en économie (spécialisation).
Tél. : 870-71-44, poste 285 ou 383

École privée Londres

recherche

ENSEIGNANT

en physique nucléaire

septembre

Ecrire Dr E. PAUL,

38, Elton Avenue, Londres,

N.W. 3.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER

Notre Groupe connaît, depuis plusieurs années, une expansion régionale que traduit l'évolution de ses effectifs, de son chiffre d'affaires, du nombre de ses magasins, etc... Nous recherchons pour l'une de nos filiales régionales, son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Rattaché directement au Directeur Général de sa société, sa fonction recouvrira un large secteur d'activités : comptabilité, contrôle budgétaire, gestion de la trésorerie, gestion administrative, gestion sociale, procédures et contrôle interne.

La personne recherchée sera de formation supérieure, grande école commerciale ou expertise comptable, complétée par une expérience de 4 à 5 ans dans un cabinet d'audit ou à un poste de responsabilité financière.

Ecrire : GROUPE DARTY - Direction des Relations Sociales
Tour Rosny II - 93118 ROSNY SOUS BOIS CEDEX

ingénieur de fabrication (FORMATION A.M. ou EQUIVALENT)

Il assurera la gestion des fabrications d'une unité de 100 personnes, mettant en œuvre uniquement des ADIERS INOXYDABLES et SPECIAUX. (Il devra avoir une formation d'ingénieur-soudeur). Nous lui demandons de perfectionner les techniques et procédés de soudage.

Il a 3 à 5 ans d'expérience. La connaissance de l'Anglais sera un atout apprécié.

Si ce poste vous intéresse, écrivez avec C.V., photo et prétentions sous référence 425 à Bernard LEGRAND, Directeur du Personnel



B.P. 56 - 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS

Electromécanique Chef de fabrication

Il s'agit d'une société française de rang international spécialisée dans le petit matériel électromécanique de haute technicité. Performante et en évolution, tournée vers l'export (60%), elle recherche un **CHEF DE FABRICATION** pour son usine située en Basse Normandie.

Rattaché au Directeur de l'usine et en étroite collaboration avec les Chefs de service, le Chef de fabrication, à qui sera confiée la gestion des ateliers de production (220 personnes), aura pour mission d'optimiser et de coordonner les productions.

Ce poste est celui d'un homme de tempérament soucieux d'efficacité et ayant le goût des relations humaines et le sens du travail en équipe. Il peut convenir à un ingénieur (AM, ICAM, IDN ou équivalent) ayant une expérience confirmée de la gestion d'ateliers, de la construction électromécanique de série et connaissant l'anglais.

Ce poste offre un développement intéressant à moyen terme à un candidat de valeur.

SEFOP remercie les personnes intéressées de bien vouloir lui envoyer leur dossier sous réf. CF 520 M

SEFOP 11, rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BATIMENT
Filiale d'un grand groupe français de
BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

recherche pour son siège social à

Orléans

CADRE FINANCIER

Agé de 25 à 30 ans, ayant une première expérience souhailée de 3 à 5 ans, destiné à prendre rapidement le poste de :

CHEF COMPTABLE

Le candidat retenu se verra confier dans un premier temps :

- la comptabilité générale et analytique,
- l'établissement du bilan et des documents fiscaux,
- la paie, avec utilisation de l'informatique.

Réelles possibilités d'évolution au sein de la société ou du groupe.

Adresser C.V., photo et prétentions à No 58314, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, q.tr.

121

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE — Mardi 20 mai 1980 — Page 29



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

directeur commercial



Nous sommes l'une des plus importantes entreprises françaises de sportswear, fabricant et distributeur en France et à l'étranger nos produits auprès de détaillants et de boutiques. Notre marque jouit d'une très forte notoriété. Nous souhaitons recruter le responsable de notre Département Enfants dont le C.A. est de 100 Millions de Francs. Rattaché à la Direction Générale, ce collaborateur définit la stratégie marketing, participe à l'élaboration des collections en liaison avec notre bureau de création, anime et contrôle plus de 15 représentants exclusifs et supervise les agents à l'exportation, dans certains pays. Nous confierons ce poste à un homme pouvant se prévaloir d'une expérience réussie de direction commerciale (marketing et vente), acquise dans une entreprise appartenant au secteur habillement ou à celui des industries de la mode. La pratique de l'anglais est nécessaire. Le poste est à pourvoir à CHOLET.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 52080 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS - Téléphone : 742.58.20.



Chantal Baudron s.a.

directeur de région

230.000 F

Filiale européenne d'un groupe industriel international (industries liées aux travaux publics) nous développons nous conduits à renforcer notre équipe de direction : nous recherchons notre Directeur pour la région Sud-Est (base Lyon). Rattaché au Président, il sera membre du Comité de Direction. Largement autonome il assurera la gestion et le développement de plusieurs unités opérationnelles regroupant environ 200 personnes. Avec l'appui des Directions Technique, Financière, et Personnel, il veillera à la rentabilité des actions conduites. Ce poste convient à un homme de terrain, doté de l'esprit du chef d'entreprise, bon négociateur à tous les niveaux, de formation supérieure (commerciale et/ou technique), âgé de 35 ans minimum et bénéficiant d'une très solide expérience, à dominante commerciale. La rémunération annuelle de départ de l'ordre de 230.000 F reposera sur l'apport réel du candidat retenu.

Si vous souhaitez nous rejoindre, expédiez votre C.V. sous référence 0011/M à Sema-Selection : 29, Cours Vitton 69006 LYON qui nous transmettra votre dossier.

sema selection

Paris - Lille - Lyon
Marseille - Toulouse

Ingénieur d'Etudes Logiciel Grenoble

La SEMS (Société Européenne de Mini-informatique et Systèmes)

Filiale de



recrute dans le cadre de son expansion pour sa DIRECTION TECHNIQUE des INGENIEURS D'ETUDES LOGICIEL.

Formation Grandes Ecoles (INSA, ESE, etc...) pour études et qualification de produits logiciels de base.

- Débutants ou quelques années d'expérience.
- Expérience souhaitée des systèmes d'exploitation, compilateurs, transmissions et réseaux.

Lieu de travail : GRENOBLE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence CC.3 M à SEMS Service du Personnel - 1, rue de Provence - 38130 ECHIROLLES.

SEMS



NOUS SOMMES LES PREMIERS EN TELEPHONIE PRIVEE SUR LE MARCHE FRANCAIS.

NOUS NOUS DEVELOPPONS TRES RAPIDEMENT AU PLAN INTERNATIONAL.

Nous construisons des autocommutateurs électroniques qui, conçus autour d'une technologie de pointe, évoluent très rapidement vers des systèmes télématiques.

Nous sommes exigeants sur la qualité de nos produits et de nos méthodes.

Pour renforcer cette exigence, nous recherchons

un adjoint au chef du service qualité

Sous la direction du chef du service qualité, il sera chargé d'élaborer et de mettre en œuvre une politique globale de qualité aux différents stades de conception et de fabrication des produits.

Le candidat retenu devra posséder une solide expérience en électronique ou informatique acquise au sein d'un service d'étude, de fabrication ou de qualité.

Il devra faire preuve de qualités certaines d'animateur et d'un souci constant d'efficacité.

Ce poste est à pourvoir à STRASBOURG.

Envoyer C.V. et prétentions à
LA TELEPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE
Direction du Personnel - 208 Route de Colmar - BP 57
67023 STRASBOURG CEDEX.

MSL international

73, boulevard Haussmann 75008 PARIS - Tél. (1) 266.04.93.
94, rue Servient Le Mercure 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.

HEC, ESSEC...

Pour aborder la vie active, nous vous offrons :
des responsabilités dans nos directions commerciales,
100 000 F.

Demain, vous constituerez notre encadrement au plus haut niveau.

Notre groupe est compté parmi les toutes premières entreprises mondiales. En France, nous employons plus de 30 000 personnes. Nos spécialités vont de l'informatique à l'équipement ménager, en passant par l'audio-visuel. Nous cherchons les hommes de demain.

- Si vous avez de préférence 2 ans d'expérience ; mais nous sommes prêts également à examiner les candidatures de ceux qui, libérés de leurs O.M., seront diplômés en juin 1980,
- Si vous souhaitez consolider votre savoir grâce à l'exercice de véritables responsabilités sur le terrain. Seule l'épreuve du terrain réussie vous permettra d'acquérir la nécessaire crédibilité pour être demain aux postes de pilotage.
- Mais surtout si vous avez l'âme d'un entrepreneur, (MSL International saura le mesurer),

nous vous proposons au sein de nos succursales

(BORDEAUX, MARSEILLE, NANCY, NANTES, TOURS, ROUEN) :

DE CONDUIRE AVEC NOUS UNE REFLEXION VISANT A RENFORCER LA PRESENCE DE CERTAINS DE NOS PRODUITS AUPRES DU GRAND PUBLIC.

- Il vous faudra évaluer sur votre secteur notre réseau de distribution (aptitudes requises : diplomatie, psychologie, analyse),
- envisager les moyens susceptibles de pallier les insuffisances que vous aurez constatées (aptitudes requises : esprit de synthèse, pragmatisme).

DE VOUS ENGAGER SUR LE BIEN FONDE DE VOTRE DIAGNOSTIC.

En d'autres termes, d'être responsable sur votre secteur, et pour les produits qui vous seront confiés, du développement des affaires de notre société (aptitudes requises : du travail et du goût pour convaincre).

CETTE ACTION EST NOVATRICE POUR NOTRE GROUPE :

- Nous saurons écouter vos conclusions.
- Nous saurons mesurer votre activité.
- Nous saurons faire évoluer les meilleurs.

Ecrire à Hervé ZEBROWSKI - Réf. M 11015 (Lyon).

Discretion totale assurée.



recrute pour son Centre de Recherches à SERQUIGNY

Technicien

pour réalisation essais et participation à études concernant la formulation des thermo-plastiques. BTS ou DUT matières plastiques, bonnes connaissances en chimie.

Anglais/Allemand souhaités.

Adresser C.V. manuscrit détaillé, photo et prétentions au Service du Personnel de l'Etablissement ATO-Chimie 27470 SERQUIGNY.

ENTREPRISE METALLURGIQUE STRASBOURG PROPOSE A

JEUNE INGENIEUR GRANDE ECOLE

un poste d'informaticien de production au sein de son service informatique et organisation. La société veut développer un système de gestion de production à temps réel.

Quelques années d'expérience souhaitées, ainsi que des connaissances sur des bases de données et les applications en télétraitement.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous référence 0067 à P. LEBEAU S.A., B.P. 223, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.



ni du vêtement de travail
Nous recherchons notre
directeur commercial
france

Son profil : Agé de 35 ans environ, il a une formation supérieure, et peut justifier d'une expérience réussie de la Direction des Ventes à haut niveau et de l'animation d'une équipe importante. Il connaît la distribution par revendeurs-détaillants. L'expérience de la vente aux collectivités est un atout supplémentaire. Il sait dialoguer avec la production en tenant compte des impératifs techniques. Sa forte personnalité lui permet de transmettre son enthousiasme et son goût du développement.

Ses missions : Membre du Comité de Direction, il participera à la définition des objectifs de croissance et de rentabilité, et sera responsable de leur réalisation sur le plan commercial. Il sera chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique commerciale. A ce titre, il gèrera l'action de la force de vente, par l'intermédiaire de Directeurs de Ventes. Poste basé à LYON.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite sous réf. 7220 A avec C.V., photo et niveau de rémunération à :



11 quai Rambaud 69002 LYON
Membre de Syntec



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

TEFAL

Responsable Etudes Marketing

TEFAL S.A. en progression constante sur ses marchés recherche pour son siège situé à RUMILLY (Haute Savoie) le responsable du service études marketing (France/Export). Rattaché au Directeur du Marketing, en liaison étroite avec les Chefs de produits, il aura pour mission de concevoir et mettre en œuvre les études commerciales quantitatives et qualitatives nécessaires au développement des produits nouveaux et existants (marchés et ventes, études publicitaires, tests d'acceptabilité, etc.). Avec le souci constant de la qualité de ses services, il gèrera d'importants budgets, choisira et assurera les relations avec les sociétés d'études extérieures. Ce poste présente de réelles perspectives d'évolution correspondant à un candidat de formation supérieure, âgé d'au moins 27 ans et possédant 3 à 4 ans d'expérience réussie dans la conception et la conduite d'études de produits de grande consommation en entreprise ou en cabinet. La connaissance de l'anglais est indispensable. Merci d'adresser votre candidature sous référence 829 M à :

EMPLOI centor RHONE-ALPES
17, rue Louis Guérin
69100 VILLEURBANNE
(78) 89-3716

SECRETAIRE GENERAL

LIMOGES

La Société qui dispose des moyens de production les plus modernes, est spécialisée dans la fabrication et la vente de fournitures intéressant l'industrie papetière et graphique. Technicien averti, son P.D.G. veut s'adjoindre un cadre de haut niveau, organisateur, gestionnaire et homme de rigueur pour le charger de mettre en place et de faire fonctionner les outils de gestion propres à améliorer la rentabilité de l'entreprise dans les domaines autres que la technique (gestion de production, commercial, personnel...). Formation E.S.C. ou ingénieur généraliste s'étant orienté vers la gestion. Expérience souhaitée de responsabilités polyvalentes en P.M.E. optimum 40 ans.

Adresser C.V. photo et prétentions sous référence 202/09 M à FRANCE CADRES 22 rue Saint Augustin 75002 Paris



S.A. S.E.B. recherche pour son équipe

MARKETING

Chef de produits junior.

Assiste le Chef de Groupe Produits

- Relations avec unités de production, forces de vente, consommateurs, agences de publicité
- Gère les produits existants (plans)
- Prend part au lancement des nouveaux produits.

Chargé d'études marketing.

Assiste le Responsable du Service Etudes

- Conçoit, suit, analyse les études et statistiques sur produits nouveaux ou existants
- Relations avec services Marketing, ventes, cabinets d'études.

Postes à pourvoir à 35 km de Dijon.

Pour ces 2 postes il faut une formation supérieure et 1 à 3 ans d'expérience. Adresser C.V., manuscrit complet et détaillé, photo et prétentions à S.E.B. - Direction du Personnel - 21260 SELONGEY

directeur technique

PRET-A-PORTER MULHOUSE

Trois années en Alsace, 330 salariés. Nous sommes un des premiers fabricants français de vêtements de travail et de sportswear.

- Il aura la responsabilité de la production, supervision de la qualité, des coûts, respect des délais, etc.
- Il assurera la gestion des stocks en liaison avec les services techniques et commerciaux, en proposant les meilleures investissements et en suivant la gestion.
- Manager averti, il sera chargé de l'évolution des postes de travail, de la complémentarité des équipes et de l'efficacité de son personnel (recrutement et formation).
- Membre du Comité de Direction, il participera, également, avec les stylistes, à l'élaboration des collections.

Il est nécessaire :
- d'avoir une expérience similaire dans la branche confection,
- de pouvoir résider dans la région de Mulhouse,
- de posséder de réelles qualités personnelles : sens de la communication, organisation, le goût pour l'innovation et l'organisation.

La solde annuelle ne sera pas inférieure à 140.000 F + avantages.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel et photo (récemment), sous réf. 270/80 - 36, rue Edouard Belin, 75001 PARIS

BATON ROUGE Réf. 5005 - 32, Allée de la Roboterie, 67000 STRASBOURG

P.M.I., filiale groupe américain leader mondial dans ses spécialités pour l'emballage de protection, recherche son

DIRECTEUR DES VENTES

Ce poste qui ouvre de larges perspectives d'évolution sera confié à un cadre de 30 ans minimum, de formation commerciale supérieure, ayant de bonnes connaissances d'anglais.

Homme de terrain, doué d'un esprit d'initiative et d'autorité naturelle, il pourra justifier d'une expérience particulièrement réussie dans une fonction similaire.

Dépendant du Directeur général, il animera et dirigera une équipe d'une quinzaine de personnes et veillera au développement harmonieux de nos ventes à un réseau de distributeurs spécialisés.

Le candidat comprendra un intérêt marqué et sera en rapport avec l'expérience et les qualifications du candidat.

Voyageurs fréquents.

Lieu de travail : 150 km sud de Paris.

Prière d'adresser curriculum vitae et prétentions à SEALED AIR, B.P. 27, 95390 JOUY-EN-Josas.

GRUPE DE SOCIETES INDUSTRIELLES ET DISTRIBUTION grande ville SUD OUEST engage

Jeune contrôleur de gestion

Assistent du Directeur Financier et Administratif.

Diplôme ESC (options finance et comptabilité) ou Sciences Po (section économique et financière). Expérience non indispensable mais formation complémentaire Nord-Américaine (MBA ou similaire) nécessaire.

Le poste requiert une excellente connaissance de la langue anglaise. Le candidat choisi présentera de réelles dispositions pour le travail d'équipe dans un groupe dynamique et en pleine expansion.

Secrétaire de direction

Connaissance parfaite de la langue anglaise et pratique courante de la sténographie anglaise et française. Formation juridique indispensable (licence de droit) + école secrétariat.

Grande expérience exigée pendant au moins 5 années dans poste d'importance similaire.

Rémunération annuelle proposée 80/90.000 F.

Ecrire avec C.V. et photo en précisant la référence du poste à P.LICHAU SA, BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

Société commerciale en pleine expansion recherche

POUR SON ANTENNE LYONNAISE

UN RESPONSABLE DE VENTES

30 ans minimum, dynamique, expérience réussie dans la vente, sens de responsabilité.

Connaissance en matière technique serait appréciée.

Son rôle : la vente de matériels de maintenance et l'animation d'une petite équipe.

Il verra compte à la direction des ventes dans la région lyonnaise.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo se n° 19.799 M, REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

matières plastiques

la filiale commerciale d'un important groupe chimique

UN INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

en produits de coloration matières plastiques

Qui sera responsable de la commercialisation sur la région Rhône-Alpes, (résidence LYON).

Expérience dans ce domaine acquise dans la vente ou éventuellement chez un transformateur, indispensable. Discretion assurée.

Pour un premier entretien adresser votre C.V. sous réf. 93688 M à :

BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Labele - 94300 VINCENNES

Importante société américaine, spécialiste serennices, en particulier Mais cherche pour son second l'actuel responsable coordonnateur technique européen, un

jeune ingénieur agronome

auquel il serait confié :

- la mise en place et le suivi d'essais dans différents pays européens,
- le suivi technique des variétés,
- les relations avec les services officiels et techniques.

Pour ce poste technique et relationnel, il est nécessaire d'avoir une première expérience, par exemple dans les engrais et les céréales, une très bonne connaissance de l'anglais et de l'allemand (voyages à prévoir aux Etats-Unis et en Europe).

Lieu de travail : en Beauve.

Veuillez écrire sous réf 8085 à

INTERCARRIERES

3, rue du Helder 75009 Paris

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

C.A. + 1 milliard de francs

LEADER DE SA PROFESSION

recherche pour ses agences de

Bordeaux - Grenoble - Lille - Marseille

Nantes - Paris - Reims - Toulouse - Tours

INGÉNIEURS DE VENTE

- Formation écoles ingénieurs ou écoles supérieures de commerce.
- Débute ou ayant quelques années d'exp.
- Pour exercer activité commerciale sur le terrain.
- Evolution possible dans filière commerciale ou autres branches d'activité.
- Stage d'initiation + formation continue.

70.000 F + (et participation aux résultats)

Adresser curriculum vitae détaillé et photo à :

2, rue de la République - Publicité, 5, rue des Italiens, 75001 PARIS CEDEX 09.

UNIVERSITÉ D'ANGERS

MAITRISE SCIENCES ET TECHNIQUES EN INNOVATION

Formation en deux ans de cadres de haut niveau qui :

- possèdent des connaissances scientifiques et techniques, commerciales et juridiques adaptées aux nécessités du marché ;
- qualifient deux langues étrangères ;
- existent, gèrent, rentabilisent le produit nouveau.

Trois filières sont offertes :

- A) Matériaux et produits nouveaux ;
- B) Génie biologique et médical ;
- C) Electronique, électrotechnique et automatique.

Recrutement après BACC Sciences (A ou B) ou équivalence (D.T.E., B.T.S., P.C.E.M., phar-

macie, classes préparatoires).

Admission sur dossier, plus entretien individuel.

Dépôt des dossiers avant le 1^{er} juillet 1980.

INSTITUT SCIENCES ET TECHNIQUES

M.P.E.

2, boulevard Lavoisier, 49045 ANGERS CEDEX.

Tél. : 16 (41) 48-32-34.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE en forte expansion implantée à EPERNON (28) 300 personnes recherche son :

Chef du personnel

Rattaché au Chef d'Etablissement, il sera responsable :

- de l'ensemble de la gestion du personnel
- de la paie traitée en informatique
- du recrutement, de la formation, des relations avec les partenaires sociaux.

Le candidat de formation supérieure de préférence, âgé de 25 ans minimum, devra avoir nécessairement quelques années d'expérience dans un poste équivalent.

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 5006 à PIERRE LICHOU SA BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

SOCIÉTÉ IMPLANTÉE DANS LA GRANDE BANLIEUE OUEST 300 personnes environ

RESPONSABLE ASSURANCE QUALITE

Placé directement sous l'autorité de la direction générale, ce cadre de

HAUT NIVEAU

aura pour responsabilités essentielles :

- de définir en collaboration avec la direction des études et la direction commerciale, la politique qualité des produits de l'entreprise
- de définir les objectifs qualité qui en résultent
- d'optimiser les structures et moyens pour y parvenir
- de définir les procédures permettant d'obtenir un système assurance qualité efficace
- d'assurer les contacts extérieurs avec les clients et les organismes de normalisation
- d'assurer la promotion et l'animation de la qualité au sein de l'entreprise.

Envoyer C.V., prétentions sous réf. 5005 à P. LICHOU S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

LA DIRECTION REGIONALE DE NORMANDIE d'un groupe international, spécialisée dans l'étude, la réalisation et l'entretien d'installations dans les domaines de l'instrumentation, la régulation automatique et l'électronique recherche :

FUTUR ADJOINT AU DIRECTEUR REGIONAL

Après avoir confirmé son expérience dans la gestion d'affaires importantes, il assurera la coordination opérationnelle des différents Centres de profils. Il aura la responsabilité, en liaison avec les ingénieurs d'affaires, de la réalisation des contrats sous les aspects technique, organisation et gestion. (C.A. visé : environ 80 M.F.).

Par ailleurs, il sera l'animateur des actions de promotion technique de la Direction Régionale.

Ingénieur de formation (en particulier en régulation ou en électrotechnique), il a une expérience d'environ 10 ans dans le domaine de l'entreprise et une bonne connaissance des activités industrielles de la vallée de la Seine.

Envoyer C.V. avec prêt. s/réf. 2307 à SWEKETS, B.P. 263, 75434 PARIS Cedex 09.

ROUEN (200 personnes - C.A. 470 MF)

Importante filiale française d'un groupe étranger

DIRECTEUR FINANCIER

150 000 F +

Sa mission :

- participer à la politique financière en relation avec la Direction Générale ;
- superviser les services comptable et informatique (18 personnes) chacun dirigé par un Chef de Service ;
- améliorer le fonctionnement des systèmes d'informations.

Le candidat retenu sera de formation supérieure et aura nécessairement une expérience des procédures bancaires et de solides connaissances en informatique et comptabilité.

Ecrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle à Solange MONTEIL, réf. 73206 M

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS.

Conseils en ressources humaines - depuis 1959.

CHEF DE SERVICE ACHATS

Nous sommes une importante société française, filiale d'un groupe international.

Nous recherchons pour notre branche d'activité bâtiment (C.A. : 60 M.),

située en ANJOU

un Responsable des Achats de matériaux, matériels et services.

Le candidat de niveau BAC Technique minimum devra avoir une expérience d'au moins 5 ans de la fonction achat dans l'industrie, une bonne connaissance de l'approvisionnement du bois et avoir déjà traité des problèmes d'import.

Formation type E.S.A. appréciée. Anglais nécessaire.

Adresser C.V., photo et prétentions sous No 58.378 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

GRUPE INDUSTRIEL FRANCAIS LEADER SUR SON MARCHE

chef du département achats

Il sera chargé de coordonner les services achats des différents établissements du groupe, et à ce titre :

- participera à la définition des règles et procédures en matière d'achats et devra contrôler leur application
- représentera l'entreprise dans les négociations de contrats importants
- assurera les liaisons avec les principaux fournisseurs et organismes officiels.

Dirigera également le service central achats où sont traités les achats de compensation avec les pays étrangers et les problèmes de sous-traitance.

Ce poste de haut niveau nécessite une formation supérieure et une expérience des achats et approvisionnements en milieu industriel ainsi qu'une pratique des opérations de compensation (achats, revente) avec des pays étrangers.

Anglais courant indispensable. Lieu du poste, Ville du Centre de la France.

Envoyer C.V. et prêt. s/réf. 59803 CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ A TOULOUSE recherche

CHEF COMPTABLE

assurant également les fonctions de :

CONTROLEUR DE GESTION

- 30 ans environ, D.E.C.S. complet ou équivalent ;
- expérience de cabinet souhaitée ;
- déplacements courts durée.

Envoyer C.V. et prétentions à n° T. 19.900 M, REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

مكتبة من الجزائر

هذا من اجل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Chef de zone export europe

trilingue : français, anglais, allemand

Groupe international, leader européen sur le marché de la menuiserie pour le bâtiment - doté d'une importante capacité de production - crée pour consolider une croissance rapide à l'exportation et atteindre des objectifs ambitieux le poste de Chef de zone export Europe. Ce poste convient à un homme expérimenté (5 ans mini dans un poste analogue), 35 ans environ, dynamique, concret, ambitieux, aimant le terrain et la négociation, mais aussi sachant préparer et planifier son action. Formation école supérieure de commerce international.

Missions : Directement rattaché au Directeur Commercial, disposant des moyens nécessaires à son action, il devra :

- poursuivre le développement à l'exportation,
- contrôler, animer, dynamiser les réseaux d'agents existants pour optimiser leur action,
- rechercher et mettre en place personnellement de nouvelles implantations pour de nouveaux marchés,
- collecter et analyser les informations nécessaires à l'action et à son développement.

La rémunération ne sera pas inférieure à 140 000 F pour un candidat de valeur.

Lieu de travail : Sarrebourg. Déplacements à prévoir : 30 % du temps.

Séle
CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous références 73519/M à Mme CLERE, Séle-CEGOS, 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Région ouest - Sud de la Loire

5 jeunes informaticiens

BTS, Maîtrise d'informatique...

Groupe industriel français, nous recherchons pour une de nos sociétés régionales en forte expansion dans plusieurs domaines de l'informatique, des informaticiens.

Intégrés à une équipe jeune, ils seront, après formation, affectés à des activités telles que :

- ingénieur d'application,
- analyste systèmes,
- conception de systèmes,
- responsable du développement d'applications industrielles sur microprocesseur.

Ces postes peuvent convenir à des informaticiens ayant un à deux ans d'expérience et à des débutants. L'un d'eux peut convenir à un ingénieur électronicien.

Séle
CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous référence 71555/M, à R. VERDET, Séle-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

CAREER OPPORTUNITY IN MANAGEMENT CONSULTING

Large prestigious consulting firm with worldwide operations is expanding its activities in Europe and France. The company is the leader in its field with an exceptional reputation. Clients include a high percentage of the best known international companies. This is an extraordinary opportunity to begin an exciting, highly rewarding career. After preliminary training original assignments will be in sales and client-handling, contacting and negotiating with chief executive officers of major companies.

Future promotions available in various interesting phases of the business, depending upon the capabilities and interests of the individual.

Applicants should be approximately 25-35 years of age with a good educational background, business experience should show a record of advancement to significant management positions and a proven ability to produce results. Ambition, hard work, dedication and integrity are essential for success.

Past experience in sales or consulting is unnecessary, but talent for dealing with high level management is a requisite. Fluency in foreign languages desirable but not required. Position involves travel but no relocation.

This outstanding situation pays very substantially from the outset with bonuses for exceptional achievement. Generous future pay increases and advancement based on performance. There are no limits to the potential of these

CHALLENGING POSITIONS

If interested, please write to INSIGHT PUBLICATIONS S.A., Bld. de la Cambre 42, Boite 13, B-1050 Brussels, Belgium (under ref. : LM 19/05/80), who will forward applications to their clients. Enclose a curriculum vitae, past salary, history, photograph, telephone number, and your salary requirements together with a letter expressing your views of your personal qualifications.

directeur industriel

TEXTILE-MAILLE

(Aube)

DUPRE S.A.R.L. (1.400 personnes - 4 unités de fabrication), un des LEADERS du Sous-Vêtement (dont une ligne de produits «Très Haut de Gamme»), recherche son «DIRECTEUR DE PRODUCTION». Le candidat, 35 ans minimum, de formation INGENIEUR HAUT NIVEAU, à l'esprit ouvert, aura pour mission d'assurer et de superviser la coordination entre les différents Départements Techniques (Tricotage - Teinturerie - Coupe - Confection et Finition) répartis dans les 4 usines du Groupe (dont une à l'étranger) et dirigés chacun par des Chefs de Services placés sous sa responsabilité.

Ce poste clef ne saurait être confié qu'à un homme maîtrisant parfaitement les techniques industrielles dans le domaine de l'Industrie de la Maille (il disposera d'un Bureau d'Etudes et de Méthodes performant), et justifiant de quelques années réussies dans une fonction similaire.

Ses qualités professionnelles alliées à un sens aigu de l'encadrement (autorité et diplomatie) et de l'analyse rapide des situations lui permettront, d'une part, de posséder une large autonomie, d'autre part de participer étroitement à la définition des objectifs de l'entreprise (notamment par l'élaboration de plans d'investissement).

Logement de fonction assuré à ROMILLY SUR SEINE (AUBE)

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à M. le Directeur du Personnel - DUPRE S.P. No 1 - 10101 ROMILLY SUR SEINE (Réponses et discrétion totales assurées).

Si dans le contexte de l'entreprise où vous travaillez, vos possibilités sont trop réduites et ralenties par des circonstances qui n'ont rien à voir avec vos connaissances et vos performances, vous devriez immédiatement saisir l'occasion que nous vous offrons et nous écrire

Nous sommes une des plus grandes firmes américaines de conseil en management et de réputation mondiale. Nous cherchons actuellement plusieurs candidats âgés de vingt-cinq ans min. comme

JUNIOR CONSULTANTS OU MANAGEMENT TRAINEES

Dans le cadre de nos activités, la progression de votre carrière dépendra de vos connaissances et de vos aptitudes. Vous ne connaîtrez pas un travail de routine car nos activités incluent la production, la distribution, la vente, le marketing et la formation du personnel.

Nos clients ont d'importantes sociétés dans tous les secteurs de l'économie et sont répartis dans toute la France, ce qui vous appellera à voyager chaque semaine.

Dans notre société de jeunes licenciés en économie, gestion d'affaires, sociologie, psychologie, etc., ont les meilleures chances. Mais, même si vous n'êtes pas diplômé, vous n'êtes pas exclu d'avance si vous pouvez prouver une solide expérience dans les relations humaines.

Une connaissance approfondie de l'anglais est nécessaire, la connaissance de l'allemand ou du néerlandais un avantage. Pour les éléments les plus valables, une rémunération élevée est prévue après la période de formation. Si vous êtes intéressé par cette opportunité, envoyez votre curriculum vitae (en mentionnant votre salaire actuel et, de préférence, le numéro de téléphone où l'on peut vous joindre aux heures de travail).

Ecrire sous le numéro de référence LM 19-05-80.

INSIGHT PUBLICATIONS S.A.

Boulevard de la Cambre 42 - Boite 13 - 1050 BRUXELLES (Belgique), qui transmettra.

Des postes formateurs et évolutifs pour commerciaux débutants

Missions d'intervention dans toute la France

L'UFB-LOCABAIL est un établissement financier spécialisé dans le financement à court et moyen terme des investissements des petites et moyennes entreprises.

Poursuivant son développement, l'UFB-LOCABAIL propose des opportunités de carrière intéressantes à de jeunes candidats de niveau SAC + 2 ou 3 années d'études supérieures possédant ou non une première expérience.

Après une période de formation technique et pratique de 3 mois (produits - méthodes - étude du risque), leur mission sera de conseiller et de vendre aux responsables des PME et PMI la meilleure formule de financement en crédit ou leasing.

Trois formateurs, ces postes peuvent permettre à des candidats compétents d'évoluer, à court terme, vers la responsabilité d'une agence.

A des candidats très mobiles possédant le sens de la négociation et une bonne adaptabilité, l'UFB-LOCABAIL propose un salaire motivant + primes + intéressement, de nombreux avantages et le remboursement intégral des frais.

UFB
LOCABAIL

Merci d'écrire avec C.V. et photo sous référence M 4 846 à

compagnie bancaire

Service Orientation - Recrutement
5, Avenue Kléber - 75116 PARIS

CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Importante entreprise de la maille - 3 usines - 600 personnes - licenciée TED LAYDUS et PIERRE BALMAIN crée ce poste de CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER. Il assure la responsabilité du département administratif et comptable de la Société (Comptabilité, fiscalité, trésorerie, contrôle de gestion, questions administratives et juridiques classiques) et seconde le PDG dont il est l'adjoint direct dans les affaires courantes.

Ce poste offre de réelles perspectives de carrière et convient à un candidat de formation juridique supérieure maîtrisant parfaitement la comptabilité.

Poste basé dans une grande ville du Nord. Adresser lettre manuscrite + CV et prétentions sous référence 1325 M. à CENTRE DE PSYCHOLOGIE ET D'EFFICIENCE, 17, rue des Acacias 75017 PARIS.

BANQUE PRIVER
(200 km de Paris)
recherche

INGENIEUR GRANDES ECOLES

ayant quelques années d'expérience
dans une division Organisation Informatique

Dans le cadre de l'évolution des structures, un poste de responsabilités sera confié à une personne ayant déjà eu une expérience d'encadrement.

Envoyer cv. et prétentions sous réf. 5 846 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder 75009 Paris qui transmettra. Nous vous assurons une rigoureuse discrétion.



l'aérospatiale

Division avions

Recherche :

DES INGENIEURS de HAUT NIVEAU

(Grandes Ecoles ou E.N.S.I.) débutants ou ayant une à deux années d'expérience industrielle

pour participer au développement notamment de ses activités d'Etudes, d'Essais, de Production.

La Coopération Européenne et le niveau International dans lesquels s'inscrivent ses productions impliquent une bonne connaissance de la langue anglaise.

Dans certains cas la connaissance de la langue allemande pourra être appréciée.

Merci d'envoyer curriculum vitae et photo à

AÉROSPATIALE

Relations Sociales, 316, route de Bayonne,

31060 TOULOUSE Cedex.



SOCIÉTÉ D'INGÉNIEUR
EN INFORMATIQUE
ET AUTOMATIQUE

dans des ensembles livrés "clé en main" employant 550 personnes, à Paris et dans ses centres régionaux
FILIALE DU GROUPE EMPAIN-SCHNEIDER

recherche
pour GRENOBLE

1 Ingénieur d'Affaires

de formation E.S.E. ou équivalente.

Il a acquis une expérience de quelques années des techniques informatiques temps réel ou bien de Technico Commercial dans l'exploitation ou dans la téléconduite de réseaux électriques.

Il possède une bonne qualité de négociateur allée à une compétence d'organisateur et de réalisateur de projets de longue durée.

Il pratique couramment l'anglais nécessaire à l'accomplissement de cette fonction dont les réalisations peuvent se trouver en France ou à l'étranger.

Adresser candidature manuscrite avec C.V. détaillé sous référence 501 à la Direction du Personnel, CERCIL - 58, rue Roger-Salengro 94128 FONTENAY-SOUS-BOIS (proximité R.E.R.).

METTRE EN ŒUVRE L'INFORMATIQUE
DANS L'ENTREPRISE

offres d'emploi

Notre client est un groupe international, un des leaders mondiaux dans l'étude et la fabrication d'instruments chirurgicaux de très haute précision et de qualité.

Dans le cadre d'une expansion importante, la filiale française renforce sa structure et recherche deux cadres :

FUTUR CONTROLLER

Basé à la Division Commerciale France et dépendant du Directeur Général, il se voit confier d'abord la comptabilité et la paie, la préparation du reporting mensuel, l'analyse des résultats et l'amélioration des procédures internes. Il assurera également un suivi dans les domaines de la fiscalité, de la trésorerie et du contrôle d'inventaire.

Ce poste stimulant s'adresse à un (e) jeune diplômé (e), de formation supérieure comptable (O.E.C.S. ou équivalent). Son efficacité et son sens de l'initiative devront lui permettre d'accéder rapidement à de plus larges responsabilités.

Réf. M 137

ASSISTANT DE GESTION

Basé au sein de l'unité de production et dépendant directement du Controller, il assistera dans un nombre important et varié de missions : supervision du service comptable, préparation du reporting selon les normes américaines, contrôle des procédures et des informations de gestion en liaison avec les différents services concernés.

Ce poste convient à un (e) jeune diplômé (e) (25-30 ans), possédant une maîtrise de gestion ou équivalent, complétée par une expérience de 2 ans minimum dans un contexte industriel. Il aura une pratique de la comptabilité industrielle et des systèmes informatiques.

Réf. M 138

pour ces 2 postes, à pourvoir en Banlieue Sud de Paris, une expérience au sein d'une société anglo-américaine ainsi que la pratique de l'anglais sont nécessaires. Les rémunérations sont attractives pour des candidats faisant preuve de dynamisme et d'un réel esprit d'équipe.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, en précisant bien la référence choisie à : Monsieur Rudolph von Rastfeldt - The Executive Group - Tour Montparnasse - 33 avenue du Maine - 75015 Paris. Discretion assurée.

The Executive Group
management consultants

emploi régional

groupe

école supérieure de commerce de lyon

recherche pour Septembre 1980

UN PRATICIEN DU DROIT DES AFFAIRES

35 ans environ de préférence susceptible de partager son activité dans la région lyonnaise entre l'enseignement et le conseil d'entreprises.

- Formation juridique supérieure.
- Expérience professionnelle antérieure indispensable.
- Expérience pédagogique et forte motivation pour la formation et le perfectionnement des cadres.
- Intérêt pour la création d'enseignements concrets, en relation avec d'autres aspects de la gestion, répondant bien aux besoins des dirigeants d'entreprises.

Renseignements et candidatures à :
Mlle COTTIN, E.S.C. LYON,
B.P. 174 - 69630 ECULLY.

Les PEINTURES ASTRAL

recherche pour leur usine de MONTAIGNE (601)

UN DUT GESTION

Option Organisation

pour la mise en place d'un fichier d'effectifs. Expérience appréciée et bonnes connaissances de l'anglais.

Il s'agit d'un poste qui demande des qualités de contacts et de méthode. Une sensibilisation à l'informatique serait utile pour cette fonction.

Un candidat de valeur pourra évoluer rapidement.

Envoyer C.V. et prétentions à Mme LACOSTE Société ASTRAL tour Akzo - 184 rue Ambroise Croizat 93204 SAINT DENIS

Littoral Ouest

Importants sociétés recherche

Diplômé Grande Ecole Commerciale

Nous souhaitons rencontrer une jeune personnalité dynamique et créative possédant quelques années d'expérience en industrie et désirent utiliser ses talents d'animateur et de gestionnaire afin de développer une carrière au sein du service commercial et administratif.

Adresser votre C.V. détaillé et photo à Psycho 85 3, rue Poincaré - 85000 LA ROCHE SUR YON.

B.E.T. AMÉNAGEMENT

recherche pour Marseille

UN INGÉNIEUR

GRANDES ÉCOLES

Pour études et travaux VRD, 3 à 5 années d'expérience nécessaires.

Envoyer sous n° T 019006 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

ASSOCIATION DE TOURISME FAMILIAL

cherche

ANIMATEUR COORDONNATEUR D'ÉQUIPES

Pour village de vacances (800 personnes)

- Sérieuses références.
- Libre de suite au 15 octobre.

Adresser curriculum vitae manuscrit à RENOUVEAU D'ÉQUIPEMENT 210 POUSSANT

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE PREMIER PLAN PARIS (8°)

recherche son futur

RESPONSABLE COMMERCIAL

REGION EST NANCY

Diplômé E.S.C. ou équivalent

Son installation locale se fera après une période de formation au siège parisien.

Ce poste nécessite un sens aigu des négociations et le goût des contacts à haut niveau.

Origine régionale souhaitée.

Adresser C.V. + photo s/n° 38108 P.A. SVP, 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE PREMIER PLAN PARIS (8°)

recherche son futur

RESPONSABLE COMMERCIAL

REGION EST NANCY

Diplômé E.S.C. ou équivalent

Son installation locale se fera après une période de formation au siège parisien.

Ce poste nécessite un sens aigu des négociations et le goût des contacts à haut niveau.

Origine régionale souhaitée.

Adresser C.V. + photo s/n° 38108 P.A. SVP, 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS

Les PEINTURES ASTRAL

recherche pour leur usine de MONTAIGNE (601)

UN DUT GESTION

Option Organisation

pour la mise en place d'un fichier d'effectifs. Expérience appréciée et bonnes connaissances de l'anglais.

Il s'agit d'un poste qui demande des qualités de contacts et de méthode. Une sensibilisation à l'informatique serait utile pour cette fonction.

Un candidat de valeur pourra évoluer rapidement.

Envoyer C.V. et prétentions à Mme LACOSTE Société ASTRAL tour Akzo - 184 rue Ambroise Croizat 93204 SAINT DENIS

IMPORTANT GROUPE FINANCIER MARSEILLE

recherche son

Responsable Département Immobilier

chargé d'acheter, vendre, gérer un secteur que nous voulons considérablement développer.

Ce poste ne peut convenir qu'à une personnalité de premier plan offrant toutes garanties de sérieux et d'expérience dans la profession.

Rémunération départ 120 000 F.

Ecrire à notre conseil L. JUSTET Psychologue 18, rue des Grottes 84000 AVIGNON.

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION

recherche pour le laboratoire de son établissement de BORDEAUX

UN INGÉNIEUR

ARTS ET MÉTIERS - ENIG ou équivalent - possédant une solide formation en MÉCANIQUE ET MÉTALLURGIE, ainsi qu'une expérience de quelques années en laboratoire industriel.

Adresser C.V. détaillé avec photo et prétentions à : REP (Service du Personnel), B.P. 37 - 33160 SAINT-MEDARD-EN-JALLES.

SOCIÉTÉ IMPORTANTE ÉQUIPEMENT DE GARAGE

recherche pour son service contrôle de gestion

CHEF COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

D.E.C.G. ou équivalent. Expérience industrielle. Anglais : 1 an.

Sa mission :

- Préparer des états financiers mensuels.
- Contrôle budgétaire.
- Prix de revient.
- Participer à la réalisation d'objectifs annuels.
- Poste susceptible d'une évolution rapide.

Adresser lettre man. C.V., photo et prétentions à : POGAUD LUD 2000 MYMENS.

IMPORTANT SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE (GROUPE PHILIPS)

recherche son

BRIVE (CORREZE)

1 INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Responsable de projets en informatique de gestion.

Connaissances DOS/VSE, DL 1 et gestion de production et d'exploitation.

Envoyer C.V. + photo (moins de 1 an) et prétentions, à : M. J. J. 019006 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

P.S.T.I. CORSE

recherche

DIRECTEUR D'INTERNAT

Solide expér., diplôme d'Éduc. spécialisée, origine corse souh.

Ec. n° 019006 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

offres d'emploi

vous habitez la banlieue OUEST ? ...GAGNEZ 1H DE LOISIRS CHAQUE JOUR

en travaillant près de chez vous dans la Forêt de MARLY-LE-ROI (78)



LES ASSURANCES DU GROUPE OROUOT recherchent des

ANALYSTE-PROGRAMMEURS

IUT, MIAGE, INGÉNIEURS connaissant si possible l'ASSEMBLEUR IBM.

VOUS DEVELOPPERIEZ DE NOUVEAUX PROJETS sur IBM 3033, 3031 et mini-ordinateurs, dans un environnement de BASES DE DONNÉES et de TELETRAITEMENT (250 Terminals), en utilisant les méthodes de développement les plus avancées TSO et IPT.

VOUS SEREZ FORMÉ dans tous ces domaines mais aussi dans les Techniques de l'Assurance, de la Gestion et de la communication.

VOS CAPACITÉS FERONT VOTRE CARRIÈRE DANS L'ENTREPRISE, même en dehors de l'informatique.

VOUS BÉNÉFICIEREZ, dès l'entrée, des avantages sociaux de l'entreprise (horaire souple, restaurant, régime de prévoyance, mutuelle, activités sportives et culturelles liées au comité d'Entreprise etc.)

Adresser CV et lettre manuscrite de candidature sous réf. H à :

CLAUDE BERTGES
Chargé de Recrutement
GROUPE OROUOT
1 place Victorien Sardou
78161 - MARLY-LE-ROI
(3) 958.62.14 poste 3553

GROUPE OROUOT

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL INDUSTRIE MÉCANIQUE

proche banlieue Nord

recherche

ingénieurs méthodes

A.M. ou équivalent pour Technologies nouvelles appliquées : aux matériaux (fonderie, soudure, usinage, ...)

aux méthodes de fabrication (automatisme, contrôle, hydraulique, ...).

ingénieurs bureau d'études

Formation Mécanique pour l'étude, les applications, les essais et le développement de nos produits en liaison avec nos clients français et étrangers.

Expérience minimum 2-3 ans. Anglais lu et parlé.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à No. 58.361, CONTESSE Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

PROCHE BANLIEUE NORD-EST DE PARIS

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES

recherche pour assurer nouvelles étapes de sa croissance 1980 - 85 :

A/ DIRECTEUR EXPORTATION

qui sera directement rattaché à la Direction Générale et prendra en main un service créé en 1971 réalisant 10 % du C.A. de la Société par l'intermédiaire de Distributeurs, Concessionnaires et Grossistes spécialisés en MATÉRIELS DE CHAUFFAGE MÉNAGER.

Il est indispensable d'être QUADRILINGUE : ALLEMAND, ANGLAIS, ITALIEN

Nombreux déplacements à prévoir, le poste nécessitant une bonne maturité (minimum 35 ans), la pratique des affaires internationales et le souci de la rentabilité.

B/ DIRECTEUR DES VENTES-FRANCE

- Destinée à succéder en 1985 au Directeur Commercial.

- Il sera chargé de coordonner 9 Régions et 21 Agences diffusant le matériel, auprès des Installateurs par des Grossistes spécialisés.

- La Société est un des principaux constructeurs français d'un matériel ayant une excellente réputation technique confortée par un service Après-Vente soigné et développe régulièrement ses ventes depuis des années.

- Il s'agit de compléter une équipe dynamique et agressive avec un homme de 35 ans minimum ayant déjà acquis une bonne expérience d'encadrement et d'animation du personnel commercial itinérant.

C/ DIRECTEUR DES ÉTUDES

qui est destiné à succéder au Directeur Technique en 1985 et prendra en main l'équipe de RECHERCHES et DEVELOPPEMENT constituée d'une quinzaine d'Ingénieurs et Techniciens.

Il doit posséder le sens de l'industrialisation pour la production en série d'appareils électro-mécaniques et avoir de bonnes connaissances en mécanique générale, en échanges thermiques et en régulation.

Minimum 35 ans. Anglais technique souhaitable - Qualités d'ingéniosité et sens pratique indispensables pour s'intégrer dans une équipe axée sur l'obtention de la supériorité technique dans le cadre d'une gestion rigoureuse.

La Société offre ses postes de premier plan avec des rémunérations attractives et un avenir ouvert à des candidats ayant une solide formation et physique à toute épreuve pour affronter avec succès les challenges du marché et de la technique.

DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE EN ÉCRIVANT DIRECTEMENT A NOTRE INGÉNIEUR CONSEIL DE LONGUE DATE

CHARGE DE NOS RECRUTEMENTS

qui répondra sous huitaine à toute lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé et si possible d'une photographie et de précisions sur la date de disponibilité et sur la rémunération souhaitée.

Ecrire avant le 27 mai selon le poste recherché (A, B ou C) à :

Mr Guy ESCULIER
49, avenue F.O. Roosevelt
75008 PARIS

Publicité Mondiale

offres d'emploi

DIRECTEUR COMMERCIAL

Alimentation PARIS ou CENTRE

France

SOGETEG T.

INGÉNIEUR LOGICIEL

Nation Semi

THOMSON-C

DES INGE

5011

Jeune 125

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

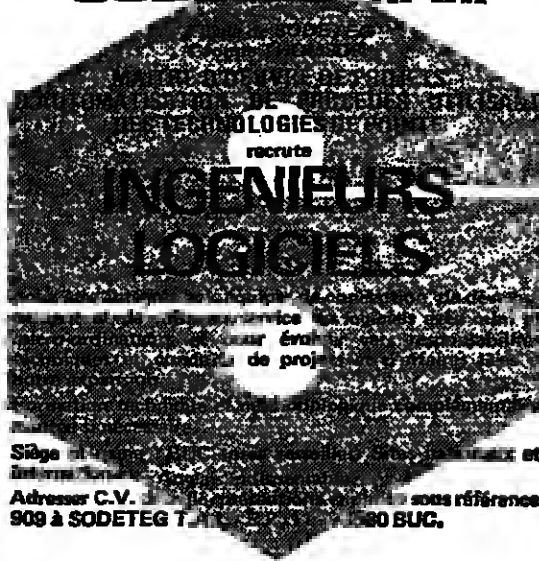
DIRECTEUR COMMERCIAL Alimentation PARIS ou CENTRE

La Société, implantée dans le Massif Central, fabrique et vend des produits régionaux de qualité (jambons, saucissons secs, ...). Dotée d'un outillage de production très moderne, elle veut développer son implantation commerciale en France et à l'étranger.

Elle recherche un Directeur Commercial expérimenté pour animer et renforcer son réseau de vente et trouver de nouveaux débouchés auprès d'une clientèle variée: grandes surfaces, grossistes, détaillants.

Adressez CV, photo et prétentions sous référence 202/10 M à FRANCE CADRES 22, rue Saint Augustin 75002 Paris

SODETEG T.A.I.



Adressez C.V. et photo sous référence 909 à SODETEG T.A.I. 180 BUC.

INFORMATIQUE Venez renforcer nos équipes
**INGENIEURS
ANALYSTES
ANALYSTES-PROGRAMMEURS**

Vous connaissez : les langages COBOL, PL-1, ASSEMBLEUR, expériences désirées CICS, IMS, DL1
Env. C.V. détaillé IDEL Informatique 6, rue Bortin-Polée - 75001 PARIS.

Cadre comptable

Etudes Supérieures + D.E.C.S.

Une société industrielle française : 500 personnes, C.A. 200 Millions - filiale d'un des tout premiers groupes français - recherche un cadre comptable. Intégré dans un service comptable « informatisé », il sera l'adjoint du responsable du service et, à ce titre, associé à toutes décisions concernant son unité de travail.

Après une formation de 2 mois environ, il supervisera l'activité d'une dizaine de personnes et, progressivement, il sera chargé de missions d'audit interne et de filiales (ce qui suppose quelques déplacements), des prévisions de trésorerie à long terme, de la réorganisation comptable en fonction du nouveau Plan 87...

Il assurera l'interface avec le service informatique et les liaisons avec le contrôle budgétaire. Cette fonction s'adresse à un homme de métier, bon fiscaliste, ayant une expérience comptable de 8-10 ans, acquise dans l'industrie (grande et moyenne entreprise). De bonnes connaissances juridiques sont nécessaires ; la connaissance de l'anglais appréciée.

Séle CEGOS

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous référence 71554/M à R. VERDET, Séle-CEGOS - 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, São Paulo.

Informaticiens

Diplômés d'Etudes Supérieures, Ingénieurs ou Universitaires

Important organisme de Prévoyance recherche des Informaticiens pour participer à des travaux d'étude et de mise en place de méthodes de réalisation de projets faisant appel à du télétraitement et des bases de données sur moyens et gros ordinateurs.

Une expérience de 2 à 3 ans dans l'un de ces domaines est souhaitable. Postes évolutifs, impliquant possibilités de promotion larges.

Séle CEGOS

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo sous référence 71552/M à R. VERDET, Séle-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, São Paulo.

EDF - GDF

Vous êtes débutant, titulaire

d'un diplôme d'INGENIEUR GRANDE ECOLE

Vous avez le goût du travail en équipe, des contacts humains, des responsabilités, de l'engagement personnel et la disponibilité requise par un Service Public.

Vous êtes dynamique et prêt à une grande mobilité géographique et fonctionnelle.

Alors, démarrez dans la vie active comme

Ingénieur d'exploitation

Vous pourrez ainsi vivre les nombreux et passionnants problèmes humains et techniques rencontrés dans différents secteurs de pointe, tant dans les domaines de la PRODUCTION, avec notamment le démarrage et l'exploitation des centrales classiques et nucléaires, que dans ceux du TRANSPORT et de la DISTRIBUTION de l'énergie.

Ecrivez-nous avec un C.V. et une photo à :

EDF - GDF Direction du Personnel - Division Recrutement
12, place des Etats-Unis, 75783 PARIS Cedex 16

IMPORTANTE SOCIETE BRANCHE CHAUFFAGE PARIS

cherche
**CADRE COMPTABLE
EXPERIMENTE**

CHEF DE SERVICE GESTION CLIENTS

Fortes personnalités pour assurer :

- la facturation
- la répartition
- les prévisions de trésorerie
- l'établissement des situations comptables
- les statistiques commerciales
- la gestion des fichiers informatiques
- l'utilisation de terminaux
- les relations internes ou externes.

Un cadre de valeur trouvera dans cette fonction une activité et une rémunération très intéressantes.

Envoyer lettre manuscrite C.V. et photo sous réf. No 57377 - CONTEXTE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui tr.

FILIALE chargée de la mise en œuvre des SYSTEMES INFORMATIQUES d'un très important GROUPE D'ASSURANCES recherche des

analystes

(réf. 8361 A)
Maîtrise d'informatique, Ecole d'ingénieur ou équivalent,

et des

programmeurs

(réf. 8361 P)
DUT informatique ou équivalent.

débutants

pour travailler au développement de systèmes informatiques utilisant les bases de données et le télétraitement.

- Formation complémentaire assurée
- Matériel utilisé : IBM sous OS
- Langage utilisé : Assembleur.

Envoyer CV, en précisant la référence du poste choisi, au Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081 PARIS La Défense.

GIE

National Semiconductor

En 10 ans seulement, National Semiconductor est devenu l'un des leaders mondiaux dans l'industrie des semi-conducteurs. Nous employons plus de 30.000 personnes dans le monde entier pour concevoir, fabriquer et commercialiser nos quelques 6.000 transistors et circuits intégrés. Aujourd'hui nous sommes devenus également un important fabricant de systèmes informatiques fondés sur le semi-conducteur.

Nous recherchons :

- Ingénieurs technico-commerciaux. Calculateurs, péri-informatique, automobile.
- Ingénieur d'application pour implantation de produits chez le client.
- Ingénieur développement programmes micro-ordinateurs COPS 400, INS 8048, TMS 1000.
- Secrétaire commerciale, bilingue.

Ecrire ou téléphoner à : National Semiconductor France, 28, rue de la Redoute, 92260 Fontenay-aux-Roses. Tél. : 660.81.40.

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour son Centre de Traitement des Opérations Bancaires situé à Paris

INGENIEURS ANALYSTES

- Ils participeront aux études et à la réalisation de nouveaux projets dans le domaine des instruments de paiements nationaux et internationaux.
- Ecole d'ingénieur ou Maîtrise d'informatique et quelques années d'expérience.
- Expérience Télétransmission souhaitée pour l'un des postes.

Adresser CV, photo, ainsi que prêt. s'inf. se à CNCA Recrutement Carrères Cedex 28 - 75300 Paris 8ème

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE (PRODUCTION)

recherche

1 AGENT TECHNIQUE ASSISTANT DU RESPONSABLE

Contrats Forcés (Exploration - Développement) pour poste à PARIS.

Possibilités de déplacements à l'étranger.

Titulaire BAC E - F1 - F4 + notions juridiques.

Anglais écrit et parlé indispensable.

Expérience chantier et connaissance du milieu industriel pétrolier (branche Exploration Production) souhaitables.

Rémunération selon connaissances et qualification.

Ecrire avec C.V. et photo à no 57071 S.N.E.A.P. - DC Recrutement 26, avenue des Lilas - Tour 12.04 - 64000 PAU.

ASSURANCES

JEUNES INGENIEURS ARTS & METIERS ou EQUIVALENT

L'un des premiers groupes français d'assurances propose à des ingénieurs débutants ou ayant quelques années d'expérience des postes d'Ingénieurs-Conseillers-Vérificateurs de Risques.

Après une formation approfondie aux techniques d'assurances, il assiste les courtiers ou les agents de la compagnie dans la négociation des contrats importants avec les entreprises. Il apprécie les risques, propose des tactiques et participe à la conclusion des affaires.

Pour réussir dans ces postes, en plus de la rigueur inhérente au métier d'ingénieur, il est nécessaire d'avoir un excellent contact et le goût des négociations commerciales.

Les perspectives d'évolution peuvent être très intéressantes pour un candidat de valeur motivé par une carrière dans un grand groupe d'assurances.

Les postes sont basés à Paris; de fréquents déplacements en province sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. M 1219 AU à

egor promotion

8 rue de Berni 75008 Paris.

Produits électroniques couches épaisses

Notre division produits électroniques fabrique et commercialise des matériaux utilisés dans la microélectronique hybride à couches épaisses.

En raison de notre succès dans ce marché en expansion, nous nous développons avec :

un spécialiste produit

qui aura pour principale responsabilité de modifier en laboratoire la formulation de nos produits en fonction des besoins spécifiques de nos clients et du développement de nouvelles technologies. Il travaillera en relations étroites avec le groupe recherche et développement.

Une collaboration suivie avec l'équipe de vente et les services techniques de nos clients lui permet de connaître parfaitement les impératifs techniques du marché.

Ce poste conviendrait à un diplômé de l'Enseignement Supérieur en chimie, électrochimie, céramique ou physique ayant une bonne expérience dans les couches épaisses ou dans un domaine connexe tel que les condensateurs multi-couches.

Pour une période de 2 années environ, le poste sera basé en Angleterre et nécessitera des déplacements de courte durée.

La connaissance de l'Anglais est nécessaire, la maîtrise d'autres langues (Allemand) serait un atout supplémentaire.

Nous vous remercions d'adresser votre CV et votre rémunération actuelle, sous réf. 377 M, à DU PONT DE NEMOURS (France) S.A. - Service du Personnel

B.P. 85 - 91403 ORSAY.

Discrétion assurée.

DU PONT

THOMSON-CSF TELEPHONE

recherche

DES INGENIEURS

des postes sont offerts à des débutants en électronique (conception de circuits rapides et de mémoire) et en logiciel temps réel (1ère expérience souhaitée en assembleurs ou pratique du 6800).

Des postes sont offerts à des ingénieurs expérimentés temps réel, soit dans la conception de logiciels de communication, soit dans la mise au point et l'intégration de gros systèmes.

Nous recherchons en outre un ingénieur électronicien d'excellent niveau (grande école d'ingénieurs, trois à six ans d'expérience). Pour ces travaux de conception :

- processeurs, mémoire, interface de lignes télégraphiques, HDLC, BSC1.

Adressez lettre manuscrite et C.V. à M. DUGAS THOMSON-CSF TELEPHONE - 46, Quai Le Gallo - 92103 BOULOGNE sous la référence CF 8.

RUF FRANCE

Dans le cadre de ses nouvelles structures La principale filiale en systèmes informatiques d'un groupe européen recherche

COLLABORATEURS COMMERCIAUX

DE HAUT NIVEAU POUR PARIS

Envoyer lettre manuscrite + C.V. Service du Personnel RUF FRANCE - 38 Boulevard Henri IV 75004 Paris ou prendre rendez-vous avec la Direction des Ventes au 271.27.11. les 20 et 21 Mai aux heures de bureau.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Banlieue Ouest-Paris

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
Secteur Distribution
Matériel Équipement
recherche

ADJOINT

SECRETARIAT GENERAL

Dans un premier temps : sera responsable du personnel et des relations sociales - recrutement - gestion personnel - classifications - définition fonctions - budgets salaires - formation - relations avec partenaires sociaux.

Après intégration à l'équipe de Direction sa mission s'élargira aux Services Généraux incluant sécurité des biens et des personnes.

Profil du candidat :

- 40 ans minimum
- formation supérieure
- connaissance droit des affaires et social
- expérience fonction personnel et services généraux en entreprise.

Pratique de l'anglais indispensable.

Adresser C.V. photo à no 58033 CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Vous êtes HEC, ESSEC, ESCP...

LESIEUR

recherche

un chargé d'études senior

Le candidat devra justifier d'une expérience de 5 ans dans la fonction et aura en charge l'organisation du service Etudes Marketing de WILLIAM SAURIN.

Porte à pourvoir à PARIS EST

4 assistants chefs de marque

Préférence sera donnée à candidats ayant effectué un stage de longue durée et/ou possédant une expérience d'un an dans service Marketing de biens de grande consommation.

Postes à pourvoir à PARIS OUEST et PARIS EST

Larges possibilités d'évolution au sein du groupe
Mobilité ultérieure indispensable

Envoyer lettre manuscrite C.V. et photo à LESIEUR COTELLE et Associés
DRH Recrutement Cadres 122, avenue du Général Leclerc
92103 BOULOGNE

Désirant augmenter la productivité de sa fabrication et évoluer vers des techniques très modernes, un Groupe français de l'édition et de la Communication, à Paris, recherche un

INGENIEUR

Rattaché à la Direction Générale du Groupe, il aura pour mission d'étudier ces techniques et de faire mettre en œuvre les projets à l'élaboration desquels il aura participé.

Diplômé d'une Grande Ecole (X, MINES, ECP SUPELEC, TELECOM...), il a déjà acquis une expérience, de préférence dans un domaine d'activité similaire.

Toutes les candidatures seront étudiées confidentiellement. Ecrivez, s.v.p. M 700, à Marie-Christine SORHATS.

IMH

17, rue Monsigny - 75002 Paris

ÉDITION

directeur de la production
Paris

Maison d'édition notoire pour nos ouvrages médicaux et scientifiques, nous « sortons » plus de 200 livres chaque année. Il est donc primordial pour nous de maîtriser nos coûts et nos délais de fabrication.

Vous êtes un ingénieur (ECP AM...) âgé de 35 ans minimum, avez déjà ancré des équipes de techniciens, par exemple dans un BE (vous savez mener les hommes), et avez en outre l'expérience d'une affaire proche des arts graphiques, par exemple dans la presse ou la publicité (vous parlez notre langage).

Soyez le responsable de nos fabrications; vous animez nos techniciens (20 p.), planifiez leur activité et contrôlez la qualité du travail fourni et le respect des délais; assurez les contacts avec les auteurs et tous les partenaires concernés (imprimerie, éditorial, maquettiste...). Gestionnaire soucieux de rentabilité, vous améliorez constamment la fiabilité de votre service. Bien sûr, l'anglais vous est familier.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire (réf. 3808 LM).



FERMETURES FMB VENDÔME
(GROUPE DES ARDOISIÈRES D'ANGERS)

Nos fabrications (portes, fenêtres, grilles, volets, portes de garage) jouissent d'une bonne réputation et notre C.A. avoisine les 100 MF: nos activités commerciales (100 collaborateurs) sont partagées en plusieurs services pour qui nous cherchons notre futur.

directeur commercial

Nous attendons un directeur d'une quarantaine d'années, de formation supérieure, ayant déjà fait des preuves dans les produits assez techniques destinés au bâtiment. Nous lui demandons non seulement d'animer, d'organiser, de gérer, de faire progresser l'existant, mais aussi de jouer un rôle marketing moteur et de mener une politique de développement déterminée. Le poste est à Vendôme (41).

Notre consultant, J.P. DOURY, vous remercie de lui écrire (réf. 3733 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

CHEF DE PRODUITS

Cette filiale française d'un groupe multinational propose à un professionnel du marketing de participer à son développement sur le marché des produits de grande consommation. A l'intérieur de l'équipe marketing, il est responsable de deux lignes de produits dans lesquelles la Société pense effectuer des investissements importants.

Nous souhaitons rencontrer un chef de produits qui soit un véritable chef d'orchestre, capable d'intervenir et de vendre ses idées à tous les niveaux.

De formation supérieure, il a environ trois ans d'expérience dans un groupe où la fonction marketing est parfaitement intégrée.

Une bonne pratique de l'anglais est vivement souhaitée. Le poste est à pourvoir à proximité de La Défense.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 1318 J à

egor 8 rue de Berni, 75008 Paris.

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL IMPORTANT

fabricant et commercialisant des produits de grande consommation, bénéficiant d'une notoriété et d'une position prépondérante sur ses marchés recherche pour faire face à sa croissance

UN (E) JEUNE CHEF DE PRODUITS

diplômé Grandes Ecoles de Commerce, souhaitant concilier une première expérience réussie au sein d'une équipe jeune et pratiquant des techniques modernes de marketing.

Lieu du poste: Banlieue Sud-Est de Paris.

Si vous êtes intéressé, adresser C.V. photo et prétentions à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, sous référence 34988.

Nous avons un grand projet. Celui de développer et étendre la banque de données SYDONI qui est destinée à jouer un rôle primordial dans le domaine de l'informatique juridique.

Nous créons le poste de :

RESPONSABLE DE LA COORDINATION INFORMATIQUE

L'ingénieur recherché assurera la coordination entre le fournisseur, le service de production et la clientèle.

Il aura, en outre, à faire évoluer le produit (objectif 84 : installation de plusieurs centaines de terminaux).

Une première expérience en informatique acquise au contact d'une clientèle lui permettra d'aborder sa mission dans les meilleures conditions.

Lieu de travail : Paris - déplacements en Province à prévoir.

Nous vous remercions d'adresser C.V., photo et prétentions à

G.CAM - Colette LENOIR (réf. 5151) Tour Maine Montparnasse B.P. 185 - 75755 Paris Cedex 15 qui vous enverra une documentation complémentaire.

FILIALE FRANÇAISE D'UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE MATÉRIEL MÉDICAL

Banlieue Sud.

Controller

Rattaché au Directeur Général de la filiale française pour

Superviser les opérations administratives, financières et comptables.

Assurer le reporting mensuel auprès des différentes divisions du Groupe.

Expérience similaire de 3 ans dans une société multinationale à justifier.

Connaissance de la comptabilité anglo-saxonne et de l'informatique exigée - gestion de personnel souhaitée.

Diplôme supérieur finances-comptabilité + DECS très appréciés.

Parfaite maîtrise de l'anglais.

28 ans minimum.

Rémunération : 150.000 maxi.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, salaire actuel, téléphone privé, sous référence PL 9030 à :

MRI conseil

Danièle Chepus
13, rue Madeleine Michéls
92522 Neuilly
Discretion assurée.

GENEVE - LONDRES - MILAN

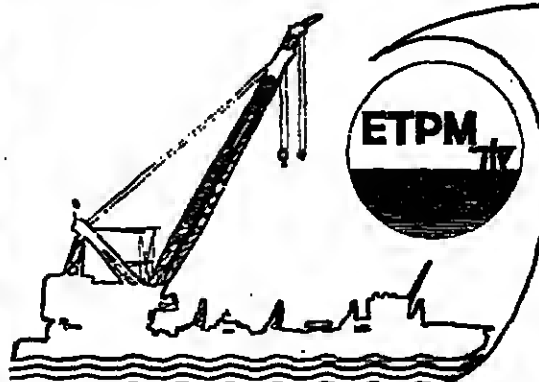
GROUPE FRANÇAIS (3.800 personnes) en pleine expansion, occupant une place prépondérante sur son marché, recherche pour l'une de ses divisions un

INGENIEUR ELECTRONICIEN MICROPROCESSEURS

Au sein d'un Bureau d'Etudes, il sera chargé de la conception de fonctions de mesures et de commandes automatisées entrant dans la réalisation d'appareillages industriels.

Le candidat retenu aura une bonne expérience en Bureau d'Etudes et Développement, pourra s'intégrer rapidement à une équipe jeune où il aura apporter ses qualités de créativité.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence No 58506 - CONTEXTE Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



LEADER EUROPEEN DE L'OFFSHORE PETROLIER. Oscar à l'exportation

3 COMPTABLES

LE PREMIER :
- Niveau 2ème ou 3ème échelon, il sera basé au Siège de Paris et envoyé pour des durées variables dans nos usines à l'étranger;
- De formation de niveau BTS ou DECS complétée par une expérience de quelques années dans un poste similaire, il devra avoir au minimum 25 ans, un bon niveau en anglais et si possible la connaissance de la comptabilité OCAM

Ce poste conviendrait plus particulièrement à un célibataire. référence 5002

LES DEUX AUTRES comptables seront basés au Siège de Paris (Porte d'Asnières).

L'UN sera comptable 2ème échelon (bilingue anglais); il justifiera d'une expérience d'au moins 2 ans. référence 5003

L'AUTRE sera Comptable 1er échelon; il possèdera une expérience de deux ans minimum et quelques notions d'anglais. référence 5004

Pour ces deux derniers postes :

- La connaissance de la comptabilité OCAM serait appréciée.
- 5 x 8; Soirée 17h30
- Restaurant d'Entreprise; Mutuelle; 13ème mois; Convention Collective des Travaux Publics.

Envoyer C.V. photo et prétentions en spécifiant la référence du poste choisi à PIERRE LICHAU SA, BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

Industrie du pétrole

Directeur du marketing

Cette importante Société commercialise des produits dérivés du pétrole. La Direction Générale recherche pour le second un Directeur du Marketing.

Son activité est fonctionnelle : il définit les politiques (vente, réseau, marge, promotion, publicité, etc.) Il préconise les orientations à moyen et long terme dans le cadre de la recherche et du développement. Il assiste les Directions Régionales (objectifs, moyens, formation, négociation, documentation, concurrence, etc.). Il contrôle les résultats et assure les relations extérieures.

Ce poste important suppose un candidat de bonne formation (HEC, ESSEC...), possédant une expérience confirmée et exprimée si possible dans la vente de biens de consommation durables par réseau indirect.

La rémunération tiendra compte de l'acquis professionnel. Lien de travail : PARIS, mais des déplacements fréquents sont à prévoir.

SEFOP remercie les personnes intéressées de bien vouloir lui adresser leur candidature sous référence DM 522 M

SEFOP 11, rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec



Techniques et Systèmes Informatiques - Software

Affilié au Groupe GCE, TECOI a pour vocation de contribuer à une meilleure insertion de l'informatique dans l'économie en rassemblant, dans un cadre propice à leur épanouissement, des professionnels de haute compétence.

C'est ainsi que les solides compétences de la Division «Conseils» aident leurs clients à mettre en œuvre techniques et technologies de pointe au sein de leurs produits ou systèmes informatiques, télématiques et bureautiques.

Ces interventions requièrent une large gamme de talents qui peuvent s'y développer pour le bénéfice mutuel des consultants et des clients.

La croissance rapide de nos activités - en France et dans nos implantations en Allemagne, Espagne, Grande-Bretagne et États-Unis - crée une opportunité de nous rejoindre pour

5 consultants informaticiens

- de formation Grande Ecole ou équivalente,
- ayant 4 à 6 années d'expérience professionnelle dans le domaine des systèmes informatiques du type temps-réel (logiciel + matériel),
- capable d'encadrer des intervenants de conseil ou de réalisation dans des environnements clients et/ou internes.

Une formation complémentaire informatique acquise aux États-Unis serait appréciée.

Envoyer C.V. photo et prétentions à D. Debores, TECOI - Division Conseil, 29 rue des Pyramides, 75001 Paris (Réponse et discrétion assurées).

مكة من الجبل

مذا من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE — Mardi 20 mai 1980 — Page 35

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET APRES ?

La vente y avez-vous pensé ? Récession économique, chômage, votre avenir vous paraît plutôt sombre. La vente se porte bien ! Mais, bien sûr, il y a vente et vente. Les vendeurs chez RANK XEROX sont de véritables spécialistes. Sur le plan "technologie des produits", ils ont une connaissance parfaite des matériels qu'ils proposent et de toutes les applications possibles. Ils savent analyser les besoins en organisation de l'entreprise et recommander le matériel adapté en termes de gestion, efficacité, coût. Nous vous assurons la formation et les moyens techniques nécessaires à votre réussite personnelle dans des structures où soit privilégiée l'expression individuelle.

Des postes sont à pourvoir à PARIS, REGION PARISIENNE et TOUTES LES GRANDES VILLES DE PROVINCE.

Merci d'adresser votre candidature + CV, sous réf. V 77 à RANK XEROX Service Recrutement 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

RANK XEROX

FILIALE IMPORTANTE
(C.A. annuel : 1 milliard de francs)
D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
recrute

un chef de service comptabilité

- Il sera responsable de la Comptabilité générale, dont en particulier le suivi des comptes clients
- Il aura commandement sur une vingtaine de personnes
- Il devra avoir des connaissances générales en matière informatique.

Ces fonctions intéressent un Cadre âgé d'au moins 35 ans pouvant faire état d'une solide expérience dans des fonctions similaires.

Siège de l'activité : REGION PARISIENNE.

Les candidatures seront traitées confidentiellement.

Elles sont à adresser, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé et d'une photographie, sous le N° 58364, COTESSE PUBLICIT, 20, avenue de l'Opéra, 75040, PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Banque Populaire

LE GROUPE DES BANQUES POPULAIRES
offre à des

Jeunes diplômés (ées) HEC-ESSEC-IEP

ou équivalent
déjà des obligations militaires
la possibilité de débuter leur carrière dans son

inspection

Après une première période de formation, ils auront pour mission de porter un diagnostic sur les divers aspects de la gestion d'établissements du Groupe : sécurité, rentabilité, développement, perspectives.

Au cours des premières années de carrière, ils effectueront en province des déplacements d'environ trois/quatre mois chacun (deux ou trois par an) alternant avec des séjours plus brefs à Paris.

Ces fonctions, qui nécessitent une forte personnalité caractérisée par de bonnes facultés de synthèse, le sens de la rigueur, l'aptitude à la négociation et à l'expression, peuvent conduire à terme à d'importantes responsabilités au sein du Groupe.

Les candidatures manuscrites, accompagnées du curriculum vitae détaillé avec photo et numéro de téléphone si possible, sont à adresser sous référence M1 à M. CASTETS

CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES
131, avenue de Wagram 75047 PARIS CEDEX 17

VALGOS INFORMATIQUE

Société de Conseil et de Services en Informatique - 70 personnes, 30 millions de F de CA - en expansion très rapide comme le Groupe auquel elle appartient - 970 personnes, une croissance de 50 % en 1979 - recherche à Paris un (a)

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Relégué au Directeur Général, il a pour mission de gérer l'ensemble des activités administratives de la Société et, en particulier, de :

- prendre en charge celles qui sont liées à la fonction Personnel ;
- superviser le Service Paye et Comptabilité ;
- assurer le bon fonctionnement des Services Généraux.

Agé de 30 ans minimum et de préférence diplômé de l'Enseignement Supérieur, il a une expérience confirmée de l'administration du personnel et de la gestion comptable.

Nous vous remercions d'envoyer, sous référence M 421, à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SELECTION

49, avenue de l'Opéra
75002 Paris

PSA PEUGEOT CITROËN

RECHERCHE
pour le Service d'Audit de la Direction
Administrative et du Contrôle de Gestion du Groupe

AUDITEURS INTERNES CONFIRMÉS

pour participer à la coordination des services AUDITS des Sociétés du Groupe (programme - normes et procédures) et à des opérations d'audit.

Les candidats doivent :

- avoir une formation de Grande Ecole Commerciale ou Scientifique de préférence complétée par le DECS
- justifier d'une expérience d'audit d'au moins 2 ans dans un cabinet spécialisé ou dans une grande société
- avoir une bonne connaissance de l'utilisation de l'informatique
- avoir une très bonne maîtrise de l'anglais, de l'espagnol ou de l'allemand.

Les déplacements seront fréquents et compris à l'étranger. Très grandes possibilités d'évolution à l'intérieur du Groupe.

ADRESSEZ CV, prétentions et photo à :
PEUGEOT
Direction centrale du Personnel
Référence DAG 1 M
75, avenue de la Grande Armée 75116 PARIS

roussel uclaf
recherche pour son Centre de Recherches
(proche Banlieue Nord de Paris)

INGENIEUR CHIMISTE ANGLOPHONE

Dans le cadre du Service des enregistrements, il sera chargé, sous l'autorité du Responsable, de la rédaction des dossiers techniques, de la constitution des dossiers d'enregistrement dans les domaines de la chimie, de la pharmacie, l'analyse... pour les pays anglophones.

Ce travail de traduction et de synthèse de documents scientifiques exige des qualités de méthode et un goût pour la rédaction. La recherche des éléments des dossiers impose des relations nombreuses avec les responsables des diverses disciplines et demande une aptitude réelle à la communication.

Le candidat, de culture anglophone devra posséder une bonne connaissance du français écrit.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 9356/M à A.M.P., 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra)

Entreprise Métallurgique
proche banlieue Nord-Ouest Paris,
50 personnes,
SPÉCIALISTE DÉCOLLETAGE AUTOMATIQUE
MECANIQUE GÉNÉRALE,
toutes industries, recherche,

DIRECTEUR TECHNIQUE

MISSION :
- gérer la production avec les responsables de fabrication et d'atelier, et améliorer l'organisation et les procédures.
- recevoir les consultations, faire les prix, assurer les relations techniques avec les clients, régler les problèmes de sous-traitance et d'administration courants.

PROFIL :
Homme de terrain, praticien, solide formation technique type A.M., C.N.A.M., Diderot, ... et expérience de production dans des postes similaires. 40 ans minimum.

Adresser C.V. détaillé s/Ref 099/13268
PUBLICITE ROGER BLEY
101, rue Réaumur, 75002 PARIS

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
très proche banlieue parisienne (métro)
recherche dans cadre expansion rapide

JEUNE CHEF DE PRODUITS

capable de dominer dans un esprit marketing concret tous les problèmes de commercialisation posés par des spécialités pharmaceutiques grand public : publicité, promotions, S.T.V., ventes, etc.

Nous demandons jeunesse, dynamisme, humour, disponibilité, expérience.

Nous offrons : la même chose, plus salaire intéressant.

Adresser C.V. plus photo récente à M. SEGUY, 18, quai d'Orléans, 75004 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE - 700 personnes
Filiale groupe important Proche Banlieue Ouest
recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR

- DUT et 2 ans d'expérience minimum
- Position cadre
- Large autonomie et travail diversifié.

Rémunération en fonction de la candidature.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence 5669 à L.T.P., 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02 qui transmettra

FILIALE D'UN IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche

JEUNES INGENIEURS grandes écoles scientifiques

Fonction :
- développer des activités de formation et d'information utilisant les techniques informatiques ;
- mettre au point de nouvelles techniques informatiques adaptées à la formation ;
- travailler dans des équipes pluridisciplinaires à la création de multimédia.

Ces postes d'avenir nécessitent une grande disponibilité et d'être libres rapidement.

Lieu de travail : PARIS ou LYON avec missions et séjours éventuels à l'étranger.

Veuillez adresser lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. s/réf. 5126 à AXIAL Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui tr.

Nous sommes l'une des premières sociétés de services informatiques et l'évolution de nos programmes de développement nécessite l'élargissement rapide de nos équipes

SYSTEME

Il est nécessaire de justifier d'une formation supérieure, d'une expérience pratique acquise dans un environnement IBM/OS ou DEC et de réelles qualités humaines (sens de la communication, du dialogue, mobilité, esprit d'initiative et d'innovation, endurance).

Cette activité est basée à Paris, mais nous prévoyons également la création d'une nouvelle structure système/logiciel de base en Touraine.



Nous avons confié la sélection à
I.P.P.A. 57, rue d'Amsterdam 75008 Paris
à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement C.V. +
photo + rémunération, sous référence 29208M

DU PONT DE NEMOURS (France) S.A. recherche pour son
département Produits et Matières Plastiques, des

Ingénieurs technico-commerciaux

dont la mission est d'assurer et de promouvoir la vente de produits industriels de haute technicité en France et éventuellement à l'étranger.

Jeunes et aimant la vente, les candidats doivent justifier d'une formation d'ingénieur mécanicien, chimiste ou électricien, parler et écrire couramment l'Anglais, la connaissance d'autres langues et une première expérience dans un domaine similaire sont des atouts supplémentaires.

Un stage de formation précèdera leur prise de fonction.

Leurs activités vont les amener à se déplacer : il leur faut aimer voyager et être prêts à accepter éventuellement une offre d'emploi au sein de la société à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature et votre rémunération actuelle, sous référence 361 M à DU PONT DE NEMOURS (France) S.A. - Service du Personnel - 9, rue de Vienne - 75008 Paris.

DU PONT

SOCIÉTÉS FINANCIÈRES FILIALES
D'UN GROUPE INDUSTRIEL
leader européen dans son domaine
recherchent pour siège social PARIS

DIRECTEUR ADJOINT COMMERCIAL BANQUE

30 a. min. formation supérieure, très forte personnalité, sens aigu des contacts à haut niveau.
Expérience BANQUES US appréciée

ORGANISATEUR INFORMATICIEN BANQUE

30 a. min. formation supérieure dépendant de la Direction de la Gestion pour mener à bien l'informatisation complète des sociétés.
Expérience Bancaire très appréciée.

COMMERCIAUX BANQUE

Age minimum 25 ans, très bonne expérience des contacts entreprises et particuliers en agence.

ADMINISTRATIF DE BANQUE

Pour agence et siège. Age minimum 20 ans, expérience dans le poste appréciée.

ANALYSTE FINANCIER

Banque et organisme financier. 25 ans minimum, formation BAC + 2 années.
Expérience bancaire appréciée.

SECRETAIRE DE DIRECTION

Trésorerie et banque. Age 25 ans minimum.
Expérience exigée dans la fonction

Adresser CV photo et prétentions sous la référence
correspondant au poste choisi à :
VALENS CONSEIL - 59, rue de Richelieu
75002 PARIS

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANT CENTRE D'ETUDES
d'une Société spécialisée en Electronique de pointe
(Banlieue Sud-Ouest)
recherche dans le cadre du développement de ses activités

**INGENIEUR INFORMATICIEN
DE GESTION D'AFFAIRES
ET D'APPROVISIONNEMENTS**

Première expérience souhaitée.
(Référence MIH 14)

INGENIEURS EN TELEPHONIE

ayant quelques années d'expérience en Téléphonie et microprocesseurs, pour ETUDE de matériel téléphonique.
(Référence HAB 13)

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Débutants, diplômés Grande Ecole pour ETUDE et développement de matériel électronique en labo.
(Référence MET 11)

ATP ELECTRONICIENS

Formation BTS en électronique, pour essais de qualification sur terminaux.
(Référence MET 12)

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions à No 58.344
Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01
qui transmettra en précisant la référence du poste choisi.

TRANSELEX

Pour assurer la poursuite de
notre expansion, nous recherchons un
Directeur Général
Chargé de l'exploitation et du développement de la division chauffage, service et maintenance industrielle (C.A. 120M), il prendra en charge l'organisation technique et économique des contrats existants et devra définir les axes de notre prochain développement commercial. Outre une formation Grande Ecole, le candidat recherché devra avoir une expérience confirmée de la direction et de l'organisation d'équipes techniques décentralisées (200 personnes) il devra allier la rigueur de la gestion à des capacités d'excellent organisateur. Ce poste est basé sur la Région Parisienne mais recouvre différentes agences et centres régionaux sur l'ensemble du territoire national. Le niveau de rémunération proposé reste ouvert et tient compte des compétences.
Adresser votre candidature à notre Conseil
TRANSLEX - BP 159
95105 Argenteuil

**ASSURANCES
DU GROUPE
DE PARIS**

**NOUS RECRUTONS
12 CADRES COMMERCIAUX**
Leur formation débutera le 21 Juillet 1980.

LES CANDIDATS :
Jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur (E.S.C., Instituts, Facultés...)
Âge moyen 25/27 ans.
Traits dominants : dynamisme et goût du contact
Esprit commercial et entrepreneur.
L'ENTREPRISE :
Le premier Groupe indépendant de sociétés d'assurances du secteur privé.
C.A. 1979 avoisinant 3 milliards de francs.
Au siège, 2400 personnes dont 10 cadres.
Sur le terrain, 1500 Agences encadrées et animées par 145 Inspecteurs technico-commerciaux.
LA FORMATION :
Un stage original et motivant organisé sur 24 mois, permet d'abord à nos futurs responsables de recevoir une bonne formation technico-commerciale, puis d'acquies par la pratique une solide expérience du métier.
L'Entreprise est de votre connaissance avec les hommes qui l'animent.
Si vous voulez en savoir plus sur les Assurances du Groupe de Paris et sur leur programme de formation, écrivez avec C.V. et photo sous référence C.F.C. à M. COSTE - A.S.P. 21, rue de Chateaudun - 75447 PARIS CEDEX 09.



Electromécanique-Europe

Ingénieur technico-commercial

Nous sommes une société française de rang international spécialisée dans du petit matériel électromécanique de haute technologie.
Nous recherchons un jeune ingénieur (ESME, Villet, I.E.T.) maîtrisant bien la technologie et capable d'assurer le suivi des affaires chez nos clients fabricants d'ordinateurs installés en Europe. Il aura également pour mission de déceler les besoins futurs. Il lui faudra donc un sens aigu de l'information et l'esprit de synthèse.
La connaissance de l'anglais et une grande disponibilité pour les voyages sont indispensables.

SEFOP remercie les personnes intéressées par ce poste de lui adresser leur dossier en précisant la référence TN 518 M.

SEFOP

11, rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTec



**COMPAGNIE GENERALE
CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES**

associée à un important groupe mondial, leader dans les techniques les plus avancées en communications, et consacrant 15% de son C.A. en Europe pour ses recherches et développement, recrute pour ses ACTIVITES D'EXPLOITATION

**INGENIEURS
débutants et confirmés**

pour élaboration
d'offres techniques en commutation
et transmission numériques.

Aux candidats, nous proposons
des possibilités d'avancement dans des domaines
en pleine évolution : commutation
avec intégration de services nouveaux,
Télématique, etc...

Ecrire avec C.V. et rémunération souhaitée
au Service du Personnel 251, rue de Valenciennes 75140 PARIS
Cedex 15 ou téléphoner pour Rendez-Vous 545.29.40.

Un chef comptable

Une grande société française du secteur électrique, employant plus de 2 000 personnes, recherche pour renforcer son équipe financière et comptable, le responsable de sa comptabilité générale.
A la tête d'une trentaine de personnes, il assure l'organisation de son service, le suivi des procédures internes et externes, l'élaboration des documents nécessaires à la Direction Générale, la paie et la gestion des frais de personnel.
Le candidat idéal a au moins 30 ans, le D.E.C., et 5/10 années d'expérience de la comptabilité générale dans une entreprise aux méthodes de gestion modernes, Paris.
Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée sous
Réf. 205



158, avenue de Suffren - 75015 PARIS.

**CHEF COMPTABLE HF
adjoint au directeur
administratif et financier**

(position cadre)
La fonction exige rigueur, efficacité, autorité.
Vous devez posséder une formation équivalente au D.E.C. complet, plus une expérience dans un poste similaire et dans une entreprise de même importance que la nôtre.
Les connaissances en anglais sont souhaitées.
Le poste est à pourvoir pour notre siège sur la 21 du PLESSIS-ROBINSON.

Une information complémentaire vous sera donnée en appelant 609.95.95 du lundi au vendredi, de 9 à 19 heures sous référence 609.
Vous pouvez également adresser votre dossier de candidature comprenant lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous réf. 609 à EMPLOIS ET ENTREPRISES, 14, rue Voltaire - 75002 PARIS.

Information Téléphonée
Emplois et Entreprises
609.95.95

HOTEL 4 ETOILES NN PARIS

**CHEF DES VENTES
100/130.000 F AN ET +**

rattaché au D.G. de l'établissement il participera à l'élaboration de la politique commerciale sur la base d'un budget et d'objectifs. Sa mission sera d'assurer la mise en œuvre de cette politique et de commercialiser les départements hébergement (800 chambres) et restauration (3 unités). Cette création de poste et de département nécessite une expérience commerciale réussie, une connaissance approfondie du matériel, des agences, des I.O. des grandes sociétés, des compagnies aériennes, ce seront vos atouts. Poste à pourvoir rapidement. Anglaise exigée.

Merci d'adresser C.V. et photo sous réf. H 05 à :
NORAY Consultants qui vous garantira une totale discrétion.

NORAY Consultants
28, rue de l'Écluse
75010 PARIS
Téléphone : 246.12.28

QUARTIER MONCEAU

SOCIÉTÉ DE SERVICES EN EXPANSION
offre situation intéressante et d'évolution à :

**CADRE
DE GESTION ADMINISTRATIVE**

- Age minimum : 35 ans ;
 - Formation Licence sciences éco droit L.A.E.
- Il sera appelé à assister le directeur dans le cadre d'une P.M.E. et notamment à assurer :
- Contrôle comptabilité et informatique ;
 - Gestion du personnel ;
 - Suivi de l'entretien, loyers et matériel, etc...

Adresser lettre manuscrite, C.V. très complet, photo et indicateurs prétentions à : CAMPBELL, réf. 680, B.P. 57, 75224 PARIS CEDEX 17.

DIRECTEUR

de CONSEILS en DIRECTION

Nous sommes une société internationale de conseils désireuse d'étendre plus avant notre secteur d'activité, déjà bien implanté, en Europe de l'Ouest.

Nous sommes à la recherche d'un professionnel dynamique, qui serait la charge de notre activité pour nos bureaux en France.
Basé à notre bureau de Paris, il serait responsable auprès du Directeur de nos opérations de Conseil pour l'Europe.

Nous prévoyons que le candidat retenu sera âgé de 35 ans minimum et diplômé d'une grande école. Il est au moins bilingue (Anglais), a déjà rempli la fonction de responsable d'une filiale professionnelle ou d'une organisation industrielle et sa rémunération est de l'ordre de F 300 000 par an. Il serait idéal que ses points forts soient dans les domaines du traitement des informations et de la comptabilité.
Le poste proposé mettra en évidence son aptitude à diriger, à faire accepter ses idées et à résoudre par des solutions pratiques les problèmes de management.

La personne qui mènera à bien cette mission pour la France aura l'opportunité d'évoluer au sein de notre organisation européenne ainsi que dans notre structure internationale.

Adresser dossier de candidature s/réf. 5000 à P. LICHAU S.A. - BP 220
75063 Paris cedex 02 qui transmettra.



chef comptable

CLUCHY 140.000 F

Sous l'autorité du Directeur Financier et Administratif il participe à la création et à la mise en place des systèmes comptables, fiscaux et de gestion propres à toute société et il en assure le fonctionnement. Il est titulaire d'une formation de type E.S.C. et/ou D.E.C., une expérience de 5 à 10 ans de la comptabilité générale, la connaissance du "reporting", des compétences de base en informatique et une personnalité fortement motivée par le "challenge" d'un démarrage à réussir. Pratique de l'Anglais souhaitée.

Adresser votre dossier (C.V., lettre manuscrite, salaire actuel, etc.), sous référence Cl M. H. à :



Hervé Le Baut-Consultants
11, rue La Boétie-75008 PARIS

**Gestion de bases
de données**

Rattaché à la Direction Informatique d'une puissante société (4500 personnes), ce cadre informatique sera responsable de la conception des bases de données, de leur sécurité et optimisation et assurera les interfaces exploitation-utilisateurs-développement.

La connaissance d'un ou plusieurs systèmes de gestion de bases de données - TOTAL, IMS, - est nécessaire - Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 3040 M. à nos bureaux 64, rue de la Boétie 75008 PARIS qui transmettra rapidement.

Ingénieur T.P.
Débutant ou Première Expérience

Notre entreprise (C.A. 800 millions) fabrique et vend des produits destinés au bâtiment. Elle connaît une expansion régulière. Nous recherchons, dans le cadre de notre développement, un INGENIEUR T.P. ou similaire, débutant ou ayant déjà une première expérience B.E. ou chantier.
Au sein de la Direction Marketing, il assistera le chef du service technico-commercial, dont la mission sera de gérer les règles de mise en œuvre des produits de la Société.
Ce poste équivaut, basé à Paris, nécessite des déplacements de courte durée sur l'ensemble du territoire métropolitain.
Merci d'adresser votre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 80711 M à notre Conseil.



13 bis, rue Henri Monnier
75009 - PARIS

Handwritten signature and date: 20 mai 1980

مكتبة

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	87,03
IMMOBILIER	14,00	18,48
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSEES	La m/m est.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



MILLIPORE S.A.
recherche

pour sa division système d'eau 1 TECHNICIEN SUPÉRIEUR chimie analytique

Il sera responsable des analyses nécessaires à la conception des systèmes de purification d'eau pour l'ensemble des filiales européennes de la société.

Il est demandé :

- Une bonne connaissance des techniques d'analyse minérale : absorption atomique, polarographie, électrodes sélectives, avec si possible une première expérience dans un laboratoire utilisant ces techniques.
- De parler correctement l'Anglais en raison du caractère international de la division.

Lieu de travail : VELIZY (Yvelines)

Adresser C.V. et prétentions à : M. Richard SAMPSON
MILLIPORE S.A.
43, Avenue de l'Europe - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

Organisme professionnel

recherche

POUR SON DEPARTEMENT SOCIAL
Collaborateur expérimenté

EMPLOI FORMATION

85.000 F

Il sera chargé principalement du suivi de toutes les questions relatives à :

- LA FORMATION
- L'EMPLOI
- L'APPRENTISSAGE

- Etude des dispositions législatives.
- Elaboration et mise en place des modalités d'application pour la profession.
- Informer et conseiller les entreprises adhérentes.

Bon niveau de culture générale, sachant bien rédiger, ayant bons contacts.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant assuré une fonction similaire en entreprise durant quelques années.

Libre rapidement.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à
F.F.I.G.
115, boulevard Saint-Germain,
75006 PARIS

Dans le cadre de sa campagne de recrutement

RANK XEROX recherche

pour sa Direction Informatique un

CHEF DE PROJET

Il participe aux développements nationaux des gestions administratives et comptables par :

- la modification des chaînes existantes (environnement 370/158 sous OS)
- la réalisation de projets impliquant l'utilisation de bases de données (IMS Appel 4).

Informaticien confirmé, il désire dépasser la technique ; intermédiaire de choix vis-à-vis des utilisateurs dans son domaine, il engage sa responsabilité, implique son équipe dans la réalisation des objectifs à atteindre, l'analyse et planifie son activité.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. sous réf. C.25 à Mireille DIAZ, RANK XEROX, Service Recrutement, 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

RANK XEROX

GIRATEV

Groupement Informatique de la
Nationale équipé d'un 370/158 (prochelement 8033) sous OS/VS et IMS
(70 terminaux), recrute :

jeune INGENIEUR "GRANDES ECOLES"

pour Etudes Informatiques, dans des domaines de pointe tels :

- TELEMATIQUE (Antiope etc...)
- DOCUMENTATION AUTOMATIQUE
- TECHNIQUES DE L'AUDIOVISUEL etc...

et un contexte d'architecture informatique distribuée (micros, minis, télécom.)

Un plan de formation personnalisée sera proposé. Salaire évolutif, nombreux avantages sociaux.

Adresser C.V. manuscrit et photo à
DELTA - 10 Bd des Batignolles - 75017 PARIS
sous référence G 10.



SNECMA

Direction Technique à CORBEIL

recherche

INGENIEURS METALLURGISTES

Chargés de réaliser des études de performances et de conditions de mise en œuvre des matériaux modernes utilisés dans les turboréacteurs.

Profil :

Ingénieurs diplômés d'une Grande Ecole (ECP, MINES, ENSTA, AM...) avec de solides connaissances en mécanique de la rupture et en métallurgie. Anglais parlé nécessaire.

Les lettres de candidatures accompagnées d'un C.V. détaillé sont à adresser à SNECMA, Département Encadrement, 2, boulevard Victor, 75724 PARIS CEDEX 15

DIRECTION FINANCIERE

d'un

GROUPE BANCAIRE (PARIS 8ème)

recrute

Cadre Financier

CHARGE DE :

- entretenir, développer les relations avec les investisseurs institutionnels (placements obligataires) ;
- participer au lancement d'emprunts obligataires (montage).

PROFIL :

- très bonnes connaissances en mathématiques financières ;
- bonnes connaissances en législation bancaire ;
- aptitude à la gestion de portefeuilles obligataires ;
- honnêteté d'expérience venant d'une direction financière d'un organisme similaire ;
- homme de contact avec clientèle d'investisseurs institutionnels.

Envoyer C.V., photo et prétentions N° 134
PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

IMPORTANT GROUPE CONSTRUCTIONS MECANIKES

(20.000 Personnes C.A. 5 Milliards de Frs)

renforce sa Direction des Relations Humaines

au Siège Social à PARIS

et recherche

adjoint au responsable recrutement ingénieurs et cadres

MISSION :

Participer à la gestion des mouvements de cadres impliquant la recherche de candidatures internes et externes, leur suivi de carrière dans le cadre d'une politique de mobilité et d'adaptabilité professionnelle.

Le candidat retenu, outre sa formation supérieure (IEP, Droit, Psycho...) devra justifier d'une bonne pratique des entretiens de sélection, de qualités de contacts et d'une réelle aisance en expressions écrite et orale.

Adresser lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions sous N° 58.349 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra

LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche

TECHNICIEN D'ÉTUDE EN ÉLECTRONIQUE

B.T.S. ou D.U.T. - 2 à 3 ans d'expérience pour étude et mise au point de circuits analogiques pour émetteur-récepteur de radars modernes.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

GRANDES ÉCOLES ou FACULTÉ DES SCIENCES

ayant 2 à 3 ans d'expérience.

pour étude et développement d'antennes et de circuits hyperfréquences pour radars modernes.

Nationalité française exigée.

Adresser curriculum vitae et prétentions sous le n° 58.012 à L.C.T., B.P. 40, 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.



Le Centre National d'Études
des Télécommunications

recherche pour son
CENTRE - PARIS A
plusieurs postes d'

INGENIEURS GRANDES ECOLES

ayant quelques années d'expérience ou débutants Pour concevoir et réaliser des systèmes à base de mini-ordinateurs et de micro-processeurs, dans le domaine de la télécopie et de la commutation de messages.

Envoyer C.V., photo et prétentions à CNET - Centre Paris A
Division TPA - Secrétariat CPE - 23/40 avenue du Général Leclerc
92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Une formation de base de type scientifique, des qualités de communication écrite et orale, lisant couramment l'Anglais, tel est le profil du jeune cadre à qui sera confié

un poste de chargé(e) d'études au sein de notre service "Propriété Industrielle"

Ce que nous apprécions également :

- une importante expérience acquise dans le domaine des brevets et des connaissances en Allemand.
- Qui sommes-nous ?
- une importante Société Française (8000 pers.), leader dans sa branche d'activité, fortement implantée sur le marché International.
- Qui êtes-vous ?

Merci d'adresser votre candidature s/réf. 5044 à AXIAL Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

ESC ou diplômés d'études supérieures

Nous sommes une société performante dans un secteur en pleine expansion, celui de la distribution. Nous sommes un des premiers groupes français d'hypermarchés. Aujourd'hui nous proposons à plusieurs jeunes diplômés d'études supérieures, après formation, de devenir véritables managers de la distribution moderne.

Entièrement responsables de leur unité, ils décideront de la politique commerciale à mener et formeront leur équipe. Pour mener à bien leur tâche nous mettons à leur disposition un outil de gestion informatisé extrêmement sophistiqué.

Il ne tiendra qu'à leur courage et à leur dynamisme, mais aussi à leurs compétences et à leur esprit d'entreprise, d'arriver dans des délais assez rapides aux fonctions de chefs de secteur et de directeurs adjoints, ou de s'orienter vers les fonctions de contrôleurs de gestion, responsables de personnel, etc... Tous nos directeurs ont suivi la même filière.

Si vous voulez commencer votre carrière dans un de nos hypermarchés, situé en Seine et Marne, envoyez votre CV + photo à ADM, 164 rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris, sous réf. 8617, qui transmettra.



lambert distribution

5 RUE VERNET - 75008 PARIS

مكتبة

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	37,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNUAIRES ENCADEES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	28,40
AUTOMOBILES	25,00	28,40
AGENDA	25,00	28,40

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

INTERTECHNIQUE
AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

recherche pour sa Direction Organisation et Informatique :

INGÉNIEURS INFORMATIENS DÉBUTANTS (REF. DOI-837)
titulaires d'un diplôme d'études supérieures (écoles d'ingénieurs, MIAGE, ...)

ANALYSTES PROGRAMMEURS EXPÉRIMENTÉS (REF. DOI-838)
(Instituts de programmation, D.U.T., ...)

Au sein d'une équipe jeune, ils participeront à la conception et à la réalisation de différents projets de gestion en temps réel sur base de données à l'aide du mini-ordinateur REALITY 2000. La diversité et l'originalité de ces projets ainsi que leur intérêt dans le domaine de l'informatique nouvelle permettront aux candidats de développer leurs connaissances et leurs compétences et d'être à même, ultérieurement, d'assumer de larges responsabilités.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année, Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions et photo, en précisant la référence de l'annonce, à Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNEL
recherche pour ses services d'études et de Production

JEUNES INGÉNIEURS
DEBUTANTS. Libérés du Service National
Diplômés Grande Ecole : ENSI - ESE - ECF - AM - ENSI

Formation assurée par l'entreprise. Orientation en fonction des aspirations personnelles.

Adresser C.V. à n° 58722 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

Éternit 4000 personnes
1 milliard F/an

SA DIVISION « BATIMENT »
rech. pour son Agence de PARIS

JEUNE INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

DOUBLE MISSION - TECHNIQUE : faire prescrire les produits - COMMERCIALE : actions de vente, prospection et promotion auprès certains Clients importants et prescripteurs.

INDISPENSABLE

- FORMATION TECHNIQUE BATIMENT : Ecole T.P. ou I.D.N. (Section Bâtiment) ou équivalent.
- EXPERIENCE « terrain » (2 ans min) DU MARCHE BATIMENT et des contacts avec Entreprises, Négociants et Prescripteurs.
- Résidence Région Parisienne.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo s. réf. 4380 à

sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Société d'importance nationale, recherche pour

ÉVRY (91) COMPTABLE CONFIRMÉ

Niveau B.T.S. - D.U.T., certificat comptable du D.E.C.S. - Sous l'autorité du chef comptable, il aura à animer la travail d'une petite équipe et sera chargé de tous les travaux concernant la présentation du bilan. Évolution de carrière dans groupe important pour candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous la référence 7286 à :

organisation et publicité
1, rue de Valenciennes 75001 PARIS 01 42 20 20 70

AUDIT CABINET INTERNATIONAL
Recherche

JEUNES DIPLOMES DE GRANDES ECOLES COMMERCIALES
(H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P.)

Nous offrons un travail en équipe, une formation aux techniques d'audit par cours, séminaires et stages à l'étranger.

Requis : au moins 2 certificats du DECS ou équivalent, bonnes connaissances de l'anglais.

Envoyer curriculum vitae détaillé (de préférence avec photo) à :

Couperie & Lybrand
Boite Postale 451-08 - 75008 Paris Cedex 08

JEUNE CADRE
DIPLOME UNIVERSITE, ECOLES DE COMMERCE

pour assurer gestion d'un service important dans une caisse de retraite de cadres. Ce poste sera attribué à un cadre ayant déjà quelques années d'expérience de la gestion dans le secteur tertiaire, des qualités d'animation, de dynamisme, d'initiative et capable de s'intégrer à une équipe.

La rémunération sera fonction de l'expérience. Nombreux avantages sociaux. Le poste est susceptible de développements intéressants.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 5839, à PLAIN CHAMPS - 5, rue du Helder, 75009 Paris

COMPAGNIE D'ASSURANCES VIE
en expansion appartenant à un Groupe Multinational

recherche

CHEF COMPTABLE

de formation supérieure, le candidat disposera de 3 à 5 ans d'expérience dans poste similaire. Anglais courant nécessaire. Larges possibilités d'évolution.

Envoyer CV détaillé, prétentions et photo sous n° 6242 à PARFRANCE Annonces 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

Important groupe de sociétés
C.A. 1,5 milliard de Francs
réputé pour son dynamisme et ses méthodes modernes de gestion

recherche pour son siège social

CHEF DES SERVICES Finance, Gestion, Comptabilité

Le candidat devra avoir :

- Une solide expérience professionnelle de 2 ou 3 ans de pratique opérationnelle.
- Une parfaite connaissance de l'anglais.
- Une période d'intégration et de formation de quelques mois sera assurée.

La préférence sera donnée à une personne jeune diplômée d'une grande école.

Adresser CV détaillé et prétentions sous n° 7598 à

PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

Groupe Immobilier
recherche pour sa filiale à Paris

CHEF
département finance et comptabilité

LE POSTE :

- Assurer la supervision journalière de la comptabilité de sociétés immobilières ;
- Gestion et suivi de la trésorerie, mise en place des financements ;
- Etablir les situations périodiques pour les besoins de la Direction Générale ainsi que pour le groupe ;
- Assurer tous contacts et déclarations afférents aux relations avec l'autorité publique ;
- Accession rapide au titre de directeur financier.

LE PROFIL :

- Expérience de dix années dont de préférence une partie dans la comptabilité immobilière ;
- Formation comptable et financière ;
- Age : 25/40 ans ;
- Anglais indispensable ;
- Esprit d'initiative et d'organisation.

Ecrire à : FARABE, 30, avenue George-V, 75008 Paris Cedex, avec C.V., photo et prétentions.

DELATTRE-LEVIVIER
GROUPE GREDON COM

recherche ingénieur calcul.

Ayant l'expérience de calculs de circuits complexes, soumis à contraintes thermiques, en tuyauterie-chaudronnerie et ayant prouvé capacité d'encadrement et d'organisation. Haut niveau de compétence requis.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. + photo et prétentions à :

DELATTRE-LEVIVIER
Département des Ressources Humaines.

Tour Fiat - Cedex 16
92084 Paris-La Défense

POCLAIN S.A.
recherche

JEUNE INGENIEUR FIABILITE

pour sa Direction Fiabilité et assurance qualité

Le poste correspond aux activités suivantes :

- développement de fiabilité ;
- audit et assistance en matière de fiabilité auprès Direction technique ;
- analyse de données et de projets ;
- définition de plans et d'expériences ;
- études de fiabilité.

Le poste conviendrait à candidat diplômé U.T.C. génie mécanique ou formation équivalente, ayant de bonnes connaissances en statistiques et en informatique, capable d'animer, de convaincre et sachant établir des relations constructives avec l'interlocuteur.

Poste à pourvoir : 49 km NOUARD-RETT de Paris.

Ecrire avec C.V., photo et prét. s/réf. n° 58229 à : CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE
recrute dans le cadre du développement de ses activités à PARIS et en PROVINCE

CADRES EXPLOITANTS
CL VI, VII, VIII

Les candidats devront :

- Etre âgés de moins de 35 ans ;
- Avoir de préférence une formation supérieure type B.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P., SCIENCES P.O. ;
- Avoir acquis une expérience d'au minimum cinq ans dans l'exploitation bancaire.

POSTES INTERESSANTS ET REELLES PERSPECTIVES DE CARRIERE ASSUREES

Envoyer C.V. et photo sous n° 58.602, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.

T.R.T. TELECOMMUNICATIONS
RADIOELECTRIQUES
ET TELEPHONIQUES

recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

REFERENCE 2706
Etude de convertisseurs et alimentations de matériels de télécommunications.

Expérience servomécanismes, régulation, distribution d'énergie souhalée.

REFERENCE 2714
Conception et développement de matériels FH. Expériences en transmissions hertziennes spatiales ou sol indispensables.

REFERENCE 2688
Étudiant intéressé par des études avancées de systèmes de télécommunications, ou de détection, ou par des travaux d'analyse et de programmation sur microprocesseurs.

Adresser C.V. à T.R.T., 5, avenue Réaumur 93350 - LE PLESSIS-ROBINSON

un auditeur interne

Vous avez 4 à 5 ans d'expérience dans un cabinet d'audit international et vous êtes d'une formation supérieure DECS ou équivalent.

Vous parlez couramment l'anglais et vous êtes disponible pour des déplacements fréquents en France et à l'étranger.

Dans les filiales du Groupe vous serez en poste à PARIS et vous trouverez des possibilités intéressantes d'évolution professionnelle.

Envoyer C.V., photo et prétentions à N°58723 CONTEXTE Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

SCAM ETABLISSEMENTS
DE LA C.E.M.

recherche

Responsable du Personnel

30 ans minimum - 5 ans d'expérience dans un poste équivalent - diplômé d'études supérieures - connaissances en droit appréciées.

Il sera chargé de la fonction de Chef du Personnel et des Services Généraux.

Ses compétences en droit lui permettront d'étendre sa fonction à l'ensemble des Services Administratifs.

Lieu de travail : PARIS.

Ecrire avec C.V. à SCAM - Service du Personnel 89, rue La Boétie - 75008 PARIS.

contrôler la gestion la comptabilité
en connaissant

Ce sont les deux responsabilités dont vous serez chargé au sein de notre division en tant que chef du service contrôle de gestion et comptabilité.

Nous sommes une société industrielle de pointe appartenant à l'un des grands groupes français. Dans notre division étudiante et réalisant des produits sur mesure (100 MF, 250 personnes, banque parisienne), vous participerez au sein de l'équipe de direction au développement de ce centre de profit autonome dans sa gestion et en progression rapide.

Votre expérience de la comptabilité et du contrôle de gestion vous a amené à superviser des effectifs de 5 à 10 personnes. Anglais souhaitable.

Pour participer à ce recrutement, envoyez votre C.V. avec photo récente s/réf. 78-09 à

ONOMA (confidentialité, réponse assurée)

SODERN

INGENIEUR RESPONSABLE de GESTION TECHNIQUE

Chargé de la mise en œuvre de l'analyse de la valeur dans les services d'études et de réalisation de physique et d'électronique, ainsi que du suivi des budgets et investissements.

Expérience indispensable dans les domaines concernés.

Adresser C.V. + photo au Service du Personnel 1, avenue Descartes 94450 Limeil Bravannes.

amri
Société robinetterie industrielle

recherche

INGÉNIEURS D'AFFAIRES
Formation : AM - SUPELEC - INSA

Expérience technique ou technico-commerciale exigée (3 ans minimum)

Connaissance :

- Mécanique des fluides
- Automatismes
- Asservissements
- Anglais courant

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :

AMRI Service du Personnel
50, Avenue Daumesnil - 75012 PARIS

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'AUDIT
recherche pour son bureau de PARIS

UN ASSISTANT CONFIRMÉ

- D.E.C.S. complet ;
- 2 à 3 ans d'expériences.

UN CHEF DE MISSION

- 3 à 4 ans d'expérience ;
- mémorialiste ou titulaire certificat de révision.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à REGIS - PRESSE, n° T 19 979 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Groupe International B.T.P.
recherche pour son siège social LA DÉFENSE

un Fiscaliste
(Maîtrise Droit - 5 ans min. d'expérience - Anglais et Espagnol lus et écrits)

- Il établira les déclarations fiscales pour la France et les 24 autres pays où nous sommes présents ;
- Il assistera l'entreprise et ses filiales lors des contrôles fiscaux en tous pays ;
- Il aura la responsabilité du bilan mondial ;
- Il devra suivre l'évolution des règles fiscales de tous les pays et pourra effectuer des missions sur place à l'étranger.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 9824 à L.T.P. 31, Boulevard Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02 - qui transmettra

WORTHINGTON TURBODYNE S.A.
PONT DE NEUILLY

recherche pour son SERVICE FINANCIER

JEUNE COLLABORATEUR DYNAMIQUE DÉBUTANT

POUR GESTION D'AFFAIRES

- Niveau études supérieures.
- Anglais indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions, Service du Personnel TOUR NEPTUNE - CEDEX 70, 92088 PARIS - LA DÉFENSE.

SOCIAL

La préparation des « états généraux » de l'encadrement

La C.G.C. entend « parler d'une voix ferme et crédible » au gouvernement et au patronat

De notre correspondant

Toulon. — « Pour nous, l'équilibre essentiel est celui de l'emploi », a déclaré, samedi 17 mai, à Toulon, M. Menn, président de la C.G.C., devant plusieurs centaines de militants réunis dans le cadre de la préparation des « états généraux » de l'encadrement, qui doivent avoir lieu en novembre à Paris. « C'est une grande affaire », a souligné M. Menn, dans laquelle nous avons engagé et notre crédit et notre avenir. »

Le personnel d'encadrement est invité à s'exprimer dans des cahiers de doléances — au niveau des entreprises — dont une synthèse sera faite au niveau local, départemental, puis national. « L'objectif », a assuré le président de la C.G.C., est de parler d'une voix ferme et crédible au gouvernement et au patronat. Évoquant l'enquête sur la crise du syndicalisme publiée dans le Monde des 4, 5, 6 et 7 mars,

M. Menn a constaté : « L'audience des partis politiques décroît et il en est de même de celle des organisations syndicales. La moralité générale des Français devant les difficultés quotidiennes, l'avenir bouché, conduisent chacun à rentrer dans sa coquille dans l'espoir d'échapper aux catastrophes. »

De son côté, M. Paul Marchelli, secrétaire général adjoint de la C.G.C., s'est interrogé : « Où est passée la fameuse ouverture sociale ? Qui supporte ce que le premier ministre appelle la politique d'austérité, sinon les salariés ? L'organisation des cadres, qui présente quatre réformes relatives à l'entreprise, la fiscalité, les circuits de distribution et la Sécurité sociale, décidera, lors de sa convention nationale du 7 novembre, si elle présente ou non un candidat à l'élection présidentielle de 1981. »

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
\$ R.-U. ...	4,2145 4,2195	+ 60 + 85	+ 80 + 110	+ 255 + 320
\$ can. ...	2,5315 2,5315	+ 40 + 25	+ 285 + 340	+ 50 + 25
Yen (100) ...	1,8410 1,8450	+ 15 + 10	+ 45 + 15	+ 25 + 70
DM 2,3390 2,3375	+ 60 + 80	+ 110 + 130	+ 395 + 450	
DM (1980) ... 2,3325 2,3325	+ 60 + 80	+ 110 + 130	+ 395 + 450	
F.S. (1980) ... 14,5225 14,5470	+ 470 + 300	+ 230 + 615	+ 1880 + 610	
F.S. (1980) ... 2,5100 2,5135	+ 110 + 170	+ 250 + 285	+ 840 + 930	
L. (1980) ... 4,9600 4,9710	+ 120 + 160	+ 450 + 565	+ 1680 + 1900	
S. 9,6110 9,6250	+ 445 + 350	+ 780 + 670	+ 1410 + 1225	

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	9 1/4	9 5/8	9 1/8	9 15/16	9 5/8	10	9 3/8	9 3/4
\$ R.-U. ...	9 5/8	10	10 1/16	10 15/16	11 1/16	11 7/16	11 3/8	11 5/8
Y. Florida ...	10 3/4	11 1/4	10 15/16	11 1/16	10 3/4	11 1/2	10 9/16	11 1/4
F.S. (100) ...	12 1/4	12 3/4	12 1/4	12 1/2	12 3/4	12 1/4	12 3/8	12 1/2
L. (1000) ...	4 7/8	6 1/8	5 7/8	6 1/4	5 15/16	6 5/16	6	6 3/8
E.	13 3/4	14 1/4	14 1/4	17 3/4	16 3/4	18 1/4	14 1/2	16
F. franc. ...	15 3/4	17 1/4	17 1/4	18 1/2	17 1/4	18 1/2	16 1/2	17 1/4
Fr.	12 5/8	12 7/8	12 1/4	13	12 3/4	13	13	13 1/4

Vous donnez ci-dessus les taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉNERGIE

D'autres pays de l'OPEP pourraient relever le prix de leur pétrole

Après l'Arabie Saoudite, l'Indonésie vient de décider de relever le prix de son pétrole, à compter du 20 mai, de 2 dollars en moyenne par baril. La compagnie d'État Pertamina a justifié cette hausse par l'état du marché international. Dix des onze quotas de pétrole indonésien cotés sur le marché indonésien ont dépassé les 30 dollars le baril. L'Indonésie, qui produit 1,6 million de barils par jour en moyenne, exporte 36 % de son « brut » vers les États-Unis et 48 % vers le Japon.

Cette augmentation devrait être suivie dans les jours qui viennent d'une nouvelle hausse de plusieurs pays du Golfe. Si à Kuwait, le ministre du pétrole M. Ali Khalifa Al Sabah a déclaré que son pays ne pensait pas relever ses prix, un porte-parole du ministère du pétrole et des ressources minières des Émirats arabes unis a révélé le 18 mai que des pourparlers étaient en cours entre les pays du Golfe pour aboutir à une hausse unifiée du prix de leur pétrole. Selon ce porte-parole, « tous les pays du Golfe s'aligneront sur la position de l'Arabie Saoudite, qui a relevé ses prix de 3 dollars avec effet rétroactif au 1^{er} avril 1980. »

Cela confirme pour partie la prévision de Cheikh Yamani, le ministre saoudien du pétrole, qui, à Taïf, début mai, avait affirmé qu'il ne serait pas surpris de voir les pays pratiquant les prix les plus bas les augmenter, mais qu'il se produirait une baisse relative des prix les plus élevés. Il reste maintenant à savoir si la seconde partie de cette prévision se justifiera et si les pays qui ne sont pas membres de l'OPEP, l'Algérie, l'Iran, la Libye et le Nigeria — acceptent, sinon de réduire le montant des primes

qu'ils demandent, du moins de ne pas procéder à une nouvelle hausse.

Il faut aussi souligner que, si les pays du Golfe suivent l'Indonésie, l'Arabie Saoudite va de nouveau se retrouver avec le pétrole le moins cher de l'OPEP, puisque tous les prix officiels attendront ou dépasseront 30 dollars le baril. Ryad ayant fixé les siens à 28 dollars. Ce qui signifie qu'une réévaluation des prix — si elle intervient — ne pourra pas se faire à moins de 30 dollars.

À la demande et que les stocks sont particulièrement élevés (le Monde du 18 mai), le nouveau mouvement des prix s'explique — pour partie — par une certaine réussite de la production. La revue spécialisée Petroleum Intelligence Weekly estime, en effet, qu'au premier trimestre la production moyenne de l'organisation a été de 28,3 millions (1) de barils par jour, soit 1,8 million de barils de moins quotidiennement qu'au cours du dernier trimestre, de 1979, et cette baisse s'accentuait au second trimestre. Il est vrai que cette diminution a été plus que compensée par une progression dans les pays non membres (principalement ceux de la mer du Nord et le Mexique). Mais, apparemment, alors que la part des pays de l'OPEP dans le commerce pétrolier est passée de 7,9 % en 1973 à 42,2 % en 1979, les ajustements des offres aux demandes ne se font pas parfaitement.

BRUNO DETHOMAS.

(1) 1 million de barils par jour = 50 millions de tonnes par an.

Boîte 5 vitesses, 9 CV.
Traction AV, 4 roues indépendantes.
35.450F*
HONDA ACCORD
JAPAUTO
Concessionnaire exclusif - 27 av. de la Sida Armée - T. 500.14.51 - rue de la Liberté.

ÉTRANGER

Après la visite de M. Portillo

Le Mexique et la France renforcent leur coopération économique

Le président Lopez Portillo, à l'issue d'une visite de trois jours en France, le dimanche 18 mai, a annoncé l'ouverture, en juin, d'une négociation devant aboutir à la conclusion « à bref délai » d'un large accord de coopération économique entre Paris et Mexico. Ce voyage, qui répondait à celui du président Giscard d'Estaing au Mexique en mars 1979, a prouvé qu'il existe, au plan diplomatique, une grande identité de vue entre les deux pays, également préoccupés par la tension internationale actuelle, et soucieux de s'opposer à l'hégémonie des blocs.

Le Mexique et la France ont, à l'occasion de la visite à Paris du président Lopez Portillo, défini un « schéma global » de coopération économique qui devrait être rapidement la conclusion d'un accord à long terme. Ce schéma prévoit notamment le développement des exportations mexicaines de produits manufacturés et semi-manufacturés classés, des projets d'investissement, un développement de la collaboration technologique et de la formation professionnelle.

Pour faciliter son application, la B.N.P. et la Société générale ont décidé d'accorder au Mexique 300 millions de francs de crédits, dans le cadre de la ligne maximum de 1 milliard de francs ouverte, lors de la visite à Mexico, en mars 1979, de M. Giscard d'Estaing. Jusqu'à présent, 270 millions de francs ont été utilisés. Le premier prêt s'élève à 50 millions de francs pour cinq ans avec un intérêt fixe de 14 %. Le second d'un montant de 250 millions de francs est accordé pour une durée de huit ans avec un décalé de grâce de six ans. L'octroi d'un troisième prêt a été décidé, qui sera consacré au développement de la pêche et des industries mécaniques.

En outre, trois accords techniques ont été signés par M. Jorge Castaneda, ministre mexicain des affaires étrangères, et M. Jean-François Deniau, ministre français du commerce extérieur. Le premier porte sur le développement des industries agro-alimentaires se situant « en amont » d'industries « à travers » ultérieures entre des entreprises privées. Le deuxième est relatif au développement des productions animales (élevage, produits laitiers). Le troisième concerne le machinisme agricole de petite et moyenne dimension. Ces trois accords s'inscrivent dans l'accord-cadre de coopération agricole signé en mars 1979.

Un accord a enfin été signé afin de favoriser le tourisme social et l'aménagement régional. Par ailleurs, la France devrait participer aussi à l'aménagement des ports, à l'électrification de la voie ferrée Mexico-Tlaxcala, au développement des transports et à la coordination entre aéroports. Parmi les autres secteurs concernés par la coopération figurent la chimie, la pétrochimie, les mines, la métallurgie, la sidérurgie. Contrairement à certaines informations, le ministre français de l'Industrie, ainsi que l'ambassadeur du Mexique, ont démenti formellement la signature, pendant le séjour du président Lopez Portillo, d'un accord pour la construction par la France de trois centrales nucléaires et d'une unité d'enrichissement d'uranium.

● **La production industrielle italienne** a finalement enregistré en février une hausse de 12,6 % par rapport à février 1979. La progression observée au cours des deux premiers mois de 1980 a été de 10,8 % par rapport à la période correspondante de l'année dernière. En 1979, l'Italie a d'ailleurs enregistré une hausse de la production industrielle de 6,5 %, contre 5,5 % pour l'Allemagne fédérale, 4,2 % pour la Belgique, 3,8 % pour la Grande-Bretagne, 3,3 % pour les Pays-Bas et 2 % pour la France. Le résultat de février est le plus élevé atteint au cours des douze derniers mois.

● **Le riel iranien** est décroché du dollar. Le gouverneur de la Banque centrale d'Iran, M. Nohari, a annoncé le 18 mai la suppression de la parité entre le riel iranien et le dollar. À compter du jeudi 22 mai, la parité de la monnaie iranienne sera « accrochée » quotidiennement aux quatre devises (dont celles des principaux pays industrialisés) qui, avec le dollar et le riel, interviennent dans la détermination des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire (F.M.I.). — (A.F.P.)

CONJONCTURE

NOUVEAU DÉFICIT COMMERCIAL EN AVRIL

Le déséquilibre a atteint 20,5 milliards en quatre mois

La balance commerciale française continue d'être déficitaire, mais ce déséquilibre a sensiblement diminué en avril par rapport aux trois premiers mois de 1980. En chiffres bruts, il s'est inscrit à 2,245 milliards de francs contre 8,4 milliards en mars (mais un excédent de 1 milliard en avril 1979). Après correction des variations saisonnières, le déficit a été pratiquement le même, s'établissant à 2,984 milliards de francs contre 5,8 milliards en mars (et un excédent de 170 millions en avril 1979).

Le résultat d'avril est dû surtout à une diminution des importations. En chiffres bruts, celles-ci ont baissé de 8,7 % par rapport à mars, s'inscrivant à 46,485 milliards de francs. De leur côté les exportations n'ont enregistré qu'un recul de 0,5 %, s'inscrivant à 44,240 milliards de francs. Le taux de couverture de la balance par les ventes a donc été de 95,2 %, contre 87,2 % le mois précédent mais 183 % il y a un an.

Le même phénomène se retrouve dans les statistiques corrigées des variations saisonnières. Les importations ont reculé de 5,4 %, en avril pour s'établir à 44,330 milliards de francs. En revanche les exportations ont progressé de 3,1 %, atteignant 42,286 milliards de francs. Le taux de couverture a été de 95,4 % contre 87,5 % en mars et 100,5 % en avril 1979.

Pour l'ensemble des quatre premiers mois de l'année, le déficit atteint 20,531 milliards de francs en données brutes et 16,787 milliards après correction des variations saisonnières.

ENVIRONNEMENT

ONZE PAYS SEULEMENT ET LA COMMUNAUTÉ ONT SIGNÉ L'ACCORD SUR LA POLLUTION DE LA MÉDITERRANÉE

Ce ne sont pas dix-sept pays comme nous l'annonçons dans nos éditions du 18 mai, mais onze seulement qui ont finalement signé, le samedi 17 mai à Athènes, le protocole sur la lutte contre les pollutions maritimes en Méditerranée. Les pays signataires sont les suivants : Grèce, Italie, Libye, Lbanie, Malte, Maroc, Monaco, Tunisie, Chypre, Espagne et France. La Communauté européenne est aussi partie à la convention.

Tout en saluant le caractère « historique » du protocole d'Athènes, les délégués ont convenu qu'une très lourde tâche attendait les pays signataires de l'accord, d'abord pour le ratifier, ensuite pour l'appliquer sur le terrain. — (A.F.P.)

Cette semaine, dans Le Nouvel Observateur, un grand dossier : **Ordinateurs, la Révolution chez vous.** Un numéro à ne pas manquer : il vous concerne personnellement.

LE NOUVEAU **observateur**

FAITES DE L'ARGENT AVEC VOTRE ARGENT.

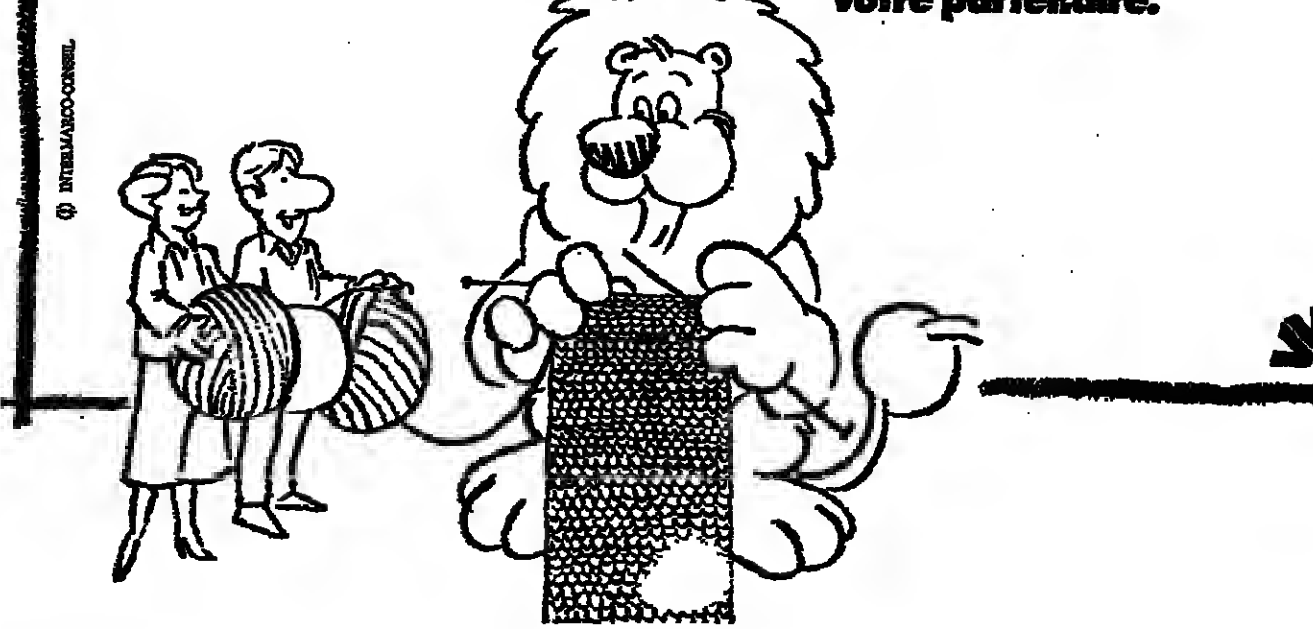
Vous êtes maintenant bien installé et équipé. Vos revenus l'emportent sur vos dépenses. Vous voici donc en mesure d'épargner et de faire de l'argent avec votre argent. En prévision de votre retraite ou pour aider vos enfants, par exemple.

Le Crédit Lyonnais peut vous conseiller et choisir avec vous, parmi les nombreux investissements, ceux qui sont le mieux adaptés à votre situation ou à vos désirs :

- Vous rêvez d'un placement à court terme, mais avec un bon rendement.
- Vous avez en main un vrai capital et vous souhaitez qu'il garde sa valeur.
- Vos revenus atteignent les tranches supérieures d'imposition et vous recherchez des intérêts exonérés d'impôt.

Rien ne remplace un contact personnel lorsqu'il s'agit d'argent ; alors venez nous voir, nous en discuterons ensemble.

CREDIT LYONNAIS
Votre partenaire.



مكة من الجبل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

19 MAI

Calm et irrégulier

Retardée d'une quinzaine de minutes en raison d'une manifestation pacifique d'une centaine de travailleurs turcs en situation d'urgence, venus au palais Bourbon, la séance de ce lundi n'a guère été perturbée par autant d'agitation que les jours précédents. Les cours ont été marqués par une certaine courtoisie. Reprises vers 12 h. 50, les cotations se sont calmées par un repli marginal de l'indice boursier instantané : - 0,10 % environ. Hausse et baisse se sont équilibrées à peu près dans tous les secteurs, les cours restant généralement peu importants.

Les meilleures performances de la séance ont été réalisées par *Surfrance* (+ 3,8 %), *Locofrance* (+ 2,8 %), *Boussier* (+ 2,5 %), *Sis* et *B.H.V.* (+ 2,5 %). *A. Inverse*, *P. et B. Investissement*, *Bio*, *Radiotechnique* et *Modet-Hennessy* ont cédé entre 2 et 2,5 %.

Dans l'attente d'un communiqué devant être publié dans l'après-midi, la Chambre syndicale des agents de change a suspendu les cotations des titres de deux sociétés : *Sanofi* et *C.M. Industries*, qui envisagent un rapprochement.

Sur le marché de l'or, assez calme lui aussi, le lingot n'a pratiquement pas varié, s'établissant à 72 400 francs l'once contre 72 500 francs, soit 536,78 dollars pour une once de 31,1 grammes, contre 515,0 dollars à midi à Londres. Le napoléon a, de son côté, cédé 3,40 francs à 666,50 francs, après un premier cours de 667 francs (contre 670,20 francs).

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS	(Actions et parts)	Moindres	Plus
Ciments français, non	19,4	4	...
Lacoste, 25	1,2	31	...
Nationale Cr. Ind., 23	1,8	12	20

LONDRES

En raison de difficultés de production sur le gisement de Mianus, en mer du Nord, les pétroles cèdent un large terrain. Les industrielles se raffermissent et les mines d'or sont incertaines.

Of (ouverture) (dollars) 610 10 contre 613 50		
VALEURS	CLÔTURE 18/5	COURS 18/5
Banque	114	114
British Petroleum	330	330
Comptants	71	60
De Beers	5 18	0 23
Imperial Chemical	336	372
Shell	283	306
Shell Tinto Zinc Inc	274	285
Vickers	114	112
War Loan 3 1/2 %	33	23 5/4
West. Birmingham	29 3/4	80 4/4
Western Holdings	57 5/4	58 1/2
U.S. dollars U.S.		

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

DOUKZ. Le bénéfice net du groupe pour 1978 s'est élevé à 205 millions de francs (185 millions pour la part du groupe) contre 199 millions en 1977. Le dividende sera maintenu à 40 F par action sur le capital augmenté de 25 % en cours d'exercice (une action gratuite pour quatre).

CRÉDIT D'OR. Dividende global pour l'exercice 1978 : 31,0 F (inchangé).

LA PROTECTRICE. Dividende global pour l'exercice 1978 : 18,7 F (inchangé).

FAPIERIES DE GASCOGNE. Bénéfice net pour l'exercice 1978 : 13,85 millions de francs contre un résultat net comptable de 1,48 million en 1977. Le dividende global sera maintenu à 1,50 F par action.

INTERNATIONAL TELEPHONE. ASIO 1978-1979 : Le dividende trimestriel payable le 1^{er} juillet 1980 a été fixé à 60 cents par action ordinaire, soit 2,40 dollars pour les actions ordinaires (sans changement).

Le Bulletin d'annonces légales obligatoires, daté 19 mai, n'a pas été publié normalement ; sa publication interviendra le 9 mai.

Taux du marché monétaire

Effets privés, du 18/5 : 12,7 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) : 165,10

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Base 100 = 29 décembre 1972

Indice	18/5	17/5
Indice général	129,7	129,8
Indice des valeurs	129,7	129,8
Indice des actions	129,7	129,8
Indice des obligations	129,7	129,8

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 = 29 déc. 1972)

Indice général : 129,7

Indice des valeurs : 129,7

Indice des actions : 129,7

Indice des obligations : 129,7

VALEURS

Cours précédents

Cours actuels

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

VALEURS

Cours précédents

Cours actuels

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

VALEURS

Cours précédents

Cours actuels

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

VALEURS

Cours précédents

Cours actuels

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

Plus

Moins

Indice

18/5

17/5

Différence

